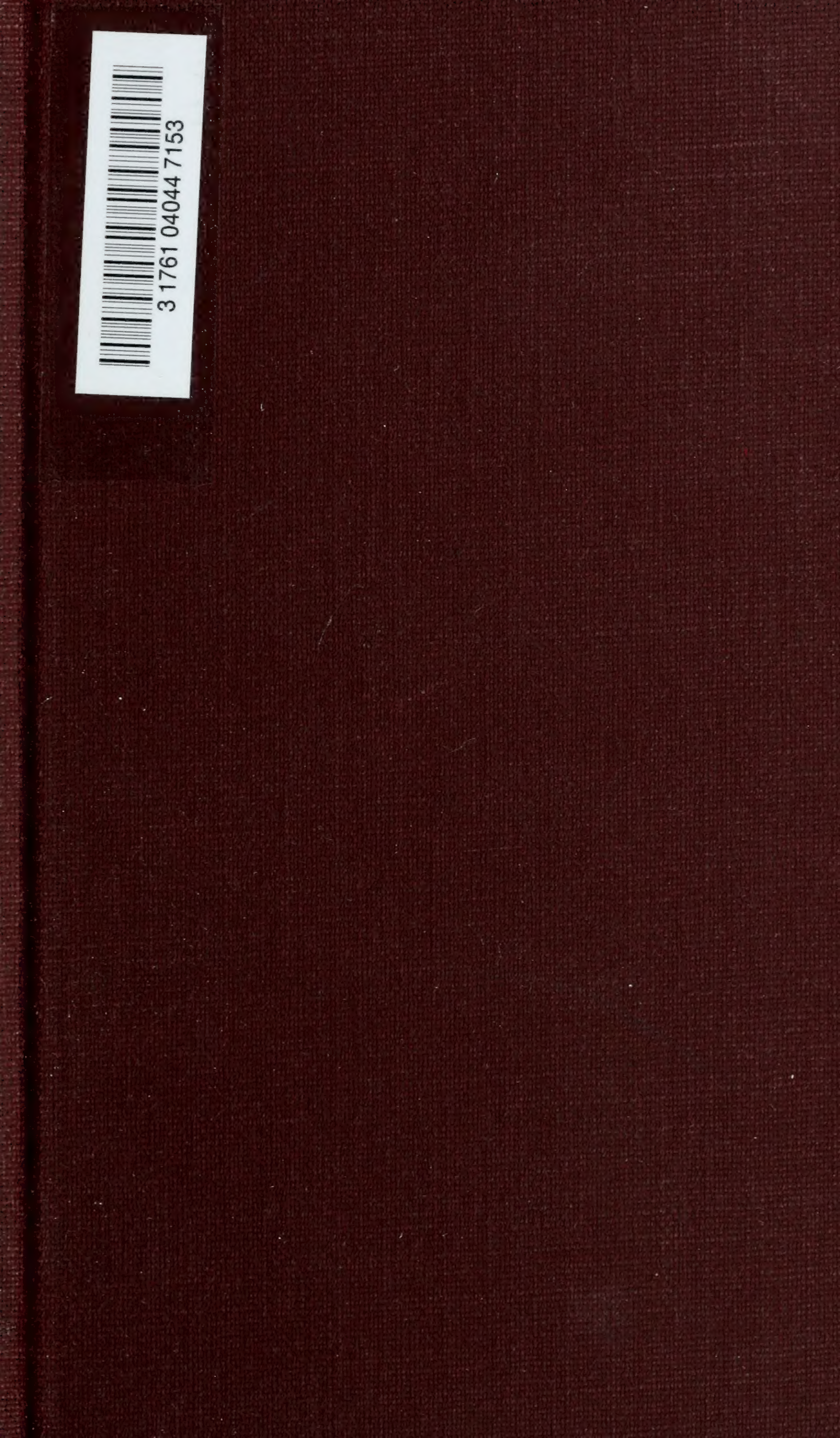
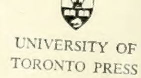

3 1761 04044 7153

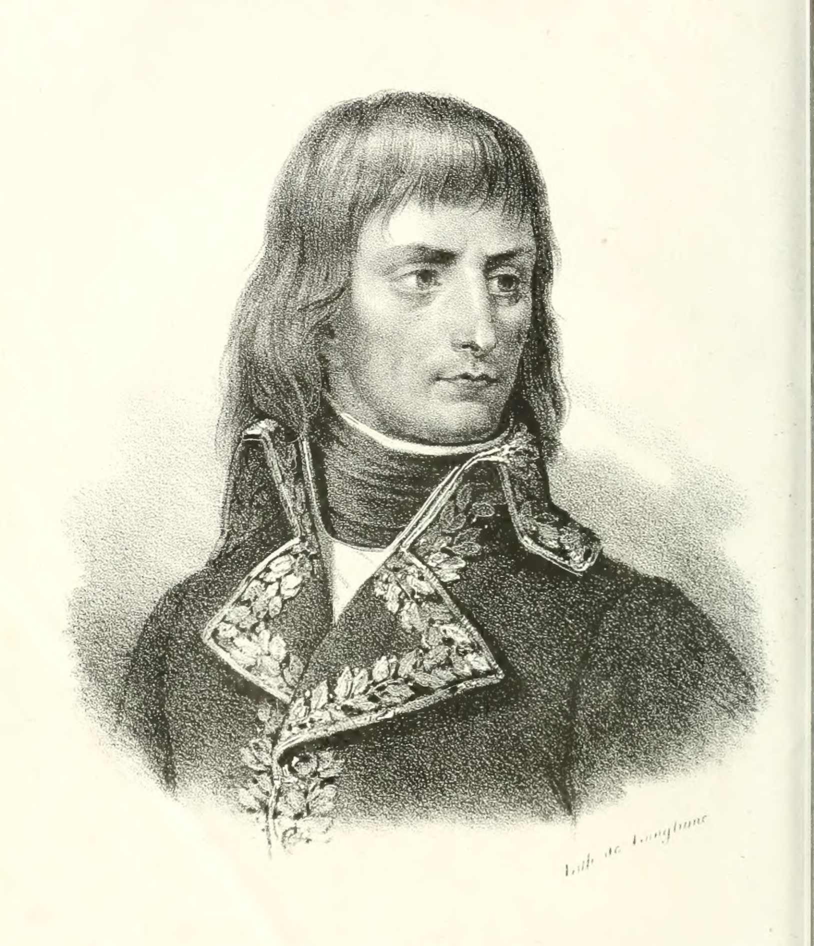


HISTOIRE

DE

NAPOLÉON.

A. GUYOT, IMPRIMEUR, RUE MIGNON, N° 2.


Lith de Langlume

HISTOIRE

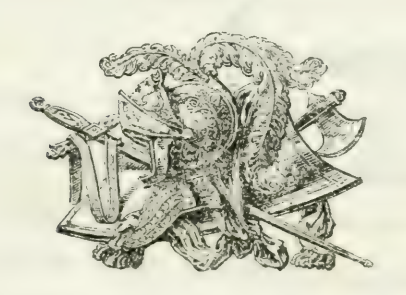
DE

NAPOLÉON

D'APRÈS LUI-MÊME,

Publiée

Par Léonard Gallois.



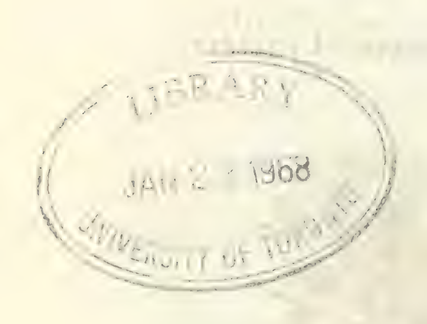
Paris,

CHARLES-BÉCHET, LIBRAIRE-ÉDITEUR,

QUAI DES AUGUSTINS, N° 57.

PONTHIEU, PALAIS-ROYAL.

1825.


LIBRARY
JAN 2 1968
UNIVERSITY OF TORONTO

Eclaircissemens.

Napoléon n'a pas écrit son histoire; mais plusieurs chapitres complets, un grand nombre d'explications, de remarques, d'éclaircissemens, de commentaires sur les vingt années de sa vie politique, ont été dictés par lui à ses compagnons d'exil, et se trouvent consignés dans les précieux *Mémoires pour servir à l'histoire de France, sous Napoléon*, publiés par les généraux Montholon et Gourgaud; dans le *Mémorial de Sainte-Hélène*, de M. de Las-Cases; dans les relations des docteurs O'Méara et Antommarchi; dans les *Manuscrits* mis au jour par M. le baron Fain, et dans plusieurs autres recueils dignes de foi.

Alors même que Napoléon ne dictait pas positivement, on a recueilli de sa bouche une

foule de faits importans et de détails d'un grand intérêt, qui se rattachent aux événemens de sa vie.

Il a donc fourni lui-même tous les chapitres de son histoire.

Mais les matériaux pour composer les chapitres de cette histoire, se trouvaient épars, sans ordre, sans aucune intention, dans plus de quarante volumes.

J'ai pris à tâche de les réunir, et d'en former un tout complet.

Cette tâche, facile à remplir pour quelques périodes, ne l'a plus été pour un grand nombre d'autres époques. J'ai dû prendre, souvent des paragraphes, des phrases, des mots même, dans huit à dix volumes divers, pour coordonner des fractions de chapitres, et composer ainsi les chapitres entiers. J'ai dû encore séparer, transporter, rapprocher, cou-

:r des paragraphes, y intercaller des phrases, es mots disséminés, mais relatifs au même événement, à la même circonstance.

:tte compilation devenait alors d'autant laborieuse, que je m'étais imposé la loi e comprendre dans *l'Histoire de Napo-* *d'après lui-même*, rien, absolument qui n'eût été dicté, corrigé, expliqué par oléon, ou recueilli de sa bouche.

nsi, à l'exception des trois premières pages hapitre Ier, et à quelques mots près, tel *cependant*, *alors*, *toutefois*, *entre temps*, *ant que*, *néanmoins*, etc., que j'ai dû er parfois, pour lier des phrases, des agraphes ou des chapitres entre eux, afin faire disparaître les nuances de cette *Mar-eterie*, tout ce que contient cette histoire : entièrement de Napoléon.

J'ai poussé le scrupule jusqu'au point de

foule de faits importans et de détails d'u grand intérêt, qui se rattachent aux événemen de sa vie.

Il a donc fourni lui-même tous les chap de son histoire.

Mais les matériaux pour composer les pitres de cette histoire, se trouvaient ép sans ordre, sans aucune intention, dans de quarante volumes.

J'ai pris à tâche de les réunir, et d'en fo un tout complet.

Cette tâche, facile à remplir pour que périodes, ne l'a plus été pour un grand no d'autres époques. J'ai dû prendre, so des paragraphes, des phrases, des m même, dans huit à dix volumes divers, p coordonner des fractions de chapitres, composer ainsi les chapitres entiers. J'ai encore séparer, transporter, rapprocher, c

per des paragraphes, y intercaller des phrases, des mots disséminés, mais relatifs au même événement, à la même circonstance.

Cette compilation devenait alors d'autant plus laborieuse, que je m'étais imposé la loi de ne comprendre dans *l'Histoire de Napoléon, d'après lui-même*, rien, absolument rien qui n'eût été dicté, corrigé, expliqué par Napoléon, ou recueilli de sa bouche.

Ainsi, à l'exception des trois premières pages du chapitre Ier, et à quelques mots près, tel que : *cependant, alors, toutefois, entre temps, pendant que, néanmoins*, etc., que j'ai dû ajouter parfois, pour lier des phrases, des paragraphes ou des chapitres entre eux, afin de faire disparaître les nuances de cette *Marqueterie*, tout ce que contient cette histoire est entièrement de Napoléon.

J'ai poussé le scrupule jusqu'au point de

copier exactement, de ne rien changer au style, de le conserver tel que je l'ai trouvé. De là, ces différences sensibles que l'on remarquera parfois entre ce qui a été dicté dans le recueillement, revu et corrigé, et ce qui a été recueilli dans des conversations courantes. Il ne m'en revient donc aucune part d'éloges ni de critique.

En suivant un autre système, en voulant retoucher, de mon autorité, les phrases lâches ou décousues, les mots qui pouvaient me paraître impropres, j'eusse ôté le principal mérite au livre que j'offre au public, celui de la plus grande et de la plus exacte authenticité.

J'avais commencé par citer les ouvrages et les pages dans lesquels étaient pris les morceaux dont se compose ce volume; mais ces citations étaient souvent si nombreuses dans une même page, qu'elles entravaient la lecture, nuisaient

à l'élégance typographique, et devenaient ennuyeuses. J'ai dû les supprimer ; mais je reste prêt à indiquer la source authentique de toute phrase, de toute assertion, que l'on pourrait croire ne pas être de Napoléon.

L'histoire de Napoléon, d'après lui-même est tellement de lui, qu'on pourrait presque dire que c'est lui-même qui l'a écrite en entier; car la seule chose qui m'appartienne, dans cet ouvrage, c'est la coordonnation des matériaux. J'aurais pu, sans trop de présomption, le faire parler lui-même; mais, comme César et Fréderic, Napoléon a écrit à la troisième personne : j'ai conservé le mode qu'il a adopté (1).

Peut-être me reprochera-t-on de m'être plus étendu sur tel événement que sur tel autre, d'avoir fait des chapitres longs et

---

(1) *Mémoires pour servir à l'histoire de France, sous Napoléon*, tom. I, par le général Montholon, *Avertissement des Editeurs.*

d'autres que l'on jugera trop courts. Mon excuse est simple : j'oserai dire que la faute en est à Napoléon.

Il est possible que l'on trouve aussi que j'ai omis des détails, de petits faits, de petites circonstances ; mais Napoléon a dit que, s'il avait écrit sa vie, il ne serait point descendu à des confessions à la Jean-Jacques (1) : je me suis identifié avec ses idées ; et en cela, je n'ai fait également que me conformer à la grande maxime de Voltaire : « Ne dites à la postérité que ce qui est digne de la postérité. » (2).

Léonard Gallois.

---

(1) *Mémorial de Sainte-Hélène*, tom. VII, pag. 312.

(2) Voltaire, Préface historique et critique à *l'Histoire de l'Empire de Russie.*

HISTOIRE

DE

NAPOLÉON BONAPARTE.

PREMIÈRE PARTIE.

LE GÉNÉRAL BONAPARTE.

CHAPITRE PREMIER.

De la Famille Bonaparte.

Le rôle éclatant que la famille Bonaparte vient de remplir sur la scène du monde, a donné lieu aux recherches les plus minutieuses sur son origine : le nom même a été l'objet de plus d'une controverse entre les généalogistes. Les uns ont prétendu qu'il devait, ainsi que tous les noms propres, être invariable, et que, par

conséquent, il fallait l'écrire aujourd'hui comme on l'écrivait dans les derniers siècles, c'est-à-dire, *Buonaparte ;* d'autres ont soutenu qu'il pouvait s'écrire indistinctement *Buonaparte* ou *Bonaparte*, sans néanmoins donner aucune raison satisfaisante pour justifier leur opinion : ni les uns ni les autres n'ont considéré la chose sous son véritable point de vue.

Pour fixer l'orthographe de ce nom, il me semble que ce n'est point l'histoire de l'Italie, ni celle de la famille Bonaparte qu'il faut parcourir, mais bien l'histoire de la langue italienne.

De même que toutes les langues modernes, celle que l'on parle maintenant dans la patrie de Cicéron, a subi plus d'une révolution ; il est aisé de s'apercevoir que l'italien de Tasse, n'est pas tout-à-fait celui des chantres de Laure et de *Roland*, et encore moins l'italien de Dante. Métastase, dont le goût était si pur, a débarrassé les mots de sa langue d'une foule de lettres inutiles. Avant lui, on avait toujours écrit *cuore;* l'immortel auteur d'*Attilio Regolo* et de *Temistocle*, a constamment écrit *core.* Après Métastase, *Cesarotti*, *Monti*, *Casti*, *Alfieri*, et

presque tous les autres auteurs modernes ont supprimé l'*u* qui précède l'*o* de la plupart des mots simples ou composés dans lesquels cette lettre oiseuse ne servait qu'à indiquer la prononciation ouverte de l'*o*: c'est par l'effet de ces suppressions successives qu'on trouve ces mots indistinctement écrits avec ou sans *u*, dans les dictionnaires du siècle dernier. Plus tard, ces *u* ont presque totalement disparu, et les mots *bonificazione*, *bonarità*, *bonaccia*, *bonavoglia*, *core*, *foco*, etc., etc., sont écrits dans les dictionnaires modernes, suivant la nouvelle orthographe.

Il est donc naturel que les anciens Bonaparte aient signé leur nom avec l'*u* obligé de l'époque, et que les Bonaparte modernes l'écrivent sans *u*.

Le père de Napoléon signait *Buonaparte;* en même temps, l'archidiacre Lucien, plus familiarisé, sans doute, avec l'orthographe du siècle, écrivait *Bonaparte.*

Napoléon, dans son enfance, signait comme son père; il conserva l'ancienne orthographe de son nom pendant les immortelles campagnes d'Italie, afin d'étaler aux yeux des peuples de cette péninsule la

vieille origine du jeune conquérant, et de flatter ainsi leur amour-propre national; mais, dès que le général fut parvenu au consulat, il ne signa plus que *Bonaparte*.

De nos jours, les hommes du *statu quo* se sont fait une loi de ne désigner l'ex-empereur des Français que par le nom de *Buonaparte*, croyant ainsi dénationaliser ce nom, et le rendre étranger; mais ils ne se doutent pas que leur obstination est un ridicule de plus dont ils se chargent; qu'elle est une nouvelle preuve qu'ils sont en tout en arrière du siècle, et qu'ils s'assimilent par là à ces incorrigibles routiniers qui persévèrent encore aujourd'hui à écrire *françois* pour *français*.

Je demande pardon au lecteur d'avoir commencé l'histoire du premier capitaine du monde par une dissertation lexicographique si peu intéressante; mais il s'agissait d'éclaircir un point que d'autres historiens ont laissé douteux : j'ai dû ne pas craindre d'entrer dans ces détails.

Quant au nom de NAPOLÉON, autrefois étranger au calendrier français, la famille Bonaparte le tenait, dans l'origine, d'un Napoléon des Ursins, célèbre dans les

fastes de l'Italie ; et, depuis plusieurs générations, le second des enfans de cette famille l'avait constamment porté. Néanmoins, on ne connaissait à son patron aucune date certaine dans aucun calendrier ; la galanterie du pape Pie VII la fixa au 15 du mois d'août, jour de la naissance de Napoléon Bonaparte, et de la signature du Concordat : avant cette époque, l'Empereur n'avait jamais connu le jour de sa fête.

Si le rang que les ancêtres de Napoléon ont tenu dans le monde, si la noblesse de sa famille pouvaient ajouter quelque éclat à sa gloire et à son illustration personnelles, il eût été aisé de prouver que les Bonaparte ont long-temps joué un rôle distingué dans la moyenne Italie. L'Empereur François, ayant fait faire des recherches sur la famille de Napoléon, qui était devenu son gendre, crut lui faire beaucoup de plaisir en lui apprenant que les Bonaparte avaient été souverains de Trévise ; mais Napoléon lui répondit qu'il voulait être le *Rodolphe d'Hapsbourg* de sa famille.

Le duc de Feltre, qui, malgré les principes républicains qu'il professait lorsqu'il

était ambassadeur de la République à Florence, avait la manie des parchemins et des arbres généalogiques, rapporta à Paris le portrait d'une Bonaparte, mariée à un des princes de la maison de Médicis.

La mère d'un pape, né à Sarzanne, était aussi une Bonaparte.

On trouve cette famille inscrite sur le livre d'or de Bologne, et parmi les patrices de Florence.

Lorsque le général Bonaparte conquit l'Italie, des députations de plusieurs villes s'empressèrent de lui présenter les titres et les actes qui attestaient le grand rôle que sa famille y avait rempli. Les armoiries des Bonaparte se trouvent dans le livre d'or de Trévise, et quelques édifices de la ville de Florence, ornés encore aujourd'hui des écussons de cette famille, attestent ce qu'elle fut jadis.

On trouve également dans les archives de la Toscane que c'est un Bonaparte qui a été chargé du traité par lequel s'est fait l'échange de Livourne contre Sarzanne.

Quelques-uns des membres de cette famille ont aussi cultivé la littérature. L'une des premières comédies qui ont paru à la

renaissance des lettres, est d'un Bonaparte, elle est intitulée *la Veuve:* on la trouve à la bibliothèque royale, imprimée et manuscrite.

Le *Sac de Rome*, par le connétable de Bourbon, ainsi que l'histoire de son expédition, fut écrite par un monsignor Jacques Bonaparte, contemporain du connétable. Cet ouvrage, imprimé il y a un demi-siècle, contient aussi une histoire de la maison Bonaparte, par le docteur Vaccha.

Enfin, un Italien qui habitait Londres, et qui fut choqué de la manière dont le gouvernement britannique avait reçu la lettre du consul Bonaparte, publia des renseignemens généalogiques qui établissaient la descendance directe de Napoléon d'une antique maison, que l'on suppose être la tige des rois d'Angleterre de notre époque.

Napoléon, qui créa lui-même des essaims de princes, de ducs, de comtes, de barons et de chevaliers, et qui fut le restaurateur du blason, eut néanmoins toujours le bon esprit de se refuser à toute espèce de travail sur sa généalogie. Il fit mieux encore, car, sous le consulat, un généalogiste ayant publié un

ouvrage, dans lequel il rattachait la famille Bonaparte à d'anciens rois du Nord, le premier Consul fit persifler, dans les journaux, cet essai de la flatterie, en déclarant que sa noblesse ne datait que de *Montenotte* et de *Millesimo*.

Au milieu des nombreuses révolutions qui désolèrent les petits États de l'Italie, la famille Bonaparte se trouva exposée à la vengeance des Guelfes, dont elle ne partageait pas les opinions; c'est ainsi qu'à l'époque des troubles de Florence, l'un des Bonaparte se trouva au nombre des *fuorusciti* (émigrés), et se retira d'abord à Sarzanne, et ensuite en Corse. L'autre branche resta à San-Miniato, où Napoléon trouva encore, après son expédition de Livourne, un vieil abbé de ce nom, qui le fit son héritier.

Les Bonaparte établis en Corse, continuèrent d'envoyer leurs enfans en Toscane, où ils ont tous fait leur éducation.

Charles Bonaparte, père de Napoléon, fut élevé à Rome et à Pise; il y avait étudié le droit avec fruit : il avait de la chaleur, de l'énergie. A l'âge de vingt ans, au moment où la consulte extraordinaire de la Corse, pro-

posait de se soumettre à la France, Charles Bonaparte prononça un discours qui enflamma tous les esprits. Lorsque l'île fut conquise, il voulut accompagner Paoli dans son émigration; mais son oncle, l'archidiacre Lucien, qui exerçait l'autorité d'un père sur toute la famille, le força de revenir.

Charles Bonaparte avait épousé mademoiselle *Lœtitia Ramolino*, dont la mère, devenue veuve, s'était remariée à M. Fesch, capitaine dans l'un des régimens suisses que la république de Gênes entretenait en Corse. C'est de ce second mariage qu'est né le cardinal Fesch, lequel se trouve ainsi demi-frère de madame Bonaparte, et oncle de Napoléon.

Charles Bonaparte était un très-bel homme, d'une figure distinguée et d'une éducation soignée. Son épouse passait pour une des plus belles femmes de son temps; sa beauté était citée dans l'île : elle se fit remarquer même à Paris, dans un voyage qu'elle fit, plus tard, en France, pour voir son fils à Brienne. Douée d'un grand caractère, de beaucoup de force d'ame, madame Bonaparte, partagea souvent les périls de son mari, pendant la guerre de la liberté, et le

suivit souvent à cheval dans ses expéditions ; elle était alors enceinte de Napoléon. Quoique veuve bien jeune encore, c'est-à-dire à l'âge de trente ans, madame Bonaparte avait eu treize enfans, dont cinq garçons et trois filles ont vécu, et ont tous joué un grand rôle sous le règne de Napoléon. Ce sont : *Joseph*, qui fut roi de Naples et d'Espagne ; *Louis*, qui régna sur la Hollande ; *Jérôme*, qu'on vit roi de Westphalie ; *Lucien*, qui ennoblit son caractère par son refus constant des faveurs de Napoléon, et, plus tard, par son dévouement; *Elisa*, grande duchesse de Toscane ; *Pauline*, princesse Borghèse ; *Caroline*, reine de Naples ; et Napoléon.

CHAPITRE II.

Enfance de Napoléon.

NAPOLÉON naquit le 15 août 1769, vers midi, c'était la fête de l'Assomption : sa mère, femme aussi forte au physique qu'au moral, voulut aller à la messe, à cause de la solennité du jour ; mais elle fut obligée de retourner chez elle en toute hâte, et, n'ayant pu atteindre sa chambre à coucher, elle déposa son enfant sur un de ces tapis antiques, représentant les héros d'Homère.

1769 Naissance de Napoléon.

Durant son enfance, Napoléon fut turbulent et vif ; il se faisait aussi remarquer par son adresse. Il avait acquis un ascendant des plus complets sur son frère aîné, Joseph ; toutes les fois que les deux enfans se battaient, c'était toujours Joseph qui était mordu, égratigné, et, dès qu'il voulait porter ses plaintes à sa mère, Napoléon le devançait, et se faisait toujours donner raison : le pauvre Joseph n'osait plus ouvrir la bouche. Du reste, la toute petite enfance de

Napoléon ressemble en tout à celle des enfans vifs et impatiens.

1779.
Entrée à l'école de Brienne.

Napoléon venait d'entrer dans sa onzième année, lorsque son père fut député à Paris par la noblesse des états de Corse. Ils quittèrent tous deux l'île dans l'année 1779, passèrent par Florence, où Charles Bonaparte obtint, par la considération dont sa famille jouissait en Toscane, une lettre de recommandation du grand-duc Léopold, pour la reine de France, sa sœur. Charles Bonaparte et le jeune Napoléon se rendirent aussitôt à Paris.

C'était le moment où les deux généraux français qui étaient en Corse, se trouvaient fort divisés entre eux : chacun avait un parti parmi les habitans de l'île. L'un d'eux était M. de Marbœuf, doux et populaire ; l'autre, M. de Narbonne Pellet, haut et violent. Celui-ci, d'une naissance et d'un crédit supérieurs, devait l'emporter sur son rival ; mais M. de Marbœuf était beaucoup plus aimé en Corse: la députation, conduite par Charles Bonaparte, fut consultée à Versailles, et ses témoignages firent donner raison au commandant Marbœuf.

Le neveu de ce général était alors arche-

vêque de Lyon, et ministre de la feuille des bénéfices ; il s'empressa de faire des remerciemens à Charles Bonaparte, et, sachant qu'il allait conduire un de ses fils à l'école militaire de Brienne, il lui envoya une lettre de recommandation toute particulière pour la famille de Brienne. C'est de cette époque que datent l'intérêt et la bienveillance des Marbœuf et des Brienne envers les enfans Bonaparte. La malignité s'était empressée de supposer à ces rapports une cause bien différente, mais un simple rapprochement des dates suffit pour rendre ces bruits absurdes. M. de Marbœuf demeurait à Ajaccio, où la famille Bonaparte tenait un des premiers rangs ; madame Bonaparte était la plus belle et la plus agréable des femmes de cette petite ville : il était tout naturel que le vieux commandant lui prodiguât ses soins, et qu'il se fît une habitude d'aller dans cette maison ; mais ses relations avec madame Bonaparte ne pouvaient laisser supposer cette intimité dont on s'est avisé de parler vingt ans après.

Il est certain que Charles Bonaparte mourut d'un *squirre à l'estomac*, à l'âge de 38 ans. Il avait éprouvé quelques soulage-

mens, lors de son voyage à Paris; mais il succomba plus tard à Montpellier, où il fut enterré dans un des couvens de cette ville. Lorsque Napoléon parvint au consulat, la ville de Montpellier le fit prier de permettre que l'on élevât un monument à la mémoire de son père : Napoléon refusa, en disant à la députation : « Ne troublons point « le repos des morts, laissons en paix leurs « cendres : j'ai perdu aussi mon grand- « père, mon arrière grand-père, pourquoi « ne ferait-on rien pour eux? Mais cela « mène loin. Si c'était hier que j'eusse « perdu mon père, il serait naturel et con- « venable que j'accompagnasse mes regrets « de quelque haute marque de respect; « mais il y a vingt ans : cet événement est « étranger au public, n'en parlons plus. » Long-temps après, Louis Bonaparte, à l'insu de Napoléon, fit exhumer le corps de son père, et le fit transporter à Saint-Leu, où il lui consacra un monument.

A la mort de Charles Bonaparte, l'archidiacre Lucien servit de père à tous ses enfans; ses soins et ses économies rétablirent les affaires de la famille, que le luxe de Charles avait fort dérangées. Ce second chef

de la famille Bonaparte vécut encore assez long-temps, toujours entouré de la vénération de tous les habitans.

Le jeune Napoléon fut à Brienne l'opposé de ce qu'on nous l'a peint dans une foule d'histoires apocryphes; il était doux, tranquille, appliqué. Son amour-propre et sa sensibilité étaient extrêmes. Un jour, le maître de quartier, brutal de sa nature, et ne sachant point distinguer les nuances physiques et morales qui caractérisent chaque enfant, condamna Napoléon à porter l'habit de bure et à dîner à genoux à la porte du réfectoire. La fierté du jeune Corse ne put supporter cette espèce de déshonneur: le moment de l'exécution fut celui d'un vomissement subit et d'une violente attaque de nerfs. Heureusement le père Patrault, son professeur de mathématiques, accourut l'arracher au supplice, se plaignant qu'on dégradât ainsi son premier mathématicien.

A l'âge de puberté, Napoléon devint morose, sombre; la lecture fut alors pour lui une passion poussée jusqu'à l'excès: il dévorait tous les livres. Ses professeurs le vantaient comme un des meilleurs sujets de l'école. Pichegru, si célèbre depuis, était

alors son maître de quartier et son répétiteur sur l'arithmétique : il conserva des souvenirs frappans du jeune Napoléon ; car, lorsqu'il se fut livré au parti royaliste, et qu'on le consulta pour savoir si l'on ne pourrait pas aller jusqu'au général en chef de l'armée d'Italie, il répondit à ceux qui le questionnaient : « N'y perdez pas votre temps ; je l'ai connu dans son enfance, ce doit être un caractère inflexible : il a pris un parti, il n'en changera pas. »

1783. Entrée à l'Ecole militaire de Paris.

En 1783, Napoléon fut désigné par M. de Kéralio, officier général, inspecteur des douze écoles militaires, pour aller achever son éducation à celle de Paris. Le jeune élève n'avait pas l'âge requis pour concourir ; il n'était fort que sur les mathématiques, et les moines de Brienne auraient voulu qu'on attendît l'année suivante, afin de lui donner le temps de se fortifier sur le reste ; mais M. de Kéralio insista : « Je sais ce que je fais, dit-il aux moines ; si je passe ici par-dessus la règle, ce n'est point une faveur de famille, je ne connais point celle de cet enfant : c'est tout à cause de lui-même ; j'aperçois ici une étincelle qu'on ne saurait trop cultiver. » M. de Kéralio mourut pres-

que aussitôt ; mais M. de Regnault, qui lui succéda, examina les notes laissées sur le jeune Napoléon, et le fit envoyer à Paris.

Il n'était encore que dans sa quinzième année, mais déjà tout annonçait en lui un caractère prononcé et des qualités supérieures : ses méditations étaient profondes, ses conceptions très-fortes. Son professeur d'histoire, de l'école militaire, M. de l'Éguille, exaltait dans ses notes la profondeur des réflexions du jeune Napoléon, ainsi que la sagacité de son jugement. Il lui prédisait une grande carrière. M. Domairon, qui professait les belles-lettres, ne cessait de répéter qu'il était frappé, étonné de la bizarrerie des amplifications du jeune élève : il les appelait du *granit chauffé dans un volcan.* Personne ne surpassait Napoléon dans les mathématiques. Le seul professeur q i n'en fût pas satisfait était M. Bauër, lourd maître d'allemand ; il croyait Napoléon incapable d'apprendre quelque chose, parce qu'il ne faisait aucuns progrès dans cette langue.

Il est certain que les parens de Napoléon fondaient déjà sur lui toutes leurs espérances. Son père, expirant, ne rêvait que de

lui ; il l'appelait sans cesse, dans son délire, pour qu'il vînt à son secours avec sa *grande épée.* Le vieil archidiacre Lucien, au lit de mort, disait à Joseph : « Tu es l'aîné de la famille ; mais en voilà le chef (montrant Napoléon), ne l'oublie jamais. »

L'abbé Raynal, frappé de l'étendue des connaissances de Napoléon, l'appréciait déjà tant, à l'âge de dix-huit ans, qu'il en faisait un des ornemens de ses déjeûnés scientifiques. Un peu plus tard, le fameux Paoli ne cessait de répéter que ce jeune homme était taillé à l'antique ; que c'était *un homme de Plutarque.*

Napoléon, sur le rocher de Sainte-Hélène, riait beaucoup de tous les contes absurdes et de toutes les anecdotes dont on s'est plu à entourer l'histoire de sa jeunesse : il n'en avouait presque aucun. Il se rappelait seulement sa réponse à l'archevêque qui le confirmait, au sujet du nom de *Napoléon.* Ce prélat avait montré de l'étonnement en l'entendant prononcer ; il ne connaissait pas, disait-il, ce saint, qui n'était pas sur le calendrier. Le jeune Bonaparte lui répondit avec vivacité que cela ne prouvait rien, puisqu'il y avait un nombre immense de saints et seulement 365 jours.

Du reste, l'histoire de Napoléon, jusqu'au moment de son entrée dans le monde, ressemble parfaitement à l'histoire de tous les jeunes gens studieux et appliqués, qui sentent le besoin de s'élever au-dessus du vulgaire, et d'acquérir de la gloire. Ils deviennent ensuite l'ouvrage des circonstances dans lesquelles ils se trouvent placés, et leur caractère prend alors seulement le développement que ces mêmes circonstances exigent : c'est ainsi que celui de Napoléon est devenu un des plus beaux, un des plus grands dont les fastes du monde nous aient transmis le souvenir.

CHAPITRE III.

Napoléon entre au service.

1785. Entrée au service.

Le jeune Napoléon venait d'accomplir sa dix-septième année, lorsqu'il fut nommé lieutenant en second dans le régiment d'artillerie de La Fère : son brevet était daté du 1er septembre 1785. Il se disposait à aller rejoindre son régiment, lorsqu'il reçut un nouveau brevet de lieutenant en premier, dans le régiment de la même arme, résidant à Valence : il prit aussitôt la route opposée, et se rendit dans le Dauphiné.

Le premier hiver que Napoléon passa à son régiment, il avait pour camarades, Lariboissière et Sorbier, qui furent plus tard inspecteurs-généraux de l'artillerie ; d'Hédouville cadet, que l'on vit ministre plénipotentiaire à Francfort ; Mallet, le frère de celui qui conduisit l'échauffourée de Paris, en 1813 ; Mabille, qui, de retour de l'émigration, fut placé dans les postes ;

Rolland de Villarceaux, depuis préfet de Nîmes, et Bussy, qui fut son aide-de-camp en 1814. Mais son ami, son compagnon fidèle, était Demazzis cadet, avec lequel il avait été à l'école militaire; sous l'empire, Napoléon lui confia le garde-meuble de la couronne.

Ainsi que cela se voit dans tous les corps, il y avait dans le régiment de Valence, des officiers plus ou moins aisés: Napoléon, recevant de sa famille ce qu'on appelait *la grosse pension*, se trouvait être un des plus riches: car deux officiers seulement avaient alors cabriolet: c'étaient les grands seigneurs du corps.

A son entrée dans le monde, le caractère de Napoléon éprouva un nouveau changement: il était sombre, silencieux à l'école militaire, il devint gai et plaisant au régiment, et n'était jamais des derniers en action lorsqu'il fallait faire quelque espiéglerie.

Il y avait à cette époque, à Valence, une dame du plus rare mérite, qui, à cinquante ans, donnait le ton à la ville, c'était madame du Colombier, chez laquelle Napoléon fut bientôt admis. Elle ne tarda pas à distin-

guer le jeune officier d'artillerie, et à lui porter le plus vif intérêt. C'est à madame du Colombier que Napoléon devait l'existence privilégiée dont il jouissait à Valence, existence qui fut fortement jalousée par ses camarades. Madame du Colombier introduisait son jeune protégé dans toutes les sociétés; elle le faisait inviter à toutes les parties de plaisir de la ville et de la campagne ; en un mot, elle l'avait placé dans une situation supérieure, qui peut avoir grandement influé sur les destinées de sa vie : aussi Napoléon ne parlait jamais de cette dame, qu'avec la plus tendre reconnaissance. Madame du Colombier mourut au commencement de la révolution, à laquelle elle prenait le plus vif intérêt; dans ses derniers momens, on lui a entendu dire que, s'il n'arrivait aucun malheur au jeune Napoléon, il jouerait infailliblement un grand rôle.

Avant l'âge de vingt ans, Napoléon était des plus instruits; il avait immensément lu, profondément médité; son esprit était vif, prompt, sa logique très-serrée. Partout il était remarqué d'abord, et obtenait beaucoup de succès, surtout auprès du sexe,

que l'on préfère à cet âge, et auquel il plaisait par des idées neuves et fines, par des raisonnemens audacieux. Les hommes redoutaient de s'engager avec lui dans des discussions quelconques.

Deux jeunes personnes faisaient alors les beaux jours de Valence, et s'y partageaient tous les cœurs : c'étaient mademoiselle de Laurancin et mademoiselle Saint-Germain, devenue ensuite madame de Montalivet; mais Napoléon n'avait du goût que pour mademoiselle du Colombier, qui, de son côté, n'était pas insensible aux soins du jeune officier d'artillerie. C'était leur première inclination, mais telle qu'elle pouvait l'être à leur âge, et avec l'éducation qu'ils avaient reçue. On se ménageait de petits rendez-vous innocens : un entre autres eut lieu en été, au point du jour, et tout le bonheur des jeunes amans consista à manger des cerises ensemble.

On a dit plus tard, dans le monde, que madame du Colombier avait voulu ce mariage : mais que son mari s'y était opposé, en alléguant qu'ils se nuiraient l'un à l'autre, tandis qu'ils étaient faits pour faire fortune, chacun de leur côté. Tout cela est faux; il

n'a jamais été question de mariage. Longtemps après, Napoléon, allant se faire couronner roi d'Italie, retrouva à Lyon mademoiselle du Colombier, devenue madame du Bressieux : il la revit avec grand plaisir, quoiqu'elle fût bien changée, et fit pour son mari ce qu'elle désirait. Il la plaça elle-même dame d'honneur chez une de ses sœurs.

Quels que fussent les agrémens que la société de Valence procurât au jeune officier d'artillerie, ils ne lui firent jamais négliger les devoirs du service ni des occupations plus sérieuses. Il remporta, sous l'anonyme, le prix proposé par l'académie de Lyon, sur la question posée par Raynal : *Quels sont les principes et les institutions à inculquer aux hommes, pour les rendre le plus heureux possible?* Le mémoire de Napoléon fut fort goûté; car il était tout-à-fait écrit dans les idées du moment. Après son avénement au trône impérial, M. de Talleyrand fit déterrer ce mémoire des archives de l'académie de Lyon, et le remit à son auteur, qui, après en avoir lu quelques pages, jeta au feu cette première production de sa jeunesse.

Napoléon fit aussi, à cette même époque, le *Voyage sentimental* au Mont-Cénis, avec son fidèle Demazzis, qui ne le quittait jamais ; il avait commencé la relation de ce voyage, qu'il voulait écrire à la façon de Sterne ; mais il y renonça bientôt après.

Les circonstances et la réflexion ont beaucoup modifié le caractère de Napoléon. Il n'est pas jusqu'à son style si serré, si laconique, qui ne fût alors amphatique et prolixe.

Durant son séjour à Valence, Napoléon courut, pour la première fois, le danger de perdre la vie. En se baignant dans le Rhône, ses forces lui manquèrent, le courant l'entraîna, et il disparut. Heureusement, ses camarades accoururent à son secours, le saisirent aux cheveux, et le traînèrent sur le rivage, privé de tout sentiment. Rendu à la lumière par les soins qu'on s'empressa de lui prodiguer, il avoua qu'il avait senti la vie lui échapper, et qu'il s'était cru de l'autre monde.

Il était encore en garnison à Valence, et toujours lieutenant, lorsque la révolution commença. La direction que l'Assemblée

1789. Commencement de la révolution.

constituante imprima sur tous les esprits opéra un nouveau changement dans celui de Napoléon, il devint grave, observateur, peu communicatif; sa tenue fut encore plus sévère. On attachait alors une grande importance à faire émigrer les officiers d'artillerie. Ceux du régiment de Valence étaient fort divisés d'opinion. Napoléon, tout aux idées nouvelles, avec l'instinct des grandes choses, et la passion de la gloire nationale, prit le parti de la révolution, et son exemple influa sur la grande majorité du régiment. On le vit très-chaud patriote pendant toute la session de l'Assemblée constituante; mais ses idées et ses opinions se trouvèrent ébranlées sous la législative.

1792. Nommé capitaine d'artillerie.

Au commencement de 1792, Napoléon fut nommé capitaine; il voulut alors voir les choses de près, et se rendit à Paris. Il s'y trouvait au 21 juin et au 10 août: à la première époque, il fut témoin de l'insurrection des faubourgs, qui traversèrent le jardin des Tuileries, et forcèrent le palais. Il s'aperçut que cette foule, composée de tout ce que la populace a de plus abject, n'observait aucun ordre Au 10 août, il fit

21 juin.

10 août.

les mêmes remarques, et reconnut combien il eût été facile à un chef de sang-froid, de contenir ces masses formidables, mais peu redoutables.

Vers cette époque, la situation de la Corse offrait des dangers à toutes les familles de cette île, qui étaient dévouées à la France. Napoléon, inquiet pour la sienne, obtint un congé, et se rendit à Ajaccio. La terreur y régnait. Paoli, ce vieillard qui jusqu'alors avait combattu pour l'indépendance et la liberté de son pays, et pour lequel Napoléon avait eu le plus sincère attachement, Paoli cherchait à livrer la Corse aux Anglais, dont les troupes avaient déjà débarqué dans l'île. Les patriotes corses cherchèrent à opposer quelque résistance : on organisa des bataillons de gardes nationales; Napoléon en commanda une partie, et combattit à leur tête. Paoli et les Anglais l'emportèrent : ils brûlèrent Ajaccio. La maison de Bonaparte fut incendiée. Alors eut lieu cette grande émigration de Corses, qui se jetèrent à la hâte sur toute la côte de la Méditerranée. La famille Bonaparte, qui avait constamment refusé d'embrasser le parti des Anglais, fut aussi forcée de ga-

1793.
Napoléon en Corse.

gner le continent; elle vint se fixer à Marseille. Napoléon partit aussitôt pour Paris ; il y arriva au moment où les Marseillais venaient de livrer Toulon aux Anglais.



CHAPITRE IV.

Siége de Toulon.

A l'âge de vingt-quatre ans, Napoléon, simple capitaine d'artillerie, était encore inconnu au monde, qu'il devait remplir de son nom. Il était depuis peu à Paris, au moment où les prétendus fédéralistes de Marseille et de Toulon venaient de livrer cette dernière place aux coalisés anglais, espagnols, napolitains, sardes, etc. Le général Cartaux, qui venait de battre les Marseillais, s'approchait de Toulon, avec les troupes détachées de l'armée des Alpes; et le général Lapoype était parti de Nice avec la même destination. Les comités de Paris sentaient le besoin d'envoyer à cette armée un officier d'artillerie, capable de diriger les opérations du siége de Toulon. Les notes qu'ils trouvèrent au bureau de l'artillerie leur firent jeter les yeux sur Napoléon. Il y fut envoyé aussitôt, avec le grade de chef de bataillon.

1793.
Siége de Toulon.

Napoléon. chef de bataillon.

Le général Cartaux venait de forcer les gorges d'Ollioules, et s'était établi au Beaussel, lorsque le jeune commandant d'artillerie arriva au quartier-général. Il aborde le général, homme superbe, doré depuis les pieds jusqu'à la tête, qui lui demande ce qu'il y a pour son service. Napoléon présente modestement la lettre qui le chargeait de venir, sous ses ordres, diriger les opérations de l'artillerie. « C'est bien inutile, lui dit le général, en caressant sa moustache, nous n'avons plus besoin de rien pour reprendre Toulon. Soyez pourtant le bien-venu ; vous partagerez la gloire de le brûler demain, sans en avoir partagé la fatigue. » Et il fit rester l'officier d'artillerie à souper.

Le général Cartaux s'était effectivement occupé des préparatifs pour brûler l'escadre coalisée dans la rade de Toulon, et le lendemain matin, il n'eut rien de plus pressé que de conduire le commandant d'artillerie sur les lieux. Mais quel fut l'étonnement de Napoléon, en examinant les singulières dispositions du général en chef! Il avait fait placer les batteries hors de portée ; la plupart des canons étaient placés de

manière à n'avoir point de recul, et les boulets étaient chauffés à de fort grandes distances des batteries, sans que l'on eût aucun moyen de les y apporter, lorsqu'ils auraient été rouges. Le commandant d'artillerie crut un instant qu'on voulait le mistifier ; mais la gravité du général ne lui laissa plus aucun doute sur son inconcevable ignorance. Il employa alors toute la réserve et tous les ménagemens possibles pour ne pas heurter les idées du général en chef, et obtint, non sans peine, que l'on tirerait le *coup d'épreuve* pour bien s'assurer de la portée des batteries. Ce coup d'épreuve n'atteignit pas au tiers de la distance ; ce qui fit beaucoup crier le général et son aide-de-camp Dupas contre les aristocrates, qui avaient, sans doute malicieusement, gâté la poudre

Pendant cette épreuve, le représentant du peuple Gasparain, homme de sens, éclairé, et qui avait servi, arriva sur les lieux. Napoléon, jugeant le moment favorable, et prenant audacieusement son parti, interpelle le représentant, lui démontre sans ménagement l'ignorance inouie de tout ce qui l'entoure, et le somme de lui faire don-

ner la direction absolue de tout ce qui est dans ses attributions. Dès cet instant, le commandant d'artillerie fut saisi de la direction du siége, et commanda en maître.

1793. Octobre. Son premier soin fut d'appeler près de lui un grand nombre d'officiers de son arme, que les circonstances de la révolution avaient éloignés. Le colonel Gassenti fut mis à la tête de l'arsenal de construction de Marseille.

Novembre. En moins de six semaines, Napoléon était parvenu à former et à approvisionner un parc de deux cents bouches à feu. Les batteries furent placées sur les points les plus avantageux du rivage; leur effet fut bientôt tel, que les bâtimens anglais, après avoir éprouvé des pertes et de grandes avaries, se virent obligés de s'éloigner de cette partie de la rade.

En parcourant les batteries, Napoléon arriva dans l'une d'elle au moment où un des chargeurs venait d'être tué : il prit le refouloir dont ce canonnier venait de se servir, et chargea lui-même plusieurs coups. Au bout de quelques jours, le jeune commandant d'artillerie fut couvert d'une gale très-maligne. On sut alors que le canonnier

mort en était infecté. Le mal disparut après un léger traitement, mais il n'était que rentré. La santé de Napoléon fut dès lors affectée : il devint chétif et débile, tel qu'on l'a vu durant les campagnes d'Italie et d'Égypte. Ce ne fut que plusieurs années après, que Corvisart lui rendit la santé. Alors, commença cet embonpoint qu'il avait étant empereur.

Comme la reprise de Toulon avait été donnée au concours de toutes les sociétés populaires, il arrivait tous les jours au camp une quantité innombrable de plans d'attaque, dont quelques-uns étaient apportés par des députations. Le comité de salut public à Paris envoya aussi ses plans et instructions relatifs à la conduite du siége, que l'on prescrivait au général de faire dans toutes les règles; mais Napoléon, qui depuis un mois avait reconnu exactement le terrain, jugea que les circonstances et les localités s'opposaient à ce que l'on suivît les instructions du comité, et proposa lui-même le plan d'attaque, auquel on dut Toulon.

Ce plan consistait à s'emparer des forts et des retranchemens que les Anglais avaient

fait construire à l'issue de la rade, sur le promontoire de Balagnier, et de l'Éguillette, qu'ils avaient surnommé le *Petit-Gibraltar;* que dès lors l'escadre ennemie se trouverait forcée de gagner la mer, en abandonnant la garnison, ou bien de rembarquer aussitôt les troupes, pour ne point les laisser exposées à une capitulation tôt ou tard inévitable.

Le plan d'attaque fut longuement discuté ; le général Cartaux ne pouvait jamais comprendre que, pour avoir Toulon plus facilement, il fallait l'attaquer à l'issue de la rade : néanmoins, les officiers du génie ayant déclaré que le projet du commandant d'artillerie était au moins un préliminaire nécessaire, les opinions devinrent alors unanimes en faveur de ce projet. Cartaux, dont la bonne foi et le patriotisme n'étaient égalés que par son ignorance de l'art militaire, ne cessa d'observer, avec inquiétude, que Toulon n'était pas du côté que l'on voulait attaquer; il soupçonna même quelque trahison.

Pour éviter les difficultés que ce général ne cessait d'élever contre le plan du commandant d'artillerie, les représentans exigèrent du premier qu'il fournît aussi son projet d'attaque. Le général Cartaux le ré-

digea en ces termes : « Le commandant d'ar-
« tillerie foudroiera Toulon pendant trois
« jours, au bout desquels je l'attaquerai sur
« trois colonnes, et l'enlèverai. » Le comité du génie trouva cette mesure expéditive beaucoup plus gaie que savante, et Cartaux fut rappelé.

Le général Doppet succéda à Cartaux ; c'était un médecin savoyard, qui n'avait aucune idée de la guerre, et qui n'était rien moins que brave. Cependant Doppet, par un singulier hasard, faillit prendre Toulon, quarante-huit heures après son arrivée. Des insultes et des provocations faites par les troupes espagnoles aux bataillons français de tranchée, contre le Petit-Gibraltar, furent cause d'un engagement imprévu. Napoléon et le général en chef se rendent au galop sur le terrain ; l'attaque fut appuyée, et l'on allait se rendre maître des redoutes, lorsqu'un aide-de-camp fut tué à côté de Doppet : la peur s'empare aussitôt du général, il fait battre la retraite sur tous les points, et disparaît. Les soldats furent indignés ; le comité de salut public rappela Doppet, qui fut remplacé par le brave Dugommier.

Ce général ne tarda pas à apprécier le commandant d'artillerie ; ils s'entendirent parfaitement : toutes les dispositions furent faites pour enlever le Petit-Gibraltar. Quelques jours avant, un engagement avait eu lieu près du fort Malbosquet : le général en chef anglais, O'Hara sortit de la place avec six mille hommes, et repoussa nos troupes ; mais Napoléon, avec un bataillon d'élite, ayant débouché par un boyau au milieu des Anglais, mit le désordre dans cette colonne. Le général anglais, blessé à la main, fut fait prisonnier. Napoléon reçut un coup de baïonnette dans la cuisse ; cette blessure était assez grave ; mais elle ne l'empêcha pas d'être constamment partout.

Le Comité du salut public et les patriotes murmuraient de la lenteur des travaux ; les représentans Fréron et Barras étaient d'avis de lever le siége, et de se retirer derrière la Durance. La place de Toulon recevait tous les jours des renforts, et les coalisés se flattaient déjà d'envahir bientôt la Provence. Dugommier et Napoléon, seuls, ne doutaient pas de délivrer bientôt le territoire de la République.

Le moment d'attaquer le Petit-Gibraltar

arriva enfin : le commandant d'artillerie y fit jeter sept à huit mille bombes ; les troupes s'ébranlèrent le 18 décembre au soir, et attaquèrent le fort, qui les repoussa avec une grêle de boulets et de mitraille. Dugommier se crut perdu : en effet, dans ces temps, l'échafaud attendait le général malheureux. Tout-à-coup, Muiron, l'adjoint du commandant d'artillerie, débouche au pied du fort avec un bataillon, soutenu par la deuxième colonne ; il s'élance par une embrasure ; son bataillon le suit ; les canonniers anglais et espagnols sont tués sur leurs pièces : le fort est pris. « Allez vous reposer, « dit Napoléon au général Dugommier ; « après demain nous entrerons dans Tou-« lon. » Il fit aussitôt retourner les batteries anglaises contre l'escadre ; mais l'amiral Hood n'eut pas plus tôt vu les Français maîtres de ces positions, qu'il fit le signal de lever l'ancre, et de quitter les rades. Le conseil des coalisés se réunit aussitôt, et tous les membres furent d'accord que Toulon n'était plus tenable.

Dès ce moment, la confusion et le désordre régnèrent dans cette malheureuse ville : toutes les familles qui avaient favorisé les

coalisés, s'embarquèrent pêle-mêle avec les troupes; plusieurs se noyèrent dans la rade. Les Anglais, après avoir mis le feu à l'arsenal et à neuf vaisseaux et quatre frégates françaises qui étaient en rade, gagnèrent la haute mer. Le jour prédit par Napoléon, Dugommier entra dans la place.

La nouvelle de la reprise de Toulon, au moment où l'on s'y attendait le moins, produisit un enthousiasme général dans toute la France. Là, commença la réputation de Napoléon : il fut fait général de brigade d'artillerie, et nommé au commandement de cette arme, à l'armée d'italie. Le brave Dugommier alla prendre le commandement en chef de l'armée des Pyrénées-Orientales, où il voulait avoir le jeune officier d'artillerie, pour lequel il avait presque de l'admiration.

Napoléon jouit de ses succès, sans en être étonné. Ils venaient de lui donner un grand ascendant sur les troupes, il en profita pour sauver quelques malheureux émigrés, entre autres, la famille Chabrillant, que la tempête avait jetée sur la plage française : la loi était positive, et on voulait les mettre à mort ; mais le commandant

d'artillerie osa les sauver, en leur procurant un bateau couvert, sur lequel ils gagnèrent la haute mer.

C'est durant le siége de Toulon que Napoléon s'attacha quelques officiers dont on a beaucoup parlé depuis. De ce nombre étaient Duroc et Junot ; l'un posséda par la suite toute la confiance du Consul et de l'Empereur ; l'autre devint colonel-général des hussards, et duc d'Abrantès.



CHAPITRE V.

Napoléon général d'artillerie.

1794. Napoléon général d'artillerie.

NAPOLÉON venait d'être nommé général de brigade de son arme, et devait, en cette qualité, se rendre à l'armée d'Italie; mais avant de partir pour Nice, il fut chargé de l'armement des côtes de la Provence. Il commença son inspection par les Bouches-du-Rhône, et la termina là où se trouvait le quartier-général de l'armée d'Italie.

Il n'arriva à Nice que le 27 du mois de mars 1794; son brevet était daté du 6 février.

L'armée d'Italie se trouvait alors sous les ordres du général Dumerbion, vieil et brave officier, mais rongé par la goutte. Napoléon alla visiter tous les avant-postes, et reconnaître la ligne occupée par l'armée ennemie. A son retour, il remit au général en chef un plan pour prendre Saorgio, et rejeter les Piémontais au-delà des Alpes. Il développa ses idées dans un conseil de

guerre où siégeaient les représentans du peuple, Robespierre jeune, et Ricord : elles furent adoptées sans aucune opposition : la réputation du jeune général d'artillerie suffisait pour accréditer ses projets.

Napoléon était arrivé à l'armée d'Italie, depuis peu de temps, lorsqu'il fut mandé à la barre de la Convention. Il avait été dénoncé par les Marseillais, qui l'accusaient d'avoir voulu relever les forts Saint-Jean et Saint-Nicolas, démolis par eux au commencement de la révolution. Il ne s'agissait effectivement que d'un plan fourni par lui pour entourer ces deux emplacemens d'un petit mur crénelé, destiné à empêcher le pillage des magasins à poudre, par les sociétés populaires.

1794. Le général Bonaparte mandé à la barre de la Convention.

Comme les représentans du peuple, à l'armée d'Italie, avaient besoin du général d'artillerie, ils écrivirent eux-mêmes à Paris, donnèrent des explications à la Convention, et il ne fut plus question de cette affaire.

Mais ce n'est pas là le seul désagrément que Napoléon ait éprouvé pendant son séjour à Nice : le représentant Laporte, devant lequel le général d'artillerie n'avait

pas voulu plier, le fit mettre aux arrêts. Un autre représentant le mit *hors la loi*, parce qu'il n'avait pas voulu laisser à sa disposition les chevaux de l'artillerie, dont il voulait se servir pour courir la poste.

Le représentant Robespierre jeune, dont le frère était alors tout-puissant, s'était enthousiasmé de Napoléon, au point qu'ayant été rappelé à Paris, quelque temps avant le 9 thermidor, il fit tout au monde pour l'emmener avec lui : heureusement pour Napoléon, il résista.

En conséquence des plans donnés par le général d'artillerie, une partie de l'armée, sous les ordres de Masséna, fila le long de la corniche ; le quartier-général s'établit à Oneille. Des colonnes françaises remontèrent la Roya, la Taggia et la Nervia ; elles débouchèrent ensuite en Piémont par les sources du Tanaro. La cour de Sardaigne en fut alarmée, et l'armée piémontaise, qui occupait les camps retranchés de Saorgio, se hatâ d'abandonner ces fameuses positions, qui avaient été arrosées de tant de sang : Saorgio capitula. Les Français se trouvèrent en peu de jours maîtres de la crête supérieure des Alpes.

Le résultat de ces manœuvres avait fait tomber au pouvoir de l'armée d'Italie plus de soixante bouches à feu, et un grand nombre de magasins. Nos troupes s'emparèrent ensuite de Dégo, d'où, après avoir reconnu qu'elles n'avaient plus rien à craindre de l'expédition des Autrichiens, elles prirent position sur une ligne respectable. Le reste de l'année 1794 se passa à mettre en état de défense les positions occupées.

1795. Le général Bonaparte quitte l'armée d'Italie.

Les événemens de thermidor avaient amené plusieurs changemens dans les comités de la Convention. Celui de la guerre était dirigé par Aubry, ancien capitaine d'artillerie, qui fit aussitôt un nouveau tableau de l'armée, dans lequel il porta tous ses anciens camarades, au détriment de plusieurs jeunes officiers qu'il réforma. Napoléon n'avait encore que vingt-cinq ans; Aubry n'osa pas réformer un général qui avait déjà rendu de grands services à la république : il se borna à le placer dans l'arme de l'infanterie, et à le désigner pour l'armée de la Vendée. Le général d'artillerie, très-mécontent d'un changement qui ne lui convenait sous aucun rapport, se rendit à Paris pour réclamer contre ces disposi-

tions. Son entrevue avec Aubry fut une véritable scène: Napoléon insistait vivement, parce qu'il avait les faits pour lui ; Aubry s'obstinait avec aigreur, parce qu'il avait le pouvoir : il disait au général d'artillerie qu'il était trop jeune ; le général lui répondait qu'on vieillissait vite sur le champ de bataille, et qu'il en arrivait. Aubry, qui n'avait jamais été au feu, se fâcha, et resta inflexible ; Napoléon, irrité de voir repousser ses justes réclamations, donna sa démission.

1785. Le genéral Bonaparte demissionnaire.

A cette époque, le commandement de l'armée d'Italie avait été confié au général Kellermann, brave de sa personne, mais n'ayant pas l'habitude des grands commandemens ; il ne fit que de mauvaises dispositions, et perdit les belles positions que l'armée occupait : on pensait même à évacuer le territoire ligurien. L'alarme se répandit au milieu du comité de salut public : tous les représentans qui avaient été à l'armée d'Italie furent réunis et consultés. Ils désignèrent l'ex-général d'artillerie Bonaparte, comme connaissant parfaitement les localités, et pouvant rendre les plus grands services. Le comité le fit appeler, et le

mit en *réquisition;* Napoléon se trouva attaché au comité topographique : c'est là que se préparaient les plans de campagne et les mouvemens des armées. Le général Bonaparte prescrivit la ligne de Borghetto, qui sauva l'armée française, et conserva la rivière de Gênes.

Quelques mois après, le Gouvernement convaincu de l'incapacité de Kellermann, donna le commandement de l'armée d'Italie à Schérer. Ce général remporta d'abord de grands avantages sur les ennemis, à Loano; mais au lieu d'en profiter, il fit entrer ses troupes dans des quartiers d'hiver, et retourna à Nice avec son état-major. Napoléon était encore retenu au comité topographique; c'est là que vint le prendre le 13 vendémiaire, journée si importante dans les destinées de la révolution, et dans celles du jeune général.

CHAPITRE VI.

Napoléon général en chef de l'armée de l'intérieur.

1795, an III. Après la chute de Robespierre et des jacobins, la Convention fut successivement dirigée par des factions faibles, dont aucune ne put acquérir la moindre suprématie. De là, cette vacillation quotidienne dans les principes. Une espèce de réaction s'organisait dans la République ; tout semblait paralysé : les domaines ne se vendaient plus, le discrédit des assignats était au comble, le recrutement même ne s'opérait plus ; les magasins étaient vides, et les subsistances manquaient souvent. Le parti de l'étranger acquérait tous les jours une audace nouvelle ; Pichegru s'était vendu, et avait livré le succès des opérations de l'armée. L'armée seule n'avait pas cessé d'être fidèle aux principes de la révolution, et d'obtenir

de grands succès ; mais tout le monde était fatigué de la Convention.

Sa mission avait été l'établissement d'une constitution : elle adopta, le 21 juin 1795, celle connue sous le nom de *Constitution de l'an III*, et qui fut renversée au 18 brumaire. La Convention publia en même temps des *lois additionnelles*, relatives au renouvellement des membres de la législature ; mais les dispositions que ces lois renfermaient trouvèrent des contradicteurs. Le parti de l'étranger s'empara adroitement de ces dissentions, pour opérer la contre-révolution, et, sous prétexte de soutenir les droits du peuple, il travaillait à ôter l'autorité des mains des conventionnels.

Constitution de l'an III.

C'est par l'effet de ces manœuvres, que les *lois additionnelles* furent rejetées par les quarante-huit sections de Paris : cette capitale fut mise en fermentation. La garde nationale, dans laquelle, depuis le 9 thermidor, les contre-révolutionnaires se trouvaient en assez grand nombre, et qui comptait alors près de quarante mille hommes armés et habillés, partagea l'esprit des sections. Des députations de tous les quartiers se succédaient à la barre de la Convention, qui n'en

proclama pas moins, le 23 septembre, l'acceptation de la Constitution et des *lois additionnelles :* ce fut le signal de la résistance et de la guerre civile, au sein même de la capitale.

Le 12 vendémiaire, les sections s'assemblèrent ; la Convention ordonna leur dissolution et leur désarmement. Le général Menou tenta vainement de faire exécuter ce décret : les forces militaires qu'il commandait se trouvèrent compromises, et furent obligées de se retirer par une espèce de capitulation. Les sections se déclarèrent représentans du peuple français, et se constituèrent en permanence.

Le général Bonaparte, attaché depuis quelques mois à la direction du mouvement des armées, fut curieux d'observer un spectacle si extraordinaire : il fut témoin des dispositions des troupes conventionnelles, ainsi que de leur retraite, et se rendit aussitôt aux tribunes de l'assemblée pour juger de l'effet que cette nouvelle y produirait. La Convention était dans la plus grande agitation : on accusa Menou, qui fut mis en état d'arrestation ; plusieurs membres peignirent l'étendue du danger ; d'autres pro-

posaient toutes les mesures qu'ils jugeaient efficaces. Ceux qui avaient été à Toulon ou à l'armée d'Italie désignèrent le général Bonaparte, comme plus capable que personne de sauver la Convention. On l'envoya chercher dans la ville. Napoléon, qui avait tout entendu, délibéra près d'une demi-heure avec lui-même sur ce qu'il avait à faire (1). « Une guerre à mort éclatait entre la Con- « vention et Paris : était-il sage de se décla- « rer, de parler au nom de la France ? Qui « oserait descendre seul dans l'arène, pour « se faire le champion de la Convention ? « La victoire même aurait quelque chose « d'odieux, tandis que la défaite vouerait « pour jamais à l'exécration des races fu- « tures.

« Comment se dévouer ainsi à être le « bouc émissaire de tant de crimes aux- « quels on fut étranger ? Pourquoi s'expo- « ser bénévolement à aller grossir, en peu « d'heures, le nombre de ces noms qu'on « ne prononce qu'avec horreur ?

« Mais, d'un autre côté, si la Conven- « tion succombe, que deviennent les gran-

(1) Texte dicté par Napoléon et corrigé de sa main (*Las Cases*, t. 1, p. 210 et 211.)

« des vérités de notre révolution ? Nos nom-
« breuses victoires, notre sang, si souvent
« répandu, ne sont plus que des actions
« honteuses. L'étranger, que nous avons
« tant de fois vaincu, triomphe, et nous
« accable de son mépris. . . . . Un
« entourage insolent et dénaturé reparaît
« triomphant, nous reproche nos crimes,
« assouvit sa vengeance, et nous gou-
« verne, en Ilotes, par la main de l'étran-
« ger.

« Ainsi, la défaite de la Convention cein-
« drait le front de l'étranger, et scellerait la
« honte et l'esclavage de la patrie ! »

Ce sentiment, vingt-cinq ans, la confiance en ses forces, sa destinée!.... Napoléon se décida, et se rendit au comité.

Le seul embarras qu'il éprouvait était de pouvoir diriger une opération si importante, avec trois représentans qui le gêneraient en tout. Pressé par le temps, et jugeant l'impossibilité de destituer les commissaires, sans une longue discussion, le comité, pour tout concilier, proposa Barras (un des membres de la Convention) pour général en chef, et donna le commandement à Napoléon, qui, par ce moyen,

se trouvait débarrassé des trois commissaires.

Le jeune général s'occupa aussitôt d'obtenir de Menou tous les renseignemens qui lui étaient nécessaires, et fit ses dispositions pour le lendemain matin.

Dès six heures du matin, Napoléon parcourut tous les postes, et plaça ses troupes de ligne. Elles étaient peu nombreuses, et pouvaient être facilement entraînées par la population. La Convention donna des armes à quinze cents individus, dits les *patriotes de quatre-vingt-neuf*. On en forma trois bataillons que l'on confia au général Berruyer; le général Cartaux commandait quatre cents hommes et quatre pièces de canon; il occupait le Pont-Neuf.

13 vendémiaire an III. (4 octob. 1695).

De leur côté, les gardes nationaux se formaient à tous les débouchés; la générale battait dans tous les quartiers de Paris. Quarante mille citoyens, bien armés et organisés depuis long-temps, se présentaient animés contre la Convention, qui n'avait que six à sept mille hommes à leur opposer. Les postes avancés n'étaient qu'à douze ou quinze pas.

Pendant que tout annonçait une affaire

sanglante, et que le danger devenait à chaque instant plus pressant, les quarante membres de la Convention, qui, sous la présidence de Cambacérès, dirigeaient toutes les affaires, discutaient et ne décidaient rien : les uns voulaient qu'on posât les armes, et qu'on attendît les sectionnaires, comme les sénateurs romains avaient attendu les Gaulois; d'autres proposaient la retraite sur les hauteurs de Saint-Cloud. Tout-à-coup, une colonne de quelques bataillons de la section Lepelletier, ayant à sa tête un émigré nommé Lafond, déboucha sur le Pont-Neuf, et obligea Cartaux à se replier sous les guichets. A trois heures, Danican, général des sections, fit sommer la Convention d'avoir à éloigner les troupes qui menaçaient le peuple: le danger augmentait à chaque minute. Une heure après on apporta sept cents fusils, des gibernes et des cartouches, pour armer les conventionnels eux-mêmes, comme corps de réserve. La nuit approchait : il n'était pas douteux qu'elle ne dût être favorable aux sectionnaires.

Enfin, vers les quatre heures et un quart, des coups de fusils, tirés de l'hôtel de

Noailles, où s'étaient introduits les sectionnaires, furent le signal du combat. La colonne Lafond s'ébranla, et marcha sur le Pont-Royal en longeant le quai Voltaire. Prise en tête et en écharpe par l'artillerie du Louvre et du Pont-Royal, cette colonne fut mise en déroute, après s'être ralliée trois fois sous le feu. Saint-Roch fut enlevé ; la rue Saint-Honoré, la rue Saint-Florentin, ainsi que tous les autres postes occupés par les sectionnaires, furent balayés : à six heures tout était fini, et si l'on entendit encore quelques coups de canon dans la nuit, ils étaient tirés pour effrayer et empêcher les barricades que quelques habitans avaient voulu établir avec des tonneaux.

Environ deux cents hommes de chaque côté furent tués ou blessés dans cette malheureuse affaire : un plus grand nombre de sectionnaires auraient été victimes de cette fatale journée, si, dès l'instant où le succès ne fut plus douteux, le général des forces conventionnelles n'eût ordonné à ses troupes de ne plus tirer qu'à poudre.

Une chose digne de remarque, c'est que dans cette circonstance, et bien que les oscillations de la Convention lui eussent

aliéné toutes les classes, les faubourgs de Paris n'agirent point contre elle ; on vit même deux cent cinquante volontaires du faubourg Saint-Antoine dans les rangs des troupes du Gouvernement.

Le lendemain, quelques rassemblemens eurent encore lieu ; mais il suffit de l'apparition de quelques colonnes pour les dissiper. Le reste de la journée fut employé à lire des proclamations. Le soir du 14, Paris se trouvait parfaitement tranquille.

En suite de ce grand événement, la Convention nomma, par acclamation, Napoléon Bonaparte général en chef de l'armée de l'intérieur, Barras ne pouvant cumuler plus long-temps le titre de représentant avec des fonctions militaires. Le premier soin du général Bonaparte fut de sauver Menou, qui avait été traduit devant un conseil de guerre, et dont on semblait vouloir la mort.

Suite du 13 vendémiaire.

Après le 13 vendémiaire, le général en chef de l'armée de l'intérieur s'occupa de suite de la réorganisation de la garde nationale. On avait fait la même opération après le 9 thermidor, dans l'intention d'éloigner les jacobins ; mais on était alors

tombé dans un excès contraire, et au 13 vendémiaire les contre-révolutionnaires s'y trouvaient en très-grand nombre. Napoléon apporta beaucoup de soins à cette réorganisation ; car la garde nationale de cette époque était un objet de la plus haute importance, puisqu'elle comptait jusqu'à cent quatre bataillons.

Napoléon forma aussi une garde du Directoire, et recomposa celle du Corps-Législatif. Ce furent ces mêmes gardes qui, au retour d'Égypte, contribuèrent à son succès, lors de la fameuse journée du 18 brumaire.

Les difficultés et les embarras que Napoléon rencontra durant son commandement de Paris, furent très-grands. D'abord, l'installation d'un nouveau gouvernement, dont les membres étaient divisés entre eux ; le discrédit du papier-monnaie, et le délabrement des finances ; les menées des jacobins, qui se reformaient sous le nom de *société du Panthéon ;* les agens étrangers de la royauté, qui formaient un parti puissant, et enfin, l'horrible famine, qui ne cessait de donner lieu à des émeutes. Il fallait être constamment à cheval pour dissiper les at-

troupemens permanens à la porte des boulangers. Un jour que les subsistances avaient totalement manqué, Napoléon parcourait les rues, avec une partie de son état-major; un groupe d'hommes du peuple et de femmes l'entourent, et lui demandent du pain, avec toutes les menaces possibles. Une femme, monstrueusement grosse, se faisait remarquer par la véhémence de ses gestes et de ses paroles: « Tout ce tas d'épauletiers, criait-elle, se moquent de nous; il leur est fort égal que le pauvre peuple meure de faim, pourvu qu'ils mangent et s'engraissent bien. » — « Bonne femme, lui répondit Napoléon, regardez-moi bien; quel est le plus gras de nous deux? » Il était alors extrêmement maigre, on l'eût pris pour un parchemin. Un rire universel s'empara de cette populace, et la populace elle-même est bientôt désarmée quand elle rit: l'état-major continua tranquillement sa tournée. D'autres fois, le général en chef fut obligé de haranguer à la halle, dans les sections et dans les faubourgs. Il observa alors que, de tous ceux de la capitale, le faubourg Saint-Antoine était le plus disposé à entendre la voix de la raison, et à recevoir des impulsions généreuses.

Il fallait une activité, une habileté peu communes pour surmonter tant d'obstacles, et maintenir le calme à Paris dans des circonstances si graves. Napoléon opéra ce prodige par sa seule présence : tout demeura tranquille jusqu'à son départ pour l'armée d'Italie.

C'est pendant son commandement de l'armée de l'intérieur que Napoléon fit la connaissance de Joséphine de Beauharnais, et qu'il l'épousa.

1796. Napoléon voit Joséphine.

On venait d'opérer le désarmement général des sections de Paris, lorsqu'il se présenta à l'état-major un enfant de dix à douze ans ; il venait supplier le général en chef de lui faire rendre l'épée de son père, qui avait été général des armées de la République : cet enfant était Eugène de Beauharnais, depuis vice-roi d'Italie. Touché de la nature de sa demande et des graces de son âge, Napoléon lui accorda ce qu'il désirait : le petit Eugène se mit à pleurer en revoyant l'épée de son père. Cette scène attendrit le général en chef, et il témoigna tant de bienveillance au jeune Beauharnais, que sa mère se crut obligée d'aller le lendemain lui en faire des remercîmens.

Napoléon s'empressa de lui rendre sa visite.

Tout le monde sait combien Joséphine était séduisante par ses graces, ses manières et la douceur de son caractère : elle était la plus aimable et la meilleure des femmes ; aussi, à peine Napoléon l'eut-il connue, qu'il passait chez elle presque toutes ses soirées. C'était la réunion la plus agréable de Paris : M. de Montesquiou, le duc de Nivernais, et plusieurs autres hommes d'esprit, formaient le cercle de madame de Beauharnais. Napoléon trouva tant de charmes dans la société de cette veuve, que, malgré la différence de leur âge, il offrit sa main à la mère d'Eugène et d'Hortense, et l'épousa aussitôt.

Ce mariage, auquel on a donné tant d'autres motifs, et que l'on s'est plu à attribuer à l'ambition du jeune général, n'a réellement eu d'autre origine qu'une vive et mutuelle inclination.

A cette époque, le Directoire était peu satisfait de la conduite du général Schérer, commandant l'armée d'Italie. Il n'avait pas su profiter des avantages de la bataille de Loano, et se trouvait au moment d'être

obligé de revenir sur la Roya, ou peut-être même de repasser le Var. Son armée étant sans chevaux, sans habits et sans vivres, et le Directoire trouvant peu de ressources dans ce général, on résolut de le remplacer.

Les talens que le jeune général de l'armée de l'intérieur avait déployés, la confiance qu'il avait inspirée aux soldats de l'armée d'Italie et au Gouvernement, le désignaient comme le seul capable de tirer cette armée de la fâcheuse situation où elle se trouvait. Les conférences qu'il eut avec le Directoire, et les plans qu'il lui présenta, le firent nommer à ce commandement. Napoléon n'avait encore que vingt-cinq ans, lorsqu'il partit pour aller faire la conquête de l'Italie. Rien ne paraît difficile à cet âge, et il fallait bien avoir la plus grande confiance en soi-même pour se charger d'une entreprise qu'un vieux capitaine eût jugée impossible à accomplir.

1776.
23 février.

CHAPITRE VI.

Napoléon prend le commandement de l'armée d'Italie.

Lorsque Napoléon prit le commandement de l'armée d'Italie, cette armée était dans le dénuement le plus absolu. L'infanterie, composée en tout d'environ vingt-huit mille hommes, n'avait ni solde, ni habits, ni souliers; la cavalerie ne comptait que trois mille chevaux dans le plus mauvais état; les arsenaux de Nice et d'Antibes étaient assez bien pourvus d'artillerie; mais on manquait de moyens de transport, et l'on ne put atteler que douze pièces de campagne. Les subsistances étaient mal assurées, et depuis long-temps les soldats ne recevaient plus ni viande ni eau-de-vie; enfin, la pénurie du Trésor et la rareté du numéraire étaient telles, que le Directoire n'avait pu réunir que *deux mille louis* pour cette campagne. Cette position empirait tous les jours: il fallait avancer ou reculer;

la victoire seule pouvait, en lui ouvrant les portes d'Italie, offrir à l'armée toutes les ressources dont elle avait besoin.

Mais l'Italie était défendue par les Alpes, par des places fortes et par des armées trois fois plus nombreuses que celle de la République. Les Autrichiens, sous les ordres de Beaulieu, comptaient plus de soixante mille combattans, et les Piémontais, sous ceux du général autrichien Colli, présentaient plus de trente mille hommes en ligne. Les places étaient gardées, et ces armées pouvaient encore se renforcer des troupes du pape, de Naples, de Parme et de Modène. L'abondance régnait dans les camps ennemis.

De notre côté, il fallait suppléer au nombre, par la rapidité des marches; à l'artillerie et au manque de cavalerie, par la nature des positions. Heureusement, le moral des phalanges républicaines était excellent: c'étaient les soldats de la liberté, commandés par Napoléon, ayant sous ses ordres Masséna, Augereau, Laharpe, Serrurier, Joubert, etc. Il n'entrait point dans le plan du général en chef de franchir les Alpes, il voulait les tourner, pénétrer en Italie par les sources de la Bormida, surprendre et

séparer les deux armées ennemies, par des manœuvres inattendues, et étourdir les généraux autrichiens par des succès éclatans.

1796. 28 mars. En effet, aussitôt après son arrivée au quartier-général de Nice, Napoléon passa en revue ses troupes, et leur dit :

« Soldats! vous êtes nus, mal nourris ; on « nous doit beaucoup, on ne peut rien « nous donner. Votre patience, le courage « que vous montrez dans ces rochers sont « admirables ; mais ils ne vous procurent « aucune gloire. Je viens vous conduire « dans les plus fertiles plaines du monde. « De riches provinces, de grandes villes « seront en notre pouvoir, et là vous aurez « richesses, honneur et gloire. Soldats « d'Italie! manqueriez-vous de courage? »

Cette proclamation fut accueillie par les plus vives acclamations. L'armée s'ébranle, et court se rassembler sur son extrême droite. Serrurier arrive à Garezzio, pour observer les camps du général Colli ; Laharpe occupe Voltri ; Masséna et Augéreau sont en réserve à Loano, Finale et Savone. En moins de dix jours, le passage de l'ordre défensif à l'ordre offensif, s'opéra

sans que l'ennemi s'en aperçût ; Gênes fut menacée.

Le général Beaulieu, alarmé, court en toute hâte au secours de cette ville ; il porte son quartier-général à Novi, et partage son armée en trois corps, afin de couper l'armée française, et de lui intercepter la route de la Corniche. Il divise ainsi ses forces, tandis que les troupes françaises étaient placées de manière à se réunir en peu d'heures, et à tomber en masse sur chacun des corps ennemis, séparés par des montagnes.

Dans la journée du 10 avril, le centre de l'armée ennemie, commandé par le général d'Argentau, avait pris position devant les redoutes de Monte-Legino, défendues par le colonel Rampon ; le général ennemi faisait ses dispositions pour les enlever le lendemain. Beaulieu avait débouché sur Gênes, et se disposait à attaquer la division Laharpe, à Voltri. Pendant la nuit du 10 au 11, les troupes républicaines firent de grands mouvemens. La division Laharpe arriva à la pointe du jour derrière Rampon. Le général en chef marcha avec les divisions Augereau et Masséna, par le col de Cadi-

1796. 11 avril. Bataille de Montenotte.

bonne, et déboucha derrière Montenotte. Le centre de l'armée ennemie se trouva ainsi enveloppé. Rampon et Laharpe l'attaquèrent en tête ; Masséna et Augereau le prirent en queue et sur les flancs. La déroute fut complète : tout ce corps fut écrasé, pendant que Beaulieu se présentait à Voltri, où il ne trouvait plus personne. Ce ne fut que le lendemain, que ce général apprit le désastre de Montenotte, et l'entrée des Français en Piémont. Il dut alors replier ses troupes à la hâte ; mais les mauvais chemins dans lequels il s'était engagé, furent cause qu'une partie seulement put arriver à Millesimo, trois jours après.

24 avril. Bataille de Millesimo.

Quelque avantageuse qu'eût été la bataille de Montenotte, l'ennemi avait trouvé dans sa supériorité numérique de quoi remplacer les pertes de cette journée. Il s'était retiré sur Millesimo et Dego, afin de couvrir les deux grands débouchés du Piémont et du Milanais, et recevoir les renforts que pourrait lui fournir la Lombardie ; mais, dès le 13, la division Augereau, formant la gauche de l'armée française, poussa la droite de l'ennemi, et lui enleva les gorges de Millesimo. Le lendemain, les deux

armées en vinrent aux mains. Masséna et Laharpe enlevèrent Dégo; Ménars et Joubert s'emparèrent des hauteurs de Biestro, et firent capituler le général autrichien Provera. L'ennemi, vivement poursuivi dans les gorges de Spigno, y laissa une partie de son artillerie, beaucoup de drapeaux et de prisonniers. La séparation des deux armées autrichienne et sarde fut dès lors complète. Beaulieu se porta à Acqui, pour couvrir le Milanais, et Colli se retira sur Céva, pour garantir Turin.

15 avril. Combat de Dégo.

Le lendemain, l'alarme se répandit un instant au quartier-général de l'armée républicaine. Une division de grenadiers autrichiens, presque égarée, était arrivée sur nos derrières, et s'était emparée de Dégo, après en avoir chassé nos avant-postes. On avait de la peine à comprendre comment les ennemis pouvaient être à Dégo, lorsque nous étions près d'Acqui. Dégo fut repris après deux heures d'un combat très-chaud, et la division ennemie resta presque toute prisonnière.

C'est au village de Dégo que Napoléon distingua Lannes: il était alors chef de bataillon, et fut promu au grade de chef de

brigade par le général en chef. Nous le verrons plus tard déployer de grands talens, et prendre la plus grande part à tous les événemens militaires.

Après le combat de Dégo, le général français se contenta de tenir les Autrichiens en échec, afin de porter de plus grands coups contre les Piémontais. Beaulieu, très-affaibli, ne s'occupait qu'à rallier et réorganiser les débris de son armée.

A la suite de quelques légers engagemens, le général Colli fut obligé d'évacuer le camp retranché de Céva, ainsi que les hauteurs de Montezemoto : il se retira derrière la Cursaglia, après avoir laissé toute son artillerie à Céva, sous la protection du château. Le général français arriva bientôt à Céva ; l'armée passa le Tanaro, et déboucha ainsi dans les plaines fertiles du Piémont. Colli, placé au confluent de la Cursaglia et du Tanaro, sentit le danger de sa situation : il alla prendre position à Mondovi.

22 avril. Bataille de Mondovi.

Les Français ne tardèrent pas à l'y joindre. Serrurier enleva la redoute de la Bicoque ; le général Steingel, ayant sous ses ordres la cavalerie, put enfin charger l'ennemi en plaine : il y trouva une mort glo-

rieuse. Le colonel Murat le remplaça, et poursuivit les Piémontais. La ville de Mondovi et tous ses magasins tombèrent au pouvoir des Français : l'abondance remplaça la disette, et les désordres occasionés par le manque des subsistancescessèrent : on rétablit la discipline.

Sans perdre de temps, Napoléon marcha sur Cherasque; Serrurier se porta sur Fossano, et Augereau se dirigea vers Alba. Ces trois colonnes arrivèrent ensemble le 25 avril, et chassèrent le général Colli de Fossano, où il avait son quartier-général. 25 avril. Prise de Cherasque.

Cherasque, dont la position paraissait importante au général en chef, fut mise aussitôt en état de défense. L'avant-garde française passa la Stura; Serrurier fit sa jonction, et l'armée put alors communiquer avec Nice, par Ponte-Divara. On en reçut des renforts d'artillerie : peu de jours après l'entrée à Cherasque, l'armée eut soixante bouches à feu approvisionnées; la cavalerie fit des remontes. Au bruit de nos victoires, les soldats arrivaient de tous les dépôts, de tous les hôpitaux; les pertes se réparèrent; l'enthousiasme était au comble : l'abattement régnait dans les armées coalisées. Les

esprits étaient fort agités en Piémont : les Français n'étaient plus qu'à dix lieues de Turin.

28 avril. Armistice de Cherasque.

La cour de Sardaigne ne savait quel parti prendre : elle ne jouissait nullement de la confiance publique ; son armée avait été en partie détruite, et les Autrichiens semblaient ne s'occuper que de couvrir Milan. Dans cette situation désespérée, le roi fit solliciter un armistice, qui lui fut accordé. Les conférences pour la suspension d'armes eurent lieu à Cherasque : le général piémontais Latour, et le colonel Lacoste, reçurent les pleins pouvoirs du roi de Sardaigne. Les conditions de l'armistice furent que le roi quitterait la coalition et enverrait un plénipotentiaire à Paris pour y traiter de la paix définitive ; qu'en attendant, les troupes sardes seraient disséminées dans les garnisons, et les milices licenciées ; que toutes les routes du Piémont resteraient ouvertes à l'armée française, pour pouvoir communiquer avec l'intérieur de la France, et qu'enfin les places de Céva, Coni, Tortone ou, à son défaut, Alexandrie, seraient remises sur-le-champ avec tous les magasins et l'artillerie qu'elles renfermaient.

Le roi de Sardaigne envoya en effet le comte de Revel à Paris, et la paix y fut conclue le 15 mai. Par ce traité, Alexandrie resta à demeure aux Français ; les fortifications de Suze, Labrunette et Exil, furent démolies; les Alpes restèrent ouvertes, et le roi de Sardaigne se trouva à la disposition de la République.

En moins d'un mois, l'armée française avait tourné les Alpes, gagné trois batailles, et livré plusieurs combats à des troupes infiniment supérieures par leur nombre et par leur matériel ; fait quinze mille prisonniers, tué ou blessé dix mille ennemis, pris cinquante-cinq pièces de canon et vingt-un drapeaux, et s'était mise en communication directe avec l'intérieur de la France. Tous ces résultats n'étaient que l'accomplissement du premier point du plan de campagne de Napoléon : il restait maintenant à pénétrer en Italie, et à en chasser les Autrichiens, démoralisés par leurs revers, et déroutés par les étonnantes manœuvres du général français. Les victoires de Napoléon avaient retenti dans toute la France ; le Corps-Législatif avait décrété cinq fois que l'armée l'Italie avait bien

mérité de la patrie, lorsque l'arrivée à Paris du colonel Murat, venant présenter au Directoire les vingt-un drapeaux pris sur l'ennemi dans cette courte et brillante campagne, mit le comble à l'enthousiasme. Dès ce moment, tous les regards se fixent sur Napoléon; il remplit la grande scène du monde, il occupe toute l'Europe, il étonne tous les vieux capitaines; et pourtant tous les prodiges qu'il venait d'opérer n'étaient encore que le début de l'immortelle carrière dans laquelle nous allons le suivre.



CHAPITRE VIII.

Suite de la campagne de Napoléon contre Beaulieu.

L'ARMISTICE de Cherasque ayant reçu son exécution, les troupes du roi de Sardaigne disséminées, les milices licenciées, et les places fortes du Piémont remises aux soldats de la République, Napoléon jugea, par tous ces avantages et par les dispositions des peuples, que les derrières de son armée se trouvaient assurés, et qu'il pouvait, dès lors, profiter de ses victoires pour s'établir sur une ligne forte. 1796. Avril

Celle du Tésin s'offrait d'abord; mais de là, les Français ne pouvaient pas appeler les Italiens à faire cause commune, avec eux, contre la domination étrangère. Il fallait donc s'avancer dans le cœur de l'Italie, envahir tous les Etats de la maison d'Autriche, ainsi que ceux de l'Eglise, en deçà des Apennins; faire retentir le mot *Italia* des sources du Tanaro aux rives de l'Adriatique.

de Milan à Bologne; porter même le théâtre de la guerre dans les possessions vénitiennes; en un mot, il fallait prendre la ligne de l'Adige, et repousser les troupes autrichiennes au-delà, sans s'inquiéter de la garnison de Mantoue.

« Peuples de l'Italie! s'écria Napoléon, « après avoir pris cette résolution, l'armée « française vient pour rompre vos chaînes: « le peuple Français est l'ami de tous les « peuples: venez avec confiance au-devant « de nous. Vos propriétés, votre religion « et vos usages seront respectés: nous fai- « sons la guerre en ennemis généreux, et « nous n'en voulons qu'aux tyrans qui vous « asservissent. » Les légions républicaines s'ébranlèrent.

7 mai. Passage du Pô.

Le général Beaulieu, consterné, s'était retiré derrière le Pô, pour couvrir Milan. Il comptait disputer le passage de ce fleuve aux troupes françaises. Tout lui faisait croire que ce passage aurait lieu à Valenza, et le général français ne négligea rien pour l'entretenir dans cette opinion. Masséna fut envoyé sur ce point: Beaulieu se hâta d'y rassembler ses meilleures troupes. Tout-à-coup Napoléon sort de Tortone à la tête de

trois mille cinq cents grenadiers, de la cavalerie et de vingt pièces de canon; il longe, à marches forcées, la rive droite du Pô, et arrive à Plaisance en trente-six heures. On s'empare du bac : Lannes, à la tête de neuf cents grenadiers, traverse le fleuve le premier, culbute deux escadrons de hussards autrichiens, et s'établit sur la rive gauche. En peu d'heures toute l'avant-garde française avait franchi un fleuve de deux cent cinquante toises de largeur. Le passage une fois démasqué, toutes les autres divisions quittèrent leurs positions, arrivèrent rapidement à Plaisance, y construisirent un pont sur le Pô; en moins de deux jours, infanterie, cavalerie, artillerie effectuèrent, sans pontons et sans opposition, l'une des opérations les plus critiques de la guerre.

8 mai. Combat de Fombio.

Cependant les Autrichiens accouraient en toute hâte, espérant d'arriver assez à temps, devant Plaisance, pour empêcher le passage du fleuve. La division Lipaty, qui était à Pavie, se porta, dans la nuit du 7, à Fombio, et s'y retrancha. Toute l'armée ennemie aurait pu se fortifier sur ce point. Napoléon en reconnut l'importance et le fit attaquer. Lannes arrive sur la gauche; Dal-

lemagne sur la droite, et Lanusse fond sur le centre; Lipaty fut cerné et culbuté en moins d'une heure: il perdit ses canons, ainsi que deux mille cinq cents prisonniers. Les débris de cette division repassèrent l'Adda.

9 mai. Mort du général Laharpe.

On s'attendait à voir arriver dans la nuit quelques-uns des corps ennemis de Beaulieu, dans l'ignorance où ils devaient être du sort de la division Lipaty: toutes les dispositions furent prises en conséquence. Effectivement, un régiment de cavalerie, qui précédait la colonne commandée par Beaulieu, se présenta aux avant-postes du général Laharpe: les bivouacs prirent les armes; mais, après quelques décharges, on n'entendit plus rien. Le général Laharpe, grenadier par la taille et par le cœur, voulut aller vérifier en avant la présence de l'ennemi. Il partit à la tête d'un piquet, et retourna bientôt, après avoir interrogé les habitans; malheureusement, il ne revint pas au camp par la chaussée d'où ses troupes l'avaient vu partir; il avait pris un sentier. Les postes français croyant entendre approcher l'ennemi, accueillirent leur général par un feu très-vif: Laharpe fut tué par ses propres soldats.

Cette mort porta la désolation dans toute l'avant-garde de l'armée, dont Berthier, chef de l'état-major général, vint prendre le commandement.

Le même jour, Napoléon avait signé un armistice avec le duc de Parme, par lequel il lui avait imposé des conditions très-avantageuses à l'armée et à la République : c'était se débarrasser ainsi d'une surveillance à exercer sur ce prince, sans perdre les droits du vainqueur.

9 avril. Armistice avec le duc de Parme.

Le lendemain, Napoléon marcha vers Lodi, où Beaulieu avait réuni quelques divisions. Il voulait couper et faire prisonnières deux autres divisions que le général ennemi dirigeait sur Milan ; mais une forte arrière-garde de grenadiers autrichiens défendait la chaussée de Lodi. Il fallut manœuvrer et perdre quelques heures, au bout desquelles les grenadiers furent poussés l'épée dans les reins jusqu'à Lodi, où ils entrèrent pêle-mêle avec les Français. Les fuyards se rallièrent alors derrière la ligne de bataille que Beaulieu avait prise sur la rive gauche de l'Adda. Ce général y avait réuni seize à dix-sept mille hommes et une trentaine de pièces de canon.

10 avril. Bataille de Lodi.

Le général français résolut aussitôt d'étonner l'ennemi par une opération hardie. Sur les cinq heures du soir, il ordonna à la division Beaumont d'aller passer l'Adda à un gué peu éloigné, et de prendre aussitôt l'ennemi en flanc. Toute l'artillerie disponible fut placée au débouché du pont et sur la rive droite, afin de répondre aux canons de l'ennemi qui enfilaient le pont. Les grenadiers furent formés en colonne derrière les remparts. Dès que le feu de l'artillerie ennemie fut ralenti, et que celui de la division Beaumont commença à inquiéter le général autrichien, Napoléon fit battre la charge ; la tête de la colonne, par un simple à gauche, se trouva sur le pont ; il fut traversé au pas de course. Les canons de l'ennemi furent pris en un clin-d'œil, la ligne enfoncée et écrasée. Les Autrichiens se retirèrent en désordre sur la Crema.

Cette action si vigoureusement exécutée, sous un feu meurtrier, mais conduite avec la plus grande prudence, est regardée, par les militaires, comme un des plus brillans faits d'armes de cette guerre. Nous n'y perdîmes que deux cents hommes ; les ennemis en laissèrent plus de quinze cents sur le champ de

bataille, non compris deux mille cinq cents prisonniers. Leur artillerie resta en notre pouvoir, ainsi que plusieurs drapeaux.

Après la bataille de Lodi, l'armée française se dirigea sur Pizzighittone, afin de chasser de suite, de cette forteresse, les troupes qui pouvaient s'y réunir et s'y défendre; mais à peine fut-elle cernée, que la garnison se rendit. Notre cavalerie entra à Crémone, et poursuivit l'arrière-garde autrichienne jusqu'à l'Oglio.

C'est à cette époque que Napoléon rencontra une nuit, dans un bivouac de prisonniers, un vieil officier hongrois qu'il se plut à questionner. « Çà va très-mal, lui dit l'officier, sans le connaître; nous n'y comprenons plus rien; nous avons affaire à un jeune général, qui est tantôt devant nous, tantôt sur notre queue, tantôt sur nos flancs; on ne sait jamais comment il faut se placer. Sa manière de faire la guerre est insupportable, et viole tous les usages. » Cette boutade du vieil officier définit parfaitement la tactique de Napoléon et celle des généraux de l'ancien régime.

15 mai. Entrée des Français à Milan.

Par suite de la promptitude de ses manœuvres, Napoléon avait laissé Milan à plu-

sieurs journées sur les derrières de l'armée française, sans qu'aucun corps eût été envoyé pour occuper cette capitale. Cependant, les administrations autrichiennes l'avaient évacuée, et il n'y restait d'autre gouvernement que les états de Lombardie, d'autres troupes que les gardes nationales. Une députation, ayant à sa tête Melzi, plus tard duc de Lodi, fut envoyée à Lodi, pour faire au général français la soumission de la Lombardie. Le vainqueur s'approcha alors de Milan, et y fit son entrée, le 15 mai, aux acclamations d'une population immense. Les troupes françaises défilèrent sous un arc de triomphe. Dès ce jour, les Italiens adoptèrent les trois couleurs, vert, rouge et blanc.

Les troupes françaises entrèrent alors en cantonnement, afin d'utiliser les grandes ressources qu'elles venaient de trouver dans la Lombardie.

20 mai. Armistice avec le duc de Modène.

Il y avait peu de jours que Napoléon était à Milan, lorsqu'il y reçut le commandeur d'Est, frère naturel du duc de Modène : il venait pour solliciter un armistice, et la protection de l'armée française. Le général en chef traita avec le duc de

Modène, comme il avait traité avec celui de Parme, et l'armistice fut signé le 20 mai; mais plus tard, les négociations entamées à Paris, pour la paix définitive, languirent, et furent enfin rompues. Le vieux duc se réfugia à Venise, où il mourut.

Le directoire, enivré des succès de l'armée française en Italie, adopta alors le plan de diviser l'armée en deux corps, dont l'un, commandé par Napoléon, marcherait sur Rome et Naples; et l'autre, commandé par Kellermann, occuperait la rive gauche du Pô, et couvrirait le siége de Mantoue. Napoléon, indigné d'une pareille ingratitude, et ne voulant pas être l'instrument de la perte de ses frères d'armes, envoya sa démission. Le Gouvernement, convaincu par les raisons du général en chef, rapporta cette mesure, et ne s'occupa plus de l'armée d'Italie, que pour approuver ce que Napoléon avait fait ou projeté.

Napoléon envoie sa démission.

En prenant le commandement de l'armée d'Italie, Napoléon, malgré son extrême jeunesse, inspira la confiance la plus absolue aux soldats et jusqu'aux vieux officiers. Il subjugua tout le monde par son

génie, bien plus que par sa popularité. Peu communicatif, et très-sévère pour sa personne, il rétablit la subordination. Méprisant la mollesse et les plaisirs, le jeune général, sur lequel étaient fixés tous les regards des belles italiennes, se montra un sage, un vrai Caton. Son apparition fut une véritable révolution dans les manières, la conduite et le langage.

Mais ce qui le distinguait encore plus des autres généraux qui l'avaient précédé, c'est la pureté de son administration, sa haine constante pour les dilapidations, et l'énergie qu'il mit à les faire cesser. Napoléon avait le droit d'être sévère envers les autres, puisqu'il professait le mépris le plus absolu pour ses propres intérêts : le conquérant de l'Italie n'avait d'autre fortune que son traitement de général en chef; et, à son retour en France, il ne possédait pas trois cents mille francs, tandis qu'il aurait pu rapporter dix à douze millions.

Lorsque Napoléon traita avec le duc de Modène, ce prince le fit prier d'accepter quatre millions en or, que le commandeur d'Est avait apportés à Milan. Je vous remercie, répondit froidement le jeune gé-

néral à Salicetti, qui le pressait de les accepter; je n'irai pas, pour cette somme, me mettre à la disposition du duc de Modène : je veux demeurer libre. »

Un peu plus tard, le Gouvernement de Venise, voulant conjurer sa destruction, offrit à Napoléon sept millions en or, qu'il refusa avec le même mépris. Un administrateur en chef de l'armée, présent à ce refus, ne pouvait revenir de l'étonnement qu'il lui causait; il le trouvait sur-humain. Nul doute que de pareils exemples, donnés par le général en chef, n'aient contenu tous ceux qui étaient habitués à dilapider.

Napoléon petit Caporal.

Les vieux soldats de l'armée d'Italie avaient établi un usage singulier, qui consistait à accorder un grade à leur jeune général, à chaque bataille qu'il gagnait. Ils se réunissaient en conseil pour procéder à ces promotions, et lorsque Napoléon rentrait au camp, ils le saluaient de son nouveau titre. C'est ainsi qu'il fut fait caporal à Lodi, sergent à Castiglione. De là, ce surnom de *petit caporal,* que les soldats lui donnaient toujours, et qui lui était resté. On sait combien ce sobriquet était devenu magique

pour les militaires : on lui doit peut-être le gain de plus d'une bataille, et il a puissamment contribué au retour de Napoléon à Paris, dans le mois de mars 1815.

Organisation de la Lombardie.

Le repos de l'armée française ne fut pas long. Huit à dix jours suffirent au général en chef pour établir de petits dépôts pour les hommes fatigués et les convalescens. Les gardes nationales de toutes les villes de la Lombardie furent mises sur pied, les autorités renouvelées, et le pays organisé de manière à assurer la domination française.

A cette époque, les dispositions des habitans des pays envahis par les armées françaises leur étaient favorables, principalement dans le Piémont et dans la Lombardie ; mais les prêtres et les partisans de l'Autriche exerçaient encore une sorte d'influence sur les paysans et la populace des villes.

volte de Pavie.

Le quartier-général était à peine arrivé à Lodi, lorsque le général en chef apprit qu'il venait d'éclater une insurrection à Pavie, dont le contre-coup s'était fait ressentir à Milan. Il partit aussitôt à la tête d'une faible division, et arriva le soir même à Milan, où le calme était rétabli. Il continua le len-

demain sa route sur Pavie. Huit à dix mille paysans s'y étaient réunis ; et dans l'espoir de se joindre à la garnison autrichienne du château de Milan, une avant-garde de huit cents hommes était venue jusqu'à Binasco. Lannes l'attaqua : Binasco fut pris, pillé et brûlé. On espérait par là intimider les insurgés de Pavie ; mais, au lieu de déposer les armes, ils se barricadèrent dans la ville, et firent sonner le tocsin dans tous les villages environnans. Napoléon n'avait avec lui que quinze cents hommes et six pièces de campagne. Les circonstances lui prescrivaient la témérité : il brusqua l'attaque contre une ville de trente mille ames ; les portes furent enfoncées à coups de canon et de hache, les grenadiers entrèrent au pas de charge : les paysans gagnèrent la campagne, où un grand nombre fut sabré par la cavalerie. Le désordre était extrême dans la ville, le pillage dura quelques heures ; et, quoiqu'il eût fait plus de peur que de mal, cette punition fut une leçon salutaire pour l'Italie. On prit quelques otages et l'on opéra un désarmement général dans la campagne. Toutes ces mesures, que la prudence exigeait, tirèrent l'armée française d'une

fausse position, et lui permirent d'agir offensivement.

Les troupes républicaines continuèrent à se porter en avant : dès le 28 mai, elles étaient à Brescia, une des plus grandes villes des Vénitiens, en terre ferme.

Le général Beaulieu avait reçu beaucoup de renforts, et, au premier avis des mouvemens de l'armée française, il avait établi son quartier-général derrière le Mincio. Il paraissait avoir l'intention de s'y défendre, pour empêcher le blocus de Mantoue. Cette place se trouvait désarmée à l'ouverture de la campagne ; mais dès les premiers succès des troupes françaises, on s'était empressé de restaurer ses fortifications, et de l'approvisionner.

1796. 30 mai Passage du Mincio.

Napoléon avait concentré son armée de manière à lui faire passer le Mincio, au moyen des mêmes manœuvres qu'il avait employées pour passer le Pô. En effet, il fit des dispositions comme s'il eût voulu exécuter ce passage à Peschiera ; mais, dès qu'il eut attiré les principales forces de l'ennemi sur ce point, il se porta rapidement sur Borghetto. Là, nos troupes rencontrèrent quatre mille hommes d'infanterie, re-

tranchés, et trois mille cavaliers autrichiens et napolitains, en position dans la plaine. Les grenadiers du colonel Gardanne entrèrent dans Borghetto au pas de charge; le général Murat chargea la cavalerie ennemie avec le plus grand succès. Le Mincio fut passé, et les divisions Augereau et Serrurier poursuivirent l'ennemi. Le soir, le quartier-général avait été marqué à Vallegio, où le général en chef s'établit. A peine y était-il, que des coureurs autrichiens y arrivèrent, et parvinrent jusqu'à son logement : le piquet d'escorte n'eut que le temps de fermer la porte-cochère, et de crier aux armes. Napoléon fut obligé de sortir par les jardins de derrière, et de se sauver. Masséna ne tarda pas à tomber sur ces coureurs, ainsi que sur la division à laquelle ils appartenaient, et les mena battant toute la soirée.

Origine des Guides.

Le danger que venait de courir le général en chef lui fit sentir la nécessité d'avoir une garde d'hommes d'élite, chargés de veiller spécialement à sa sûreté : il créa un corps auquel il donna le nom de *Guides*; corps long-temps fameux, qui fut organisé et commandé par Bessières, et qui servit

ensuite de noyau aux chasseurs de la garde impériale.

Après le passage du Mincio, l'armée française devait prendre la ligne de l'Adige. En conséquence, le centre fut établi à Vérone, que Masséna occupait; la gauche fut placée à Montebaldo, et la droite sur la Basse-Adige. Le siége de Mantoue se trouvait ainsi entièrement couvert. Serrurier bloquait, avec huit mille hommes, une garnison qui en avait près de quatorze mille effectifs, et plus de dix mille sous les armes. On espérait que la place serait rendue avant que l'armée autrichienne pût venir la secourir.

5 juin. Armistice avec le roi de Naples.

Le 5 juin, on vit arriver au quartier-général le prince de Belmonte, qui venait demander au général en chef un armistice pour le roi de Naples. Cet armistice fut signé le même jour. La division de cavalerie napolitaine quitta aussitôt l'armée autrichienne pour rentrer dans son pays. Un plénipotentiaire napolitain fut envoyé à Paris pour y traiter de la paix définitive; et, quoique le directoire eût d'abord formé le projet de révolutionner Naples, Rome et la Toscane, il adopta enfin la politique du général en chef.

Le général autrichien Beaulieu, qui venait d'éprouver tant de désastres, tomba alors dans la disgrace, et fut rappelé : le général Mélas prit par *interim* le commandement de l'armée battue, en attendant que le maréchal Wurmser arrivât en Italie : le quartier-général de Mélas fut porté à Trente. Ainsi finit cette campagne, où le vieux général autrichien perdit toute la réputation qu'il s'était acquise dans le nord, en luttant en Italie contre un général de vingt-cinq ans.

CHAPITRE IX.

Excursion de Napoléon à Bologne et Livourne.

Pendant que le général Mélas rassemblait dans les environs de Trente les débris de l'armée de Beaulieu, Napoléon plaça les divisions françaises sur la ligne de l'Adige, de manière à couvrir le siége de Mantoue, ainsi que la moyenne et la basse Italie.

Il apprit alors que le ministre d'Autriche à Gênes avait insurgé les fiefs impériaux, et organisé des compagnies franches qui infestaient les routes de la Corniche et du Col de Tende. Déjà plusieurs détachemens français avaient été assassinés par les *Barbets*, et des bataillons entiers avaient dû se battre plusieurs fois pour arriver à l'armée : le mal n'était plus tolérable.

Napoléon crut qu'il fallait appliquer un remède prompt à ces insurrections, forcer le pape, qui armait, à signer un armistice,

et chasser la factorerie anglaise de Livourne. Il pouvait entreprendre toutes ces opérations, sans rien craindre de l'armée autrichienne, puisque le maréchal Wurmser, qui devait venir en prendre le commandement, et y conduire, du Rhin, un renfort de trente mille hommes, ne pouvait être arrivé sur l'Adige que dans trente ou quarante jours.

En conséquence, le général en chef se rendit d'abord à Milan, et y fit ouvrir la tranchée devant la citadelle; il se porta ensuite à Tortone, d'où il dirigea une colonne, sous les ordres de Lannes, contre les fiefs impériaux. Lannes entra de vive force dans Arquata, fit passer par les armes tous les Barbets qui s'y étaient réunis, et fit raser le château du marquis Spinola, sénateur génois; principal moteur de ces rassemblemens. En même temps l'aide-de-camp Murat se rendit à Gênes, demanda et obtint l'expulsion des agens de l'Autriche, et particulièrement celle de l'ambassadeur Gerola, et fit organiser des colonnes génoises pour purger les routes, et escorter les convois français.

D'un autre côté, Augereau passa le Pô, et

se rendit à Ferrare et à Bologne. Vaubois réunit sa division à Modène. La présence des troupes francaises électrisa les habitans de ces contrées, qui appelaient à grands cris la liberté. Bologne, surtout, se fit remarquer par son enthousiasme ; tout ce qui n'était pas prêtre endossa l'habit militaire. Les fêtes se succédaient partout : nulle part les troupes républicaines n'avaient reçu un accueil plus fraternel. Napoléon, accompagné de son épouse, qui était venue en Italie, traversa Plaisance, Parme, Reggio, Modène, et s'arrêta à Bologne.

23 juin. Armistice avec le Pape.

Le Vatican était dans les plus vives alarmes. Il s'empressa d'envoyer un plénipotentiaire pour solliciter un armistice ; et comme les intentions de Napoléon n'étaient pas de marcher sur Rome, l'armistice fut signé le 23 juin. Le pape s'engagea à envoyer un ministre à Paris pour y traiter de la paix définitive. Bologne, Ferrare et Ancône devaient rester au pouvoir des Français. Le trésor de Rome était en outre tenu de verser à celui de l'armée, vingt-un millions, et les galeries de cette capitale devaient fournir cent objets d'art, au choix des commissaires français. Il fut facile de

faire comprendre aux peuples qui n'aimaient point la domination du pape, que la paix ne se ferait pas sans garantir leur liberté. Dès qu'ils en eurent la promesse, les gardes nationales s'armèrent.

Après avoir terminé cette importante affaire, qui assurait les flancs de l'armée, Napoléon passa l'Apennin, et rejoignit à Pistoïa la division Vaubois. Le bruit de la marche des Français vers la Toscane alarma le premier ministre du grand duc, Manfrédini, qui accourut au quartier-général de Napoléon. Il y fut rassuré, et se convainquit que les troupes françaises ne passaient sur son territoire que pour se rendre à Sienne.

Le 29 juin, Murat, commandant l'avant-garde, eut ordre de tourner brusquement et d'entrer à Livourne. Il y arriva en huit heures de marche forcée. On espérait y surprendre les négocians anglais qui y avaient cent bâtimens chargés; mais ils furent prévenus, et mirent à la voile. L'occupation de Livourne et la destruction de la factorerie anglaise fut un coup sensible porté au commerce anglais.

29 juin. Entrée à Livourne.

On s'empressa de réunir dans cette ville

tous les refugiés corses, au nombre de six à sept cents, et on les envoya dans leur île, précédés par des proclamations. La population guerrière des montagnes de la Corse fut soulevée contre les Anglais, et, après plusieurs affaires sanglantes, les tyrans des mers, trop faibles pour se maintenir dans cette île, l'évacuèrent : elle resta aux Français.

L'expédition de Livourne terminée, les troupes françaises repassèrent l'Apennin et le Pô, pour rejoindre l'armée sur l'Adige. Deux fois elles traversèrent le grand-duché de Toscane ; mais elles observèrent constamment la plus exacte discipline, et passèrent toujours loin de Florence. Napoléon fut invité par le grand-duc à se rendre dans cette capitale, et y arriva sans escorte.

Reddition du château de Milan.

En dînant chez le grand-duc, il reçut la nouvelle de la prise du château de Milan, ce qui allait fournir les moyens de compléter le nombre des bouches à feu jugées nécessaires pour le siége de Mantoue.

Napoléon retourna bientôt à Bologne pour y organiser l'élan des habitans. Il dut encore réprimer les excès auxquels s'étaient portés les paysans de Lugo, révoltés, contre des détachemens français. Le général Bé-

raud fut envoyé à Lugo, y trouva une résistance organisée par quatre à cinq mille paysans qui s'y étaient enfermés; il se trouva obligé de prendre la ville de vive force: Lugo fut livré au pillage.

C'est pendant son excursion à Livourne, que Napoléon trouva à San-Miniato, un vieil abbé Bonaparte, fort riche, qui le traita splendidement, ainsi que tout son état-major. Cet abbé ne demanda d'autre faveur à Napoléon, que celle de prier le pape de faire canoniser un certain père Bonaventure Bonaparte, capucin de Bologne, béatifié depuis long-temps. Le général des armées de la République française rit beaucoup de la bonhomie du vieux parent, dont les idées étaient si peu en harmonie avec celles du jour Plus tard, l'abbé Bonaparte constitua Napoléon pour son héritier; il était alors empereur, et fit présent de cet héritage à un établissement public de la Toscane.

J'ai déjà dit que Joséphine était venue joindre son époux en Italie. Ses graces, sa bonté, lui gagnèrent tous les cœurs: elle était l'héroïne de toutes les fêtes. Lorsque le quartier-général se rapprocha de Man-

toue, Joséphine courut quelques dangers ; on tira, sur ses voitures, des remparts de la place, et l'un de ses gens fut blessé.

Cependant, le moment approchait où les Autrichiens allaient se trouver en mesure de reprendre l'offensive. Napoléon n'avait cessé de demander au Directoire que les armées françaises entrassent en campagne sans délai, afin d'empêcher la diversion que Wurmser pouvait faire en Italie, si on le laissait tranquille sur le Rhin ; le Directoire avait promis de faire faire ce mouvement vers le 15 avril ; mais il avait été retardé de plus de deux mois ; et lorsque les armées françaises du Rhin commencèrent à se mouvoir, Wurmser était en marche pour l'Italie, emmenant avec lui trente mille hommes de troupes d'élite. On ne parlait partout que des grands préparatifs de l'Autriche, et ses agens faisaient circuler les bruits les plus alarmans pour l'armée française. Napoléon suivait tous ces préparatifs, non sans quelque inquiétude. Voulant commencer par assurer ses derrières, il se rendit à Milan pour donner une nouvelle activité à l'organisation intérieure de la Lombardie.

Le maréchal Wurmser arriva enfin auprès

de Mélas; les deux armées réunies formaient, y compris la garnison de Mantoue, un total de quatre-vingt mille hommes, tandis que Napoléon ne comptait pas quarante mille soldats effectifs. Les Autrichiens et leurs partisans ne doutaient pas que l'Italie ne fût délivrée des Français avant la fin du mois d'août.

L'armée française se réunit sur l'Adige et sur la Chiesa; le moment d'agir était arrivé : Joséphine pleurait en pensant aux dangers que son époux allait courir : Napoléon la quitta en lui adressant ces paroles prophétiques : « Wurmser va payer cher les pleurs qu'il te fait répandre. »

CHAPITRE X.

Campagne de Napoléon contre Wurmser.

1796. Le maréchal Wurmser, en qui le conseil aulique avait placé toutes ses espérances pour l'expulsion des Français de l'Italie, venait de réunir son armée à Trente. Instruit de la prise du camp retranché de Mantoue, et des dangers que courait cette place, il précipita son mouvement offensif. Divisant son armée en trois corps, il dirigea la droite, forte de trente à trente-cinq mille hommes, par la chaussée de la Chiesa ; le centre, composé de quarante mille hommes, déboucha par Montebaldo, et envahit tout le pays entre l'Adige et le lac de Guarda ; enfin la gauche, composée de dix à douze mille hommes, ayant avec elle toute l'artillerie, la cavalerie et les bagages, défila sur la chaussée de Roveredo à Vérone, où elle devait passer

l'Adige, et se réunir au centre de l'armée. Le plan de Wurmser se trouvait ainsi à découvert ; il voulait cerner l'armée française, qu'il supposait devoir se concentrer vers Mantoue.

Selon leur usage, les Autrichiens annonçaient partout qu'une armée de quatre-vingt mille hommes avait débouché par Brescia, et qu'une autre armée, beaucoup plus forte, s'avançait sur Vérone ; ces bruits étaient accueillis et répétés.

Napoléon avait, le 28 juillet, son quartier-général à Brescia ; il en partit le soir, et vint l'établir à Castelnovo, afin d'être plus à portée de recevoir les rapports de toute la ligne.

Dès le 29 juillet, Joubert était attaqué à la Corona ; le général Soret avait été repoussé de Salo ; Brescia était au pouvoir de la droite de l'ennemi, et ses coureurs s'étaient présentés à Ponte San-Marco.

Seule contre les forces autrichiennes réunies, l'armée française ne pouvait rien, puisqu'on n'était pas un contre trois ; mais réunie contre chacun des trois corps ennemis, elle pouvait obtenir des succès. Il fallait donc manœuvrer en conséquence. Le

général en chef prit son parti sur-le-champ; il résolut de déconcerter l'ennemi en prenant lui-même l'initiative. Il ordonna au général Serrurier, commandant le blocus de Mantoue, de brûler ses affûts et ses plates-formes, de jeter ses poudres à l'eau, d'enterrer ses projectiles, d'enclouer ses pièces, et de venir en toute hâte rejoindre l'armée : ce qui fut exécuté dans la nuit du 31 juillet au 1er août.

1796.
31 juillet.
Combats de Salo et de Lonato.

Napoléon, jugeant la droite de l'armée autrichienne, qui avait débouché par Brescia, engagée et compromise s'il l'attaquait, marcha d'abord sur elle. Depuis deux jours, quinze cents hommes, commandés par le général Guieux, se défendaient, dans l'antique château de Salo, contre toute une division ennemie. Cinq fois ils avaient repoussé l'assaut. Le général Soret fut envoyé à leur secours : il arriva au moment où l'ennemi tentait une sixième attaque; il tomba sur ses flancs, le défit entièrement, et dégagea les troupes françaises.

Au même instant, une division autrichienne s'était portée sur Lonato, pour tâcher de faire sa jonction avec Wurmser. Napoléon conduisit lui-même la brigade

Dallemagne contre cette division. L'ennemi fut battu et mis en déroute avec de grandes pertes.

Pendant ce temps, Wurmser avait fait passer son artillerie à Vérone : il envoyait deux divisions pour se mettre en communication avec sa droite, et marchait lui-même pour faire lever le siége de Mantoue, où il ne trouva plus que des débris.

Toute la nuit du 31 juillet au 1er août, le général en chef marcha sur Brescia. L'ennemi ne l'attendit pas ; il se retira en toute hâte. On le fit poursuivre par quelques bataillons. Les divisions Masséna et Augereau retournèrent vers le Mincio, par une contre-marche rapide, et vinrent appuyer leur arrière-garde, devenue ainsi l'avant-garde.

3 août. Bataille de Lonato.

L'armée française se trouvait placée entre la droite de l'ennemi et les divisions du centre, chargées d'opérer la jonction. Pour obtenir ce résultat, il fallait passer sur le corps des troupes françaises. Environ trente mille Autrichiens attaquèrent vivement Lonato dans la matinée du 3 août. Ils l'enlevèrent d'abord; mais ayant commis la faute de s'étendre, afin d'ouvrir les communications avec Salo, le général en chef marcha

lui-même ; Lonato fut repris au pas de charge, et la ligne ennemie enfoncée. Une partie se replia sur le Mincio ; l'autre voulut se jeter sur Salo ; mais le général Soret la prit de front, et Saint-Hilaire tomba sur ses derrières : cernée de toutes parts, cette colonne dut mettre bas les armes.

D'un autre côté, Augereau aborda l'ennemi à Castiglione, l'enfonça après un combat opiniâtre, et lui fit éprouver de grandes pertes. Les restes de cette seconde colonne se retirèrent vers Mantoue, d'où lui arrivèrent les premiers renforts, mais après sa défaite. Wurmser avait perdu du temps à Mantoue : le 4 il n'était pas encore en mesure.

Toute cette journée fut employée à poursuivre les trois divisions de la droite ennemie. A chaque pas, on faisait des prisonniers : des bataillons posèrent les armes à Saint-Osetto et à Gavardo. D'autres marchaient incertains dans les vallées. Quatre à cinq mille Autrichiens égarés, apprenant qu'il n'y avait que douze cents Français à Lonato, y marchèrent dans l'espoir de se frayer une route vers le Mincio. Arrivés près de Lonato, ils firent sommer la ville

de se rendre. Au même instant, Napoléon arrivait de Castiglione; il fait introduire le parlementaire au milieu de son état-major: « Allez dire à votre général, lui crie Napo-« léon, qu'il se trouve au milieu de l'ar-« mée française. Je lui donne huit minutes « pour poser les armes; passé ce temps, il « n'aura rien à espérer. »

Harrassés de fatigues, ne sachant de quel côté se tourner, ces cinq mille hommes posèrent les armes. Cette capitulation pourra donner une juste idée du désordre et de la confusion qui régnaient dans ces divisions, désormais à peu près fondues.

La nuit du 4 fut employée à rallier les divisions françaises, et à les concentrer à Castiglione. Toute l'armée prit position sur les hauteurs. La division Serrurier avait reçu l'ordre de marcher toute la nuit, et de tomber au jour sur les derrières de la gauche ennemie. Wurmser présentait encore quarante mille hommes en bataille; les Français n'en avaient que vingt-cinq mille, y compris la division Serrurier; mais le succès n'était plus douteux. On attendait un grand effet moral de l'attaque inopinée de la division Serrurier, et ses premiers coups de canon

5 août. Bataille de Castiglione.

devaient être le signal de la bataille. L'armée républicaine fit d'abord semblant de reculer ; mais au moment où elle aperçut le feu de la division Serrurier (ce général étant malade, avait été remplacé par le général Fiorella), elle marcha vivement à l'ennemi, et tomba sur des troupes déjà ébranlées. Masséna attaqua la droite, Augereau, le centre, et Fiorella prit la gauche à revers. L'ennemi fut mis dans une déroute complète. Les débris de Wurmser fuirent au-delà du Mincio, où il comptait pouvoir se maintenir ; mais Augereau les chassa de Peschiera, et Masséna, de Borghetto. Wurmser fit fermer les portes de Vérone, afin d'avoir le temps de faire filer ses bagages ; Napoléon y arriva dans la nuit du 7, les fit enfoncer à coups de canon, et pénétra dans la ville, où les Autrichiens éprouvèrent de grandes pertes. Wurmser voulut alors conserver les positions de Montebaldo et de la Roca-d'Anfo ; Masséna et Saint-Hilaire l'en chassèrent, lui firent encore beaucoup de prisonniers, et le forcèrent à brûler sa flotille. L'armée autrichienne, si nombreuse et si confiante en la victoire dix jours auparavant, revint à Trente, démoralisée, et ne

comptant plus que quarante à quarante-cinq mille hommes dans le plus grand désordre.

Ne pouvant plus disputer aux soldats victorieux ce qu'il leur convenait d'occuper pour s'assurer la ligne de l'Adige, Wurmser repassa ce fleuve : ce qui permit aux troupes françaises de se reposer sur leurs lauriers.

Pendant cette crise, toutes les passions s'étaient montrées au grand jour en Italie. La Lombardie, les peuples de Bologne, Ferrare, Reggio, Modène, montrèrent un véritable intérêt pour la cause des Français. Le parti ennemi parut dominer à Crémone, Casal-Major, et Pavie, à Rome les Français furent insultés dans les rues ; on y proclama leur expulsion de l'Italie : Napoléon put ainsi connaître les ennemis de la France, ainsi que ses vrais amis.

Second blocus de Mantoue.

La garnison de Mantoue avait employé les premiers jours de la levée du siége à détruire les travaux des assiégeans ; mais les revers de Wurmser ramenèrent bientôt les Français devant la place. On se contenta d'un simple blocus, dont le général Sahuguet fut chargé. Après quelques légers engagemens, la garnison fut rejetée dans l'en-

ceinte de la ville, et le blocus étroitement serré.

Pendant le mois d'août, Wurmser, retiré dans le Tyrol, s'y était recruté de vingt mille hommes. Il allait se porter au secours de Mantoue avec trente mille combattans, et semblait vouloir faire ce mouvement par les gorges de la Brenta et le Bassanais. Napoléon pénétra le projet du vieux maréchal : il résolut aussitôt de prendre l'offensive, et de battre en détail l'armée autrichienne, prise en flagrant délit.

Au 1er septembre, Wurmser avait encore son quartier-général à Trente, et le général Davidowich, chargé de garder le Tyrol avec vingt-cinq mille hommes, était à Roveredo. Les trois divisions autrichiennes avec lesquelles Wurmser voulait agir sur l'Adige, marchaient entre Trente et Bassano.

Le même jour, la division Vaubois, formant la gauche de l'armée française, se mit en marche pour remonter la Chiesa, dans la direction de Trente. Le quartier-général, la réserve, la cavalerie, et les divisions Masséna et Augereau, passèrent l'Adige au pont de Pola, et remontèrent la chaussée de la rive gauche.

Le prince de Reuss voulut défendre le pont de la Sarca ; mais l'avant-garde de Vaubois l'enleva au pas de charge, et poussa les Autrichiens jusqu'à leur camp de Mori. De l'autre côté, l'avant-garde de Masséna culbuta celle de Wurmser, et la poursuivit jusqu'au camp Saint-Marc. Les deux armées se trouvèrent en présence le 4 septembre à la pointe du jour.

4 septembre. Bataille de Roveredo.

L'attaque fut impétueuse ; la résistance opiniâtre. Néanmoins, dès que Napoléon aperçut de l'hésitation dans la ligne ennemie, il fit faire une charge heureuse, qui mit les Autrichiens en désordre. Les Français entrèrent pêle-mêle avec les Autrichiens dans Roveredo ; les ennemis ne purent se rallier que dans un défilé où le général Davidowich se trouvait en position avec une réserve. Nos bataillons se précipitèrent en colonne serrée, dans le défilé, abordèrent l'ennemi, et le culbutèrent. Artillerie, infanterie, cavalerie, tout se trouva pêle-mêle. Des canons, des drapeaux et des prisonniers restèrent au pouvoir des Français. Le général Vaubois avait, de son côté, forcé le camp de Mori, et poursuivait les troupes qui lui étaient opposées. L'armée

marcha une partie de la nuit, et entra le 5, au jour, dans la ville de Trente.

La perte de la bataille de Roveredo ayant coupé Wurmser de Trente et du Tyrol, ce maréchal crut devoir accélérer son mouvement sur Bassano, afin de sortir promptement des gorges, et de réunir son armée. Le bruit courut alors que Napoléon voulait marcher sur Inspruck, pour faire sa jonction avec l'armée du Rhin, qui était en Bavière. Sur ces fausses données, Wurmser fit marcher une division sur Mantoue.

Napoléon conçut aussitôt le projet de renfermer les Autrichiens entre la Brenta et l'Adige. Il confia la garde du Tyrol italien au général Vaubois, et se mit en marche avec les divisions Augereau, Masséna, et la réserve, pour se porter rapidement sur Bassano.

Le 7, les avant-gardes se rencontrèrent. Celle des Autrichiens était en position derrière Primolano : il paraissait impossible de l'en déposter; mais rien ne pouvait plus résister à l'armée française. La double ligne autrichienne fut enfoncée, et la cavalerie lui coupa la chaussée. Cette avant-garde, presque entière, posa les armes : artillerie,

équipages, drapeaux, tout fut pris. A la nuit, l'armée française bivouaqua au village de Cismone; Napoléon y arriva sans suite, sans bagages, mourant de faim et de lassitude : il partagea la ration d'un soldat.

Ce même jour, la division autrichienne, dirigée sur Mantoue, attaqua Vérone, et fut repoussée. Wurmser se hâta de la rappeler; mais il était trop tard : cette division n'était encore qu'à Montebello, le jour de la bataille de Bassano.

8 septembre.

Bataille de Bassano.

Le 8 septembre, avant le jour, Napoléon était aux avant-postes. Il ne tarda pas à faire attaquer l'avant-garde ennemie, qui se replia sur la ligne de bataille. Cette ligne présentait vingt mille hommes; ils ne firent qu'une faible résistance. Augereau attaqua la gauche, Masséna, le centre. L'ennemi fut enfoncé sur tous les points. A trois heures, l'armée entra à Bassano, où elle prit six mille hommes, trente-deux canons, des bagages, des drapeaux, et deux équipages de pont.

Wurmser se retira en désordre sur Vicence, dans l'impossibilité où il se trouvait d'opérer sa retraite sur la Brenta. Ce

maréchal n'avait plus sous ses ordres que seize mille hommes de troupes découragées ; le reste de sa belle armée de soixante mille hommes avait été pris, tué ou dispersé en moins de dix jours. Jamais position ne fut plus critique ; les Français se flattaient à chaque instant de le voir mettre bas les armes : Wurmser lui-même désespérait de sa situation.

Quelques circonstances heureuses pour ce vieux maréchal vinrent le tirer momentanément d'embarras : tandis qu'il cherchait à obtenir des nouvelles de la position de l'armée française, il apprit que Legnago avait été évacué par le détachement qui le gardait, et que le pont n'avait point été coupé. Il s'y porta rapidement, et passa l'Adige sans coup-férir, au moment où Napoléon arrivait à Arcole, pour le cerner complètement.

Les divisions Masséna et Augereau furent envoyées aussitôt à Legnago ; Wurmser ne vit plus d'autre moyen d'échapper aux Français, que celui de marcher sur Mantoue. Comme on ne pouvait lui opposer, dans cette direction, que de faibles colonnes, Wurmser n'eut pas de peine à ob-

tenir quelques avantages sur elles ; c'est ainsi qu'il rompit l'avant-garde qui était à Cerea, et qu'il lui fit des prisonniers. Napoléon arrivait au galop dans ce village, au moment de la défaite de cette avant-garde ; il n'eut que le temps de tourner bride, et de se sauver en toute hâte. Wurmser, instruit de cette circonstance, le fit poursuivre dans toutes les directions, recommandant surtout qu'on l'amenât vivant.

Les débris de l'armée autrichienne obtinrent encore quelques légers avantages, le 11 et le 14 septembre ; mais c'était un bien faible adoucissement aux désastres qu'elle venait d'éprouver.

Wurmser approchait de Mantoue, et la garnison de cette ville sortait pour aller à sa rencontre. Toutes ces troupes réunies formaient encore trente-trois mille hommes, dont vingt-cinq mille campèrent entre Saint-Georges et la citadelle, espérant trouver l'occasion de repasser l'Adige à Legnago, et de tenir la campagne ; mais les troupes d'Augereau arrivèrent à Legnago, y prirent dix-sept cents Autrichiens et vingt-quatre canons. Les deux armées furent en présence

le 18; elles étaient égales en force numérique : leur moral était bien différent !

19 septembre. Bataille de Saint-Georges.

Le 19 septembre, le combat s'engagea à Saint-Georges. Il devint bientôt très-vif; les Autrichiens envoyèrent leur réserve contre le général Bon, commandant la division Augereau, qui fut arrêté et perdit du terrain. Toute la ligne semblait être aux prises, quand Napoléon fit déboucher Masséna sur le centre ennemi. Cette manœuvre porta le désordre dans l'armée autrichienne : elle se jeta en toute hâte sous Mantoue, après avoir perdu trois mille hommes.

Wurmser se maintint huit à dix jours dans le Serraglio, pour faire entrer des vivres dans la place. Enfin, le 1er octobre, le général Kilmaine, qui commandait le blocus, chassa Wurmser, et bloqua entièrement la place.

Ainsi finit cette campagne de Napoléon, contre le vieux maréchal autrichien. Les Français, toujours bien inférieurs en nombre, avaient détruit en peu de temps, deux armées formidables, sur lesquelles l'Autriche avait fondé ses espérances. Il ne restait plus de ces deux armées, que dix mille hommes refugiés dans le Tyrol, ou

dans le Frioul, et seize mille hommes étroitement bloqués dans la place de Mantoue.

La guerre aurait été finie, si les armées françaises du Rhin eussent partagé la gloire de celle d'Italie ; mais, en Allemagne, nous n'avions pas été vainqueurs, et la puissance autrichienne n'était pas encore abattue : il lui restait de grandes ressources, qui fournirent bientôt à Napoléon l'occasion d'ajouter de nouveaux lauriers à ceux cueillis en combattant contre Beaulieu et Wurmser.



CHAPITRE IX.

Campagne de Napoléon contre le maréchal Alvinzi.

Dès l'instant où Wurmser fut bloqué dans Mantoue, l'armée française n'eut plus d'ennemi devant elle ; mais les soldats étaient si fatigués qu'ils avaient besoin de prendre du repos. Les divisions furent alors cantonnées à Trente, à Bassano, Vérone, etc. Le blocus de Mantoue resta sous le commandement du général Kilmaine. La garnison de cette place faisait d'abord de nombreuses sorties ; affaiblie bientôt par les pertes qu'elle éprouvait toujours, et par les maladies, elle devint moins turbulente. On espérait que le manque de vivres ne tarderait pas à se faire sentir, et que la garnison capitulerait ; mais les secours que la place avait tirés de Modène, et des lieux voisins pendant les deux levées du siége, l'avaient mise à même de tenir plus long-temps qu'on ne le croyait. Contre toute probabilité, les

Français devaient encore détruire deux autres armées autrichiennes, et remporter de nouvelles victoires, avant que ce boulevard de l'Italie fût en leur pouvoir.

Le conseil aulique ne se découragea pas par les revers de Beaulieu et de Wurmser; il avait d'ailleurs éprouvé quelques compensations en Allemagne. Il sentit donc le besoin de faire de nouveaux efforts pour rétablir les affaires d'Italie. Deux armées furent rassemblées dans le mois d'octobre; l'une occupa le Tyrol, l'autre le Frioul; on les plaça sous les ordres du maréchal Alvinzi: ses instructions portaient de marcher pour sauver Mantoue.

L'armée française avait aussi reçu douze bataillons de renfort; le moral des soldats était excellent: ils étaient pleins de confiance dans leur chef; l'artillerie était nombreuse et la cavalerie bien montée. Depuis quelques mois, l'opinion était bien changée en Italie: les peuples s'étaient associés à nos succès; leur liberté, leur indépendance s'y trouvaient attachées, et aucune considération politique ou religieuse ne pouvait plus les empêcher de faire cause commune avec la république française.

A la fin d'octobre, le maréchal Alvinzi porta son quartier-général à Conegliano, derrière la Piave. Masséna, placé à Bassano, l'observait. D'un autre côté, Davidowich avait réuni dix-huit mille hommes dans le Tyrol, que Vaubois devait contenir de Trente. Le grand quartier-général de Napoléon se trouvait à Vérone. Le projet d'Alvinzi était d'opérer dans Vérone même sa jonction avec Davidowich, et de là marcher sur Mantoue. Alvinzi ayant commencé son mouvement sur la Brenta avec quarante mille hommes, Masséna dut se retirer sur Vicence; Napoléon l'y rejoignit avec la division Augereau et la réserve.

6 novembre. Bataille de la Brenta.

Le 6 novembre à la pointe du jour, Napoléon marcha pour livrer bataille à Alvinzi. Masséna attaqua l'avant-garde, et, après un combat de plusieurs heures, il la rejeta sur la rive gauche de la Brenta, lui tua beaucoup de monde, et lui fit des prisonniers. Napoléon, à la tête de la division Augereau, rejeta sur Bassano tout ce qui lui était opposé; mais il fallait passer le pont ce même jour, et s'emparer de la ville. On éprouva un retard de deux heures pour enlever un village; et lorsque enfin les troupes

françaises arrivèrent au pont, la nuit était close, il fallut remettre au lendemain à en forcer le passage.

A deux heures du matin, Napoléon reçut des nouvelles de la division Vaubois : elle avait été repoussée et débordée ; sa position était critique, et pouvait en outre compromettre toute l'armée. Il n'y avait pas à hésiter : Napoléon dut aussitôt abandonner son projet de rejeter Alvinzi au-delà de la Piave, pour courir sur Vérone, si vivement menacée. Il ordonna aussitôt de réunir tous les corps qu'on trouverait sur les positions de la Corona et de Rivoli. L'armée rétrograda, au grand étonnement des habitans, qui venaient d'être témoins de ses succès ; Alvinzi se retirait aussi de son côté ; mais, dès qu'il fut instruit de la retraite des Français, il revint sur la Brenta. Napoléon arriva sur le plateau de Rivoli, et maltraita les troupes de Vaubois, qui demandèrent à aller à l'avant-garde.

Le maréchal Alvinzi, battu sur la Brenta, se trouvait cependant maître de tout le Tyrol, et de tout le pays entre la Brenta et l'Adige. Il ne lui restait plus qu'à passer l'Adige pour faire sa jonction avec Da-

vidowich: mais l'armée française s'était concentrée à Vérone; et ce passage devenait bien difficile à opérer. Les Autrichiens s'étaient mis en position, leur gauche aux marais d'Arcole, et leur droite au mont Olivetto; leur général semblait disposé à y recevoir la bataille.

Le 11 novembre, l'armée française passa les ponts de Vérone, et culbuta l'avant-garde ennemie La nuit, on prit position au pied de Caldiero. Alvinzi s'était couvert par des redoutes formidables; sa gauche était inexpugnable, mais sa droite parut mal appuyée. Elle fut attaquée par Masséna; le feu s'engagea sur toute la ligne et se soutint toute la journée malgré la pluie qui tombait par torrens. L'artillerie française ne pouvait faire aucun mouvement, tant les terres étaient trempées. Cette bataille n'eut aucun résultat: les deux armées bivouaquèrent dans leurs positions respectives. La pluie continua toute la nuit. Napoléon jugea convenable de rentrer dans son camp en avant de Vérone; les avant-postes autrichiens s'avancèrent alors, et la situation de l'armée française devint vraiment critique. Vaubois avait fait des pertes

12 novembre. Bataille de Caldiero.

considérables ; les autres corps qui s'étaient battus sur la Brenta et à Caldiero, ne comptaient plus que treize mille hommes ; le sentiment de la supériorité des forces de l'ennemi était dans toutes les têtes. Alvinzi ne doutait plus de la délivrance de Mantoue et de la conquête de l'Italie. Napoléon releva, par des ordres du jour, le moral des troupes, et les prépara ainsi aux grandes choses qu'elles devaient encore faire.

15, 16 et 17 novembre. Bataille d'Arcole.

L'armée française semblait réduite partout à la défensive. Tout-à-coup, dans la soirée du 14 novembre, le camp de Vérone prend les armes ; trois colonnes traversent la ville en silence, et vont se former sur la rive droite de l'Adige. L'heure du départ, la direction, le silence, tout fait présager une retraite. L'anxiété se peint sur toutes les figures ; les habitans suivent, le cœur serré, les mouvemens de cette armée qui emporte toutes leurs espérances. Quinze cents hommes seulement restent dans Vérone, sous les ordres du général Kilmaine, en ferment les portes, et interdisent toute communication avec la rive gauche de l'Adige, afin de laisser l'ennemi dans l'ignorance des mouvemens de l'armée.

Napoléon, au lieu de prendre la route de Peschiera, comme tout semblait l'annoncer, longe l'Adige, et arrive avant le jour au village de Ronco, où le genéral Andréossi venait de faire jeter un pont. Par un simple à gauche, l'armée se trouve sur l'autre rive. Officiers et soldats commencent à deviner les intentions du général en chef: il veut tourner Caldiero, et, ne pouvant lutter en plaine, il porte son champ de bataille sur des chaussées, où le nombre ne pourra rien contre le courage: l'espoir de la victoire ranime tous les cœurs.

Trois colonnes s'engagèrent sur les trois chaussées qui partent du pont de Ronco. L'une remonta l'Adige; celle du centre se porta sur Arcole. Les Français se trouvèrent ainsi sur les derrières des Autrichiens. Alvinzi, apprenant que tout était tranquille à Vérone, crut que ce mouvement n'avait été fait que par des troupes légères, et se contenta d'envoyer deux divisions pour les chasser. Ces deux divisions furent enfoncées, et presque entièrement détruites dans les marais par Masséna et Augereau. Il fallait alors s'emparer d'Arcole, défendu par des Croates, afin d'occuper le pont de Villa-

nova, qui était la seule retraite d'Alvinzi; mais Arcole résista à plusieurs attaques. Napoléon voulut essayer un dernier effort; il saisit un drapeau, s'élance sur le pont, et l'y place. La colonne qu'il conduisait était déjà à moitié du pont, lorsque l'arrivée d'une division ennemie, et un feu de flanc firent manquer l'attaque. Les grenadiers de la tête se trouvèrent abandonnés par ceux de la queue; mais, ne voulant pas laisser leur général, ils l'entraînèrent avec eux au milieu des morts et des mourans; il fut précipité dans un marais, où il se trouvait au milieu des ennemis; les grenadiers s'aperçurent du danger de Napoléon : un cri spontané se fit entendre : *En avant pour sauver le général!* ces braves revinrent au pas de course sur l'ennemi, le repoussèrent au-delà du pont, et Napoléon fut sauvé. Cette journée est considérée comme celle du dévouement. Lannes, blessé, accourut se placer entre l'ennemi et Napoléon, et reçut trois nouvelles blessures, sans vouloir le quitter. Muiron, aide-de-camp du général en chef, le même qui s'était tant distingué au siége de Toulon, fut tué en couvrant le corps de son général; plusieurs autres gé-

néraux se firent tuer sur le pont en ramenant les troupes en avant.

Quelques instans après ce terrible moment, une brigade française ayant passé l'Adige à Albaredo, prit Arcole à revers; mais déjà Alvinzi, instruit du véritable état des choses, et sentant le danger de sa position, avait abandonné Caldiero, détruit ses batteries, et fait passer le pont à son artillerie et à ses parcs. Les soldats français virent avec douleur cette proie leur échapper: ils jugèrent alors toute l'étendue du plan de Napoléon, et sentirent quels auraient pu être les résultats d'une combinaison si profonde et si hardie.

Arcole fut pris sans coup férir; mais alors il n'avait plus la même importance: Caldiero était évacué, et Vérone ne courait plus aucun danger. On avait fait un grand nombre de prisonniers, qui, en défilant au milieu du camp, remplirent les soldats d'enthousiasme et de confiance.

Cependant, Napoléon n'était pas sans crainte sur la situation de Vaubois; il sentait que si ce général avait été battu par Davidowich, le blocus de Mantoue, et la retraite de l'armée pouvaient à la fois être

compromis, s'il ne prenait des dispositions analogues. Dans l'ignorance de ce qui s'était passé, il fit évacuer Arcole, et replia l'armée sur la rive droite de l'Adige, ne laissant qu'une brigade de l'autre côté. Alvinzi, apprenant la marche rétrograde des Français, fit occuper Arcole, et dirigea deux colonnes sur les digues. Napoléon apprit, à quatre heures du matin, que Vaubois était en position, et que Davidowich n'avait pas bougé. L'armée prit alors les armes, repassa le pont de Ronco au pas de charge, tomba sur les deux divisions ennemies, les rompit, et les poursuivit jusqu'aux marais. Ainsi, deux nouvelles divisions d'Alvinzi furent défaites dans cette seconde journée. Le soir, par les mêmes motifs de la veille, Napoléon fit encore une marche rétrograde, et concentra son armée sur la rive droite de l'Adige.

Le lendemain, Alvinzi croyant que les Français avaient marché sur Mantoue, déboucha de son camp sur Ronco. Au même instant, Napoléon apprenait que Davidowich n'avait point fait de mouvement, ce qui le mettait à même d'agir sans crainte contre Alvinzi. L'armée repassa, pour la

troisième fois, le pont de Ronco; les colonnes se rencontrèrent à moitié des digues: le combat fut long-temps opiniâtre et indécis; mais une brigade, placée par Napoléon en embuscade, ventre à terre, se releva si à-propos, qu'elle culbuta toute une colonne de Croates dans les marais, où ils périrent tous. Masséna, qui venait d'éprouver des vicissitudes, marcha alors à la tête de ses troupes, son chapeau au bout de son épée, et fit un horrible carnage de la division qui lui était opposée. A midi, le général en chef jugea que le moment d'en finir était arrivé; il ordonna de sortir des marais, et d'aller attaquer en plaine Alvinzi affaibli. Ces trois journées avaient tellement relevé le moral des soldats français, que la victoire était alors assurée. A deux heures, les armées étaient en présence; la canonnade fut vive sur toute la ligne. Quelques troupes arrivèrent alors sur les derrières de l'ennemi; il fut mené battant toute la soirée. Alvinzi avait perdu dix-huit mille hommes dans les trois journées d'Arcole, dont six mille prisonniers; quarante-huit drapeaux, et dix-huit pièces de canon étaient aussi restés en notre pouvoir.

Les débris de son armée ne tenaient plus nulle part, et son arrière-garde avait déjà évacué Montebello, au moment où les derniers rapports arrivaient au quartier-général. Napoléon, jugeant dès lors qu'il n'aurait rien à faire de quelques jours sur la rive gauche de l'Adige, se porta vers Vérone, pour aller attaquer l'armée du Tyrol. L'armée française rentra triomphante dans cette ville, par la porte de Venise, trois jours après en être sortie mystérieusement par celle de Milan. L'étonnement et l'enthousiasme des habitans furent au comble. Ils firent un accueil attendrissant aux soldats français; mais Napoléon ne s'arrêta que quelques instans à Vérone. L'armée passa l'Adige, joignit Vaubois à Rivoli; Augereau fit quinze cents prisonniers, et Davidowich fut rejeté dans le Tyrol. On ne l'y suivit pas, parce que l'armée était accablée de fatigue.

Après les journées d'Arcole, le maréchal 1797.
Alvinzi s'était retiré sur la Brenta, où il recevait journellement des renforts du Rhin, et de l'intérieur de l'Autriche. Au commencement de janvier 1797, son armée se composait de soixante-dix mille combattans,

non compris la garnison de Mantoue. Wurmser avait l'assurance d'être bientôt secouru : dans tous les cas, il avait ordre de ne pas se rendre, et de se retirer sur la Romagne, lorsqu'il serait obligé d'évacuer la place.

L'armée française avait aussi reçu quelques légers renforts; mais ils compensaient à peine les pertes d'Arcole et du blocus de Mantoue. On comptait en tout quarante-trois mille hommes, dont trente-un mille seulement à l'armée d'observation sur l'Adige. Cette fois, l'armée autrichienne devait opérer sur deux points bien distincts : le premier était celui de Vérone ; l'autre, le Bas-Adige. Alvinzi, avec quarante-cinq mille hommes, avait établi son quartier à Roveredo : le général autrichien Provera, commandant une autre armée de vingt mille hommes, était à Padoue.

Napoléon avait organisé plusieurs bataillons d'Italiens, qu'à la première nouvelle des mouvemens de l'ennemi, il fit camper sur les frontières de la Transpadane, avec trois mille Français tirés de Bologne. Ces troupes étaient destinées à tenir en échec celles du Pape, avec qui les négociations étaient rompues.

Après avoir fait ses dispositions, Napoléon se rendit à Vérone. Il y arriva pendant le combat de Saint-Michel, où Masséna avait rompu l'ennemi, et fait quelques prisonniers.

Suivant son systême, le général en chef fit concentrer dans la nuit toutes ses troupes, afin de pouvoir les porter là où aurait lieu la véritable attaque de l'ennemi. Les rapports firent croire que cette attaque se faisait du côté de Montebaldo, et que le plus grand danger était de ce côté. Toutes les troupes françaises se mirent alors en marche pour Rivoli, à l'exception de la division Augereau, qui fut envoyée sur le Bas-Adige, pour disputer le passage de ce fleuve au général Provera.

Napoléon arriva à deux heures du matin à Rivoli, d'où il put observer la ligne des feux ennemis : il paraissait avoir placé cinq divisions, de manière à attaquer par divers points. Joubert reçut aussitôt l'ordre de reprendre l'offensive ; la fusillade s'engagea avec une des colonnes ennemies ; au point du jour, elle était repoussée. Une autre colonne autrichienne pressa alors sa marche sur le plateau de Rivoli ; en moins

14 janvier. Bataille de Rivoli.

d'une heure, cette seconde colonne fut battue et rompue par Masséna. Une troisième colonne courut au secours de celle maltraitée par Masséna, et voulut déboucher sur le plateau; mais l'artillerie française mitrailla tout ce qui se présenta. La cavalerie chargea alors avec la plus grande intrépidité, et l'ennemi fut culbuté dans le ravin. Tout ce qui avait débouché, infanterie, cavalerie, fut pris. Pendant ce temps, une quatrième colonne ennemie arrivait à la position qui lui avait été indiquée : elle se déploya sur les hauteurs de Pipolo, croyant avoir tourné l'armée française; il était trop tard : cette colonne n'arriva que pour voir la déroute des trois autres divisions, et pour pressentir le sort qui l'attendait; mitraillée long-temps, et bientôt après débordée, elle fut dispersée et détruite.

Le reste de l'armée d'Alvinzi, n'ayant pu arriver à temps, se rendit inutile. La retraite devint pénible à exécuter ; il l'opéra par l'escalier, non sans peine, et sans éprouver de nouvelles pertes. Sept mille prisonniers, douze pièces de canon, et des drapeaux furent le résultat de la bataille de Rivoli : l'armée d'Alvinzi se trouvait ré-

duite à la moitié, et dans un désordre épouvantable. Durant cette journée, Napoléon fut souvent entouré par les ennemis, et eut plusieurs chevaux tués sous lui.

Cependant, le même jour, le général Provera avait passé l'Adige près Legnago, et marchait sur Mantoue. Augereau ne put l'attaquer que le 15: il prit les pontons et la garde; mais Provera avait une marche sur lui, et le blocus de Mantoue se trouvait compromis. Napoléon apprit, sur le plateau de Rivoli, les dispositions que faisait le général Provera pour passer l'Adige; il prévit dès lors ce qui arriverait. Laissant aussitôt à Masséna, à Murat et à Joubert, le soin de poursuivre Alvinzi; il partit à l'instant avec une seule division, pour se rendre devant Mantoue. Il arrivait à Roverbello, au moment où Provera faillit surprendre Saint-Georges. Heureusement, les Autrichiens furent reconnus, et Miollis se défendit toute la journée, ce qui donna le temps aux renforts de Rivoli d'arriver.

Le général Provera était parvenu, dans la journée du 15, à communiquer avec le maréchal Wurmser; ils avaient ensemble concerté leurs opérations du lendemain.

Le 16 janvier, au jour, Wurmser sortit avec la garnison de Mantoue, et prit position à la Favorite. Napoléon avait, dans la nuit, placé sa division de manière à empêcher la jonction de cette garnison avec le corps de Provera. Serrurier, avec les troupes du blocus, attaqua la garnison; et Napoléon ordonna au général Victor de marcher sur l'armée de secours. La 55e, qui acquit à cette bataille le nom de *Terrible*, aborda la ligne autrichienne, et renversa tout ce qui voulut lui résister. Au bout de quelques heures, la garnison fut rejetée dans la place. Provera fut alors obligé de capituler, et de poser les armes; tout resta au pouvoir du vainqueur. L'arrière-garde de Provera fut en même temps battue et prise par Augereau. Enfin, des vingt mille hommes que le général autrichien avait sous ses ordres, deux mille seulement, restés derrière l'Adige, purent s'échapper.

Du côté de Rivoli, le maréchal Alvinzi fut poussé si vivement, qu'on lui coupa et prit encore six à sept mille hommes. Trente, Bassano et Trévise furent occupés par les troupes françaises. Les débris de l'armée autrichienne ne trouvèrent de salut que der-

rière la Piave, ou derrière les neiges qui couvraient le Tyrol autrichien.

Mantoue, le constant objet de tous les efforts des Français, le boulevard de l'Italie, ne pouvait tenir long-temps après cette campagne : on savait que la garnison était à la demi-ration. Wurmser tint pourtant encore tout le mois de janvier ; mais, lorsqu'il n'eut plus que pour trois jours de vivres, il envoya le général Klénau au quartier-général, pour connaître les conditions qu'on lui ferait. Napoléon, voulant honorer l'âge, la bravoure et les malheurs de Wurmser, eut pour lui les procédés les plus généreux, et lui accorda, au-delà de tout ce qu'il pouvait espérer. La capitulation fut signée le 2 février : vingt mille hommes, dont douze mille combattans, et trente-quatre généraux, ainsi que tout l'état-major du maréchal, défilèrent devant le général Serrurier. Napoléon ne voulut point assister à un spectacle aussi flatteur : il s'était mis en marche pour la Romagne. Wurmser lui écrivit pour lui exprimer toute sa reconnaissance, et, quelques jours après, ce fut ce vieux maréchal qui l'instruisit d'une trame d'empoisonnement, ourdie contre ses jours.

Napoléon dut peut-être la vie à celui qu'il avait vaincu tant de fois, et dont il s'était fait un ami par la générosité de ses procédés.

Ce fut après la reddition de Mantoue que le général en chef de l'armée d'Italie, envoya au Directoire les drapeaux pris sur les ennemis de la France dans ces mémorables campagnes. Le général Bessières en présenta soixante et onze pris dans les diverses batailles livrées par les Français, et le général Augereau fut chargé d'en apporter soixante autres trouvés dans Mantoue. La vue de ces trophées excita en France des transports d'admiration pour l'armée qui les avait si vaillamment conquis, et pour le jeune général qui était à la tête de ces braves.

CHAPITRE XII.

Marche des troupes françaises sur Rome.

PENDANT que les soldats français détruisaient l'armée du maréchal Alvinzi, la cour de Rome, dont la politique était alors dirigée par le cardinal Busca, violait en tout point l'armistice de Bologne, que la France lui avait accordé ; liée avec l'Autriche, cette cour avait armé et équipé plusieurs régimens, et les avait placés sous les ordres du général autrichien Colli. Napoléon dissimula tant d'outrages et d'insultes ; mais la reddition de Mantoue le mit enfin à même d'en tirer une vengeance éclatante. Il ordonna aussitôt au ministre de France, Cacault, de quitter Rome et de se retirer à Florence : ce qui fut exécuté sans le moindre délai.

Au même moment, le général Victor passa le Pô, pour réunir sa division à celle du général italien Lahoz, qui se trouvait à

Bologne. Le général en chef arriva lui-même dans cette ville, et y publia son manifeste contre la cour de Rome. L'armée destinée à occuper les États du Saint-Siége, n'était forte que de neuf mille hommes; mais elle parut suffisante pour cette expédition. Le 3 février, les Français se trouvèrent en présence de l'armée du pape, placée sur la rive droite du Senio. Le cardinal Busca avait réussi à mettre la Romagne en feu; une guerre sainte y avait été proclamée; mais le général français calma l'effervescence excitée par les moines, en répandant une proclamation propre à rassurer l'esprit des sujets du pape, sur les projets de l'armée française.

1797. 4 février. Combat de Senio.

Le 4 février, dès quatre heures du matin, le général en chef fit mouvoir l'avant-garde, sous les ordres de Lannes: cette avant-garde passa le Senio à gué, et se trouva, au petit jour, rangée en bataille sur les derrières de l'armée du pape. Le général Lahoz traversa le pont en colonne serrée. En un instant, cette multitude, armée par le cardinal Busca, fut dans la déroute la plus complète: artillerie, bagages, tout fut pris. Quelques moines fanatiques se firent sabrer, le cru-

cifix à la main : mais le cardinal-général se sauva. Toute la troupe de ligne fut prise.

Le combat avait duré si peu de temps, que l'armée française eut encore celui d'arriver devant Faenza le même jour. Les portes en étaient barricadées, le tocsin sonnait, et le peuple, en délire, provoquait le vainqueur par toute espèce d'insultes. Il fallut briser les portes et entrer de vive force dans la ville. Les soldats français, croyant que les circonstances étaient les mêmes qu'à Pavie, demandaient que Faenza fût livrée au pillage ; mais le général en chef leur fit sentir la différence qui existait dans ces deux cas, et cette intéressante ville fut sauvée.

Pendant que le vainqueur protégeait ainsi des vaincus fanatiques, il rendait aussi la liberté au grand nombre de prisonniers faits au combat de Senio, et les renvoyait chez eux tellement pénétrés de reconnaissance pour la manière dont ils avaient été traités, que chaque prisonnier devint un missionnaire actif en faveur des Français. Ces gens-là ne tarissaient pas en éloges sur les bons traitemens qu'ils avaient reçus de l'armée républicaine, et chacun d'eux s'empressait

de répandre les proclamations du général en chef. Le peuple des États romains, passant aussitôt d'une extrémité à l'autre, devint favorable aux Français, et l'armée victorieuse fut reçue avec des démonstrations de joie, à Forli, Cesène, Rimini, Pesaro et Sinigaglia. Les hommes instruits ne craignirent plus d'éclairer le peuple.

Cependant, le général Colli, avec les trois mille hommes qui lui restaient, avait pris une bonne position près d'Ancône, et semblait vouloir s'y défendre; mais, à l'approche des troupes françaises, la position fut abandonnée. Colli s'établit alors à Loretto : le général Victor le somma de se rendre; pendant que les pourparlers avaient lieu, les troupes françaises et italiennes débordèrent l'armée du pape, la cernèrent, et la prirent tout entière sans coup férir. Les prisonniers furent traités comme ceux faits au combat de Senio. Napoléon entra dans Ancône, et c'est ce jour même qu'il médita les grands travaux exécutés plus tard, pour rendre le port de cette ville plus grand et plus commode. Les juifs et les mahométans d'Albanie et de Grèce étaient soumis, dans Ancône, à d'anciens

usages humilians, et contraires aux droits de l'hospitalité; le général français les en affranchit de suite. Cet acte philantropique fit beaucoup de partisans aux Français.

C'est à Ancône que le peuple courait se prosterner aux pieds d'une *Madone* qui pleurait à grosses larmes. Le général en chef fit vérifier le fait par Monge : la *Madone* fut portée au quartier général, où l'on reconnut que le peuple était trompé, au moyen d'une illusion d'optique adroitement ménagée, à l'aide d'un verre. Le lendemain, la *Madone* fut replacée dans l'église, mais sans verre ; elle ne pleura plus : un chapelain, auteur de cette supercherie, fut arrêté; c'était un attentat contre l'armée et contre la sainteté de la religion.

Six jours après son premier mouvement, l'armée française campa à Notre-Dame-de-Lorette, couvent magnifique, dans lequel on venait adorer une *Madone*, dont les richesses s'élevaient à plusieurs millions de bijoux. Le pape avait eu soin de faire enlever ces trésors; cependant, on y trouva encore pour plus d'un million en matières d'or et d'argent.

La consternation régnait au Vatican; le parti de la liberté levait la tête dans Rome même: le Sacré Collége ne voyant plus aucune espérance, songeait à se mettre en sûreté. Tous les préparatifs étaient faits pour se diriger sur Naples, et les voitures de la cour étaient attelées, lorsque le général des Camaldules arriva au Vatican. Napoléon l'avait distingué, en passant à Cesène; et, sachant que Pie VI avait beaucoup de confiance dans ce religieux, il l'avait chargé d'aller assurer S. S. qu'il révérait sa personne et son caractère, et que si elle voulait changer son cabinet, et envoyer des plénipotentiaires à Tolentino, on pourrait y conclure une paix définitive. Le Pape s'empressa de renvoyer le ridicule cardinal Busca, et donna la direction des affaires au cardinal Doria. Le départ fut contremandé, et les plénipotentiaires arrivèrent à Tolentino le même jour que le quartier-général français.

1797. 19 février. Traité de Tolentino.

Cependant, les instructions du Directoire étaient contraires à toute négociation avec Rome; il pensait qu'il fallait mettre un terme au règne temporel des Papes, et n'avoir plus à s'en occuper. Il était impos-

sible de trouver une circonstance où la cour de Rome eût des torts plus évidens, et le Directoire pensait d'ailleurs que ce serait une folie de se flatter d'une paix sincère avec des théologiens si fort en opposition aux principes qui dirigeaient la république française ; mais le général en chef de l'armée d'Italie jugea qu'en réunissant les Etats ecclésiastiques à la république transpadane, la guerre avec Naples devenait dès lors inévitable, et qu'il n'était pas en forces suffisantes pour pénétrer dans ce royaume. Il prit donc le parti d'accorder la paix au pape, à des conditions assez dures, parmi lesquelles on remarquait la cession à la république française de la ville et du territoire d'Avignon ; le démembrement des légations de Bologne, de Ferrare et de la Romagne ; l'occupation d'Ancône ; le paiement de trente millions en numéraire ou en diamans ; la remise des objets d'art stipulés dans l'armistice de Bologne ; le rétablissement de l'école française des arts, etc. Ce traité fut signé le 1er ventose an 5 (19 février 1797), et le général Victor resta chargé de son exécution.

Le général en chef, dédaignant de faire une entrée triomphale dans Rome, quitta aussitôt Tolentino pour retourner à Mantoue, où il s'occupa d'améliorer les fortifications.

CHAPITRE XIII.

Campagne de Napoléon contre l'archiduc Charles.

Depuis long-temps l'opinion s'indignait de ce que le Directoire imposait tout le fardeau de la guerre à une seule armée. Les soldats de cette armée, malgré toute leur gloire, se plaignaient aussi de l'espèce d'abandon dans lequel on les laissait. Le Directoire sentit enfin qu'il fallait secourir sérieusement l'armée d'Italie. Il ordonna à une division de l'armée de Sambre-et-Meuse, et à une autre division de celle du Rhin, de passer les Alpes, pour mettre l'armée victorieuse à même de poursuivre ses succès; mais la marche de ces renforts éprouva des retards, et ce ne fut qu'au retour de Tolentino que Napoléon put passer en revue ces troupes. Bernadotte commandait la division de Sambre-et-Meuse; celle du Rhin était sous les ordres du général Delmas. Ces

troupes étaient belles, bien disciplinées; mais elles avaient éprouvé des désertions dans leur marche, et, au lieu de trente mille hommes, ce renfort ne se composait réellement que de dix-neuf mille. Néanmoins, l'armée d'Italie se trouvait désormais en état de tout entreprendre : elle pouvait forcer, seule, le cabinet de Vienne, à renoncer à l'alliance de l'Angleterre.

Les échecs qu'avaient essuyés les deux armées de Sambre-et-Meuse et du Rhin, dans la dernière campagne, et leur contenance timide, avaient entièrement rassuré le conseil aulique de ce côté; aussi crut-il pouvoir détacher six divisions de ses meilleures troupes du Rhin, pour les envoyer contre l'armée d'Italie. Le prince Charles, tout resplendissant de la gloire qu'il venait d'acquérir en Allemagne, prit le commandement des armées autrichiennes en Italie, et vint s'opposer au jeune général français. Son quartier-général fut établi à Inspruck.

Dès les premiers jours de mars, l'archiduc Charles avait cinquante mille hommes, soit dans le Tyrol, soit derrière la Piave : il attendait, en outre, quarante mille hommes détachés de l'armée autrichienne du Rhin,

ce qui allait lui donner une immense supériorité numérique sur les forces françaises.

Napoléon brûlait d'impatience d'attaquer et de chasser l'archiduc Charles de l'Italie : il comptait entrer en campagne avec soixante-dix mille hommes ; mais le Directoire ayant refusé de ratifier le traité de Bologne, l'armée française se trouva privée du contingent du roi de Sardaigne, et de celui de Venise, qui se refusa à toute proposition d'alliance. Il fallut même laisser dix mille hommes pour surveiller la malveillance de l'olygarchie vénitienne. Ainsi, Napoléon ne put entrer en Allemagne qu'avec cinquante mille hommes. Il espérait, du moins, que les armées de Sambre-et-Meuse et du Rhin, s'avanceraient pour se réunir à l'armée d'Italie ; mais le Directoire, persistant dans ses faux principes de guerre, priva le général en chef de cette armée, d'une coopération si utile et si décisive.

Heureusement, l'archiduc Charles, pour se conformer au plan qui lui avait été prescrit par le conseil aulique, avait réuni ses principales forces dans le Frioul, ce qui permettait à l'armée française de l'attaquer

avant l'arrivée des renforts du Rhin. Napoléon porta son quartier-général à Bassano.

Cependant, il fallait passer la Piave et le Tagliamento en présence de l'armée ennemie, afin de tourner sa droite. Masséna fut le premier à traverser la Piave ; il battit la division Lusignan, qui lui était opposée, lui fit beaucoup de prisonniers, parmi lesquels se trouvait le général. Serrurier passa aussi cette rivière, marcha sur Conegliano, où se trouvait le quartier-général autrichien, et tourna ainsi toutes les divisions qui défendaient la basse Piave : ce qui permit à la division Guieux d'exécuter son passage en avant de Trévise. Le quartier-général français fut établi à Conegliano, où la division Bernadotte arriva le lendemain. L'ennemi avait choisi les plaines de Tagliamento pour son champ de bataille : elles étaient favorables à sa nombreuse cavalerie.

1797. 16 mars. Bataille de Tagliamento.

Le 16 mars, dès neuf heures du matin, les deux armées se trouvaient en présence. La canonnade s'engagea d'une rive à l'autre. L'armée française, voyant l'ennemi trop bien préparé, cessa son feu, et établit son bivouac : l'archiduc crut qu'elle prenait position ; il fit un mouvement en arrière, et

rentra dans son camp. Mais, deux heures après, quand tout fut tranquille, l'armée française reprit subitement les armes et se précipita dans la rivière. L'ennemi accourut pour s'opposer au passage des Français ; il n'en était plus temps : la première ligne avait traversé le Tagliamento dans le plus bel ordre, et se trouvait rangée en bataille sur la rive gauche. La seconde ligne passa la rivière, protégée par les troupes qui l'avaient précédée. Après plusieurs heures de combat, et différentes charges de cavalerie et d'infanterie, l'ennemi, se voyant tourné, battit en retraite, abandonnant au vainqueur huit pièces de canon et des prisonniers.

Aux premiers coups de canon, la division Masséna avait exécuté son passage à Saint-Daniel, et s'était emparée de la chaussée de la Ponteba. L'archiduc, ne pouvant plus se retirer par la Carinthie, puisque Masséna était à Osopo, se résolut de gagner la chaussée de la Ponteba, par Tarwis. Masséna n'était qu'à deux journées de Tarwis ; aussi, l'archiduc courut de sa personne à Klagenfurt, se mettre à la tête de la division de grenadiers qui s'y trouvait, et prit position

pour arrêter Masséna. Ce général, ayant reçu l'ordre de marcher tête baissée sur Tarwis, s'y porta en toute hâte. Le combat fut opiniâtre; de part et d'autre on sentait l'importance d'être vainqueur. Le prince autrichien se prodigua de sa personne, et fut sur le point d'être pris. Le général Brune déploya la plus grande valeur. Les Autrichiens furent rompus, et ne purent opérer aucune retraite : les débris de ces divisions coururent se rallier à Willach, derrière la Drave. Masséna, maître de Tarwis, s'y établit.

Du champ de bataille du Tagliamento, le général Guieux s'était dirigé sur Udins, par la chaussée de l'Isonzo; il avait eu tous les jours de forts engagemens avec l'arrière-garde de Bagalitsch, et l'avait obligé à précipiter sa marche. Arrivés à la Chiusa di Pletz, les Autrichiens se crurent sauvés; ils ignoraient que Masséna occupait Tarwis. Ils furent bientôt attaqués en front par ce général, et en queue par Guieux. Il ne resta plus d'autre ressource au général autrichien que de poser les armes. Bagages, canons, drapeaux, tout fut pris : on ne fit cependant que cinq mille prisonniers, parce

qu'un grand nombre d'hommes avaient été tués, blessés, ou pris depuis le Tagliamento, et que tous les soldats natifs de la Carniole ou de la Croatie s'étaient débandés pour gagner leurs villages isolément.

Mars 1797. Entrée de l'armée d'Italie en Allemagne.

L'armée française passa la Drave sur le pont de Willarch, que l'ennemi n'avait pas eu le temps de brûler; elle se trouvait ainsi en Allemagne. La langue, les mœurs, le climat, la culture, tout contrastait avec l'Italie. Les Français n'eurent qu'à se louer des paysans. Le général en chef publia une proclamation qui produisit le meilleur effet.

Depuis dix jours que la campagne était ouverte sur le bord de la Piave, du Tagliamento et dans le Frioul, les deux armées du Tyrol étaient restées inactives. Le général Kerpen, qui commandait le corps autrichien, attendait les renforts du Rhin, et le général Joubert n'avait d'autre ordre que celui de contenir l'ennemi. Mais dès que Napoléon se fut décidé à pénétrer en Allemagne par la Carinthie, il expédia l'ordre au général Joubert de battre l'ennemi, de le rejeter au-delà du Brenner, et de rejoindre l'armée à Spital.

1797. 20 mars. Combat de St.-Michel.

Joubert commença son mouvement, et attaqua le camp du général Kerpen. Le combat ne fut pas douteux; Kerpen perdit la moitié de ses troupes à St.-Michel, et cette bataille ouvrit le Tirol. Joubert entra à Neumarck, avec des canons, des drapeaux et des prisonniers.

Pendant que Kerpen était poursuivi par Joubert, la première division autrichienne du Rhin débouchait à Clausen. Kerpen rallia ses troupes derrière cette division, et prit position pour attendre son vainqueur. Les Français arrivèrent bientôt, enlevèrent la position, et obligèrent les Autrichiens à se retirer sur Mittenwald. Attaqués et battus une troisième fois par les troupes françaises, les débris de l'armée du général Kerpen, se retirèrent sur le Brenner. Joubert, voyant que rien ne s'opposait plus à l'exécution des ordres du général en chef, commença son mouvement pour se joindre à la grande armée: il arriva au quartier-général ayant avec lui sept mille prisonniers dont il était embarrassé.

Ainsi, en moins de vingt jours, l'armée de l'archiduc avait été défaite en deux batailles rangées et en plusieurs combats.

Elle était rejetée au-delà du Brenner, de l'Isonzo et des Alpes-Juliennes. Le quartier-général français était en Allemagne, à soixante lieues de Vienne. Tout portait à penser que les armées françaises seraient bientôt sous les murs de cette capitale. La plus grande consternation régnait à la Cour d'Autriche ; les meubles précieux et les papiers les plus importans furent embarqués sur le Danube, pour être transportés en Hongrie, ainsi que les jeunes archiducs et archiduchesses. Marie-Louise, qui, depuis, fut impératrice des Français, avait alors cinq ans et demi, et se trouvait au nombre des fugitifs.

Napoléon, qui comptait toujours sur la coopération de l'armée du Rhin, pour arriver jusqu'à Vienne, fut bien désappointé lorsqu'il reçut une lettre du Directoire qui lui mandait de ne pas compter sur cette coopération, attendu que l'armée de Moreau ne pouvait pas entrer en campagne faute de bateaux pour exécuter le passage du Rhin. Le général en chef ne pouvait donc plus se flatter d'entrer à Vienne : il n'avait pas assez de cavalerie pour descendre dans la plaine du Danube ; tout ce qu'il pouvait

faire était d'arriver jusqu'au sommet du Simering, et de tirer parti de sa position pour en conclure une paix avantageuse.

Quelques heures après avoir reçu la dépêche du Directoire, le général français écrivit à l'archiduc Charles pour lui faire des ouvertures ; l'archiduc répondit aussitôt qu'il allait prendre les ordres de sa Cour, n'ayant lui-même aucun pouvoir pour traiter.

Le général en chef des troupes de la république continua de marcher en avant, dans le but d'appuyer les négociations. Le surlendemain, un combat opiniâtre s'engagea près de Neumarckt, où les troupes françaises entrèrent dans la nuit pêle-mêle avec les Autrichiens. L'archiduc y éprouva de grandes pertes, et fit proposer une suspension d'armes, qu'on lui refusa. Deux jours après, un autre combat eut lieu dans les gorges d'Unzmarckt ; l'ennemi y fut culbuté.

7 avril. Armistice de Léoben.

Enfin le quartier-général arriva le 7 avril à Léoben, où se présentèrent les généraux Bellegarde et Merfeld pour demander un armistice de dix jours, afin de pouvoir traiter de la paix définitive. L'armistice fut

signé le soir même; mais les Français n'accordèrent que cinq jours. Les plénipotentiaires autrichiens arrivèrent à Léoben le 13 avril, et les préliminaires de paix furent signés le 18.

Par une fatalité inconcevable, les armées françaises du Rhin, sur la coopération desquelles Napoléon ne devait plus compter, commencèrent leur mouvement le jour même de la signature des préliminaires. Le général Hoche, qui venait d'être nommé au commandement de l'armée de Sambre-et Meuse, passa le Rhin le 18 avril; l'armée, sous les ordres de Moreau, franchit aussi ce fleuve le 21. Partout les Autrichiens furent battus; mais, dès le lendemain, la nouvelle des préliminaires de Léoben arriva sur le Rhin, et les hostilités durent cesser.

17 avril. Insurrection des Etats vénitiens.

Pendant que Napoléon pénétrait en Allemagne, et menaçait la capitale de l'Empire, le général autrichien Laudon était parvenu à réorganiser dix mille hommes de milices tyroliennes. Ce renfort lui donna une grande supériorité numérique sur le petit corps d'observation français, qui fut obligé de se retirer. Aussitôt, la nouvelle de la défaite

totale des troupes républicaines fut répandue dans les Etats vénitiens. L'olygarchie de ce pays ne garda plus de mesures : une levée en masse, organisée de longue main, eut lieu dans le Véronais ; plus de trente mille paysans furent armés. Le 17 avril, le tocsin sonna partout : on voulait faire de nouvelles *vêpres siciliennes*, et un grand nombre de Français furent égorgés.

Mais le général Kilmaine, commandant supérieur de la Lombardie, réunit ses troupes, délivra une partie des détachemens compromis, et investit Vérone. Le lendemain, la nouvelle des préliminaires de Léoben fut connue des insurgés : leur abattement fut égal à ce qu'avait été leur fureur ; ils demandèrent à capituler, livrèrent des ôtages, et tout rentra dans l'ordre.

Dès que Napoléon fut instruit de la situation des choses sur les derrières de son armée, il envoya son aide-de-camp Junot au sénat de Venise, pour lui exprimer toute son indignation. Les amis de la liberté levèrent la tête. Le sénat s'humilia, chercha à s'excuser, et mit tous les moyens de corruption en usage pour conjurer l'orage qui

grondait sur la tête de l'olygarchie vénitienne.

Napoléon ayant intercepté une correspondance qui lui dévoila toutes les basses intrigues du sénat, publia sa déclaration de guerre contre la république de Venise, la fondant sur le principe de repousser la force par la force. Le manifeste du général en chef contenait l'énumération des griefs des Français contre les Vénitiens.

3 mai. Déclaration de guerre aux Vénitiens.

Lorsque ce manifeste arriva à Venise, les armes tombèrent des mains des olygarques. Le grand conseil de l'aristocratie se démit et rendit la souveraineté au peuple. C'est en vain que ces familles si fières sollicitèrent, de la Cour de Vienne, d'être comprises dans la suspension d'armes ; cette Cour fut sourde à toutes leurs instances : elle avait ses vues,

Le 16 mai 1797, le général français Baraguay-d'Hilliers entra dans Venise, appelé par les habitans, que les Esclavons menacaient. Le drapeau tricolore flotta sur la place St.-Marc. Le parti de la liberté se réunit aussitôt en assemblée populaire. L'aristocratie fut détruite, et la constitution des *Douze Cents* fut proclamée.

16 mai. Occupation de Venise.

Malgré l'extrême vigilance de Napoléon pour empêcher les dilapidations, il y en eut en ce moment plus qu'à aucune autre époque de cette guerre. Quelques personnes furent arrêtées et punies.

Lorsque l'ordre fut rétabli dans tous les Etats vénitiens, le général en chef fit partir pour Paris le général Bernadotte avec les drapeaux enlevés sur les Vénitiens, et une partie de ceux pris à l'armée du prince Charles.

Negociations de Montebello.

Napoléon porta alors son quartier-général à Montebello, près Milan, où il séjourna plusieurs mois. C'est à Montebello que furent négociés et signés les traités avec la république de Gênes, le roi de Sardaigne, le pape, le duc de Parme et la Toscane ; c'est là que fut opérée la réunion des républiques Cispadane et Transpadane, en république Cisalpine ; c'est à Montebello que Napoléon, choisi pour arbitre entre les Grisons et les habitans de la Valteline, rendit cette fameuse sentence : « qu'aucun peuple ne peut être sujet d'un autre peuple sans violer les principes du droit public et naturel. »

Une convention entre la république

française et l'Autriche fut signée à Montebello ; mais la Cour de Vienne refusa de la ratifier. Il fallut alors commencer de nouvelles négociations, qui furent débattues au village de Campo-Formio.

Dans tous les traités qu'il venait de conclure en vainqueur, Napoléon avait su, néanmoins, se concilier l'estime de tous les princes, par sa franchise et sa droiture. Chacun voulait le voir et lui donner des fêtes ; mais il se déroba à leur empressement, et se tint constamment à son quartier-général. Tant de sagesse et de modération dans un général si jeune encore, étonnait tout le monde : aussi Napoléon était-il devenu l'idole de l'armée française et des peuples de l'Italie.

CHAPITRE XIV.

Dix-huit fructidor.

1797. Divisions intestines.

PENDANT que les armées françaises s'immortalisaient, et rendaient la république formidable au-dehors, l'intérieur était divisé et semblait présager une crise funeste à la liberté.

L'opinion publique fut séduite d'abord par les avantages qui semblaient attachés à la forme de Gouvernement prescrite par la constitution de 1795 : mais on ne tarda pas à sentir tous les inconvéniens qu'entraîne l'amalgame de cinq intérêts, de cinq passions, de cinq caractères différens. Les cinq directeurs mécontentèrent beaucoup de gens, soit par le ton qu'ils avaient pris, soit par les petites persécutions qu'ils exerçaient au nom de la liberté et des droits de l'homme. Les partis se formèrent au sein de la république : les uns avaient confiance dans la constitution de 1795 ; mais ils n'en avaient

aucune dans des directeurs qui ne montraient plus cette simplicité de manières, propre à flatter les passions ; d'autres auraient voulu un président à la tête du Gouvernement : un troisième parti regrettait la constitution de 1793. Enfin, les émigrés et les restes des privilégiés appelaient de leurs vœux la contre-révolution. Le Directoire voulut se faire des partisans dans les classes privilégiés ; il ne réussit pas : elles ne montrèrent aucune considération pour des hommes sans naissance.

Deux partis extrêmes se formèrent de nouveau : les hommes de 93, parce qu'on les persécutait ; les classes privilégiées, parce qu'on les caressait.

Le Directoire adopta alors la politique funeste connue sous le nom de *bascule*. La fausseté et l'immoralité de ce système porta au plus haut degré l'exaspération des esprits.

Dans ces circonstances, les élections au Corps-Législatif amenèrent aux affaires des hommes d'une opinion contraire au Directoire, effet naturel de sa fausse politique et de sa mauvaise administration. Le général Pichegru, député du Jura aux Cinq-Cents,

fut nommé, par acclamation, président de ce conseil.

Division parmi les directeurs.

Le Directoire lui-même se divisa en deux partis. Rewbel, Barras et La Réveillère, formèrent la majorité; Carnot et Barthélemy, la minorité. Le ministère fut changé.

Les républicains prononcés marchaient avec la majorité du Directoire. Les partisans des Princes et de l'étranger, à la tête desquels se trouvaient Pichegru, Willot, Imbert, Colomés, Rovère, formaient un comité royaliste, et étaient seuls dans les secrets de ce parti; les clubistes de Clichy, qui comptaient dans leurs rangs des hommes de mérite, voulaient le bien, mais ils ne savaient pas le faire. Ennemis des directeurs et des conventionnels, ils se donnaient pour sages, pour bons Français, et ne savaient pas eux-mêmes ce qu'ils étaient. Leurs discours secondaient la politique de Pitt et des Princes, et pourtant rien n'était plus loin de leur pensée, que de tramer contre la république: enfin, les journalistes étaient contraires au Directoire, qui ne savait pas même leur opposer d'autres journaux. Ces écrivains ne cessaient de remplir

leurs feuilles de critiques, de calomnies et de déclamations contre le général de l'armée d'Italie. Bientôt les journaux de Paris devinrent l'objet de l'entretien des camps. Les soldats étaient exaspérés.

Napoléon, en passant la revue du 14 juillet, avait adressé un ordre du jour à l'armée, qui finissait par ces mots : « Ju-« rons sur nos drapeaux, guerre aux en-« nemis de la république et de la constitu-« tion de l'an 3 ». Ce fut l'étincelle qui alluma l'incendie. Chaque division, chaque brigade, chaque corps rédigea son adresse ; elles se ressentaient de la violente agitation des ames. Berthier les envoya au Directoire et aux conseils. Le peuple se rallia ; les armées de Sambre et Meuse et du Rhin, partageaient les mêmes sentimens. Il se fit sur-le-champ un changement total dans l'esprit public ; mais la république n'en était pas moins en danger.

Napoléon soutient le Directoire.

Un parti puissant engageait Napoléon à renverser le Directoire et à s'emparer des rênes du Gouvernement. La chose eût été facile ; le dévouement de l'armée qu'il venait de couvrir de tant de lauriers, aurait applani tous les obstacles ; mais alors,

comme toujours, l'indépendance, la puissance et le bonheur de la France, étaient sa première pensée. Il se décida à soutenir le Directoire, et, à cet effet, il envoya le général Augereau à Paris; mais si, contre son attente, les conjurés l'eussent emporté, tout était disposé pour qu'il fît aussitôt son entrée dans Lyon, à la tête de quinze mille hommes, et pour rallier tous les républicains, en marchant sur Paris.

Journée du 18 fructidor.

Dès son arrivée, Augereau avait été nommé au commandement de la 17e division militaire. Le 18 fructidor (4 septembre 1797), à la pointe du jour, le Directoire fit arrêter l'un de ses membres, Barthélemy: Carnot, prévenu à temps, se réfugia à Genève. Au même moment, Pichegru, Willot, cinquante députés au conseil des Anciens ou des Cinq-Cents, et cent cinquante autres individus, la plupart journalistes, furent également arrêtés. Le Directoire fit connaître la conspiration qui se tramait contre la république, et mit sous les yeux de la nation les papiers trouvés dans le portefeuille d'Entraigues. Le peuple se montra d'abord incrédule; mais toutes les incertitudes cessèrent dès qu'on eut

connaissance de la proclamation de Moreau à son armée.

La loi du 19 fructidor condamna à la déportation, deux directeurs, cinquante députés, et cent cinquante-huit individus. Les élections de plusieurs départemens furent cassées; plusieurs mesures de salut public furent décrétées; Merlin et François de Neufchâteau remplacèrent Carnot et Barthélemy: les projets des ennemis de la France se trouvèrent ainsi déjoués. Les déportés furent embarqués à Rochefort, et transportés à la Guiane.

Loi du 19 fructidor.

Napoléon, profondément affligé de la loi du 19 fructidor, témoigna hautement son mécontentement. Il reprocha aux trois directeurs de n'avoir pas su vaincre avec modération. Il approuvait que Carnot, Barthélemy et les cinquante députés, fussent destitués de leurs fonctions, par mesure de salut public, et mis en surveillance dans une des villes de l'intérieur de la république; il désirait que Pichegru, Willot, Imbert, Colomès et deux ou trois autres seulement, fussent mis en accusation, et expiassent le crime dont ils s'étaient rendus coupables; mais il voulait qu'on en fût

resté là. Il gémissait de voir des personnes d'un grand talent, de bons patriotes, condamnés, sans acte d'accusation, sans jugement, à périr dans les déserts de Sinamari. C'était renouveler les proscriptions des triumvirs de Rome.

Les trois directeurs, enivrés de leur victoire, ne virent que leur triomphe dans celui de la république. Les conseils ne convoquèrent pas les assemblées électorales pour se compléter ; ils restèrent ainsi mutilés, sans considération et sans indépendance.

CHAPITRE XV.

Traité de Campo-Formio.

La journée du 18 fructidor changea aussitôt la politique du Directoire; elle l'aveugla sur ses propres forces. Dès lors, au lieu d'applanir les difficultés qui se présentaient pour le traité de paix avec l'Autriche, il en créa lui-même de nouvelles. C'est ainsi qu'à cette même époque, il refusa de ratifier le traité conclu avec le roi de Sardaigne, et qu'il parvint à éloigner du continent le plénipotentiaire anglais, lord Malmesbury, qui s'était rendu à Lille pour y négocier, de bonne foi, la paix entre la Grande-Bretagne et la république française ; c'est ainsi qu'il faisait insinuer à Napoléon de rompre les négociations, et de recommencer les hostilités.

1797. Le Directoire change de politique.

Lorsque le Directoire s'aperçut que cette marche ne réussissait pas, il envoya son *ultimatum*, en date du 29 septembre. La France ne voulait plus céder à l'Autriche

ni Venise, ni la ligne de l'Adige. C'était l'équivalent d'une déclaration de guerre. Napoléon jugea que cet *ultimatum,* si différent des bases posées à Montebello, et approuvées par le gouvernement avant la journée de fructidor, ne serait point accepté par l'Autriche ; il sentit dès lors combien sa position était difficile, puisque, en sa qualité de plénipotentiaire, il devait déclarer la guerre, en même temps que, comme général en chef, il se démettrait de son commandement, pour ne pas exécuter un plan de campagne contraire à son opinion. Pendant qu'il méditait sur cet état des choses, une dépêche du ministre des affaires étrangères lui apprit qu'en arrêtant son *ultimatum,* le Directoire avait été dans l'opinion que le général en chef était en mesure de le faire agréer par la force des armes. Cette communication lui prouva que le sort de la France était entre ses mains, et qu'il dépendait du parti qu'il choisirait : il se décida pour la paix.

Conférences d'Udine.

Déjà, l'on était d'accord sur les principes; mais on était bien loin de l'être sur le mode d'exécution. De nouvelles conférences eurent lieu à Udine : le comte de Cobentzel se

débattait contre l'*ultimatum* posé par Napoléon, et assurait que l'empereur était irrévocablement résolu à s'exposer à toutes les chances de la guerre, à fuir même de sa capitale, plutôt que de consentir à une paix aussi désavantageuse. En même temps, il menaçait du secours des troupes russes; il finit par dire qu'il partirait dans la nuit, et que tout le sang qui coulerait dans cette nouvelle lutte retomberait sur le négociateur français.

Napoléon, vivement piqué de cette sortie, se leva avec beaucoup de sang-froid, prit sur le guéridon un petit cabaret de porcelaine que le comte de Cobentzel affectionnait et s'écria : « La trêve est donc rompue et « la guerre déclarée; mais souvenez-vous « qu'avant la fin de l'automne je briserai « votre monarchie comme je brise cette « porcelaine. » En prononçant ces derniers mots, il la jeta à terre avec vivacité, salua le congrès, et sortit. Les plénipotentiaires autrichiens restèrent interdits. Peu après, ils apprirent que le général français, en montant à cheval, avait expédié un officier à l'archiduc Charles pour le prévenir que, les négociations étant rompues, les hostilités

reconmenceraient sous vingt-quatre heures. Le comte de Cobentzel, effrayé, envoya aussitôt le marquis de Gallo près de Napoléon, avec la déclaration signée qu'il adhérait à l'*ultimatum* de la France. Le lendemain, 17 octobre, la paix fut signée à cinq heures du soir.

17 octobre
Paix de
Campo-Formio.

Par ce traité, l'empereur reconnut à la république française ses limites naturelles, le Rhin, les Alpes, la Méditerranée, les Pyrénées, l'Océan; il consentit à ce que la république cisalpine fût formée de la Lombardie, des duchés de Reggio, Modène, la Mirandole; des trois légations (de Bologne, de Ferrare et de la Romagne); de la Valteline et de la partie des États vénitiens sur la rive droite de l'Adige. Il céda encore le Brisgaw, ce qui éloignait les Etats héréditaires des frontières françaises. Il fut convenu, en outre, que le boulevard important de Mayence serait remis aux troupes de la république, d'après une convention militaire qui serait faite à Rastadt, où le plénipotentiaire français et le comte de Cobentzel se donnèrent rendez-vous.

C'est dans ce fameux traité que le rédacteur avait mis pour premier article: « L'em-

pereur d'Allemagne reconnaît la république française. » — « Effacez cela, lui dit Napo-
« léon, la république française est comme
« le soleil : est aveugle celui qui ne la voit
« pas. »

Napoléon avait envoyé successivement tous ses généraux porter des drapeaux à Paris, ce qui mettait le gouvernement à même de les connaître et de se les attacher par des récompenses : il chargea le général Berthier de porter le traité de Campo-Formio ; et, voulant donner une preuve d'estime et de considération aux sciences, il lui adjoignit le célèbre Monge, membre de la commission des sciences et des arts en Italie.

Le traité de Campo-Formio surprit le Directoire, qui était loin de s'y attendre ; il laissa percer son mécontentement : on assure même qu'il pensa un instant à ne pas le ratifier ; mais l'opinion publique était trop prononcée, et les avantages que cette paix assurait à la France étaient trop évidens.

Napoléon quitte l'Italie

Aussitôt après la signature de la paix, Napoléon retourna à Milan, pour mettre la dernière main à l'organisation de la république cisalpine, et compléter les mesures

administratives de son armée. Il prit alors congé du peuple italien et de ses soldats, en leur adressant des proclamations touchantes.

Arrivé à Turin, le roi de Sardaigne désirait le voir et lui témoigner publiquement sa reconnaissance; mais les circonstances étaient déjà telles qu'il ne crut pas devoir se complaire à des démonstrations de cour. Il continua sa route vers Rastadt.

Réuni au Congrès, Napoléon s'empressa de signer la convention pour la remise de Mayence aux troupes françaises, en échange de Venise et de Palma Nuova, qui devaient être livrées le même jour aux troupes autrichiennes. A Rastadt comme à Turin, Napoléon se déroba aux témoignages d'admiration que les princes allemands lui prodiguaient; et aussitôt que les troupes françaises eurent occupé Mayence, il quitta le Congrès, traversa la France incognito, arriva à Paris, et alla descendre dans sa petite maison, rue Chantereine, à laquelle la municipalité donna spontanément le nom de rue de la *Victoire*.

CHAPITRE XVI.

Retour de Napoléon à Paris.

1798
Résultat
des campagnes
d'Italie.

PENDANT les deux ans que Napoléon venait de commander en Italie, il avait rempli le monde de l'éclat de ses victoires : la coalition en avait été divisée. L'empereur et les princes de l'Empire avaient reconnu la république. L'Italie tout entière était soumise à ses lois. Deux nouvelles républiques y avaient été créées dans le système français. L'Angleterre seule restait armée ; mais elle avait manifesté le désir de la paix, et si le traité n'avait point été signé, il fallait en accuser la folie du Directoire après le 18 fructidor.

A ces résultats si grands, obtenus sous le rapport des relations extérieures de la république, se joignaient tous les avantages qu'elle avait recueillis dans son adminisitration intérieure, et dans sa puissance mi-

litaire. A aucune époque de son histoire, le soldat français n'avait éprouvé plus vivement le sentiment de sa supériorité sur tous les soldats de l'Europe. C'était à l'influence des victoires d'Italie que les armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse devaient d'avoir pu reporter les couleurs françaises sur les bords du Lach, où Turenne, le premier, les avait arborées. Au commencement de 1796, l'empereur avait cent quatre-vingt mille hommes sur le Rhin, il voulait porter la guerre en France. Les armées de Sambre-et-Meuse et du Rhin n'avaient point de forces suffisantes pour lui résister. Les journées de Montenotte, de Lodi, etc., portèrent l'alarme à Vienne; elles obligèrent le Conseil aulique à rappeler successivement de ses armées d'Allemagne, le maréchal Wurmser, l'archiduc Charles et plus de soixante mille hommes, ce qui rétablit l'équilibre de ce côté, et permit à Moreau et à Jourdan de prendre l'offensive.

Plus de cent vingt millions de contributions extraordinaires, avaient été levés en Italie; la moitié avait servi à payer, nourrir et réorganiser l'armée dans tous ses services; les autres soixante millions envoyés

au trésor de Paris, l'avaient aidé à pourvoir aux besoins de l'intérieur et aux services de l'armée du Rhin. Mais le systême des finances d'alors était si vicieux, l'administration si corrompue, la Trésorerie si mal gouvernée, que les armées en éprouvèrent peu de soulagement. Le Muséum national s'était enrichi des chefs-d'œuvre des arts qui embellissaient Parme, Florence et Rome, et qu'on évaluait à plus de deux cents millions. Les bâtimens conquis à Gènes, Livourne et Venise, avaient relevé la marine française. Les escadres de Toulon dominaient dans la Méditerranée, l'Adriatique et le Levant. Le commerce de Lyon, de la Provence et du Dauphiné commençait à renaître du moment où le grand débouché des Alpes lui était ouvert. De beaux jours paraissaient assurés à la France; et c'était aux vainqueurs d'Italie qu'elle se plaisait à les devoir.

1798. Fortune de Napoleon à son retour d'Italie.

Cependant, le général auquel la France devait tant d'avantages et de richesses, retournait en France aussi pauvre qu'il en était sorti. Il aurait pu accepter les millions qui lui furent offerts en Italie, il aurait pu s'approprier des sommes immenses, et il

revenait avec les économies faites sur ses appointemens, économies qui ne s'élevaient pas à cent mille écus. On avait cru un instant que la nation allait lui décerner quelque grande récompense ; le conseil des Cinq-Cents avait même rédigé l'acte, pour lui donner la terre de Chambord et un grand hôtel dans la capitale ; mais le Directoire s'alarma, on ne sait pourquoi, de cette proposition ; ses affidés l'écartèrent. Ainsi Napoléon resta avec ses faibles économies, qu'il employa à l'achat de la Malmaison au nom de sa femme.

Dès l'arrivée de Napoléon, les chefs de tous les partis se présentaient chez lui : il refusa de les accueillir. Le public était extrêmement avide de le voir : les rues, les places par où l'on croyait qu'il passerait étaient pleines de monde ; il ne se montra nulle part. Il n'allait au spectacle qu'en loge grillée, et rejeta la proposition des administrateurs de l'Opéra qui voulaient lui donner une représentation d'apparat.

Le Directoire lui montrait les plus grands égards ; quand il croyait devoir le consulter, il envoyait un des ministres l'inviter à venir assister au conseil ; il y prenait place

entre deux directeurs, et donnait son avis sur les objets du moment.

La proscription de Carnot ayant laissé une place vacante à l'Institut, ce corps s'empressa de la donner au général Bonaparte, qui, dès lors, en adopta le costume.

1798 Napoléon membre de l'Institut

Le Directoire, voulant témoigner la reconnaissance de la république au général de l'armée d'Italie, lui donna une fête magnifique, dont le prétexte était la remise du traité de Campo-Formio. Des échafaudages furent élevés dans la place du Luxembourg, et les drapeaux, conquis en Italie, étaient groupés en dais au-dessus des cinq directeurs. Le discours de Napoléon fut simple; il évita de parler de fructidor, des affaires du temps et de l'expédition d'Angleterre; mais on remarqua les phrases suivantes: « Le peuple français, pour être libre, avait « les rois à combattre; pour obtenir une « constitution fondée sur la raison, il avait « dix-huit siècles de préjugés à vaincre: la « religion, la féodalité, le despotisme, ont « successivement gouverné l'Europe; mais « de la paix que vous venez de conclure, « date l'ère des gouvernemens représenta- « tifs. Je vous remets le traité de Campo-

Remise solennelle du traité de Campo-Formio.

« Formio ratifié par l'empereur. Cette paix « assure la liberté, la prospérité et la gloire « de la république. Lorsque le bonheur du « peuple français sera assis sur les meil- « leures lois organiques, l'Europe entière « deviendra libre. »

Barras, chargé de répondre au nom du Directoire, dit « que la nature avait épuisé « toutes ses richesses pour créer Bona- « parte. »

Les conseils, et le ministre des affaires étrangères, Talleyrand, lui donnèrent aussi des fêtes. Il parut à toutes, mais y resta peu de temps. C'est dans une de ces fêtes qu'une femme célèbre (madame de Staël), déterminée à lutter avec le vainqueur d'Italie, l'interpella, au milieu d'un grand cercle, lui demandant quelle était, à ses yeux, la première femme du monde, morte ou vivante : « *C'est,* lui répondit, en souriant, « Napoléon, *celle qui a fait le plus d'en-* « *fans.* »

Jalousie du Directoire.

Malgré tous les égards et toute la franchise que les Directeurs affectaient envers Napoléon, on apercevait aisément la peine qu'ils éprouvaient de sa grande popularité. Les troupes, en rentrant en France, le

portaient aux nues dans leurs chansons : elles proclamaient qu'il fallait chasser les avocats, et le faire roi. L'administration marchait mal ; beaucoup d'espérances se tournaient vers le vainqueur d'Italie. Napoléon sentait toute la délicatesse et l'embarras de sa situation ; il refusa néanmoins de retourner à Rastadt, mais il consentit à accepter le commandement de l'armée d'Angleterre, pour en imposer à l'Europe.

Projet de l'expédition d'Égypte.

C'est alors qu'il fit part au gouvernement d'un projet qu'il avait nourri secrètement au milieu de ses triomphes, et dont le savant Monge eut peut-être seul la confidence à Milan. Ce projet, qui devait affranchir Napoléon de la méfiance du Directoire et de la nullité du commandement dans lequel on prétendait l'exiler, était la mémorable expédition d'Égypte. Le plan de cette expédition, dont le succès, démontré infaillible, ouvrait la route de l'Inde à la gloire française, fixa toute l'attention du Directoire et lui parut satisfaire tous ses intérêts, dont le moindre, sans doute, était l'éloignement de l'homme qui lui portait ombrage.

Les troupes qui composaient la préten-

due expédition d'Angleterre, étaient cantonnées en Normandie, en Picardie et en Belgique. Leur nouveau général fut les inspecter sur tous les points, mais il voulut parcourir les départemens incognito. Ces courses mystérieuses inquiétaient d'autant plus à Londres, et masquaient davantage les préparatifs dans le Midi. C'est en faisant ces courses que Napoléon conçut les grands projets d'établissemens maritimes qu'il fit exécuter à Anvers, sous l'empire, et qu'il reconnut les avantages que Saint-Quentin retirerait du canal, ouvert depuis, sous le consulat; c'est aussi dans ce voyage qu'il fixa ses idées sur la supériorité que la marée donnait à Boulogne sur Calais, pour tenter, avec de simple péniches, une entreprise contre l'Angleterre.

Soulèvement de la Suisse.

Pendant que l'on s'occupait en secret de l'expédition d'Égypte, l'aristocratie de la Suisse faisait des efforts pour conserver la prépondérance que le Directoire voulait lui ravir, en donnant à cette république fédérative, une constitution unique, semblable à celle de la France. Les petits cantons se soulevèrent à l'aspect d'un bouleversement qui froissait leurs intérêts: il fallut faire

intervenir les troupes françaises; le sang coula, l'Europe fut alarmée.

Rétablissement de la république romaine.

D'un autre côté, la Cour de Rome, plutôt aigrie que corrigée par le traité de Tolentino, persistait dans son système d'aversion contre la France. Ce cabinet de faibles vieillards sans sagesse, fit fermenter autour de lui l'opinion. Des scènes tumultueuses eurent lieu dans cette capitale : le jeune Duphot, général de la plus belle espérance, qui devait épouser une des sœurs de Napoléon, fut assassiné, en cherchant à empêcher le désordre : l'ambassadeur dut se retirer à Florence. Napoléon, consulté sur cette affaire, répondit qu'il fallait corriger la Cour de Rome, et non pas renverser le St.-Siége; mais La Reveillère, entouré de ses théophilantropes, fit décider qu'on détrônerait le pape. Berthier reçut l'ordre de marcher sur Rome avec une armée, et de rétablir la république romaine; ce qui fut exécuté. Le capitole vit de nouveau des consuls, un sénat, un tribunat. Le peuple, enivré par l'idée de l'indépendance, entraîna la plus grande partie du clergé.

Bernadotte insulte à Vienne

Enfin, pour mettre le comble aux embarras du moment, une imprudence du

général Bernadotte, ambassadeur à Vienne, qui arbora le drapeau tricolore au haut de son hôtel, faillit à compromettre la paix entre l'Autriche et la république française. La population de Vienne avait arraché le drapeau tricolore, et insulté Bernadotte. Le Directoire voulut déclarer la guerre à l'Autriche; mais l'empereur donna des satisfactions.

Cependant, Napoléon commençait à craindre qu'au milieu de ces orages, une entreprise en Orient ne fût devenue contraire aux vrais intérêts de la patrie. Il demanda au gouvernement d'ajourner l'expédition d'Égypte. Le Directoire, alarmé, craignant qu'il ne voulût se mettre à la tête des affaires, n'en fut que plus ardent à presser cette expédition.

Napoléon se décide à partir pour l'Égypte.

Un parti, composé des députés influens dans les deux conseils, les fructidoriens qui cherchaient un protecteur, les généraux les plus marquans et les plus éclairés, pressèrent long-temps Napoléon de faire un mouvement, et de se mettre à la tête de la république. Il s'y refusa; il ne se croyait pas encore assez populaire pour marcher seul: il craignait de compromettre son ca-

ractère. Il se détermina à partir pour l'Égypte ; mais avec la résolution de reparaître dès que les circonstances viendraient à rendre sa présence nécessaire : il sentait que pour qu'il fût maître de la France, il fallait que le Directoire éprouvât des revers en son absence, et que son retour rappelât la victoire sous nos drapeaux.

CHAPITRE XVII.

Campagnes d'Egypte et de Syrie.

Tout-a-coup la France apprend que quarante mille hommes de bonnes troupes sont réunis dans les ports de la Méditerranée, et qu'un armement immense se prépare dans celui de Toulon. Treize vaisseaux de ligne, quatorze frégates, quatre cents bâtimens de transport sont prêts à recevoir et à escorter cette armée, dont les principaux généraux sont Berthier, Caffarelli, Kléber, Desaix, Regnier, Lannes, Dumas, Murat, Andréossi, Belliard, Menou et Zayonscheck; mais ce qui étonne encore davantage, ce sont les cent membres que la commission des sciences et des arts détache de son sein pour adjoindre à cette expédition mystérieuse. Est-ce un nouvel Etat que la France veut fonder. Où va-t-elle porter sa liberté et sa civilisation? est-ce dans l'Inde, en Grèce, en Égypte? Le secret est gardé.

La première opinion que conçut le cabinet de Saint-James, fut que tous ces préparatifs se dirigeaient contre l'Angleterre et l'Irlande, et que la France voulait profiter de la paix du continent pour terminer cette longue lutte par une guerre corps à corps. L'amirauté anglaise se contenta d'équiper à la hâte une nouvelle escadre, afin de renforcer celles qui bloquaient Cadix et Brest; un renfort de dix vaisseaux de ligne fut aussi envoyé à Nelson, qui croisait dans la Méditerranée : tout avait été prévu dans les instructions données à cet amiral, excepté une expédition en Égypte.

Enfin, le moment du départ est arrivé. Les escadres de Gênes, de Civitavechia, de Bastia, se réunissent à celle de Toulon. Napoléon a composé son état-major, et l'on remarque parmi ses aides-de-camp son frère Louis, Duroc, Eugène Beauharnais, le fils du directeur Merlin, et le Polonais Sulkowsky. Tout est prêt pour mettre à la voile.

Dans la nuit du 19 mai 1798, un coup de vent endommage les vaisseaux de Nelson, et le force d'aller se réparer dans le golfe d'Ostand, en Sardaigne. Le général en chef

19 mai. Départ de l'expédition d'Égypte

profite de cette circonstance et fait appareiller.

Au moment du départ, Napoléon adresse à son armée une proclamation brusque, énergique, dans laquelle on remarque les phrases suivantes : « Soldats ! vous avez fait « la guerre des montagnes, des plaines « et des siéges ; il vous reste à faire la guerre « maritime. Les légions romaines, que vous « avez quelquefois imitées, mais pas encore « égalées, combattaient Carthage tour-à-tour « sur cette même mer, et aux plaines de « Zama. La victoire ne les abandonna ja- « mais, parce que constamment elles furent « braves, patientes à supporter la fatigue, « disciplinées et unies entre elles.....Soldats, « matelots ! vous avez été jusqu'à ce jour « négligés ; aujourd'hui la plus grande sol- « licitude de la république est pour vous. « Le génie de la liberté, qui a rendu dès sa « naissance la république arbitre de l'Eu- « rope, veut qu'elle le soit des mers et des « nations les plus lointaines..... » Cette proclamation était terminée par la promesse à chaque soldat, qu'au retour de cette expédition il serait possesseur de *sept arpens de terre.*

Ce soleil, qu'on appela tant de fois depuis le soleil de Bonaparte, éclaira le majestueux départ de la flotte expéditionnaire.

11 juin. Prise de Malte.

Le 10 juin 1798, l'escadre française était devant Malte. Le général en chef voulant compléter la conquête de la Méditerranée, ordonna un débarquement. La descente eut lieu sous le canon de la ville et des forts qui la protégent; mais les chevaliers de Saint-Jean de Jésusalem défendirent mal leur inexpugnable rocher. Une courte et honteuse négociation eut lieu le lendemain, et les Français occupèrent la ville et les fortifications. Ainsi tomba l'ordre de Malte, deux cent soixante-huit ans après la donation de l'île par Charles-Quint. Le pavillon tricolore affranchit ce dernier asile de la chevalerie religieuse. Au reste, l'ordre de Malte était depuis long-temps dans une décadence complète; il n'avait plus d'escadre, si ce n'est quatre à cinq galères destinées à faire annuellement quelques promenades dans la Méditerranée, en évitant les Barbaresques. Ces ridicules parades avaient pour résultat des fêtes et des bals donnés dans les ports de Livourne, Naples et de Sardaigne. On ne trouva à Malte aucun chantier de

construction : un vaisseau de 64 et deux frégates pourrissaient dans le port, sans jamais sortir. Les jeunes chevaliers avaient fait leurs caravanes, sans avoir jamais tiré un seul coup de canon ni de fusil, et sans avoir vu un ennemi.

Le général en chef laissa une bonne garnison dans cette île, et fit continuer la route pour l'Égypte.

Cependant l'amiral Nelson étant retourné croiser devant Toulon, reconnut que l'escadre française en était sortie. Il courut aussitôt reconnaître tous les lieux qu'il supposait devoir être le rendez-vous de l'expédition française. Le 20 juin, il était devant Naples : là seulement il sut que l'escadre française avait débarqué à Malte, et que l'ambassadeur de la république avait donné à entendre que l'expédition était destinée pour l'Égypte. Nelson fit voile vers Alexandrie, où il arriva le 29 juin.

Napoléon apprit sur les côtes de Candie l'existence d'une escadre anglaise dans ces parages ; il ordonna alors qu'au lieu de se diriger directement sur Alexandrie, on manœuvrât pour reconnaître le cap d'Azé, en Afrique, et de ne se présenter devant

Alexandrie que lorsqu'on en aurait reçu des nouvelles. Ces dispositions furent favorables au débarquement ; car le même jour où la flotte française atterrait sur la côte d'Afrique, Nelson arrivait devant Alexandrie. N'y ayant appris aucune nouvelle de l'escadre expéditionnaire, l'amiral anglais se dirigea sur Rhodes, sur Syracuse et sur la Morée. Ce fut là seulement que Nelson apprit le débarquement des Français à Alexandrie, deux jours après qu'il eut quitté cette rade.

1er juillet. Débarquement et prise d'Alexandrie.

A peine le débarquement des deux divisions fut-il opéré, que le général en chef se met en marche vers Alexandrie, qui se disposait à une défense. Trois colonnes se précipitent contre les murailles de la ville ; elles sont emportées avec une impétuosité qui étonne le nouvel ennemi. La ville n'a pas le temps de capituler : elle se rend au vainqueur.

Avant de débarquer, Napoléon avait dit aux soldats français dans une de ses plus belles proclamations : Les peuples avec les-
« quels nous allons vivre sont mahométans ;
« leur premier article de foi est celui-ci :
« *Il n'y a d'autre Dieu que Dieu, et Maho-*
« *met est son prophète*. Ne les contredites pas;

» agissez avec eux comme vous avez agi avec
« les Juifs et avec les Italiens. Ayez des
« égards pour leurs muphtis et pour leurs
« imans, comme vous en avez eu pour les
« rabbins et les évêques..... Les légions ro-
« maines protégeaient toutes les religions.
« Vous trouverez ici des usages différens
« de ceux de l'Europe; il faut vous y accou-
« tumer. Les peuples chez lesquels nous al-
« lons traitent leurs femmes différemment
« que nous; mais dans tous les pays, celui
« qui viole est un monstre; le pillage n'en-
« richit qu'un petit nombre d'hommes, il
« nous déshonore, il détruit nos ressources;
« il nous rend ennemis des peuples qu'il est
« de notre intérêt d'avoir pour amis. »

Après avoir parlé ainsi à l'armée française, le général en chef adresse une autre proclamation aux fanatiques Musulmans d'Alexandrie. « Peuple de l'Égypte, on vous
« dira que je viens pour détruire votre re-
« ligion : ne le croyez pas; répondez que je
« viens vous restituer vos droits, punir les
« usurpateurs, et que je respecte plus que
« les Mameluks, Dieu, son prophète et le
« Koran..... Qadhys, cheiks, imans, tchor-
« badys; dites au peuple que nous sommes

« aussi de vrais Musulmans. N'est-ce pas « nous qui avons détruit le pape, qui disait « qu'il fallait faire la guerre aux Musul- « mans? N'est-ce pas nous qui avons détruit « les chevaliers de Malte? Trois fois heureux « ceux qui seront avec nous!.... Malheur à « ceux qui s'armeront pour les Mameluks, « et combattront contre nous! Il n'y aura « pas d'espérance pour eux ; ils périront! »

A peine maître d'Alexandrie, le général en chef donne au débarquement toute l'activité qui lui est propre. L'amiral Brueys reçoit l'ordre de conduire la flotte au mouillage d'Aboukir, d'où elle communique avec Rosette et Alexandrie. Quant à l'escadre, elle doit entrer dans le vieux port d'Alexandrie, ou se rendre à Corfou.

Avant de partir, pour aller à la rencontre des Mameluks, Napoléon réitéra à l'amiral l'ordre d'entrer dans le port d'Alexandrie; malheureusement les pilotes turcs déclarèrent que les vaisseaux de 74 ne pourraient pas entrer dans le port, et à plus forte raison ceux de 80 et de 120 canons. Il aurait fallu alléger ou employer des chameaux, et d'ailleurs l'amiral craignait, une fois entré, de ne plus pouvoir sortir. Le rapport de ces in-

convéniens fut fait au général en chef; mais déjà il s'était avancé vers le Caire, et les Arabes avaient coupé les communications entre l'armée et l'escadre. L'amiral Brueys aurait dû se rendre à Corfou; il se contenta d'embosser son escadre à Aboukir, où il la croyait inattaquable.

Marche et mécontentement de l'armée.

Le 7 juillet, l'armée partit d'Alexandrie, et arriva le lendemain au soir à Damanhour, souffrant beaucoup dans ce désert de l'excessive chaleur et du manque d'eau. Aucune armée dans le monde n'était moins propre à l'expédition d'Égypte que celle que Napoléon y conduisait. C'était l'armée d'Italie. Il serait difficile d'exprimer le dégoût, le mécontentement, la mélancolie, le désespoir de cette armée lors de ses premiers momens en Égypte. On avait vu deux dragons sortir des rangs pour se précipiter dans le Nil. Les généraux les plus distingués, Lannes, Murat, avaient souvent jeté, dans des momens de rage, leurs chapeaux bordés sur le sable, et les avaient foulés aux pieds en présence des soldats. On y complota plus d'une fois d'enlever les drapeaux, et de les ramener à Alexandrie. L'influence, la gloire de leur chef, son caractère, purent

seuls retenir les mécontens. Les soldats en voulaient principalement au général Caffarelli, qu'ils croyaient être un des moteurs de l'expédition. Heureusement l'humeur des Français finit par s'exhaler en mauvaises plaisanteries. Caffarelli avait une jambe de bois, ayant perdu la sienne sur les bords du Rhin ; toutes les fois que les soldats le voyaient passer, ils s'écriaient aussitôt : « Celui-là se moque bien de ce qui arrivera ; « il est toujours bien sûr d'avoir un pied en « France. » Les savans étaient aussi l'objet de leurs brocards. Les ânes étaient fort communs en Égypte, et presque tous les soldats en avaient à leur disposition ; ils les nommaient toujours leurs *demi-savans*. La première fois que l'armée traversa le désert, les soldats se rappelant la proclamation du général en chef, par laquelle il leur promettait à chacun sept arpens de terre : « Si « c'est ici que doivent être situés nos do-« maines, disaient-ils, le gaillard pouvait « bien assurément nous promettre du ter-« rain à discrétion, nous n'en aurions pas « abusé. » C'est par ces sortes de plaisanteries que les Français oubliaient leurs fatigues en Égypte. Quant à la conduite de

l'armée devant l'ennemi, elle a toujours été admirable.

Combat de Remaniah.

Le 10 juillet, la division Desaix fut attaquée à Remaniah, par un corps de sept à huit cents Mameluks qui, après une canonnade assez vive, et la perte de quelques hommes, se retirèrent.

Cependant Mourad-Bey, à la tête de son armée, ayant huit à dix grosses chaloupes canonnières et plusieurs batteries sur le Nil, attendait l'armée française au village de Chebrheis. Les Mameluks avaient un magnifique corps de cavalerie, couvert d'or et d'argent, armé des meilleures carabines et pistolets de Londres, et monté sur les meilleurs chevaux du continent. L'armée française n'avait que deux cents cavaliers, éclopés et harassés de la traversée. Le 13 juillet, les deux armées furent en présence. Le combat fut opiniâtre entre la flotille française, commandée par le chef de division Perrée, et celle de l'ennemi: on fit enfin sauter leur amiral, et on leur prit une demi-galère.

13 juillet. Combat de Chebrheis.

La cavalerie des Mamelucks inonda toute la plaine, déborda toutes nos ailes, et chercha, de tous les côtés, le point faible des lignes françaises pour pénétrer; mais par-

tout on lui opposait un double feu de flanc et de front. Ils essayèrent plusieurs fois de charger, mais sans s'y déterminer. Enfin, après être restés une partie de la journée à demi-portée de canon, ils opérèrent leur retraite, et disparurent. Leur perte fut de trois cents hommes, tués ou blessés.

Après sept jours de marche, privée de tout, et dans un des climats les plus brûlans du monde, l'armée française aperçut les pyramides, et campa à six lieues du Caire. Là, le général en chef apprit que vingt-trois beys, avec toutes leurs forces, s'étaient retranchés à Embabeh, et qu'ils y avaient garni leurs retranchemens d'une soixantaine de pièces de canon.

Le 21 juillet, l'armée française partit d'Omedinar, à une heure du matin. Cette journée devait être décisive. A la pointe du jour, on rencontra une avant-garde de Mameluks, qui se retira en bon ordre sans rien tenter. A dix heures, les Français aperçurent l'armée ennemie rangée en bataille. Sa droite était appuyée au Nil et à un grand camp retranché, armé de quarante pièces de canon, défendu par une vingtaine de mille hommes d'infanterie. La ligne de cavalerie des Ma-

21 juillet. Bataille des Pyramides.

meluks appuyait sa droite au camp retranché, et étendait sa gauche dans la direction des Pyramides. Il y avait environ huit à neuf mille chevaux. L'armée entière était de soixante mille hommes, tout compris. Deux ou trois mille Arabes tenaient l'extrême gauche, et remplissaient l'intervalle des Mameluks aux Pyramides. Ces dispositions étaient formidables. Les Français ignoraient quelle serait la contenance des Janissaires et des Saphis du Caire, mais ils connaissaient et redoutaient l'habileté et l'impétueuse bravoure des Mameluks.

L'armée française se rangea en bataille. Desaix commandait la droite. Le général en chef aperçut alors, avec de bonnes lunettes, que le camp ennemi était à peine ébauché, et que les canons n'étaient pas sur des affuts de campagne; c'était de grosses pièces en fer, tirées des bâtimens, et servies par les équipages de la flotille. Les dispositions de la bataille devaient être une conséquence de ces données.

Napoléon prit aussitôt le parti de prolonger la droite, et de suivre le mouvement de cette aile avec toute l'armée, en passant hors de la portée du canon du camp retran-

ché. Par ce mouvement, les Français n'auraient eu affaire qu'aux Mameluks et à la cavalerie, l'infanterie et l'artillerie de l'ennemi ne pouvant plus lui être d'aucun secours

Mourad-Bey, qui commandait en chef toute l'armée ennemie, vit nos colonnes s'ébranler, et ne tarda pas à deviner notre but. Il sentit que le destin de la journée consistait à ne pas nous laisser exécuter notre mouvement. Il partit aussitôt à la tête de sept à huit mille cavaliers, et vint aborder la division Desaix, qui s'avançait par l'extrémité de notre droite. Cette division fut un instant compromise; heureusement la masse des Mameluks n'arriva que quelques minutes après: les carrés étaient parfaitement formés, et reçurent la charge avec sang-froid. Napoléon, qui était dans le carré du général Dugua, marcha aussitôt sur le gros des Mameluks, et se plaça entre le Nil et le général Régnier. Au milieu de la mitraille, de la poussière, des cris et de la fumée, une partie des Mameluks rentra dans le camp d'Embabeh; la cavalerie se jeta sur l'infanterie, et celle-ci se précipita dans les bateaux pour repasser le Nil. Mourad-Bey et les plus ha-

biles des siens s'étaient retirés sur Gizeh ; les autres Mameluks s'apercevant de la fausse direction qu'ils avaient donnée à leur retraite, voulurent reprendre la route de Gizeh : il n'en était plus temps; placés entre ces deux feux, ils voulurent essayer de traverser le Nil, qui les engloutit.

Retranchemens, artillerie, pontons, bagages, tout tomba au pouvoir des vainqueur. Plus de dix mille Mameluks ou fantassins se noyèrent ou restèrent sur le champ de bataille. Les Mameluks avaient sur le Nil une soixantaine de bâtimens chargés de toutes leurs richesses, ils furent obligés d'y mettre le feu. Durant plusieurs jours, toute l'armée française ne fut occupée qu'à pêcher les cadavres des Mameluks; leurs armes, qui étaient précieuses, la quantité d'or qu'ils étaient accoutumés à porter avec eux, rendait le soldat très-zélé pour cette recherche.

Ce fut au commencement de cette bataille, à laquelle Napoléon donna le nom de *bataille des Pyramides*, qu'il adressa à l'armée la célèbre proclamation commençant par ces mots : « *Soldats! du haut de ces pyramides, quarante siècles vous contemplent!!!.....* »

Sur les 9 heures du soir, Napoléon entra dans la maison de campagne de Mourad-Bey, à Gizeh. La plus grande abondance régna dès lors dans le camp français, et l'armée commença à se réconcilier avec l'Égypte. Le lendemain, à la pointe du jour, Napoléon fit passer la division Vial dans l'île de Rodah. Cependant la flotille française n'arrivait pas ; le Nil était bas, et le contre-amiral Perrée faisait dire qu'il ne pouvait désigner le jour de son arrivée. Cette contrariété était extrême, car il fallait s'emparer du Caire dans le premier moment de stupeur. Heureusement que la consternation régnait dans cette grande ville.

Les proclamations que Napoléon avait publiées à son entrée en Égypte furent envoyées au Caire, ainsi qu'un drogman chargé de faire connaître les intentions des Français au cadi-scheick, iman de la grande mosquée. Le pacha avait quitté le Caire ; mais son kiaya vint conférer avec Napoléon. Le lendemain, une députation des scheiks du Caire arriva à Gizeh, pour annoncer qu'Ibraïm-Bey était allé camper loin de la ville, et que les Janissaires avaient décidé de se rendre. Le général Dupuy fut

envoyé au Caire, comme commandant d'armes, et prit possession de la citadelle. Les troupes françaises passèrent le canal, et occupèrent le Vieux-Caire et Boulac. Le général en chef fit son entrée au Caire le 26 juillet ; il alla loger sur la place El-Bekir, dans la maison d'Elfy-Bey, et y transporta son quartier-général.

Cependant, les deux principaux beys Ibraïm et Mourad, se retiraient lentement, l'un vers la Syrie, et l'autre sur la Haute-Égypte. Le général en chef se met à la poursuite d'Ibraïm ; il rencontre à Belbeis les débris de la caravane de la Mecque, que les troupes de ce bey avaient pillée, délivre les marchands arabes, et leur donne une escorte française pour les conduire au Caire.

1798. Combat de Salahié.

Bientôt après, les Français retrouvent Ibraïm-bey et les restes de son armée à Salahié ; quelques heures de combat suffisent pour rejeter Ibraïm en Syrie.

1er août. Bataille navale d'Aboukir.

Délivré de son plus dangereux ennemi, Napoléon revient au Caire, où il apprend la bataille navale d'Aboukir et les désastres de la flotte française. Il se trouve ainsi prisonnier dans sa propre conquête ; mais il ne désespère de rien : « Nous n'avons plus

« de flotte, dit-il à ses soldats : eh bien! il « faut rester ici, ou en sortir grands comme « les anciens. »

Cérémonies religieuses des Égyptiens.

La destruction de l'escadre française avait produit une fermentation sourde dans la ville du Caire ; le général en chef habile à profiter de toutes les occasions qui pouvaient lui concilier l'amitié des habitans, saisit la première qui se présenta de rendre hommage à l'une des institutions politiques et religieuses du pays : c'était l'époque de cette opération de la nature qui, chaque année, épanche le Nil sur le sol de l'Egypte, et de l'antique cérémonie que les Egyptiens célèbrent tous les ans en mémoire de ce bienfait. Le général français préside à cette fête, dont le pacha lui abandonne tout l'honneur. Au signal donné par Napoléon, la statue de la fiancée du Nil est précipitée dans les flots, la digue est rompue, et le peuple fait retentir et confond les noms de Bonaparte et de Mahomet.

Bientôt après, le général français célèbre la naissance de Mahomet, chez le scheik ; les évolutions militaires qui eurent lieu en cette occasion furent commandées par le général même. Il répandit de grandes au-

mônes, et son nom fut encore confondu avec celui d'Ali.

Enfin l'époque non moins religieuse du départ de la caravane du Caire pour la Mecque, vint compléter la naturalisation du général et de l'armée, et ajouter encore à la confiance que les Français avaient déjà inspirée au peuple. Napoléon donne des ordres pour que la caravane soit protégée, et écrit lui-même au schérif de la Mecque.

Systême d'administration.

La situation morale, résultant des différens intérêts, des différentes races qui habitent l'Égypte, n'échappa pas à Napoléon, et c'est sur elle qu'il bâtit son systême de gouvernement.

Peu curieux d'administrer la justice dans le pays, les Français ne l'eussent pas pu quand même ils auraient voulu le faire. Napoléon en investit les Arabes, c'est-à-dire les scheiks, et leur donna toute la prépondérance. Il créa un divan, composé de quarante grands scheiks; dès lors, il parla au peuple par le canal de ces hommes, qui étaient tout-à-la-fois les nobles et les docteurs de la loi; il intéressa ainsi à son gouvernement l'esprit national arabe et la religion du Koran. Par la même politique il

chercha à s'emparer des Cophtes : ceux-ci avaient de plus avec les Français les liens de la religion, et seuls ils étaient versés dans l'administration du pays. Les Cophtes qui voyaient les mamelucks détruits n'eurent d'autre parti à prendre que de s'attacher aux Français ; et, par là, l'armée eut dans toutes les parties de l'Égypte, des espions, des observateurs, des controleurs, des financiers indépendans et opposés aux nationaux. Quant aux janissaires et Ottomans, la politique voulait que l'on ménageât en eux le grand-seigneur ; l'étendard du sultan flottait en Égypte, et Napoléon était persuadé que le ministre Talleyrand s'était rendu à Constantinople et que des négociations sur l'Égypte devaient être entamées avec la Porte.

Etablissement de l'institut d'Egypte.

Après avoir organisé l'administration du pays, Napoléon établit l'institut d'Égypte : il fut composé des membres de l'institut de France et des savans et artistes de la commission, étrangers à ce corps ; ils s'adjoignirent plusieurs officiers d'artillerie et d'état-major, qui avaient cultivé les sciences ou les lettres.

L'institut fut placé dans un des palais

des beys : la grande salle du harem, au moyen de quelques changemens qu'on y fit, devint le lieu des séances, et le reste du palais servit d'habitation aux savans. Le jardin fut métamorphosé en jardin de botanique. On avait apporté de France un grand nombre de machines et d'instrumens de physique, d'astronomie et de chimie ; ils furent distribués dans les diverses salles qui se remplirent successivement de toutes les curiosités du pays, des trois règnes de la nature.

Les habitans du Caire, instruits que ces assemblées n'avaient pour objet aucune affaire religieuse, se persuadèrent que c'étaient des réunions d'alchimistes, où l'on cherchait les moyens de faire de l'or. Les mœurs simples des savans, leurs constantes occupations, les égards que leur témoignait l'armée, leur utilité pour les objets d'art et de manufacture, pour lesquels ils se trouvaient en relation avec les artistes du pays, leur acquirent bientôt la considération et le respect de toute la population. Plusieurs des membres de l'institut furent aussi employés dans l'administration civile, et d'autres furent chargés de missions parti-

culières. Lorsque la Haute-Égypte fut conquise, ce qui n'eut lieu que dans la seconde année, toute la commission des savans s'y rendit pour s'occuper de la recherche des antiquités. Ces divers travaux ont donné lieu au magnifique ouvrage sur l'Égypte, rédigé et gravé dans les quinze premières années de ce siècle, et qui a coûté plusieurs millions.

Travaux faits en Égypte.

Quoique les fortifications et les bâtimens militaires eussent occupé, dans la première année, tous les bras et toute l'activité de l'armée, le général en chef trouva encore les moyens de faire construire une chaussée de communication du Caire à Boulac, qui pouvait servir même pendant les inondations. On éleva un théâtre; une manutention fut établie, et l'on bâtit plusieurs moulins à vent pour faire de la farine.

Mais pendant que Napoléon ne négligeait aucun moyen pour s'attacher la population, les émissaires de Mourad-bey et d'Ibraïm-bey parvinrent à soulever plusieurs contrées, où toutes les forces et toute la valeur française durent être employées. D'un autre côté, un manifeste du grand-seigneur, répandu par les Anglais dans toute l'Égypte,

annonçait de grandes armées pour anéantir les Français, et ordonnait de les traiter comme des infidèles. Napoléon sentit tout le danger de sa position, recruta son armée, enrégimenta les marins échappés au désastre d'Aboukir, et prit toutes les mesures que sa prévoyance lui dicta.

22 octobre. Révolte du Caire.

Néanmoins, le 22 octobre, pendant que le général en chef était au Vieux-Caire, des rassemblemens séditieux et armés se formèrent dans la ville. Le général Dupuy, commandant de la place, y fut massacré, ainsi qu'un grand nombre de Français isolés. L'immense population du Caire, soulevée par les scheiks, a juré par Mahomet d'exterminer les Français. Le général accourt, mais les portes de la ville lui sont fermées : repoussé à celle du Caire, il est obligé d'entrer par celle de Boulac ; jamais moment plus critique n'avait atteint un conquérant ; jamais Napoléon n'avait eu plus de besoin de toute sa résolution. Il entre au Caire avec ses braves, repousse les Arabes dans le désert, dirige ses colonnes dans les rues, entoure de canons la ville et les mosquées, et offre aux rebelles un pardon qu'ils refusent. Alors l'artillerie

foudroie la grande mosquée, les haches en brisent les portes, et les rebelles sont abandonnés à la fureur des Français qui ont à venger leurs camarades lâchement assassinés. Quelques scheiks, plusieurs Turcs et Égyptiens furent jugés et exécutés après cette terrible journée. Pour punir la ville, le général français abolit le divan, le remplaça par un gouvernement militaire, et imposa une contribution extraordinaire. L'exemple qu'il fit de cette ville fut rigoureux; mais la responsabilité qui pesait sur lui était trop grande pour ménager les coupables : aussi, la sédition ne se réveilla plus au Caire pendant tout le temps du séjour des Français.

Sorti de ce péril, Napoléon put enfin exécuter son projet d'aller résoudre à Suez le problême de la jonction de la mer Rouge avec la Méditerranée, et de rechercher les traces du canal de Sésostris. Il part accompagné de plusieurs membres de l'institut, et, en trois jours de marche dans le désert, l'expédition arrive à Suez. Après avoir ordonné de compléter les ouvrages de la place, et établi une nouvelle douane plus favorable au commerce de l'Arabie, Napo-

Voyage à la mer Rouge.

léon, profitant de la marée basse, traversa la mer Rouge à sec et gagna la rive opposée; mais au retour il fut surpris par la nuit et par la mer montante: il courut le plus grand danger, et faillit à périr précisément de la même manière que Pharaon.

Pendant son séjour à Suez le général en chef reçut une députation des cénobites du mont Sinaï, qui venaient implorer sa protection et le supplier de vouloir bien s'inscrire sur l'antique registre de leurs garanties: Napoléon écrivit son nom à la suite de ceux d'Ali, de Saladin, d'Ibraïm et de quelques autres. Dans la même année, il avait reçu des lettres de Rome et de la Mecque: le pape l'appelait son très-cher fils, et le schérif, le protecteur de la sainte Kaba.

Decouverte du canal de Sésostris.

A force de recherches, l'on découvrit enfin, à deux lieues de Suez, les traces de l'ancien canal, assez bien conservées pendant près de quatre lieues, et se perdant ensuite dans les sables. Il suffisait à Napoléon d'avoir reconnu l'existence de ce canal; c'était un grand exemple qu'il avait sous les yeux, et dont il voulait tirer un parti bien avantageux pour l'Égypte; mais

il apprend aussitôt que Djezzar, pacha de Syrie, s'avance avec une grande armée, et que déjà son avant-garde occupe le fort d'El-Arish, qui défend les frontières de l'Égypte. La guerre entre la Porte et la république française n'est plus douteuse. Le général en chef retourne au Caire.

Le principal but de l'expédition des Français en Orient était d'abaisser la puissance anglaise : c'était du Nil que devait partir l'armée qui allait donner de nouvelles destinées aux Indes. L'Égypte devait remplacer Saint-Domingue et les Antilles, et concilier la liberté des noirs avec les intérêts de nos manufactures : la conquête de cette province entraînait la perte de tous les établissemens anglais en Amérique et dans la presqu'île du Gange. La France une fois maîtresse des ports d'Italie, de Corfou, de Malte et d'Alexandrie, la Méditerranée devenait un lac français. La révolution des Indes devait être plus ou moins prochaine, selon les chances plus ou moins heureuses de la guerre, et les dispositions des habitans de l'Arabie et de l'Égypte plus ou moins favorables, suivant la politique qu'aurait adoptée la Porte dans ces nou-

1799. Expédition de Syrie.

velles circonstances ; le seul objet dont on dut s'occuper immédiatement était de conquérir l'Égypte, et d'y former un établissement solide : aussi, les moyens pour y réussir étaient-ils les seuls prévus ; tout le reste était considéré comme une conséquence nécessaire, on n'en avait que pressenti l'exécution. L'heureuse issue de la bataille des Pyramides, la conquête de l'Égypte sans essuyer aucune perte sensible, les bonnes dispositions des habitans, le dévouement des chefs de la loi, semblaient d'abord assurer la prompte exécution de ces grands projets ; mais bientôt la destruction de l'escadre française à Aboukir, le contre ordre donné par le Directoire à l'expédition d'Irlande, et l'influence des ennemis de la France sur la Porte rendirent tout plus difficile.

En effet, deux armées turques se réunissaient, l'une à Rhodes, l'autre en Syrie, pour attaquer les Français en Égypte. Il paraît qu'elles devaient agir simultanément dans le courant de mai 1799, la première en débarquant à Aboukir, et la seconde en traversant le désert qui sépare la Syrie de l'Égypte. Si les Français restaient tran-

quilles en Égypte, ils allaient y être attaqués à la fois par les deux armées; de plus il était à craindre qu'un corps de troupes européennes ne se joignît à elles, et que le moment de l'agression ne coïncidât avec des troubles intérieurs. Les règles de la guerre prescrivaient donc au général français de prévenir ses ennemis, de traverser le grand désert pendant l'hiver, de s'emparer de tous les magasins que l'ennemi avait formés sur les côtes de la Syrie, d'attaquer et de détruire les troupes au fur et à mesure qu'elles se rassembleraient. D'après ce plan, les divisions de l'armée de Rhodes étaient obligées d'accourir au secours de la Syrie, et l'Égypte restait tranquille, ce qui aurait permis aux Français d'appeler successivement la plus grande partie de leurs forces en Syrie.

Napoléon quitte le Caire à la tête de dix mille hommes, et part pour la Syrie. Les généraux Kléber, Bon, Régnier commandent l'infanterie; le général Murat la cavalerie; Dammartin l'artillerie, et Caffarelli l'arme du génie. Le contre-amiral Perrée doit, avec trois frégates, croiser devant Jaffa, et apporter l'artillerie de siége.

Prise d'El-Arish, de Gaza et de Jaffa.

En peu de jours, Régnier arrive à El-Arish, s'empare de la ville, détruit une partie de la garnison et force l'autre à se renfermer dans le château. Quelques jours après, le chateau capitule, et l'armée se remet en route. Après soixante lieues d'une marche pénible dans le désert, l'armée aperçoit les belles montagnes de la Syrie et les riches plaines de Gaza. Cette ville, que les troupes de Djezzar venaient d'abandonner, envoie une députation au général en chef. Deux jours de repos suffisent à l'armée française, qui ne tarde pas à arriver devant Jaffa : une forte garnison la défend. L'importance de cette place, qui offre un port à l'escadre, ne permet pas d'en retarder le siége. Trois jours suffisent pour battre en brêche. La place de l'assaut est marquée, et, malgré la résistance acharnée de la garnison, Jaffa est emportée. Le massacre devient général, et peu de Turcs échappent à la mort.

Symptômes de peste.

Cependant, des symptômes de peste s'étaient manifestés dans le camp français dès le commencement du siége : Napoléon fait aussitôt établir l'hôpital des pestiférés, dans lequel eut lieu cette mémorable scène dont

M. Gros a fait l'un des chefs-d'œuvre de la peinture française. Il fallait relever le moral des soldats malades ; le général en chef entre dans toutes les salles des pestiférés, il leur parle, il les touche, et les rassure : dès cet instant, le soldat semble ne plus redouter ce terrible fléau.

Maîtres de Jaffa, les Français se dirigent sur Saint-Jean-d'Acre : constamment attaqués en route par des forces nombreuses, ils chassent partout leurs ennemis, comme le vent chasse la poussière du désert. Kléber, Murat, Junot, Régnier, rivalisent de zèle, d'ardeur et de talent. La prise de Kaiffa, où l'armée trouve des munitions et des approvisionnemens en tous genres, achève de faire oublier aux soldats toutes leurs fatigues et toutes leurs privations. Siége de Saint-Jean-d'Acre.

Enfin, les Français sont sous les murs de Saint-Jean-d'Acre, et en font le siége. Le 20 mars, la tranchée fut ouverte, on n'avait alors pour toute artillerie de siége qu'une caronade de 32 sans affut, et quatre pièces de 12, et l'on manquait de boulets. Néanmoins, cinq jours après, on jugea la brêche praticable, et l'on se flattait de prendre la ville d'assaut ; mais les sapeurs

envoyés pour déblayer le pied de la brêche, furent arrêtés par une contrescarpe et un fossé de plusieurs toises. La plupart furent blessés ; le reste, en butte à une épouvantable fusillade, rentra précipitamment dans la tranchée.

Il fallut miner et faire sauter la contrescarpe ; la mine fit mal son effet. Le second assaut ne fut pas plus heureux que le premier ; les grenadiers qui furent envoyés à la brêche la trouvèrent trop haute de plusieurs pieds. Néanmoins, les Turcs avaient été tellement effrayés de l'audace des grenadiers français qu'ils s'étaient enfuis au port, et que Djezzar pacha même s'était embarqué. La retraite des Français rendit le courage aux assiégés, qui, depuis cette époque, ne cessèrent de recevoir des renforts. On s'occupa alors de creuser un puits de mine afin de faire sauter toute une tour ; il n'y avait plus moyen de s'introduire par la brêche, l'ennemi l'ayant remplie de toute espèce d'artifices. Durant ces travaux, l'armée turque fit une sortie générale, mais les colonnes de Djezzar furent bientôt repoussées dans les murs de la place, après avoir éprouvé de grandes pertes.

Le général en chef profita de l'avantage qu'il venait de remporter sur les assiégés, pour aller à la rencontre de Kléber, dont la division était presque cernée par la grande armée de Damas. Dans sa course, il livre les combats de Canaam, de Nazareth et de Saffet ; partout il met l'ennemi en fuite. Il découvre enfin Kléber, qui, retranché dans des ruines avec quatre mille hommes, bravait les vingt mille Turcs qui l'entouraient. En un moment le général en chef improvise la victoire du mont Thabor. L'armée de Damas, attaquée sur tous les points, coupée dans ses retraites, laisse cinq mille hommes sur le champ de bataille, perd ses chameaux, ses tentes, ses provisions. L'abondance règne dans le camp français. Le lendemain, le général en chef apprend que l'amiral Perrée a débarqué des canons de siége près de Saint-Jean-d'Acre, et l'armée reprend la route de cette place.

1799. 16 avril. Bataille Mont-Thabor.

Le 25 avril, on mit le feu à la mine ; mais un souterrain qui était sous la tour trompa encore tous les calculs, il ne sauta que la partie de la tour qui était du côté des Français, et tout l'effet de la mine se borna à enterrer deux à trois cents Turcs et quel-

25 avril. Continuation du siége de St.-Jean-d'Acre.

ques pièces de canon. On fit alors usage des batteries contre cette tour ébranlée ; malheureusement, le général du génie Caffarelli-Dufalga fut tué deux jours après : c'était un officier du premier mérite, qu'il était impossible de remplacer : sa perte fut vivement sentie par toute l'armée. Napoléon le regretta beaucoup.

L'ennemi sentant qu'il était perdu s'il restait sur la défensive, fit plusieurs autres sorties dans lesquelles il éprouva toujours des pertes considérables ; mais il ne cessait de recevoir des renforts pour les réparer aussitôt.

Le moment de crise pour la place approchait ; les batteries françaises avaient rasé la plupart des fortifications, élevées par Phélippeaux, émigré français, qui servait dans les rangs des Turcs ; tous les crénaux de la muraille étaient détruits et les pièces démontées. Déjà les Français s'étaient emparés de la partie la plus saillante de la contre-attaque, et avaient fait sauter la contre-marque ; il ne fallait plus que quelques jours pour enlever la ville, lorsqu'on signala une flotte, portant douze mille hommes de renfort aux Turcs. Le général

en chef, calculant le temps qui était nécessaire au débarquement de ce renfort, crut qu'il fallait donner l'assaut avant. A la nuit, on se jette sur tous les travaux de l'ennemi, on les comble, on égorge tout, on encloue les pièces, on monte à l'assaut, on se loge dans la tour, on entre dans la place, et l'on était maître de la ville lorsque les troupes débarquées y arrivent dans un nombre effrayant pour rétablir le combat. Rambaut est tué; cent cinquante hommes périssent avec lui ou sont pris, et Lannes est blessé. Les assiégés sortent par toutes les portes et prennent la brêche à revers; mais là finit leur succès : les Français marchent à eux, et, après les avoir rejetés dans la ville et en avoir coupé plusieurs colonnes, ils se rétablissent sur la brêche. La perte de l'ennemi fut énorme; toutes les batteries tirèrent à mitraille sur lui. Les succès des Français parurent si grands que, le 10 mai à deux heures du matin, Napoléon commanda un nouvel assaut. Il y avait vingt mille hommes dans la place, et toutes les maisons étaient tellement remplies de monde que les troupes françaises ne purent pas dépasser la brêche.

Levée du siége de Saint-Jean-d'Acre

L'armée française commençait à avoir assez de pièces de siége pour espérer de réduire la ville ; mais les renforts reçus ou à recevoir par l'ennemi, pouvaient rendre le succès du siége problématique. Eloignés comme ils l'étaient de la France et de l'Égypte, les Français ne pouvaient plus faire de nouvelles pertes. La peste était à l'ambulance française, et l'on comptait plus de douze cents blessés. Dans de telles circonstances, quel parti devait prendre le général en chef? Il ordonna la levée du siége, et le 20 mai l'armée reprit la route de l'Égypte. Djezzar-pacha ayant eu toute sa maison militaire détruite, et voyant la peste faire de grands ravages dans Saint-Jean-d'Acre, ne sortit point de son pachalic, et l'armée française ne fut presque pas inquiétée dans sa retraite.

Pestiférés de Jaffa.

C'est à l'époque de cette retraite que quelques historiens passionnés ont placé l'épisode de l'empoisonnement des pestiférés de Jaffa, par ordre du général en chef. Cette absurde calomnie fut long-temps propagée en Europe, et s'y était popularisée ; mais on sait aujourd'hui que tous les pestiférés ont été évacués tant par

mer que par terre, et qu'il n'en restait à Jaffa que *sept,* déclarés incurables, qui eurent le temps de mourir avant d'être égorgés par les Turcs. Jamais le général en chef n'a donné l'ordre barbare d'administrer de l'opium aux pestiférés, et l'eût-il fait, il n'eût trouvé personne qui se serait chargé de l'exécuter : il n'y avait pas d'ailleurs un seul grain d'opium dans toute la pharmacie de l'armée de Syrie.

Retour de Napoleon au Caire.

Cette armée, dont les pertes durant la campagne, ne s'élevaient en tout qu'à dix-huit cents hommes, puisqu'elle ramenait dix-huit cents blessés ou convalescens, fit son entrée triomphale au Caire, au moment où l'on faisait courir le bruit de sa destruction et de la mort du *sultan Kébir* (le père du feu), nom que les Arabes avaient donné à Napoléon.

Pendant l'expédition de Syrie, les habitans de l'Égypte se comportèrent comme auraient pu le faire ceux d'une province française. Désaix, dans la Haute-Égypte, avait contenu Mourad-Bey; le général Dugua, dans la Basse-Égypte, n'eut à réprimer que quelques révoltes partielles, et le général Lanusse, dans le Delta, n'eut pas

beaucoup de peine à disperser quelques rassemblemens faits par un imposteur, l'ange Elmody, qui fut tué lui-même à Damanhour.

Cependant la plupart des beys, sachant qu'une armée turque ne tarderait pas à débarquer à Aboukir, cherchèrent à se rapprocher de cette rade; mais leur mouvement fut intempestif. Livrés à eux-mêmes, ils furent cernés et battus par les divisions françaises, qui les rejetèrent dans le désert.

1799. 12 juillet. Débarquement de l'armée turque.

Le 12 juillet, l'escadre anglaise commandée par Sydney-Smith, et l'armée turque, sous les ordres de Mustapha-Pacha, arrivèrent à Aboukir. Le débarquement s'opéra, les redoutes furent prises d'assaut, et le fort capitula.

Le général en chef de l'armée française apprit cet événement le 14. En un instant, des ordres furent transmis à tous les généraux de la Haute et de la Basse-Égypte, pour qu'ils eussent à se réunir le plus promptement possible à Ramanieh, avec toutes les troupes disponibles, de sorte que toute l'armée, qui comptait vingt-cinq mille hommes, dont trois mille cavaliers, et

soixante pièces de campagne, fut aussitôt en mouvement pour se rendre devant Aboukir. Napoléon avait l'espoir de détruire l'armée turque d'Aboukir, avant que celle de Syrie, s'il s'en était formé une nouvelle depuis deux mois, pût arriver devant le Caire. Comme il ne fallait rien négliger pour assurer la tranquillité, les scheiks de Gemil-Azar firent des proclamations pour éclairer les peuples sur les mouvemens qui s'opéraient, et empêcher qu'on ne crût que les Français évacuaient l'Égypte. Ils firent connaître que le sultan Kébir marchait avec son activité ordinaire pour s'opposer au débarquement des Turcs, et éviter à l'Égypte les calamités qui pèsent toujours sur un pays rendu le théâtre de la guerre.

Le 20 juillet, Napoléon apprit que l'ennemi n'avait pas encore avancé, et qu'il travaillait à des retranchemens ; on supposait que l'inactivité des Turcs depuis cinq jours était calculée, et qu'ils attendaient l'arrivée d'une armée anglaise venant de Mahon. Les forces turques s'élevaient de vingt à vingt-cinq mille hommes, n'ayant que trois cents chevaux et une trentaine de bouches à feu. Mustapha-Pacha semblait compter

beaucoup sur l'arrivée de Mourad-Bey; mais il fut déconcerté en apprenant sa défaite.

Pendant que toutes les colonnes françaises se réunissaient à Ramanieh, le général en chef alla visiter Alexandrie, dont l'état de défense lui parut très-satisfaisant. Le 24, il quitta cette ville pour camper au Puits. Les Turcs, n'ayant point de cavalerie, ne pouvaient s'éclairer, aussi nourrissait-on l'espoir de les surprendre, lorsqu'une compagnie de sapeurs, partie fort tard d'Alexandrie, dépassa les feux de l'armée française, et tomba dans ceux de l'armée turque; quelques-uns furent pris, et ce fut par ces prisonniers que Mustapha apprit que l'armée française était vis-à-vis. Les Turcs passèrent la nuit à faire leurs dernières dispositions, et le lendemain on les trouva préparés au combat.

1799. 25 juillet. Bataille d'Aboukir.

Le général en chef changea alors ses premiers projets, et résolut d'attaquer à l'heure même. Le général Lannes, avec dix-huit cents hommes, se dirigea contre la droite de l'ennemi, et le général Destaing contre la gauche. Murat, avec toute la cavalerie et une batterie légère, se partagea en trois

corps. Les Turcs maintinrent le combat avec succès jusqu'au moment où Murat, ayant pénétré par leur centre, se dirigea sur les derrières, coupant ainsi la communication de la première ligne avec la deuxième. Les troupes turques perdirent alors contenance, et se portèrent en tumulte sur leur seconde ligne; mais l'infanterie turque, rencontrée dans la plaine par la cavalerie française, ne put rejoindre la deuxième ligne. Les colonnes de Lannes et Destaing, qui s'étaient portées sur les hauteurs que l'ennemi venait de quitter, en descendirent au pas de charge et le poursuivirent l'épée dans les reins. On vit alors un spectacle unique; dix mille Turcs pour échapper aux Français, se précipitèrent dans la mer et s'y noyèrent presque tous: une vingtaine d'hommes seulement parvinrent à se sauver sur des chaloupes.

Un si grand succès, qui avait coûté si peu, donnait l'espérance de forcer la deuxième ligne. Le général en chef alla la reconnaître et régla aussitôt les dispositions d'attaque: elles furent toutes couronnées par le plus heureux succès. Lannes força d'abord les retranchemens dans lesquels se

trouvait Mustapha. Ce chef des Turcs fit alors une sortie à la tête de quatre à cinq mille hommes, et sépara la gauche de la droite des Français; mais le général en chef, qui se trouvait au centre, contint l'attaque de Mustapha et lui fit perdre du terrain. La cavalerie française, ayant alors débouché, se trouva sur les derrières de la redoute. Les Turcs, se voyant coupés, se mirent aussitôt dans la plus affreuse déroute; trois à quatre mille furent jetés dans la mer, et il ne se fût pas sauvé un seul Turc sans l'existence du village. Mustapha, tout son état-major, et douze à quinze cents hommes furent cernés et pris. Mustapha ne s'était rendu qu'après avoir combattu vaillamment, il avait été blessé à la main. Sidney-Smith, qui faisait les fonctions de major du pacha, eut beaucoup de peine à rejoindre sa chaloupe.

Avant quatre heures de l'après-midi, les Français étaient maîtres de tout le camp des Turcs, qui avaient déjà perdu quatorze à quinze mille hommes, et de la moitié du village. Les trois à quatre mille Turcs qui restaient, occupaient le fort, ou s'étaient barricadés dans une partie du village. La

fusillade continua toute la journée. Il ne fut pas jugé possible, sans s'exposer à une perte énorme, de forcer l'ennemi dans les maisons qu'il occupait, protégé par le fort : on prit position. Cette journée, si fatale aux Turcs, ne coûta à l'armée française qu'environ trois cents hommes. La cavalerie eut la plus grande part à la victoire. Murat fut blessé à la tête, d'un coup de tromblon. Le brave Duvivier fut tué d'un coup de kandjiar. Le colonel Cretin tomba percé d'une balle, et l'aide-de-camp du général en chef, Guibert, fut emporté par un boulet.

Après la bataille d'Aboukir, il fut facile de réduire les trois à quatre mille Turcs qui restaient de l'armée de Mustapha : ils ne tardèrent pas à capituler. Ainsi, de cette armée que la Porte avait rassemblée à grands frais, et sur laquelle les ennemis des Français fondaient les plus grandes espérances, il ne s'échappa que quelques hommes, assez heureux pour avoir pu regagner à la nage la flotte qui les avait apportés.

Les troupes françaises reprirent alors leurs cantonnemens, tant dans la Haute que dans la Basse-Égypte, où régnait la plus grande tranquillité.

Motifs qui déterminèrent Napoléon à partir.

Cependant, depuis le départ des Français pour la Syrie, on ignorait tout-à-fait en Égypte ce qui s'était passé en Europe. Napoléon, avide d'apprendre quelques nouvelles, envoya un parlementaire à bord de l'amiral turc, sous prétexte de traiter des prisonniers qu'il venait de faire à Aboukir, se doutant bien que ce parlementaire serait arrêté par Sidney-Smith, qui mettait le plus grand soin à empêcher les communications entre les Français et les Turcs. En effet, le parlementaire français reçut de Sidney-Smith l'invitation de monter à son bord, et tout en le comblant de bons traitemens, l'amiral anglais, acquérant la certitude que les désastres d'Italie étaient inconnus au général en chef, se fit un malin plaisir de lui envoyer une suite de journaux. Napoléon passa la nuit dans sa tente à dévorer ces papiers, et résolut à l'instant de passer en Europe, pour remédier, s'il en était temps, aux maux de la patrie, et la sauver. En conséquence, il fit aussitôt appeler Gantheaume, et lui donna l'ordre d'aller en toute hâte à Alexandrie, d'y armer avec mystère et avec toute la célérité possible, une des frégates vénitiennes qui

s'y trouvaient, et de le prévenir aussitôt qu'elle serait prête.

Ce moment arrivé, le général en chef, qui faisait une tournée d'inspection, se rendit sur une plage non fréquentée, avec un escadron de ses guides; des canots s'y trouvèrent pour les recevoir, et les conduisirent sur la frégate, qu'ils gagnèrent, en évitant de passer par Alexandrie. On appareilla le soir même, afin d'avoir disparu au jour devant les croiseurs anglais et leur flotte mouillée à Aboukir.

Quand le général en chef prit le parti d'accourir en Europe au secours de la république, il pensa d'abord à laisser le commandement à Desaix; ensuite à amener avec lui en France Desaix et Kléber: et enfin, il résolut d'amener le premier et d'investir le second du commandement.

Les instructions détaillées que Napoléon fit remettre au général Kléber, et la lettre datée d'Aboukir qu'il lui écrivait au moment de son départ, font assez connaître ses projets sur l'Égypte, ses espérances de retour pour les compléter, et la sécurité parfaite où il était que Kléber consoliderait sa colonie. Le général Menou fut le dernier

auquel Napoléon parla sur le rivage : « Tenez-vous bien ici, vous autres, lui dit-il, si j'ai le bonheur de mettre le pied en France, le règne du bavardage est fini. » Son départ pour la France fut le résultat du plan le plus grand et le plus magnanime : il obéissait au cri de la France, qui le rappelait. En partant, il avait reçu carte blanche du Directoire ; il pouvait revenir quand il voudrait et nommer son successeur.

Napoléon, que les habitans de l'Égypte n'appelaient que le *sultan Kébir,* s'etait rendu très-populaire dans ce pays. Il avait inspiré un respect spécial pour sa personne ; partout où il paraissait, on se levait en sa présence, déférence qu'on n'avait que pour lui seul. Les égards constans qu'il eut pour les scheiks, l'adresse avec laquelle il sut les gagner, en avaient fait un véritable souverain d'Égypte ; ils lui sauvèrent plus d'une fois la vie : sans leurs révélations, il eût été victime du combat sacré comme Kléber.

La décision de la grande mosquée du Caire en faveur de l'armée française, fut un chef-d'œuvre d'habileté de la part du général en chef : il amena le synode des grands

scheiks à déclarer, par un acte public, que les musulmans pouvaient obéir et payer le tribut au général français. C'est le premier et seul exemple de ce genre, depuis l'établissement du Koran, qui défend de se soumettre aux Infidèles.

En résumé, l'expédition d'Égypte avait parfaitement réussi. En moins de six mois, Napoléon s'était rendu maître de toute l'Égypte et avait détruit les mameluks. Six mois après, il avait anéanti l'armée turque de Syrie, et quelque tems avant son embarquement, il avait détruit l'élite de l'armée de la Porte, à Aboukir. Les pertes de l'armée française en Égypte, pendant vingt-huit mois, ne furent que d'environ neuf mille hommes tués, ou morts dans les hôpitaux. Cette armée était encore de vingt-cinq mille hommes au départ du général en chef : avec de pareilles forces, Kléber devait se perpétuer dans cette contrée; mais il se laissa d'abord circonvenir par des faiseurs, et traita de l'évacuation de l'Égypte par l'inconcevable capitulation de El-Arisch. Quand le refus des Anglais l'eut contraint de s'acquérir une gloire nouvelle, et de mieux connaître ses forces et sa posi-

tion, il changea tout-à-fait de pensée, et devint lui-même partisan de l'occupation de l'Égypte ; c'était même devenu le sentiment général de l'armée. Kléber ne s'occupa donc plus que de s'y maintenir ; il éloigna de lui les meneurs qui avaient dirigé ses premiers actes, et ne s'entoura plus que d'hommes d'une opinion contraire. S'il eût vécu, l'Égypte n'eût jamais couru de dangers : sa mort seule amena la perte de ce beau pays. Alors l'armée se partagea entre Menou et Régnier ; ce ne fut plus qu'un champ d'intrigues : la force et le courage des troupes restèrent les mêmes, mais l'emploi qu'en fit le général eut les plus graves résultats. Menou était tout-à-fait incapable ; l'Égypte serait demeurée à la France si elle eût été défendue par Kléber ou Desaix ; les fautes seules de Menou en ont amené l'évacuation, deux ans après le départ de Napoléon.

CHAPITRE XVIII.

Retour de Napoléon en France.

En quittant les côtes de l'Égypte, le soir même de son embarquement, le général en chef Bonaparte avait l'espoir d'être, au point du jour, hors de la vue des vaisseaux anglais mouillés à Aboukir : mais le calme qui régna une partie de la nuit fut cause que la petite escadre française, composée des frégates *la Muiron* et *la Carrère*, et des chebecks *la Revanche* et *la Fortune*, était encore assez près de la terre au lever du soleil pour pouvoir compter les vaisseaux ennemis du haut des mâts. L'amiral Gantheaume était dans une inquiétude mortelle, il proposa même de rentrer à Alexandrie ; mais Napoléon s'y opposa : les dés étaient jetés. Le vent fraîchit enfin, et l'on se trouva bientôt au large.

La traversée fut longue : à l'apparition de chaque voile on croyait toujours, être pour-

suivi; mais on en fut quitte pour la peur. Napoléon, dont personne ne connaissait les intentions, paraissait seul calme et tranquille. Néanmoins, son sentiment sur les désastres de la France était tel, qu'il ne doutait pas que l'ennemi n'eût franchi les Alpes, et n'occupât déjà plusieurs des départemens méridionaux: aussi, quand on approcha d'Europe, fit-il gouverner sur Collioure et Port-Vendre: un coup de vent repoussa la petite escadre du golfe de Lyon, et la jeta sur la Corse. Napoléon ordonna d'entrer à Ajaccio pour s'y procurer des nouvelles. Les Corses reçurent leur illustre compatriote avec toutes les démonstrations de la joie la plus vive; les difficultés que les lois sanitaires semblaient élever pour l'admettre à la pratique, furent surmontées par la volonté générale. Les vents contraires forcèrent l'escadre à séjourner neuf jours à Ajaccio, pendant lesquels toute l'île fut en mouvement.

En remettant à la voile, on prit, cette fois, la direction de Toulon; mais, au moment d'aborder, l'amiral se crut encore perdu. En effet, au coucher du soleil, et précisément sur le flanc gauche, on compta

jusqu'à trente voiles qui arrivaient vent-arrière. Gantheaume proposa au général d'armer le grand canot des meilleurs matelots de la frégate et d'essayer, à la faveur de la nuit, de gagner la terre. « Fortune, s'écria Napoléon, m'abandonnerais-tu ? » Et aussitôt il donna l'ordre de continuer la route en arrivant un peu. Dans la nuit, on entendit les coups de canon qui servaient de signaux à l'ennemi ; mais ils étaient tirés au loin et sur les derrières, ce qui fit croire à Gantheaume qu'il n'avait pas été aperçu. Dans la matinée du 16 vendémiaire an VIII (9 octobre 1799), et cinquante jours après leur départ d'Égypte, les frégates françaises, *la Muiron* et *la Carrère* mouillèrent dans le golfe de Fréjus.

On apprit bientôt dans cette ville que les frégates venaient d'Égypte, et qu'elles ramenaient en France le général Bonaparte. Tous les citoyens accoururent sur le rivage; l'enthousiasme fut tel que les soldats blessés sortirent des hôpitaux, malgré les gardes, pour se traîner jusqu'à la plage : en un moment toute la mer fut couverte de canots. Les officiers des batteries, les douaniers, les équipages des bâtimens mouillés dans la

rade assaillirent les frégates : le général Pereymont, qui commandait sur la côte, aborda le premier. Avant l'arrivée des préposés à la santé, la communication avait eu lieu sur toute la côte. Ces préposés, voyant que les circonstances n'étaient pas ordinaires, déclarèrent qu'il n'y avait pas lieu à la quarantaine, et motivèrent leur procès-verbal sur ce que *la pratique avait eu lieu à Ajaccio.*

Sur les six heures du soir, Napoléon, accompagné de Berthier, monta en voiture pour se rendre à Paris. Il est impossible de décrire l'impression que l'apparition soudaine de Napoléon produisait partout : le besoin d'avoir un chef à la tête des affaires était si impérieux, qu'on regardait déjà ce retour comme un bienfait de la Providence. Les habitans des villes et des villages accouraient en foule pour témoigner à Napoléon le bonheur qu'ils éprouvaient de le revoir. L'enthousiasme d'Aix, Avignon, Montélimart, Valence, Vienne, ne fut surpassé que par les élans de Lyon. Toutes les imaginations étaient encore exaltées par la nouvelle qui circulait, depuis huit jours, de la bataille d'Aboukir et des brillans succès

des Français en Égypte, qui contrastaient avec les défaites des armées d'Allemagne et d'Italie.

Cependant, la nouvelle du retour de Napoléon était parvenue à Paris; on l'annonça sur tous les théâtres : elle produisit une sensation extrême, une ivresse générale. Les membres du Directoire durent la partager : quelques hommes de la société du *Manége*, ainsi que les partisans de l'étranger, en pâlirent, mais ils dissimulèrent. Napoléon était déjà dans sa maison, rue de la *Victoire* (Chantereine), qu'on le croyait encore bien loin de la capitale. Deux heures après, il se présenta au Directoire : reconnu par des soldats de la garde, des cris d'allégresse le saluèrent : il n'eut qu'à se louer de l'accueil qu'il reçut des directeurs. De l'ancien Directoire, il ne restait plus que Barras; les autres membres étaient alors Roger-Ducos, Moulins, Gohier et Siéyes.

La nature des événemens passés instruisait Napoléon de la situation de la France, et les renseignemens qu'il s'était procurés sur la route l'avaient mis au fait de tout. Sa résolution était prise. Ce qu'il n'avait pas voulu tenter à son retour d'Italie, il était

déterminé à le faire aujourd'hui. Son mépris pour le gouvernement du Directoire et pour les meneurs des conseils était extrême. Résolu de s'emparer de l'autorité, de rendre à la France ses jours de gloire, en donnant une direction forte aux affaires publiques, c'était pour l'exécution de ce projet qu'il était parti d'Égypte; et tout ce qu'il venait de voir dans l'intérieur de la France avait accru ses sentimens et fortifié sa résolution.

Constant dans son systême, Napoléon goûta peu les fêtes publiques qui lui furent données, et adopta le même plan de conduite qu'il avait suivi à son retour d'Italie. Toujours vêtu de l'uniforme de membre de l'institut, il ne se montrait en public qu'avec cette société: il n'admettait chez lui que quelques savans, les généraux de sa suite, et quelques amis. Lucien Bonaparte était alors un des orateurs les plus influens du conseil des Cinq-Cents; il avait soustrait la république au régime révolutionnaire, en s'opposant à la déclaration de la patrie en danger. Joseph Bonaparte était aussi fort accrédité, et tenait une grande maison.

En peu de jours, toute l'Europe retentit de l'arrivée de Napoléon ; toutes les troupes, les amis de la république, l'Italie même se livraient aux plus hautes espérances : l'Angleterre et l'Autriche frémirent. La rage des Anglais se tourna contre Sidney-Smith et Nelson, qui commandaient les forces navales anglaises dans la Méditerranée.

Toutes les classes de citoyens, toutes les contrées de la France, attendaient avec une grande impatience ce que ferait Napoléon. De toutes parts on lui offrait des bras et une soumission entière à ses volontés. Tous les partis voulaient un changement, et tous voulaient le faire avec lui, même les coryphées du *Manége*. Siéyes lui proposait de le placer à la tête du gouvernement, en changeant la constitution de l'an III, qu'il jugeait mauvaise, pour adopter les institutions et la constitution qu'il avait méditées et qui étaient encore dans son portefeuille.

Mais les directeurs Barras, Moulins et Gohier lui insinuaient de reprendre le commandement de l'armée d'Italie, de rétablir la république cisalpine et la gloire des armées françaises. Moulins et Gohier

étaient de bonne foi, ils croyaient que tout irait bien dès l'instant que Napoléon aurait donné de nouveaux succès aux armées. Barras était loin de partager cette sécurité : il savait que tout allait mal, que la république périssait ; mais soit qu'il eût contracté des engagemens avec le prétendant, soit qu'il s'abusât sur sa situation personnelle, il crut pouvoir se maintenir à la tête des affaires. Une conversation qui eut lieu entre Barras et Napoléon, après un dîner que ce dernier avait accepté chez le Directeur, décida et hâta le renversement du gouvernement directorial.

Cependant, toutes les factions étaient en mouvement ; les officiers de la garnison, les quarante adjudans de la garde nationale de Paris, n'avaient pu être encore présentés au général. Les divers corps de la garnison avaient vainement sollicité d'être passés en revue par lui ; les citoyens de Paris se plaignaient de l'incognito que s'obstinait à garder l'homme sur lequel se fondaient les espérances de la France ; personne ne pouvait concevoir cette conduite ; l'impatience gagnait tout le monde, on murmurait contre Napoléon : « Voilà quinze

jours qu'il est arrivé, disait-on, et il n'a encore rien fait. Prétend-il agir comme à son retour d'Italie, et laisser périr la république dans l'agonie des factions qui la déchirent? »

Le 15 brumaire, Siéyes et Napoléon eurent une entrevue dans laquelle ils arrêtèrent toutes les dispositions pour la journée du 18. Il fut convenu que le conseil des Anciens, que Siéyes dirigeait, profitant de l'article 102 de la constitution, décréterait la translation du Corps-Législatif à Saint-Cloud, et nommerait Napoléon commandant en chef de la garde du Corps-Législatif, des troupes de la division militaire de Paris et de la garde nationale. Napoléon devait ensuite se rendre aux Tuileries, et prendre le commandement de la capitale.

Le 17, Napoléon, prétextant un voyage, fit dire à tous les officiers qu'il les recevrait le lendemain à six heures, et aux régimens qu'il les passerait en revue le même jour à sept heures du matin aux Champs-Élysées. Il prévint en même temps tous les généraux qui étaient revenus d'Égypte et tous ceux dont il connaissait les sentimens, qu'il serait bien aise de les voir de bonne heure.

Moreau, ayant appris par le bruit public qu'il se préparait un changement, fit dire à Napoléon qu'il se mettait à sa disposition. Ni Augereau, ni Bernadotte ne furent prévenus ; ce fut Joseph Bonaparte qui amena le dernier. Enfin, Napoléon fit dire au général Lefèvre, qui commandait la division militaire, et qui était tout dévoué au Directoire, de venir chez lui à six heures du matin.

La crise allait éclater.

CHAPITRE XIX.

Révolution du dix-huit brumaire an VIII.

Le lendemain, 18 brumaire an 8 (10 novembre 1799), le conseil des Anciens s'assembla dès sept heures du matin, sous la présidence de Lemercier. Cornudet, Lebrun, Fargues, peignirent vivement les malheurs de la république et les dangers dont elle était environnée. Régnier, député de la Meurthe, demanda par motion d'ordre, que le siége des séances du Corps-Législatif fût transféré à Saint-Cloud, et que Napoléon fût investi du commandement en chef des troupes de la 17e division militaire, et chargé de faire exécuter cette translation : il appuya sa proposition sur les dangers que la république courait soit de la part des anarchistes, soit du parti de l'étranger. Le décret passa, mais non sans une forte opposition. Une heure après, Napoléon entouré d'un grand nombre de généraux et d'officiers de

tous grades, se rendit à la barre du conseil des Anciens pour le remercier de la confiance dont il venait de lui donner une preuve si éclatante ; de là il courut passer en revue les corps qui se trouvaient réunis aux Tuileries. Il donna le commandement des troupes chargées de la garde du Corps-Législatif au général Lannes, et au général Murat, le commandement de celles envoyées à Saint-Cloud. Moreau fut chargé de garder le Luxembourg.

Le bruit se répandit bientôt dans toute la capitale que Napoléon était aux Tuileries, et qu'il ne fallait plus obéir qu'à lui seul. Le peuple y courut en foule, une proclamation fut adressée aux citoyens, et une autre aux troupes. En ce moment Napoléon envoya un aide-de-camp à la garde du Directoire pour lui communiquer le décret, et lui prescrire de ne recevoir d'ordre que de lui. Cette garde monta à cheval pour aller rejoindre les autres troupes, et abandonna ainsi Barras et ses deux collègues. Siéyes et Roger-Ducos s'étaient rendus aux Tuileries dès le matin. Moulins donna sa démission ; Napoléon fit reprocher à Barras les dilapidations qui avaient perdu la république, et insista

pour qu'il donnât aussi sa démission ; Talleyrand fut chez ce directeur, et la rapporta. Siéyes et Roger-Ducos l'avaient déjà donnée. Ainsi, dès ce moment, le directoire se trouva dissous, et Napoléon seul chargé du pouvoir exécutif de la république.

Le Conseil des Cinq-Cents s'était assemblé sous la présidence de Lucien Bonaparte : mais la constitution était précise, le décret du conseil des Anciens était dans ses attributions : il n'y avait rien à objecter. Les membres de ce conseil se conformèrent à la nécessité, et ajournèrent la séance pour le lendemain à Saint-Cloud. En traversant les rues de Paris et les Tuileries, ils furent témoins de l'enthousiasme du public.

Jourdan et Augereau vinrent trouver Napoléon aux Tuileries : Augereau l'assura de son dévouement. Il leur conseilla de ne pas se montrer à Saint-Cloud à la séance du lendemain, de rester tranquilles, de ne pas compromettre les services qu'ils avaient rendus à la patrie, car aucun effort ne pouvait s'opposer au mouvement qui était commencé.

Cambacérès, ministre de la justice, Fou-

ché, ministre de la police, et tous les autres ministres furent aux Tuileries et reconnurent la nouvelle autorité.

A sept heures du soir Napoléon eut un conseil aux Tuileries ; Siéyes proposa d'arrêter les quarante principaux meneurs opposans : cet avis était sage, mais Napoléon croyait avoir trop de force pour employer tant de prudence, rien ne put vaincre son obstination. Les suites lui prouvèrent qu'il avait eu tort.

C'est dans cette réunion que l'on convint de l'établissement des trois consuls provisoires, et de l'ajournement des conseils à trois mois.

Les membres de la majorité des Cinq-Cents, de la minorité des Anciens, et les coryphées du *Manége* passèrent toute la nuit en conciliabules.

Quoique l'on eût travaillé sans relâche pour préparer les salles du palais de Saint-Cloud, il était deux heures après midi et l'orangerie, destinée au conseil des Cinq-Cents, n'était pas encore prête. Ce retard de quelques heures devint funeste, les députés, arrivés depuis midi, se formèrent en groupes dans le jardin ; les esprits s'échauffèrent, ils

se sondèrent réciproquement, se communiquèrent et organisèrent leur opposition. Ils demandèrent au conseil des Anciens ce qu'il voulait? Pourquoi il les avait fait venir à Saint-Cloud? Le petit nombre d'individus qui étaient dans le secret, laissaient alors percer que l'on voulait régénérer l'État, en améliorant la constitution, et ajourner les conseils. Ces insinuations ne réussissant pas, une hésitation se manifesta parmi les membres sur lesquels on comptait le plus.

La séance s'ouvrit enfin : Émile Gandin monta à la tribune, peignit vivement les dangers de la patrie, et proposa de nommer une commission pour faire un rapport sur la situation de la république. Les vents, renfermés dans les outres d'Éole, en s'échappant avec furie n'excitèrent jamais une plus grande tempête. L'orateur fut précipité avec fureur en bas de la tribune. L'agitation devint extrême. Delbred demanda que les membres prêtassent de nouveau serment à la constitution de l'an III. Lucien, Boulay et leurs amis pâlirent; l'appel nominal eut lieu. L'assemblée semblait se prononcer avec tant d'unanimité, qu'aucun député n'osa refuser de prêter ce serment; Lucien lui-

même y fut contraint. Tous les esprits étaient en suspens : les zélés devenaient neutres, les timides avaient déjà changé de bannière. Il n'y avait pas un instant à perdre, Napoléon entra au conseil des Anciens, et se plaçant à la barre vis-à-vis le président :

« Vous êtes sur un volcan, leur dit-il, la « république n'a plus de gouvernement ; le « directoire est dissous ; les factions s'agitent « l'heure de prendre un parti est arrivée. « Vous avez appelé mon bras et celui de mes « compagnons d'armes au secours de votre « sagesse ; mais les instans sont précieux, « il faut se prononcer. Je sais que l'on parle « de César, de Cromwel, comme si l'époque « actuelle pouvait se comparer aux temps « passés. Non, je ne veux que le salut de « la république, et appuyer les décisions « que vous allez prendre...... Et vous, gre- « nadiers, dont j'aperçois les bonnets aux « portes de cette salle, dites-le : vous ai-je « jamais trompés? Ai-je jamais trahi mes « promesses : lorsque, dans les camps, au « milieu des privations, je vous promettais « la victoire, l'abondance : lorsqu'à votre « tête, je vous conduisais de succès en suc-

« cès? Dites-le maintenant, était-ce pour mes « intérêts, ou pour ceux de la république?... »

Le général parlait avec véhémence, les grenadiers furent comme électrisés; et, agitant en l'air leurs bonnets et leurs armes, ils semblaient tous dire : « Oui, c'est vrai ! « il a toujours tenu parole. »

Alors un membre (Linglet) se leva et d'une voix forte dit : « Général, nous ap« plaudissons à ce que vous dites : Jurez « donc avec nous obéissance à la constitu« tion de l'an III, qui peut seule maintenir « la république. »

L'étonnement que causa ces paroles produisit le plus grand silence.

Napoléon se recueillit un moment, après quoi il reprit avec force : « La constitution « de l'an III, vous n'en avez plus ! vous « l'avez violée au 18 fructidor, quand le « Gouvernement a attenté à l'indépendance « du Corps-Législatif; vous l'avez violée au « 30 prairial an 7, quand le Corps-Légis« latif a attenté à l'indépendance du Gou« vernement; vous l'avez violée au 22 « floréal, quand par un décret sacrilége, le « Gouvernement et le Corps-Législatif ont « attenté à la souveraineté du peuple, en

« cassant les élections faites par lui. La « constitution violée, il faut un nouveau « pacte, de nouvelles garanties. »

La force de ce discours ; l'énergie du général entraînèrent les trois quarts des membres du conseil, qui se levèrent en signe d'approbation.

En ce moment, on vint prévenir Napoléon que, dans le conseil des Cinq-Cents l'appel nominal était terminé, et que l'on voulait forcer le président Lucien à mettre aux voix la mise hors la loi de son frère. Napoléon se rend aussitôt aux Cinq-Cents, entre dans la salle, chapeau bas, et ordonne aux officiers et soldats qui l'accompagnent de rester aux portes. Il voulait se présenter à la barre pour rallier son parti ; mais à peine se fut-il avancé au tiers de l'orangerie, que deux ou trois cents membres se levèrent subitement, en s'écriant : Mort au tyran! A bas le dictateur !

Deux grenadiers coururent aussitôt rejoindre leur général, et le couvrir de leurs corps. Tous les autres grenadiers suivirent cet exemple, et entraînèrent Napoléon hors de la salle. Dans ce tumulte, l'un d'eux nommé Thomé, fut légèrement blessé d'un

coup de poignard ; un autre reçut plusieurs coups dans ses habits. Napoléon descendit dans la cour du château, monta à cheval, et harangua les troupes. Il ordonna aussitôt à un capitaine d'entrer dans la salle avec dix hommes, et de délivrer le président.

Lucien venait de déposer sa toge. « Mi-« sérables ! s'écriait-il, vous exigez que « je mette hors la loi mon frère, le sauveur « de la patrie, celui dont le nom fait trem-« bler les rois ! Je dépose les marques de « la magistrature populaire ; je me présente « à cette tribune comme défenseur de celui « que vous m'ordonnez d'immoler sans « l'entendre. » En achevant ces mots, il quitte le fauteuil, et s'élance à la tribune. L'officier de grenadiers se présente alors à la porte de la salle, en criant : *Vive la république !* on croit que les troupes envoient une députation pour exprimer leur dévouement aux Conseils ; le capitaine profite de cette erreur pour s'emparer du président, et le conduire hors de la salle. Les grenadiers crient alors : *Mort aux assassins !* et le plus morne silence succède aux cris de joie de l'assemblée.

Le président Lucien monte à cheval, et

annonce aux troupes que les factieux ayant violé les délibérations le poignard à la main, le Conseil des Cinq-Cents est dissous.

Napoléon ordonne aussitôt à Murat de faire évacuer la salle, en recommandant toutefois aux grenadiers de ne pas commettre d'excès, de ne pas verser une seule goutte de sang. Murat s'avance, et somme le Conseil de se séparer: il est accueilli par des vociférations. Alors, le colonel Moulins fait battre la charge, les soldats entrent dans la salle en colonnes serrées, et la baïonnette en avant. Les députés sautent par les fenêtres, et se dispersent: en un instant, la salle fut vide.

Les membres les plus prononcés s'enfuirent jusqu'à Paris; une centaine d'autres se rallièrent au bureau; ils se rendirent en corps au Conseil des Anciens, où Lucien expliqua les motifs qui l'avaient forcé à dissoudre les Cinq-Cents. Le Conseil des Anciens, qui voyait avec inquiétude ce coup d'autorité du pouvoir militaire, fut satisfait de cette explication.

A onze heures du soir, les deux Conseils se réunirent de nouveau; ils étaient en très-grande majorité. Deux commissaires furent

chargés de faire leur rapport sur la situation de la république. On décréta des remercîmens à Napoléon et aux troupes. La loi du 19 brumaire fut décrétée : elle ajournait les Conseils au 1er ventose suivant, et créait deux commissions de vingt-cinq membres chacune pour les remplacer provisoirement : elles devaient aussi préparer un Code civil. Une commission consulaire provisoire, composée de Siéyes, Roger-Ducos et Napoléon, fut chargée du pouvoir exécutif. Cette loi mit fin à la Constitution de l'an III.

Le 20, à deux heures du matin, les Conseils se rendirent dans la salle de l'orangerie et remirent le pouvoir aux consuls provisoires. Avant l'ajournement des Conseils, chaque membre prêta serment de « fidélité inviolable à la souveraineté du peuple, à la république française une et indivisible, à la liberté, à l'égalité, et au système représentatif. » Les Consuls se rendirent ensuite au Luxembourg, et la révolution du 18 brumaire fut ainsi consommée.

On a discuté métaphysiquement, et l'on discutera encore long-temps si la force mi-

litaire ne viola pas les lois, et si les généraux ne furent pas criminels; mais ce sont autant d'abstractions bonnes tout au plus pour les livres et les tribunes, et qui doivent disparaître devant l'impérieuse nécessité. Autant vaudrait accuser de dégât le marin qui coupe ses mâts pour ne pas sombrer. Le fait est que la patrie sans les militaires était perdue, et qu'ils la sauvèrent. Aussi les auteurs, les grands acteurs de ce mémorable coup-d'État, au lieu de dénégations et de justifications, peuvent-ils, doivent-ils, à l'exemple de ce Romain, se contenter de répondre avec fierté à leurs accusateurs : « Nous protestons que nous « avons sauvé notre pays, venez avec nous « en rendre grâces aux Dieux. »

CHAPITRE XX.

Consulat provisoire.

La ville de Paris avait éprouvé les plus violentes angoisses durant les événemens de Saint-Cloud ; les bruits les plus sinistres avaient circulé partout, on disait Napoléon renversé, et l'on s'attendait au règne de la terreur. Mais bientôt la vérité fut connue par une proclamation de Napoléon, et la plus vive joie succéda aux plus cruelles alarmes.

Le lendemain (11 novembre) les Consuls provisoires tinrent leur première séance. « Il est bien inutile d'aller aux voix pour la présidence, dit Roger-Ducos, en s'adressant à Napoléon, elle vous appartient de droit. » Napoléon prit donc le fauteuil. Depuis lors, Roger-Ducos, qui avait constamment voté avec Siéyes, vota toujours dans le sens de Napoléon, étant convaincu que cet homme

1799. 11 novembre. Première séance des Consuls provisoires.

seul pouvait tout rétablir et tout maintenir. Cette première séance dura quelques heures. Siéyes avait espéré que Napoléon ne se mêlerait que des affaires militaires, et lui laisserait la conduite des affaires civiles; mais il fut très-étonné, lorsqu'il reconnut que ce jeune général avait des opinions faites sur la politique, sur les finances, sur la justice, même sur la jurisprudence, et enfin sur toutes les branches de l'administration. Aussi, le soir, en rentrant chez lui, Siéyes dit en présence de Chazal, Talleyrand, Boulay, Rœdérer, Cabanis, etc., « Vous avez un maître; Napoléon veut tout « faire, sait tout faire, et peut tout faire. « Dans la position déplorable où nous « sommes, il vaut mieux nous soumettre « que d'exciter des divisions qui nous amè- « neraient à une perte certaine. »

Organisation du ministère.

Le premier acte du Gouvernement fut l'organisation du ministère. Berthier fut nommé ministre de la guerre, à la place de Dubois-Crancé; Gaudin succéda à Robert-Lindet au ministère des finances; Cambacérès conserva celui de la justice; Reinhart fut maintenu provisoirement aux affaires étrangères; Forfait remplaça Bourdon à la

marine ; Laplace eut le ministère de l'intérieur ; Fouché, malgré l'opinion unanime des consuls sur son immoralité. conserva le ministère de la police ; et Maret fut nommé secrétaire-d'État.

Tout était alors dans le désordre le plus effrayant : on ne connaissait pas au ministère même la situation de l'armée ; celle de l'intérieur était payée au moyen des violations de caisse, nourrie et habillée par des réquisitions ; celles du Rhin et de l'Helvétie souffraient beaucoup, le désordre y étaient extrême ; l'armée d'Italie était sans subsistances, privée de tout, et dans une complète insubordination. Le trésor était vide, il ne s'y trouvait pas de quoi expédier un courrier; toutes les sources étaient taries, le crédit anéanti ; la rente était à six francs.

L'administration fut bientôt améliorée, et la discipline rétablie. Une caisse d'amortissement fut créée par le ministre Gaudin, et le système des obligations des receveurs généraux assura la rentrée des contributions. L'école polytechnique n'était qu'ébauchée ; Monge fut chargé d'en rédiger l'orga-

nisation, qui depuis a été sanctionnée par l'expérience.

Situation intérieure.

Cependant, le nouveau gouvernement était environné d'ennemis, qui s'agitaient publiquement. La Vendée, le Languedoc, la Belgique étaient déchirés par les troubles et les insurrections; le parti de l'étranger voyait avec dépit un changement qui détruisait ses espérances; les anarchistes n'écoutaient que leur animosité contre Siéyes. Un grand nombre de députés mécontens de l'ajournement des Chambres persistaient à rester à Paris, et à s'y réunir. C'était la première fois depuis la révolution, que la tribune était muette; les bruits les plus sinistres agitaient l'opinion.

Dans cette situation des choses, le ministre de la police proposa des mesures qui devaient réprimer l'audace du parti anarchiste. Un décret condamna à la déportation cinquante-neuf des principaux meneurs; ce décret fut généralement désapprouvé: l'opinion répugnait à toute mesure violente. Néanmoins, les anarchistes, frappés de terreur à leur tour, se dispersèrent; c'était tout ce qu'on voulait. Le décret de déportation fut converti en une simple mesure

de surveillance, qui cessa elle-même quelque temps après.

Bientôt l'esprit public changea dans toute la France : les citoyens s'étaient réunis, les actes d'adhésion des départemens arrivaient en foule, les malveillans cessaient d'être dangereux ; la loi des ôtages, qui pesait sur deux cent mille citoyens, fut rapportée, ainsi que les lois intolérantes rendues contre les prêtres : on adopta pour principe que la conscience n'était pas du domaine de la loi. Les églises furent rendues au culte ; on permit les cérémonies intérieures ; tous les cultes furent protégés. Chaque jour le gouvernement consulaire par des actes de justice et de générosité, s'efforçait de réparer les fautes et les injustices des gouvernemens précédens.

Espérances du parti des Bourbons.

Cependant, la faction de l'étranger, qui voyait anéantir toutes les espérances, voulut donner le change à l'opinion, en cherchant à persuader que Napoléon travaillait pour les Bourbons.

Et en effet, un des principaux agens du corps diplomatique demanda et obtint une audience de Napoléon, dans laquelle il lui avoua qu'il connaissait le comité des agens

des Bourbons à Paris : il en présenta même deux au premier consul : c'étaient Hyde-de-Neuville et Dandigné, qui furent reçus à dix heures du soir, dans un des petits appartemens du Luxembourg. « Vous êtes en position de rétablir le trône, et de le rendre à son maître légitime, dirent ces deux agens à Napoléon ; dites-nous ce que vous voulez faire, comment vous voulez marcher, et si vos intentions s'accordent avec les nôtres, nous et tous les chefs de la Vendée, avec lesquels nous agissons d'accord, nous serons tous à votre disposition. »

Après avoir écouté ces propositions, Napoléon répondit qu'il ne fallait pas songer à rétablir le trône des Bourbons en France ; qu'ils n'y pourraient arriver qu'en marchant sur cinq cent mille cadavres ; que son intention était d'oublier le passé, et de recevoir les soumissions de ceux qui voudraient marcher dans le sens de la nation ; qu'il traiterait volontiers avec les chefs des Vendéens, mais à condition que ces chefs seraient désormais fidèles au gouvernement national, et cesseraient toute intelligence avec les Bourbons et l'étranger.

Cette conférence dura une demi-heure, et l'on se convainquit de part et d'autre qu'il n'y avait pas moyen de s'entendre sur une pareille base.

Pacification de l'intérieur et de la Vendée.

Les nouveaux principes adoptés par les consuls, et les nouveaux fonctionnaires firent disparaître les troubles de Toulouse et de la Belgique. Des négociations furent ouverte avec des chefs de la Vendée, en même temps que des forces considérables furent dirigées contre eux.

La renommée de Napoléon, qui était grande dans la Vendée, fit craindre aux chefs que l'opinion du pays ne les abandonnât. Chatillon, Suzannet, d'Autichamp, l'abbé Bernier, chefs de l'insurrection de la rive gauche de la Loire, se soumirent le 17 janvier 1800. Sur la rive droite, Georges, la Prévalaye, Bourmont et Frotté commandaient les bandes de la Bretagne et du Maine. La Prévalaye et Bourmont se soumirent, et vinrent à Paris ; Frotté fut pris par les colonnes mobiles, et passé par les armes. Georges se soutenait dans le Morbihan, au moyen des secours que lui fournissaient les Anglais : attaqué, battu, cerné par le général Brune, il capitula, pro-

mit de vivre en bon et paisible sujet, et demanda l'honneur d'être présenté au premier consul. La guerre de l'Ouest se trouvant ainsi terminée plusieurs bons régimens devinrent disponibles.

Le gouvernement des consuls provisoires s'occupa peu de politique extérieure, toutes ses démarches se bornèrent à la Prusse : le roi avait une armée sur pied lorsque le duc d'Yorck débarqua en Hollande ; cette armée donnait de l'inquiétude. L'aide-de-camp Duroc fut envoyé à Berlin pour sonder les dispositions de ce cabinet ; il fut accueilli avec distinction. On eut tout lieu d'être content des dispositions de la Prusse, qui, peu après, mit son armée sur le pied de paix.

Discussion de la constitution de l'an VIII.

Cependant, les deux conseils se réunissaient de droit le 19 février 1800 ; le seul moyen de les prévenir était de promulguer une nouvelle constitution, et de la présenter à la sanction du peuple avant cette époque. Les trois consuls et les deux commissions législatives intermédiaires se réunirent à cet effet en comité. La confiance de l'assemblée reposait entièrement sur Siéyes, qui s'était fait connaître par plusieurs

écrits profondément pensés, et dont la réputation était portée au plus haut point : on savait qu'il avait depuis long-temps une constitution en portefeuille ; mais cette constitution n'était autre chose que des matériaux sans classement et sans coordonnation. Néanmoins, dès que Siéyes eut développé ses premières idées, elles parurent une analyse de tout ce qui avait existé dans tous les siècles, et obtinrent un succès populaire. Il fit connaître ensuite la théorie de son jury constitutionnel, qu'il consentit à nommer *Sénat-Conservateur,* et celle de la représentation nationale, consistant en un corps-législatif de deux cent cinquante députés ne discutant pas, et en un tribunat de cent députés discutant, et dénonçant au sénat les actes inconstitutionnels du Gouvernement ; mais lorsque Siéyes vint à faire connaître l'organisation de son gouvernement, et qu'il proposa un grand électeur à vie, dont toute l'influence devait se borner à nommer deux consuls, un de la paix, un de la guerre, Napoléon qui avait peu parlé dans les séances précédentes, s'éleva alors contre des idées aussi extraordinaires, parce qu'elles ne faisaient du chef du gou-

vernement que l'ombre décharnée d'un roi fainéant. Siéyes défendit mal son fantôme, et cette idée fut trouvée insensée. L'adoption des formes purement républicaines fut proposée ; mais les circonstances étaient encore telles qu'on n'osa pas créer un président à l'instar des États-Unis ; il fallait déguiser la magistrature unique, en composant un gouvernement de trois consuls dont l'un serait le chef du Gouvernement, et les deux autres ses conseillers nécessaires. On avait ainsi l'unité de la direction, et l'on ménageait l'esprit républicain. Napoléon était convaincu que la France ne pouvait être que monarchique; mais le peuple français tenait plus à l'égalité qu'à la liberté, et le principe de la révolution était fondé sur l'égalité de toutes les classes ; il y avait absence absolue d'aristocratie. Si une république était difficile à constituer fortement sans aristocratie, la difficulté était bien plus grande pour une monarchie.

13 décembre. Publication de la constitution de l'an VIII. — Nomination des Consuls.

La constitution de l'an VIII, si vivement attendue de tous les citoyens, fut publiée, et soumise à la sanction du peuple, le 13 décembre 1799, et proclamée le 24 du même mois.

Siéyes eût pu, s'il eût voulu, obtenir la place de deuxième consul, mais il désira se retirer; il fut nommé sénateur, contribua à organiser ce corps, et en fut le premier président. Napoléon choisit pour deuxième consul Cambacérès, et pour troisième Lebrun. C'étaient deux hommes de mérite, deux personnages distingués; tous deux sages, modérés, capables, mais d'une nuance tout-à-fait opposée: Cambacérès était l'avocat des abus, des préjugés, des anciennes institutions, du retour des honneurs, des distinctions; Lebrun était froid, sévère, insensible aux honneurs, combattant tous ces objets, et y cédant sans illusion. Cambacérès jouissait, à juste titre, de la réputation d'un des premiers jurisconsultes de la république; Lebrun s'était fait remarquer par la pureté et l'élégance de son style.

Les idées de Napoléon étaient fixes, mais il lui fallait, pour les réaliser, le secours du temps et des événemens. L'organisation du consulat n'avait rien de contradictoire avec elles: il accoutumait à l'unité, et c'était un premier pas. Ce pas fait, Napoléon allait marcher à la journée, sans s'écarter d'un

point fixe, étoile polaire sur laquelle il allait prendre sa direction, pour conduire la révolution au port où il voulait la faire aborder.

∞∞∞∞∞∞∞∞

CHAPITRE XXI.

Napoléon Bonaparte premier Consul de la république française. — Campagne de Marengo.

La Constitution de l'an VIII venait d'investir Napoléon de la magistrature suprême pendant dix ans. Son premier, soin en saisissant les rênes de l'Etat, fut d'écrire au prince-régent d'Angleterre, pour mettre un terme à une guerre, déjà si longue et si sanglante ; mais les ouvertures du premier Consul furent rejetées avec hauteur par lord Greenville, ministre de S. M. britannique : il fallut donc continuer à faire la guerre. Les relations des républiques française et américaine avaient été détruites par l'impéritie du Directoire : le premier Consul s'empressa de les rétablir ; ses premières démarches auprès du Congrès de l'Union furent accueillies, malgré tous les griefs

1800.
Paix proposée à l'Angleterre et aux Américains.

dont se plaignaient les Américains : des plénipotentiaires passèrent les mers pour se rendre à Paris, où ils furent témoins des honneurs décernés à la mémoire de Wasington. Les deux républiques cessèrent dès lors ces représailles qui n'avaient fait que les aigrir mutuellement, et vécurent dans la meilleure intelligence. Une nouvelle constitution, par laquelle le premier Consul s'établissait le médiateur et l'arbitre des treize cantons, fut donnée à la Suisse conquise.

Organisation civile et judiciaire.

Dans son système de réunir et de fondre toutes les opinions, le premier Consul, en réorganisant les tribunaux et les départemens, plaça dans la magistrature, ainsi que dans tous les emplois civils, un grand nombre d'hommes que les événemens avaient éloignés des affaires publiques ; et, s'il ne voulut pas faire le procès au dix-huit fructidor, en rappelant en masse les proscrits de cette époque, il trouva le moyen de les faire assimiler aux émigrés : le Gouvernement pouvait dès lors rayer et faire rentrer en France ceux qu'il ne regardait pas comme coupables. C'est ainsi que Portalis, Carnot, Barbé-Marbois, etc.,

arrivèrent de nouveau à remplir des fonctions publiques. Carnot fut placé au ministère de la guerre.

Situation militaire de la France.

Au mois de janvier 1800, la France avait quatre armées sur pied : celle du nord, commandée par Brune ; celle du Danube, sous les ordres de Jourdan ; celle d'Helvétie, conduite par Masséna ; et enfin celle d'Italie.

L'armée du nord avait vu s'embarquer la dernière division du duc d'Yorck ; elle n'était plus en réalité qu'une armée d'observation pour contenir les partisans de la maison d'Orange, et pour s'opposer aux tentatives que l'Angleterre pourrait faire pour débarquer des troupes en Hollande.

L'armée du Danube, battue à Stockach, avait été obligée de repasser le Rhin.

L'armée d'Helvétie avait d'abord évacué une partie de la Suisse; mais Masséna, ayant battu les Russes à Zurich, avait, de nouveau, conquis toute cette république.

Enfin, l'armée d'Italie, battue à Génola, se ralliait en désordre sur les cols des Apennins.

Paul I[er], mécontent de la politique de l'Autriche et de l'Angleterre, et affligé de

la perte de l'élite de son armée, n'avait pas, il est vrai, abandonné la coalition; mais il avait ordonné à ses troupes de quitter le champ de bataille et de repasser la Vistule.

Situation militaire de l'Autriche.

L'abandon de l'armée russe ne découragea pas l'Autriche, elle déploya tous ses moyens, et mit deux grandes armées sur pied : l'une en Italie, forte de cent quarante mille hommes, sous les ordres du feld-maréchal Mélas, et l'autre en Allemagne, commandée par le feld-maréchal Kray, composée de cent vingt mille hommes. Cette dernière était destinée à rester sur l'offensive pour couvrir l'Allemagne.

Mais le général Mélas avait ordre de s'emparer de Gênes, de Nice et de Toulon, où il devait être joint par l'armée anglaise de Mahon, par l'armée napolitaine, et par les corps français que Willot et Pichegru devaient insurger dans le Midi. Le cabinet de Vienne comptait que ses armées seraient, au milieu de l'été, maîtresses de la Provence. La France n'avait à opposer aux troupes de Mélas que trente-cinq à quarante mille hommes, qui gardaient l'Apennin et les hauteurs de Gênes; ces débris de l'armée d'I-

talie étaient acculés sur un pays pauvre, bloqué depuis long-temps par mer, et sans communication avec la vallée du Pô. La cavalerie, les charrois périssaient de misère; les maladies contagieuses et les désertions désorganisaient l'armée: le mal était arrivé au point que des corps entiers, tambours battant, drapeaux déployés, avaient abandonné leur position, et repassé le Var.

Envoi de Masséna à Gênes.

Masséna fut alors envoyé à Gênes pour prendre le commandement de cette armée. Le premier Consul arrêta le mal par des ordres du jour, d'un effet magique sur les soldats: l'armée se réorganisa, les subsistances furent assurées, les déserteurs rejoignirent. L'armée d'Italie vit avec plaisir à sa tête, le général qu'elle avait toujours vu à l'avant-garde, dans ses plus beaux momens de gloire.

Armée du Rhin. — Moreau.

En même temps qu'il envoyait Masséna à Gênes, le premier Consul avait ordonné la réunion des armées du Rhin et d'Helvétie en une seule armée du Rhin; cette armée réunie était une des plus belles qu'ait jamais eues la république; elle comptait cent cinquante mille hommes, et était formée de toutes les vieilles bandes. Napoléon en donna

le commandement à Moreau, qui lui avait montré le dévouement le plus absolu dans la journée du 18 brumaire. Tout l'hiver avait été employé à recruter, habiller et solder cette armée, naguère dans un dénument extrême.

Napoléon ordonna au général Moreau de prendre l'offensive, et d'entrer en Allemagne, afin d'arrêter le mouvement de l'armée autrichienne d'Italie, qui déjà était arrivée sur Gênes. Le plan de campagne, envoyé à Moreau par le premier Consul, était tel, qu'en six à sept jours l'armée du Rhin devait être devant Ulm, après avoir culbuté la gauche de l'ennemi, et rejeté le reste en Bohême. Ce plan d'opération devait donner lieu à des événemens plus ou moins décisifs, selon les chances de la fortune, l'audace et la rapidité des mouvemens du général français. Mais Moreau était incapable d'exécuter et même de comprendre un pareil mouvement ; il envoya le général Dessolles à Paris, présenter un autre projet au ministre de la guerre. Napoléon, fortement contrarié, pensa un moment à aller lui-même se mettre à la tête de cette armée ; il calculait qu'il serait sous les murs de Vienne avant que l'ar-

mée autrichienne d'Italie fût devant Nice ; mais l'agitation intérieure de la république s'opposa à ce qu'il quittât sa capitale. Le projet de Moreau fut modifié, et on l'autorisa à exécuter un plan mitoyen. Moreau entra en campagne sans résolution ; ses troupes se battirent presque toujours en détail, et, malgré leur supériorité sur celles du maréchal Kray, il fallut à Moreau quarante jours pour faire ce qui aurait pu être exécuté en huit à dix jours. Lorsqu'il signa l'armistice de Parsdorf, les places d'Inglostadt, Ulm et Philisbourg restèrent à l'Autriche.

Du côté d'Italie, où se trouvaient les plus grandes forces de l'Autriche, le général Mélas avait levé ses cantonnemens dès le commencement de mars. Laissant ses parcs de réserve et sa cavalerie dans les belles plaines qu'il occupait, ce général s'approcha de l'Apennin avec soixante-dix à quatre-vingt mille hommes. Le quartier-général de Masséna était à Gênes. Suchet commandait la gauche de l'armée française, forte de douze mille hommes ; Soult avait reçu le commandement du centre, et Miollis barrait la rivière du levant avec la droite, forte de Italie. — Mélas.

cinq mille hommes. Une réserve de cinq à six mille hommes était dans la ville.

La situation de l'armée française était délicate; elle exigeait beaucoup de vigilance; l'arrivée des convois de blé était gênée par terre et par mer, le vice-amiral Keith ayant déclaré bloqués tous les ports de la rivière de Gênes, depuis Vintimille jusqu'à Sarzanne. Les grandes opérations ne commencèrent que le 6 avril; les Autrichiens se présentèrent en force devant les retranchemens des Français, qui durent se retirer pour couvrir Gênes; Masséna sortit le lendemain de la ville, prit les Autrichiens à revers, et les précipita dans les ravins. Malgré plusieurs succès partiels que les Français obtinrent, l'armée française se trouva coupée; et toutes les tentatives faites par Masséna, pour rétablir ses communications avec Suchet furent inutiles. Ce général dut se retirer, avec la gauche de l'armée, derrière le Var, et Masséna se concentra dans Gênes. Cette ville fut bientôt étroitement bloquée par le général autrichien Ott. Mélas arriva à Nice avec trente mille hommes, le 11 du mois de mai: les officiers autrichiens étaient ivres de joie, ils ne dou-

taient pas de pénétrer jusqu'au cœur de la France.

Armée de réserve.

Cependant, un arrêté des consuls avait, dès le mois de janvier, ordonné la formation d'une armée de réserve. Un appel fut fait à tous les anciens soldats, et l'on opéra une levée de trente mille conscrits. Le général Berthier partit de Paris, et se rendit à Dijon, pour prendre le commandement de cette armée de réserve : les principes de la Constitution de l'an VIII ne permettaient pas au premier Consul de la commander lui-même; mais aucune disposition, aucun principe ne s'opposait à ce qu'il y fût présent. Dans le fait, le premier Consul commanda l'armée de réserve, et Berthier, son major-général eut le titre de général en chef. Cette armée de réserve devait déboucher sur les derrières de Mélas, enlever ses magasins, ses parcs, ses hôpitaux, et enfin lui présenter la bataille, après l'avoir coupé de l'Autriche. La perte d'une seule bataille devait entraîner la perte totale de l'armée autrichienne, et opérer la conquête de toute l'Italie. Un pareil plan exigeait, pour son exécution, de la célérité, un profond secret et beaucoup d'audace : le secret était le plus

difficile à conserver ; comment tenir caché aux nombreux espions de l'Angleterre et de l'Autriche, le mouvement de l'armée? Le moyen que le premier Consul jugea le plus propre, fut de divulguer ce secret lui-même, d'y mettre une telle ostentation qu'il devînt un objet de raillerie par l'ennemi, et de faire en sorte que celui-ci considérât toutes ces pompeuses annonces comme un moyen de faire une diversion aux opérations de l'armée autrichienne qui bloquait Gênes. On déclara donc par des messages au sénat que le point de réunion de l'armée de réserve était Dijon ; que le premier Consul en passerait la revue, etc. Aussitôt, tous les espions se dirigent sur cette ville : ils y virent, dans les premiers jours d'avril, un grand état-major sans armée ; et lorsque, le 6 mai, le premier Consul passa lui-même la revue de la prétendue armée de réserve, on fut étonné de n'y compter que sept à huit mille conscrits ou vétérans, la plupart n'étant même pas habillés. Les rapports des espions furent faits en conséquence à Londres, Vienne, etc.

Cependant la véritable armée de réserve s'était formée en route ; la pacification de

la Vendée avait permis de tirer de bonnes troupes de ce pays, ainsi que de Paris. Le parc d'artillerie s'était garni avec des pièces et des caissons envoyés partiellement de plusieurs arsenaux. Pour cacher le mouvement des vivres, on avait fait confectionner, à Lyon, deux millions de rations de biscuit, qui furent dirigées sur Genève. Le 8 mai, le premier Consul arriva dans cette ville : le fameux Necker brigua l'honneur de lui être présenté : Napoléon fut médiocrement satisfait de sa conversation.

Enfin, le 13 mai, le premier Consul passa, à Lausanne, la revue de la véritable avant-garde de l'armée de réserve ; c'était le général Lannes qui la commandait. Les autres divisions suivaient en échelons. L'armée se composait de trente-six mille combattans, en qui l'on pouvait avoir confiance. Elle avait un parc de quarante bouches à feu.

Passage du grand Saint-Bernard.

Le premier Consul avait préféré le passage du grand Saint-Bernard à celui du Mont-Cénis, parce que, en descendant du premier, on avait l'avantage de laisser Turin sur la droite, et d'agir dans un pays plus couvert et moins connu. Le passage prompt

de l'artillerie paraissait une chose impossible : mais on avait tout prévu. Les munitions furent portées à dos de mulet ; les canons, placés dans des troncs d'arbres creusés de manière à pouvoir les recevoir ; cent soldats devaient s'atteler à chaque bouche à feu ainsi disposée. Toutes ces dispositions furent faites avec tant d'intelligence par les généraux d'artillerie Gassendy et Marmont, que la marche de l'artillerie ne causa aucun retard. Pendant toute la durée du passage la musique des régimens se faisait entendre, et le pas de charge donnait une nouvelle vigueur aux soldats dans les endroits difficiles.

Le 16 mai, le premier Consul alla coucher au couvent de Saint-Maurice, et toute l'armée passa le Saint-Bernard les 17, 18, 19 et 20. Napoléon passa lui-même le 20 avril, et s'arrêta une heure au couvent des Hospitaliers. Ce couvent, bien approvisionné, fournit d'excellentes rations à chaque soldat. La descente fut plus difficile pour les chevaux que ne l'avait été la montée : Napoléon l'opéra à la Ramasse sur un glacier presque perpendiculaire.

L'avant-garde arriva bientôt à Aoste,

ville qui fut pour l'armée d'une grande ressource. Le lendemain, Lannes attaqua à Châtillon quatre à cinq mille hommes qui y étaient en position, et que l'on avait cru suffisans pour garder la vallée.

Obstacle du fort de Bard.

L'armée française croyait avoir franchi tous les obstacles; elle suivait une vallée assez belle où l'on trouvait de la verdure et des maisons, lorsque tout-à-coup elle fut arrêtée par le canon du fort de Bard. Ce fort ferme absolument la vallée; la route passe dans les fortifications de la ville, et l'on reconnut qu'il n'existait point d'autre passage. L'alarme se communiqua rapidement dans toute l'armée, et reflua sur les derrières; mais le premier Consul, qui était déjà arrivé à Aoste, se porta aussitôt devant Bard, et reconnut qu'on pouvait s'emparer de la ville. Aussitôt, une demi-brigade escalade l'enceinte, et se loge dans la ville, malgré une grêle de mitraille que l'ennemi fit pleuvoir toute la nuit; enfin, le fort cessa de tirer par considération pour les habitans. L''infanterie et la cavalerie passèrent un à un par un sentier de la montagne de gauche, qu'avait gravie le premier Consul, et où jamais n'avait passé

aucun cheval. Les nuits suivantes, les troupes d'artillerie firent passer leurs pièces par la ville dans le plus grand silence ; le chemin avait été couvert de matelats et de fumier, les canons étaient sous la paille ; la garnison du fort ne se douta de rien. L'obstacle du fort de Bard fut plus considérable que celui du grand Saint-Bernard ; et cependant ni l'un ni l'autre ne retardèrent d'un seul jour la marche de l'armée.

Toutefois, depuis le 12 mai, le général autrichien Mélas avait fait refluer des troupes sur Turin ; il était lui-même arrivé dans cette ville. Le 24 mai, le général Lannes s'empara d'Ivrée, après en avoir chassé cinq à six mille Autrichiens, qui s'y étaient retranchés. Le même général attaqua, le surlendemain, la position que l'ennemi avait prise derrière la Chuisella pour couvrir Turin : cette position fut enlevée, ainsi que la ville de Chivasso, d'où l'avant-garde française intercepta le cours du Pô, et s'empara de toutes les barques chargées de vivres et de blessés provenant de l'évacuation de Turin. Toute l'armée de réserve arriva à Ivrée les 26 et 27 mai ; le premier Consul put alors opérer sur Milan et sur l'Adda,

pour faire sa jonction avec le corps de Moncey, composé de quinze mille hommes, qui venait de l'armée du Rhin par le Saint-Gothard. Il se porta donc rapidement sur le Tésin, le passa malgré les corps d'observation de Mélas, et entra dans Milan le 2 juin. On se peindrait difficilement l'enthousiasme et l'étonnement des Milanais, en voyant arriver l'armée française. Le premier Consul marchait à l'avant-garde, il fut un des premiers qui s'offrirent aux regards des habitans : même en le voyant, on doutait si c'était lui, parce qu'on avait dit qu'il était mort dans la Mer-Rouge, et que c'était un de ses frères qui commandait l'armée française. Pendant huit jours, le premier Consul reçut des députations de tous les points de la Lombardie, et le gouvernement de la république cisalpine fut réorganisé. En même temps, des divisions françaises arrivèrent jusqu'à Lodi et à Crémone; l'alarme fut dans Mantoue, désapprovisionnée et sans garnison.

Entrée de l'armée de réserve à Milan.

Après avoir donné ses soins à la réorganisation de la république cisalpine, le premier Consul porta son quartier-général à Stradella, sur la rive droite du Pô, afin

de fermer à Mélas la route de Mantoue, et l'obliger à recevoir une bataille, ayant sa ligne d'opération coupée; toute l'armée se réunissait sur ce point important.

Reddition de Gênes.

Mais au milieu de si grands succès, et l'esprit livré aux plus belles espérances, on apprit une fâcheuse nouvelle: Gênes avait capitulé le 4 juin, et les troupes autrichiennes du blocus revenaient à marches forcées se joindre à l'armée de Mélas sur Alexandrie. La capitulation de Masséna ne pouvait être plus honorable; mais ce général avait fait la faute impardonnable de s'embarquer de sa personne pour se rendre à Antibes. Sans cette funeste disposition, les troupes sorties de Gênes réunies à celles de Suchet, qui s'avançait, et formant ensemble une vingtaine de mille hommes, auraient pu manœuvrer contre l'ennemi, et tenir en échec un pareil nombre de soldats autrichiens. Le premier Consul vit alors qu'il ne pouvait compter que sur ses propres forces, et qu'il allait avoir affaire a toute l'armée autrichienne.

8 juin. Combat de Montebello.

Dix-huit mille hommes de cette armée, sous les ordres du général Ott, occupaient Montebello le 8 juin; le général Lannes avec

huit mille hommes était en position, et les observait en attendant des renforts ; mais il fut attaqué dès la pointe du jour. La bataille fut sanglante, Lannes et ses troupes s'y couvrirent de gloire, et sur le midi, une division française étant arrivée, la victoire se décida complètement pour les Français : l'ennemi laissa trois mille morts ou blessés sur le champ de bataille, et perdit six mille prisonniers.

Le premier Consul resta en position à la Stradella jusqu'au 12, pour réunir son armée.

Dans la journée du 11, Désaix, qui revenait d'Égypte, arriva au quartier-général ; la nuit entière s'écoula en longues conférences entre le premier Consul et Désaix, sur ce qui s'était passé en Égypte depuis le départ de Napoléon. Désaix brûlait de se signaler, le premier Consul lui donna sur-le-champ le commandement de la division Boudet.

Mélas avait alors son quartier-général à Alexandrie, toute son armée s'y était réunie depuis deux jours ; sa position était critique, parce qu'il avait perdu sa ligne d'opération ; et plus il tardait à prendre un

parti, plus sa position s'empirait, parce que Suchet arrivait sur ses derrières.

Le premier Consul, surpris de l'inaction de Mélas, conçut des inquiétudes, et craignit que l'armée autrichienne ne se fût portée sur Gênes, ou bien qu'elle n'eût marché contre Suchet pour l'écraser, et revenir ensuite contre lui. Une grande reconnaissance de l'armée française quitta la position de Stradella pour se porter sur la Scrivia, afin d'agir selon le parti que l'ennemi prendrait. On n'aperçut que quelques coureurs : Napoléon ne douta pas que l'armée autrichienne ne lui eût échappé.

Le lendemain, le premier Consul se porta au milieu de l'immense plaine de Marengo, sans pouvoir reconnaître l'ennemi. Il parut alors probable que Mélas marchait sur Gênes. La division Désaix fut dirigée en toute hâte sur l'extrême gauche, afin d'observer la chaussée d'Alexandrie à Novi. La division Victor fut envoyée au village de Marengo, où elle trouva trois à quatre mille autrichiens qu'elle mit en déroute. Enfin, le soir du 13 juin on n'avait aucune nouvelle de l'armée autrichienne. La nuit se passa dans cette situation : le premier Consul était fort inquiet.

Cependant, la plus horrible confusion régnait dans Alexandrie, depuis le combat de Montebello : le conseil autrichien voyait l'armée coupée dans sa ligne d'opération, de ses dépôts, placés entre l'armée de Suchet, dont les avant-postes avaient déjà passé les montagnes, et celle du premier Consul. Après bien des hésitations, Mélas se décida à faire un gros détachement sur Suchet, et à tenir le reste de son armée couvert par la Bormida et la citadelle d'Alexandrie.

Mais, dès qu'il apprit le mouvement du premier Consul sur la Scrivia, il rappela son détachement, et se détermina à passer sur le ventre de l'armée française, afin de r'ouvrir ses communications avec Vienne. Toutes les chances pour le succès de la bataille, étaient en faveur de l'armée autrichienne, supérieure en nombre à l'armée française, et ayant d'ailleurs trois fois autant de cavalerie.

Le 14 juin, à l'aube du jour, les autrichiens attaquèrent avec fureur le village de Marengo. La résistance fut opiniâtre et longue. 14 juin. Bataille de Marengo.

Le premier Consul, instruit par la viva-

cité de la canonnade que l'armée autrichienne attaquait, expédia sur-le-champ l'ordre au général Désaix, de revenir sur San-Juliano : ce général était à une demi-marche de distance.

Napoléon arriva sur le champ de bataille à dix heures du matin ; l'ennemi avait enfin emporté Marengo, et la division Victor était dans une complète déroute. Les fuyards répandaient partout l'alarme. Le corps de l'armée, un peu en arrière de la droite de Marengo, était aux mains avec l'ennemi, qui, déployant sa gauche, débordait déjà la droite des Français. Le premier Consul envoya sa garde pour contenir l'ennemi sur la droite : il se porta lui-même avec une brigade au secours de Lannes, et dirigea la division de réserve de Carra-Saint-Cyr sur l'extrême droite, pour prendre en flanc toute la gauche de l'ennemi.

L'armée venait de reconnaître le premier Consul au milieu de cette immense plaine : son seul aspect suffit pour rendre aux troupes l'espoir de la victoire. La confiance renaît ; les fuyards se rallient en arrière de la gauche de Lannes, qui, attaqué par une grande partie de l'armée ennemie, opérait sa re-

traite avec un ordre et un sang-froid admirables. Ce corps mit trois heures pour faire en arrière trois-quarts de lieue, exposé à la mitraille de quatre-vingts bouches à feu; dans le même temps, par un mouvement inverse, la division de réserve Carra-Saint-Cyr, marchait en avant sur l'extrême droite, et tournait la gauche de l'ennemi.

Sur les trois heures, Désaix arriva; le premier Consul le fit prendre position sur la chaussée de San-Juliano. « Soldats! s'écrie alors Napoléon, c'est avoir fait trop de pas en arrière; le moment est arrivé de marcher en avant: souvenez-vous que mon habitude est de coucher sur le champ de bataille. »

Mélas, qui croyait la victoire décidée, accablé de fatigue, rentra dans Alexandrie, laissant à son chef d'état-major, le général Zach, le soin de poursuivre l'armée française.

Cependant la division Victor s'était ralliée; toute la cavalerie de l'armée était massée sur la droite de Désaix, et en arrière de la gauche de Lannes. Six mille grenadiers de Zach, ayant gagné la gauche de San-Juliano, le premier Consul envoya l'ordre au gé-

néral Désaix de se précipiter avec sa division, toute fraîche, sur cette colonne ennemie. Désaix fait ses dispositions, et marche à la tête de deux cents éclaireurs; mais il est frappé d'une balle au cœur, et tombe roide mort au moment où il venait d'ordonner la charge. Ce coup enleva au premier Consul l'homme qu'il jugeait le plus digne de devenir son lieutenant.

Mort de Désaix.

Ce malheur ne dérangea en rien le mouvement; le genéral Boudet continua à se porter sur les grenadiers autrichiens. En même temps, Kellerman, avec huit cents hommes de grosse cavalerie, faisait une charge intrépide sur le flanc gauche de la colonne. En moins d'une demi-heure, ces six mille grenadiers furent enfoncés, culbutés, dispersés; ils disparurent. Le général Zach et tout son état-major furent faits prisonniers.

Le général Lannes marcha sur-le-champ en avant au pas de charge; Carra-Saint-Cyr se trouvait en potence sur le flanc gauche de l'ennemi, et beaucoup plus près des ponts sur la Bormida que lui-même. Dans un moment l'armée autrichienne fut dans la plus épouvantable confusion. Huit à dix mille

hommes de cavalerie qui couvraient la plaine, craignant que l'infanterie de Carra-Saint-Cyr n'arrivât au pont avant eux, se mirent en retraite au galop, en culbutant tout ce qui était sur leur passage. Chacun ne pensait plus qu'à fuir ; l'encombrement devint extrême sur les ponts de la Bormida, et, à la nuit, tout ce qui était resté sur la rive gauche tomba au pouvoir de la république.

Il serait difficile de peindre la confusion et le désespoir de l'armée autrichienne. Mélas, voulant sauver d'une perte inévitable ce qui lui restait de troupes, envoya un parlementaire proposer une suspension d'armes, ce qui donna lieu le lendemain, 15 juin, à une convention, par laquelle la place de Gênes, toutes celles du Piémont, de la Lombardie et des légations furent remises à l'armée française ; et, l'armée autrichienne obtint ainsi la permission de retourner derrière Mantoue : par là toute l'Italie fut conquise. Capitulation de Mélas.

La joie des Piémontais, des Gênois, des Italiens ne peut s'exprimer : ils se voyaient rendus à la liberté, sans passer par les horreurs d'une longue guerre.

En France, cette nouvelle parut d'abord

incroyable ; mais la joie n'en fut que plus grande quand on apprit officiellement la victoire remportée par le premier Consul, et tout ce que ses suites avaient d'avantageux pour la république.

Le premier Consul partit de Marengo le 17, et se rendit à Milan, où il trouva toute la ville illuminée et dans la plus vive allégresse. Il déclara le rétablissement de la république cisalpine ; mais la constitution qui l'avait gérée étant susceptible de modification, il établit un gouvernement provisoire. La république ligurienne fut aussi réorganisée, et réacquit son indépendance. Les Autrichiens, lorsqu'ils étaient maîtres du Piémont, n'avaient pas voulu rétablir le roi de Sardaigne ; le premier Consul organisa un gouvernement provisoire en Piémont, et nomma le général Jourdan, ministre de la République française près de ce gouvernement. Le premier Consul donna au général Masséna le commandement en chef de l'armée d'Italie.

2 juillet. Retour du 1er Consul.

Napoléon partit de Milan, le 24 juin, traversa le Mont-Cénis, et arriva à Lyon, où il s'arrêta pour poser la première pierre de la construction de la place Bellecour. Il

arriva à Paris, le 2 juillet, au milieu de la nuit; mais le lendemain, dès que la nouvelle en fut répandue, toute la ville et les faubourgs accoururent dans les cours et les jardins des Tuileries. La population entière se pressait sous ses fenêtres, dans l'espoir de voir celui à qui la France devait tant. Partout les acclamations de la joie se faisaient entendre. Le soir, riche ou pauvre, chacun à l'envi illumina sa maison: ce fut un bien beau jour.

CHAPITRE XXII.

Négociations. — Paul Ier. — Conspiration de Ceracchi. — Machine infernale. — Proposition de Mittau. — Hoenlinden; paix de Lunéville.

1800. Juillet. Négociations du comte Saint-Julien.

A peine le premier Consul fut-il de retour à Paris, que l'Autriche y envoya le comte de Saint-Julien comme plénipotentiaire chargé de négocier, conclure et signer des préliminaires de paix. Ces préliminaires furent arrêtés sur les bases du traité de Campo-Formio. Mais on apprit bientôt de Vienne que le comte de Saint-Julien était désavoué et rappelé: le baron de Thugut, ministre des affaires étrangères d'Autriche, faisait connaître que, par un traité conclu entre l'Angleterre et l'Autriche, cette dernière puissance s'était engagée à ne traiter de la paix que conjointement avec l'Angleterre, qui désirait également la paix, et qui était

prête à envoyer un plénipotentiaire pour traiter aussi.

Dans une telle circonstance, ce que la république française avait à faire, c'était de recommencer les hostilités; cependant, le premier Consul ne voulut négliger aucune des chances qui pouvaient rétablir la paix générale. Il consentit donc à admettre les plénipotentiaires anglais, et à prolonger l'armistice avec l'Autriche, pourvu que, de son côté, l'Angleterre consentît à un armistice naval : ce qui était fort juste.

Dans les pour-parlers qui eurent lieu, le premier Consul n'avait pas tardé à s'apercevoir que le cabinet anglais ne voulait que gagner du temps, et que jamais il ne consentirait à faire à la république française aucun sacrifice, ou à l'indemniser des pertes que lui faisaient éprouver la prolongation de l'armistice avec l'empereur d'Allemagne. D'un autre côté, la mauvaise foi de la cour de Vienne était également évidente. Les généraux en chef de l'armée du Rhin et d'Italie, reçurent donc l'ordre de dénoncer l'armistice, et de reprendre sur-le-champ les hostilités. L'Autriche fut d'autant plus étourdie de cette détermination, qu'elle

Septembre. Rupture de l'armistice.

n'était pas encore en mesure; aussi s'empressa-t-elle d'implorer une nouvelle trève de quarante-cinq jours, consentant à remettre les trois places d'Ulm, Ingolstadt et Philisbourg, comme garantie de la sincérité de ses sentimens pour la paix. Cette nouvelle trève lui fut encore accordée le 20 septembre.

Il était évident que l'Autriche n'avait fait le sacrifice de ces trois places que pour gagner la saison pluvieuse, et avoir ensuite tout l'hiver pour rétablir ses armées; mais pendant l'armistice le premier Consul aussi pouvait faire de nouvelles levées, et les nombreuses populations de la Hollande, de la France et de l'Italie, lui permettaient de faire des efforts plus grands que ceux de l'Autriche. D'un autre côté, pendant ces quarante-cinq jours l'armée d'Italie gagnerait la soumission de Rome, de Naples et de la Toscane, qui, n'étant pas comprises dans l'armistice, se trouvaient abandonnées à leurs propres forces.

Octobre. Négociations, et reprises des hostilités.

A cette époque, le ministre autrichien Thugut, fut disgracié et remplacé par M. de Cobentzell, le même qui avait signé le traité de Campo-Formio. Ce ministre s'annonçait

comme l'homme de la paix. Il se rendit lui-même à Lunéville, où s'étaient assemblés les plénipotentiaires français. Le premier Consul exigea que les négociations fussent entamées sans délai; mais à l'ouverture du protocole, M. de Cobentzell déclara qu'il ne pouvait traiter sans le concours d'un ministre anglais. Or, un ministre anglais, ne pouvait être reçu au congrès, qu'autant qu'il adhérerait au principe de l'application de l'armistice aux opérations navales. Quelques courriers furent échangés entre Paris et Vienne, et aussitôt que la mauvaise foi du cabinet de Vienne fut bien reconnue, les généraux en chef des armées de la république reçurent de nouveau l'ordre de dénoncer l'armistice, et de commencer les hostilités.

Paul Ier.

Pendant que le premier Consul négociait vainement une paix stable avec l'Autriche et l'Angleterre, il ne négligeait rien pour captiver l'amitié de Paul Ier. Cet empereur des Russies, déjà mécontent de ses anciens alliés, se montra si indigné de la mauvaise foi de l'Angleterre relativement à l'île de Malte, que dès lors une rupture devint inévitable. Peu après la bataille de Marengo, le premier Consul voulant flatter l'imagina-

tion impétueuse de ce czar, lui envoya l'épée, que le pape Léon X avait donnée à l'Ile-Adam, comme un témoignage de sa satisfaction pour avoir défendu Rhodes contre les Infidèles. Plus tard, Napoléon, ayant vainement proposé aux Anglais et aux Autrichiens l'échange de huit à dix mille soldats russes, prisonniers de guerre en France, prit le parti de les faire habiller et armer complètement et de les renvoyer généreusement à leur souverain. Paul Ier s'exhalta et porta toute l'ardeur de ses vœux vers la France. Il écrivit alors au premier Consul, et lui disait : « Citoyen premier Consul, je « ne vous écris point pour entrer en dis« cussion sur les droits de l'homme ou du « citoyen : chaque pays se gouverne comme « il l'entend. Partout où je vois à la tête « d'un pays un homme qui sait gouverner « et se battre, mon cœur se porte vers lui. « Je vous écris pour vous faire connaître le « mécontentement que j'ai contre l'Angle« terre, qui viole tous les droits des nations, « et qui n'est jamais guidée que par son « égoïsme et son intérêt. Je veux m'unir à « vous pour mettre un terme aux injustices « de ce gouvernement. » Depuis ce moment

la correspondance entre le premier Consul et Paul Ier, devint journalière et des plus intimes: bientôt, la guerre se trouva déclarée entre l'Angleterre, d'une part, la Russie, la Suède et le Danemarck, de l'autre. Les ennemis de la France prévirent le coup qui allait leur être porté : Paul Ier fut assassiné dans la nuit du 23 au 24 mars, et l'escadre anglaise sortit de la Baltique quelques jours après !....

Conspiration de Ceracchi.

Quoique le premier Consul eût rendu à la France sa gloire, et la tranquillité intérieure, les circonstances étaient telles, qu'il se trouvait environné d'ennemis particuliers: chaque jour voyait éclore quelque nouvelle conspiration contre sa personne. D'abord, ce fut celle du sculpteur Ceracchi, qui jadis avait adoré le général Bonaparte, mais qui avait juré sa perte depuis qu'il ne voyait plus en lui qu'un tyran. Ceracchi avait fait le buste du général Bonaparte, et, sous prétexte d'une correction, il avait sollicité, par tous les moyens imaginables, une nouvelle séance, dans laquelle il se proposait de le poignarder. N'ayant pu obtenir ce moment, à cause des grandes occupations du premier Consul, il forma alors le projet,

avec l'adjudant-général Aréna, le peintre Topinau-Lebrun, et Damerville, de l'assassiner à l'Opéra. La conspiration fut dévoilée par un capitaine, complice lui-même : les conjurés furent arrêtés à l'Opéra, avant d'avoir pu approcher du premier Consul.

1800. Octobre. Machine infernale.

Deux mois après, le 10 octobre 1800, eut lieu l'explosion de la machine infernale. Cette invention diabolique, qui causa tant de rumeur, et fit tant de victimes, fut préparée par les royalistes, qui en reçurent l'idée des jacobins. Il est très-remarquable que le soir de la catastrophe, le premier Consul montra une répugnance extrême pour sortir : on donnait un *Oratorio ;* madame Bonaparte et quelques intimes du premier Consul voulaient absolument l'y faire aller : Napoléon était tout endormi sur un canapé, et il fallut qu'on l'en arrachât ; que l'un lui apportât son épée, l'autre, son chapeau. Dans la voiture même, il sommeillait de nouveau, quand il ouvrit subitement les yeux, rêvant, dit-il, qu'il se noyait dans le Tagliamento : quelques années auparavant, il avait couru le plus grand danger pour avoir voulu passer de nuit cette rivière. Or, en

cet instant, il s'éveillait au milieu d'une conflagration ; la voiture était soulevée ; il retrouvait en lui toutes les impressions du Tagliamento, qui, du reste, n'eûrent que la durée d'une seconde, car une effroyable détonnation se fit aussitôt entendre. « Nous sommes minés ! » furent les paroles que le premier Consul adressa à Lannes et à Bessières, qui se trouvaient avec lui : ces généraux voulaient arrêter à toute force, mais il leur dit de bien s'en donner de garde. Ils arrivèrent à l'Opéra, comme si de rien n'était. Le premier Consul fut sauvé par l'audace de son cocher et la rapidité de ses chevaux ; ce qu'il y a de plus extraordinaire dans cette circonstance, c'est que le cocher était ivre, et son ivresse telle, que ce n'est que le lendemain qu'il sut ce qui était arrivé ; il avait pris la détonation pour un salut.

Aussitôt après l'événement, on s'en prit aux jacobins ; mais le hazard ne tarda pas à faire connaître les vrais coupables : c'étaient des royalistes chouans. Ils ne s'en cachaient pas, et se plaignaient de ne pas avoir réussi. Quelques-uns furent saisis et punis : on assure que le chef a, depuis, cherché dans

l'austérité de la religion l'expiation de son crime, et qu'il s'est fait trapiste.

Plusieurs autres conspirations plus ou moins obscures furent dirigées, à la même époque, contre les jours du premier Consul; mais, suivant son systême de ne jamais parler des dangers qu'il avait courus, ni même de ses blessures, il en fit garder le secret.

Ouvertures de Mittau.

Pendant que le premier Consul était ainsi en butte aux machinations des deux partis extrêmes, les Français du dehors, ne se doutant nullement de l'opinion du dedans, renouvelaient leurs tentatives auprès du premier Consul en faveur des Bourbons. L'agent secret du comte de Lille, l'abbé de Montesquiou, fit remettre à Napoléon, par le second Consul Lebrun, une lettre du Prétendant extrêmement soignée, dans laquelle il disait au chef de la République française: « Vous tardez beaucoup à « me rendre mon trône, il est à craindre « que vous ne laissiez écouler des momens « bien favorables. Vous ne pouvez pas faire « le bonheur de la France sans moi, et moi, « je ne puis rien pour la France sans vous. « Hâtez-vous donc, et désignez vous-même

« toutes les places qui vous plairont pour
« vos amis. »

Le premier Consul répondit : « J'ai reçu « la lettre de V. A. R. ; j'ai toujours pris un « vif intérêt à ses malheurs et à ceux de sa « famille. Elle ne doit pas songer à se pré- « senter en France ; elle n'y parviendrait « que sur cent mille cadavres. Du reste, je « m'empresserai toujours de faire tout ce « qui pourrait adoucir ses destinées, et lui « faire oublier ses malheurs. »

L'ouverture de M. le comte d'Artois eut plus d'élégance et de recherche encore : il dépêcha la duchesse de Guiche, femme charmante, très-propre par les grâces de sa figure à mêler beaucoup d'attraits à l'importance de sa négociation. Elle pénétra facilement auprès de madame Bonaparte ; mais dès que le premier Consul apprit la mission de la jolie duchesse, il lui fit donner l'ordre dans la nuit même de quitter Paris.

Le bruit courut plus tard que le premier Consul avait fait à son tour aux princes français des propositions touchant la cession de leurs droits ou leur renonciation à la couronne, ainsi qu'on s'est plu à le consacrer dans des déclarations pompeuses répandues

en Europe avec profusion. Et comment cela aurait-il pu être, lui qui ne pouvait régner précisément que par le principe qui faisait exclure les Bourbons, celui de la souveraineté du peuple? C'eût été se proscrire soi-même; le contre-sens eût été trop lourd, l'absurdité trop criante; elle eût pour toujours noyé le premier Consul dans l'opinion. Ainsi, directement ni indirectement, ni de près ni de loin, le premier Consul n'a rien fait qui pût se rapporter à cela.

Novembre. Reprise des hostilités.

Durant ce conflit de conspirations, de propositions et de réunions diplomatiques, Napoléon, qui ne voulait pas être joué par ses ennemis, avait, ainsi que nous l'avons dit plus haut, ordonné à ses généraux de commencer les hostilités, ce qui eut lieu le 17 novembre à l'armée d'Italie, et le 27 à celle du Rhin. Depuis cinq mois que la suspension d'armes existait, l'Autriche avait reçu de l'Angleterre soixante millions qu'elle avait bien employés. Elle comptait en ligne deux cent quatre-vingt mille hommes présens sous les armes, y compris les contingens de l'Empire, du royaume de Naples et de l'Angleterre. Son armée d'Alle-

magne, sous les ordres de l'archiduc Jean, était de cent trente mille hommes; cent vingt mille étaient en Italie sous le commandement du feld-maréchal Bellegarde. La France avait en ligne cent soixante-quinze mille hommes en Allemagne, et quatre-vingt-dix mille hommes en Italie.

La cour de Vienne fut consternée lorsqu'elle apprit que les généraux français avaient dénoncé les hostilités; elle se flattait qu'ils ne voudraient pas entreprendre une campagne d'hiver dans un climat aussi âpre que celui de la Haute-Autriche. Le Conseil-Aulique décida que l'armée d'Italie resterait sur la défensive derrière le Mincio, et que celle d'Allemagne prendrait l'offensive, et chasserait les Français au-delà du Lech.

Le premier Consul était résolu de marcher sur Vienne; l'armée de Moreau devait passer l'Inn, et se porter sur cette capitale par la vallée du Danube; l'armée d'Italie, sous les ordres de Brune, devait passer le Mincio, l'Adige, et se porter sur les Alpes Noriques. Ainsi, deux grandes armées, et deux autres petites, commandées par Macdonald et Murat, allaient se diriger sur

Vienne, formant une masse de deux cent cinquante mille combattans. Les troupes françaises étaient bien habillées, bien armées, munies d'une nombreuse artillerie, et dans la plus grande abondance; jamais la République n'avait eu un état militaire aussi réellement redoutable: il avait été plus nombreux en 1793, mais alors la plupart des troupes étaient des recrues, mal habillées, non aguerries, et une partie était employée dans la Vendée et l'intérieur.

Le 28 novembre, la grande armée du Rhin fit replier tous les avant-postes autrichiens. Le 1er décembre, l'archiduc Jean déploya soixante mille hommes devant les hauteurs d'Ampfingen, et attaqua de front le général Grenier, qui n'avait que vingt-cinq mille hommes. Les Autrichiens obtinrent des succès, car leur manœuvre était fort belle; l'alarme fut grande dans l'armée française, le général en chef en fut déconcerté, mais, deux jours après, la bataille décisive de Hoenlinden ruina toutes les espérances des Autrichiens: vingt-cinq mille hommes, sans compter les déserteurs, sept mille prisonniers, cent pièces de canon et une immense quantité de voitures furent les

4 décembre. Bataille d'Hoenlinden.

pertes de l'ennemi. Depuis ce jour, l'armée française victorieuse ne cessa de poursuivre les débris de l'armée autrichienne ; enfin, le 25 décembre, fut signé à Steyer un armistice par lequel l'armée française devait rester dans ses positions jusqu'à la ratification de la paix définitive.

Du côté de l'Italie, le général Brune s'était avancé vers le Mincio, et avait tenté de le passer, le 24 décembre ; mais ce général fit ce jour-là de grandes fautes qui compromirent son armée : heureusement, la valeur française les répara ; le passage de cette rivière fut effectué le 25 décembre. L'armée française passa l'Adige le 1er janvier 1801 ; le lendemain, l'ennemi évacua Vérone. Les Français entrèrent à Vicence et à Reveredo, le 11, ils passèrent la Brenta devant Fontanina. L'armée autrichienne, découragée par les nouvelles qu'elle recevait du Rhin, laissa franchir à l'armée française tous les points qu'elle pouvait lui disputer, et aussitôt que les Français furent au-delà de la Brenta, le feld-maréchal Bellegarde renouvela la demande d'un armistice général. Le premier Consul avait donné les ordres les plus positifs de ne signer aucune trève que

Décembre.
Brune.

l'armée n'eût passé l'Isonza, afin de bien couper les Autrichiens de Venise; et surtout il avait insisté pour ne rien conclure avant qu'on eût la place de Mantoue. Le général français montra peu de caractère dans cette négociation: il renonça de lui-même à demander Mantoue, et signa, le 16 janvier 1801, l'armistice de Trévise. Le premier Consul, mécontent de toute la campagne de Brune, déclara à M. de Cobentzell, qui se trouvait encore à Lunéville, qu'il désavouait la convention de Trévise, et ce ministre, qui commençait à sentir la nécessité de traiter de bonne foi, signa lui-même, le 26 janvier, l'ordre de livrer Mantoue à l'armée française. Pendant ces négociations, Murat, qui était opposé à l'armée napolitaine, était entré dans les États de l'Église, qu'il avait immédiatement replacés sous la domination du pape, ce qui excita la reconnaissance de Pie VII. Enfin, par considération pour l'empereur de Russie, les Napolitains obtinrent aussi une suspension d'armes, et signèrent à Florence, le 28 mars suivant, un traité de paix avec la république française.

Le 9 février 1801, fut signé à Lunéville ce fameux traité qui, rappelant toutes les clauses de celui de Campo-Formio, cédait encore à la France tous les États de la rive gauche du Rhin, la Belgique; fixait à l'Adige la limite des possessions autrichiennes; faisait reconnaître par l'empereur d'Autriche les républiques cisalpine, batave et helvétique, et abandonnait la Toscane à la France. Cette grande nouvelle fut publiée à Paris le 12, où elle excita les plus vifs transports de joie.

9 février.
Paix de Lunéville.

CHAPITRE XXIII.

Préparatifs de guerre maritime, et négociations. — Concordat avec le Pape. — Présidence de la République cisalpine. — Traité d'Amiens. — Amnistie des Émigrés. — Légion-d'Honneur.

1801. Camp de Boulogne.

MALGRÉ le traité de Lunéville, il restait encore bien des ennemis à la République française; mais elle était parvenue à un si haut degré de gloire et de prospérité, qu'il était facile de prévoir que le moment tant désiré par les nations d'une paix générale était enfin arrivé. L'Angleterre étant la seule puissance qui pût mettre obstacle à cette paix, il fallut lui en imposer. On ne parla plus que d'un débarquement en Angleterre; une armée de deux cent mille hommes fut réunie au camp de Boulogne et dans les environs, et une immense quantité de bateaux plats, destinés à transporter cette armée aux bords

de la Tamise, furent rassemblés dans tous les ports du nord de la France.

Pendant que ces préparatifs se faisaient sous les yeux des Anglais, une autre armée française se réunissait à Bayonne, pour aller forcer le Portugal à renoncer à son alliance avec l'Angleterre: cette armée avait été placée sous les ordres du général Leclerc, beau-frère du premier Consul. Le Portugal, tout-à-fait sous l'influence anglaise, se refusa d'abord aux propositions qui lui furent faites par la République; mais, dès qu'il se vit menacé d'une invasion, il changea de politique, et fit sa paix avec la France. Elle fut signée, le 29 septembre 1801, le jour même de la ratification d'un traité entre la France et la Bavière. Quelques temps après, furent également publiés les traités de paix que la République française venait de conclure avec la Russie, et la Porte Ottomane. Il ne restait donc plus, vers la fin de l'année 1801, que l'Angleterre avec laquelle la France fût encore en guerre.

29 septembre Paix avec le Portugal, la Bavière, la Russie et la Porte.

Nelson reçut l'ordre d'aller détruire la flotille de Boulogne, que les Anglais avaient méprisée jusqu'alors. Il se présenta avec trente vaisseaux de ligne, un grand nombre

Tentatives de Nelson contre la flotille.

de brûlots, de canonnières et de bombardes ; mais il trouva l'amiral Latouche en position devant la rade. La flotille et les batteries forcèrent bientôt Nelson à se retirer à Déal. Toutefois, ne se rebutant pas, Nelson reparut douze jours après avec soixante-dix voiles ; et, toujours fidèle à sa manœuvre d'Aboukir, il voulut tenter de détruire d'un seul coup toute l'armée navale qui restait à la France. Mais, malgré l'obscurité de la nuit, Nelson qui croyait surprendre le port et la flotte, fut obligé de rallier à la pointe du jour, et de se retirer avec une perte de deux cents hommes. Ce léger avantage était une véritable victoire : la France et l'Angleterre le jugèrent ainsi. La guerre continua avec plus de fureur jusqu'au moment où l'Angleterre elle-même demanda à traiter de la paix.

Nouvelle expédition d'Égypte.

Pendant que d'un côté la république française signait la paix avec quelques-uns de ses ennemis, et qu'elle traitait secrètement avec le plus puissant, la sollicitude du premier Consul s'était portée sur son armée d'Égypte. Cinq mille cinq cents hommes, sous les ordres du général Sahuguet, avaient été embarqués avec le plus

grand mystère, sur sept vaisseaux de ligne commandés par Gantheaume. Cet amiral fut assez heureux pour sortir de Brest, et pour entrer dans la Méditerranée sans être aperçu par les escadres anglaises; mais près d'aborder en Égypte, il se crut compromis, et courut se refugier dans le port de Toulon. Le premier Consul, qui voulait à tout prix conserver la colonie d'Égypte, fit repartir Gantheaume, qui ne fut pas plus heureux à sa seconde ni à sa troisième sortie des ports de France, où il revint enfin débarquer ses troupes. Ainsi, malgré tous les efforts du premier Consul, il ne put parvenir à ravitailler l'armée d'Orient; bientôt après elle dut évacuer l'Égypte.

Concordat avec le Pape.

Depuis son arrivée au pouvoir, le premier Consul avait tout fait pour réunir tous les partis; mais les prêtres étaient encore persécutés : ils étaient divisés en trois sectes, les constitutionnels, les vicaires apostoliques et les évêques émigrés, à la solde de l'Angleterre. Il fallait faire cesser ces désordres, dissiper tous les scrupules des acquéreurs de domaines nationaux, et rompre le dernier fil par lequel l'ancienne dynastie communiquait encore avec le pays.

Le premier Consul crut qu'un concordat avec le Pape était nécessaire pour atteindre ce triple but. Ce concordat fut signé le 15 juillet 1801, il mit fin à toutes les divisions, et fit sortir de ses ruines l'Eglise catholique, apostolique et romaine. Napoléon releva ainsi les autels, prescrivit aux fidèles de prier pour la République, et destitua définitivement les évêques rebelles qui préféraient les affaires du monde et les intérêts terrestres aux affaires du ciel et à la cause de Dieu.

Jamais Napoléon ne s'est repenti d'avoir fait le concordat de 1801, et les propos qu'on lui prête à cette occasion sont faux : il n'a jamais dit que le concordat fût la plus grande faute de son règne; ce grand œuvre avait eu des résultats trop importans pour qu'il se repentît de l'avoir accompli : il avait consommé la vente, sans aucune indemnité, de 400,000,000 de biens du clergé. Napoléon disait, au contraire, que si le Pape n'avait pas existé, il eût fallu le créer pour cette occasion. Il est vrai que le concordat reconnaissait dans l'État un pouvoir étranger, propre à le troubler un jour; mais il ne l'introduisait pas, il existait de

tout temps. Maître de l'Italie, Napoléon se considérait comme maître de Rome, et cette influence italienne lui servait à détruire l'influence anglaise.

Le premier Consul n'eut pas plus tôt relevé les autels, qu'il voulut constituer définitivement la république cisalpine. En conséquence, il ordonna à la consulte italienne de se réunir à Lyon, où il se rendit lui-même pour faire l'ouverture de ses séances. Cette consulte ne tarda pas à émettre le vœu d'avoir pour président de la république cisalpine le fondateur de cette même république. Napoléon accepta ce titre le 21 janvier 1802, en vertu de la constitution que la consulte venait de promulguer. Ainsi, le premier Consul de la république française, était en même temps le premier magistrat d'une autre république, ce qui donnait à la France une influence encore plus directe sur l'Italie.

1802. Napoléon président de la république cisalpine.

Toutefois, les négociations secrètes avec l'Angleterre avaient pris une tournure favorable à la paix, et cette puissance avait envoyé lord Cornwallis à Amiens; mais les négociateurs anglais ne semblaient se douter ni du temps, ni des hommes, ni des

25 mars. Traité d'Amiens.

choses. La manière de Napoléon les déconcerta tout-à-fait. On n'avait prétendu qu'amuser les Français à Amiens, on y traita sérieusement. L'affaire convenue, lord Cornwallis avait promis de signer le lendemain ; quelque empêchement majeur le retint chez lui, mais il envoya sa parole. Le soir même un courrier de Londres vint lui interdire certains articles : il répondit qu'il avait signé, et vint apposer sa signature. C'est ainsi que fut conclue, le 25 mars 1802, cette paix qui devait rendre le repos à l'Europe, et qui ne fut pour la France qu'une trêve fallacieuse.

2 août.
Consulat à vie.

Peu de temps après, un sénatus-consulte du 6 mai avait prorogé de dix ans le consulat de Napoléon ; et, le 2 août suivant, un autre sénatus-consulte, publia le vœu de la nation sur la question de savoir si Napoléon Bonaparte serait consul à vie. Il fut établi que trois millions cinq cent soixante dix-sept mille huit cent quatre-vingt-cinq citoyens avaient voté librement, dont trois millions trois cent soixante-huit mille deux cent cinquante-neuf pour l'affirmative. C'est une des élections les plus remarquables dans l'histoire : Napoléon fut

proclamé premier Consul à vie de la république française.

Amnistie des émigrés.

Deux actes importans avaient signalé la fin de cette époque du consulat : le premier fut la loi d'amnistie pour tous les émigrés, qui ouvrit les portes de la France à un grand nombre de malheureux, auxquels on rendit les biens non-vendus. Napoléon avait eu d'abord la pensée de composer une masse, un *syndicat* de tous les biens des émigrés, et de le leur distribuer, à leur retour, dans une échelle proportionnelle. Non-seulement il n'accomplit pas cette pensée, mais il opéra dans un sens opposé, et fit une grande faute. Quand il se mit à rendre individuellement, il ne tarda pas à s'apercevoir qu'il en rendait de trop riches, et ne faisait que des insolens. Tel à qui, grâces à ses sollicitations et à ses mille courbettes, on rendait cinquante mille écus, cent mille écus de rente, n'ôtait plus son chapeau le lendemain ; et loin d'avoir la moindre reconnaissance, ce n'était plus qu'un impertinent qui prétendait même avoir payé sous main la faveur qu'il avait obtenue : tout le faubourg Saint-Germain

allait prendre cette direction. Il se trouva qu'on allait recréer sa fortune, et qu'il n'en fût pas moins demeuré ennemi et anti-national. Alors, le premier Consul arrêta, en opposition à la loi d'amnistie, la restitution des bois non-vendus, toutes les fois qu'ils dépasseraient une certaine valeur. C'était une injustice d'après la lettre de la loi, sans doute; mais la politique le voulait impérieusement : la faute en avait été à la rédaction et à l'imprévoyance. Cette réaction de la part du premier Consul détruisit tout le bon effet du rappel des émigrés, et lui aliéna toutes les grandes familles. Le *syndicat* eût pourvu à cet inconvénient, ou en eût neutralisé les effets. Pour une grande famille mécontente, Napoléon se fût attaché cent nobles de la province, et satisfait au fond à la stricte justice, qui voulait que l'émigration entière, qui avait couru une même chance, embarqué sa fortune en commun sur le même vaisseau, éprouvé le même naufrage, encouru une même peine, obtînt même résultat. Aussi tard qu'à son retour de l'île d'Elbe, Napoléon a été sur le point d'exécuter quelque chose de semblable. Si on lui en eût donné le temps,

il allait s'occuper des pauvres émigrés de la province que la cour avait délaissés.

Institution de la Légion-d'Honneur.

Le second acte marquant de cette époque fut l'institution de la Légion-d'Honneur. Cette décoration devait être la propriété de tout ce qui honorait, illustrait son pays, était à la tête de son État, et contribuait à sa prospérité et à sa gloire. Si la Légion-d'Honneur n'eût pas été la récompense des services civils, comme des services militaires, elle aurait cessé d'être conforme à son institution ; car ce serait une étrange prétention de la part des militaires que celle d'avancer qu'eux seuls ont de l'honneur. Ce qui a mécontenté quelques officiers, c'est que la décoration de la Légion-d'Honneur était la même pour l'officier et pour le soldat. Mais si jamais elle cesse d'être la récompense de la dernière classe de la milice, et que, par un esprit d'aristocratie, on institue une médaille pour récompenser le soldat, comme si jamais on en prive l'ordre civil, ce ne sera plus la Légion-d'Honneur.

CHAPITRE XXIV.

Consulat à vie.

Expédition de Saint-Domingue.

A peine le traité d'Amiens était-il signé, que le premier Consul, voulant dissiper les alarmes des Anglais, et leur manifester sa confiance dans la continuation de la paix, ainsi que l'éloignement où il était de toute guerre maritime, se décida à envoyer quinze mille hommes à Saint-Domingue. Il n'y avait alors que deux partis à prendre pour cette colonie : le premier était de revêtir Toussaint-Louverture de l'autorité civile et militaire et du titre de gouverneur général ; de confier les commandemens aux généraux noirs ; de consolider, de légaliser l'ordre de travail établi par Toussaint, qui déjà était couronné par d'heureux succès ; d'obliger les fermiers noirs à payer un cens, une redevance aux propriétaires français ; de conserver à la métropole le commerce exclusif de toute la colonie, en faisant surveiller les côtes par de

nombreuses croisières. Les avantages de ce parti étaient palpables : la république aurait eu une armée de vingt-cinq à trente mille noirs qui eût fait trembler toute l'Amérique ; c'eût été un nouvel élément de puissance qui ne lui aurait coûté aucun sacrifice ni en hommes ni en argent. Les anciens propriétaires perdraient sans doute les trois quarts de leur fortune, mais le commerce français n'y perdrait rien, puisqu'il jouirait toujours du privilége exclusif.

Le deuxième parti consistait à reconquérir la colonie par la force des armes, à rappeler en France tous les noirs qui avaient occupé des grades supérieurs à celui de chef de bataillon, à désarmer les noirs, en leur assurant la liberté civile, et en restituant les propriétés aux colons. Ce parti était le plus avantageux aux colons, mais il exigeait une guerre qui entraînerait la perte de beaucoup d'hommes et d'argent : Saint-Domingue serait toujours sur un volcan. Aussi, le premier Consul inclinait pour le premier parti, parce que c'était celui que lui conseillait la politique, celui qui donnerait le plus d'influence à son pavillon dans l'Amérique. Malheureusement, dans

cette circonstance, la France eut à se plaindre de Toussaint-Louverture, qui venait de notifier à la métropole la constitution qu'il avait adoptée de sa pleine autorité. Les colons, qui formaient à Paris un gros parti, qui étaient presque tous royalistes et vendus à la faction anglaise, profitèrent de cette circonstance pour renouveler leurs criailleries. Le Conseil-d'Etat et les ministres leur cédèrent, l'expédition fut arrêtée : seize mille hommes partirent sous les ordres du capitaine-général Leclerc. La fièvre jaune, les fatigues, la guerre des mornes, moissonnèrent cette belle armée! Napoléon se reprochait souvent l'expédition de Saint-Domingue; s'il eût pris le parti contraire, que ne pouvait-il pas entreprendre, avec une armée de vingt-cinq à trente mille noirs, sur la Jamaïque, les Antilles, le Canada, sur les États-Unis même, sur les colonies espagnoles? Pouvait-on mettre en compensation de si grands intérêts politiques avec quelques millions de plus rentrés en France? L'expédition de Saint-Domingue fut une grande faute; à son retour de l'île d'Elbe, Napoléon aurait suivi un autre système; il aurait reconnu l'indépendance de Saint-

Domingue, s'il lui avait été permis de s'occuper d'intérêts éloignés.

Pendant que l'Europe suivait des yeux la désastreuse expédition de Saint-Domingue, la république française prenait possession de l'île d'Elbe, ainsi que du Piémont, qu'elle s'incorporait; elle envahissait les États de Parme, et une armée de trente mille Français soutenait en Suisse le pacte fédéral. L'Angleterre crut voir dans ces actes une infraction au traité d'Amiens, ou plutôt, elle y trouva les prétextes qu'elle cherchait pour rompre une paix qui la ruinait; aussi, dès le mois de mars 1803, le discours du trône au parlement britannique, annonça le commencement d'une nouvelle guerre, et la rupture de la paix d'Amiens. Cette rupture sous de si mauvais prétextes, et avec tant de mauvaise foi de la part du ministre anglais, irrita le premier Consul, qui se sentait joué. La saisie de plusieurs bâtimens du commerce français, même avant la déclaration de la guerre, vint y mettre le comble. Les Anglais, sur les vives réclamations du premier Consul, se contentèrent de répondre froidement que c'était leur usage: qu'ils l'avaient

Incorporation de l'île d'Elbe et du Piémont à la République.

Rupture du traité d'Amiens.

toujours fait, et ils disaient vrai ; mais les temps n'étaient plus pour la France de supporter patiemment une telle injure, ni une telle humiliation. Napoléon était devenu l'homme de ses droits et de sa gloire. Malheureusement ici, par la position réciproque, le premier Consul ne pouvait venger une violence par une violence plus grande ; ce fut une triste ressource que des représailles sur des innocens au fond ; mais il n'y avait pas de choix. A la lecture de l'ironique et insolente réponse faite aux plaintes du Gouvernement français, le premier Consul expédia dans la nuit même, l'ordre d'arrêter par toute la France, et sur les territoires occupés par nos armes, tous les Anglais quelconques, et de les retenir prisonniers, en représailles des vaisseaux français si injustement saisis. La plupart de ces Anglais étaient des hommes considérables, riches, titrés, venus pour leurs plaisirs. Plus l'acte était nouveau, plus l'injustice était flagrante, plus elle convenait au premier Consul. La clameur fut universelle ; tous ces Anglais s'adressèrent à Napoléon, qui les renvoyait à leur Gouvernement : leur sort dépendait de lui seul. Plu-

1803. Prisonniers anglais.

sieurs, pour obtenir leur liberté, furent jusqu'à se cotiser pour acquitter eux-mêmes le montant des vaisseaux arrêtés : ce n'était pas de l'argent qu'on voulait, mais l'observation de la simple morale, le redressement d'un tort odieux ; et, le croira-t-on, l'administration anglaise, aussi astucieuse, aussi tenace dans ses droits maritimes, que la cour de Rome dans ses prétentions religieuses, a mieux aimé laisser injustement dix ans dans les fers, une masse très-distinguée de ses compatriotes, que de renoncer authentiquement, à l'avenir, à un misérable usage de rapines sur mer.

Reprise des travaux maritimes.

Dès que la guerre avec l'Angleterre ne fut plus un problême, Napoléon fit reprendre avec une incroyable activité, les travaux des Côtes-du-Nord, pour la flottille destinée à l'invasion. Boulogne fut choisi pour le centre du rassemblement ; Vimereux, Ambleteuse et Étaples, pour ses ailes ou succursales. Boulogne fut mis à même de recueillir à lui seul plus de deux mille bâtimens de diverses espèces. Outre son port naturel, on y obtint, à force d'art, un bassin qui reçut huit à neuf cents bâtimens toujours à flot et prêts à appareiller. D'au-

tres travaux non moins étonnans furent faits à Vimereux, à Étaples, Ambleteuse, Saint-Valery, Dieppe, le Havre, Calais, Gravelines et Dunkerque. Ostende fut destiné à recevoir une seconde flottille ; Flessingue allait devenir inattaquable, et Anvers un grand arsenal maritime de première importance. Napoléon inspectait lui-même ses camps et ses ports. Toute la côte devenait formidable. De grandes escadres se réunissaient à Brest, Rochefort, Toulon ; les chantiers de la France se couvraient de prames, de chaloupes canonnières, de grandes et petites péniches. L'Angleterre de son côté courut aux armes. Pitt abandonna le paisible travail de l'échiquier, endossa l'uniforme, et ne rêva plus que machines de guerre, bataillons, forts et batteries. Le vieux et vénérable Georges III quitta ses maisons royales, et passa journellement des revues ; des camps s'élevèrent sur les dunes de Douvres et dans les comtés de Kent et de Sussex : les deux armées se voyaient, elles n'étaient plus séparées que par le détroit.

Cependant, l'Angleterre n'oublia rien de ce qui était propre à réveiller les puissances du continent ; mais l'Autriche, la Rus-

sie, la Prusse, l'Espagne, étaient alliées ou amies de la France, à qui tout obéissait. Les tentatives pour rallumer la guerre dans la Vendée n'étaient pas plus heureuses. Le concordat avait rallié le clergé à Napoléon, et l'esprit des habitans de cette province était bien changé.

Le cabinet de St.-James avait été souvent induit en erreur par les royalistes, qui, trompés par leurs propres illusions, l'avaient engagé dans des expéditions fâcheuses; mais il conservait une grande idée de la puissance et des moyens des jacobins : il se persuada qu'un grand nombre d'entre eux étaient mécontens; qu'ils seraient disposés à réunir leurs efforts à ceux des royalistes, et seraient secondés par des généraux jaloux, et que, coordonnant ces effets des partis opposés, mais réunis par une passion commune, on formerait une faction assez puissante pour opérer une efficace diversion.

1803, 1804. Conspirations de l'Angleterre.

Mais depuis quatre ans, le premier Consul avait réuni tous les partis qui divisaient la France. La liste des émigrés avait été fermée, les autels étaient relevés, et les prêtres déportés, exilés, étaient à la tête des

diocèses, des paroisses, et soldés par la république. Ces diverses lois avaient apporté une grande amélioration dans les affaires publiques, mais elles avaient eu l'inconvénient inévitable, d'enhardir, par ce système d'une extrême indulgence, les ennemis du gouvernement consulaire, le parti royal, et les espérances de l'étranger.

De 1803 à 1804 il y avait eu cinq conspirations: tous les émigrés à la solde de l'Angleterre venaient de recevoir l'ordre de se réunir dans le Brisgaw, et dans le duché de Bade. Mussey, agent anglais, intermédiaire pour servir à correspondre avec les ministres Drake et Spenser-Smith, résidait à Offembourg, et fournissait avec profusion l'argent nécessaire à tous ces complots. D'un autre côté, les Anglais inondaient nos côtes d'agens des Bourbons : il y en avait de tous rangs, de toutes couleurs. On en avait arrêté un grand nombre, mais on ne pouvait encore pénétrer leurs motifs. Toutes les passions se réveillaient, la rumeur devint extrême, l'opinion publique s'accumulait en véritable orage : la crise devenait des plus sombres, et la police, aux abois, ne pouvait rien obtenir. Le hasard, qui gou-

verne le monde, fit que le premier Consul, en jetant les yeux sur la liste des personnes arrêtées, y aperçut le nom d'un chirurgien des armées. Napoléon jugea que cet homme ne pouvait pas être un fanatique. Il fit aussitôt diriger sur lui tous les moyens propres à obtenir un prompt aveu. Une commission militaire fut saisie de son affaire, au jour il était déjà jugé et menacé de l'exécution, s'il ne parlait. Une demi-heure après on avait découvert jusqu'aux plus petits détails : alors on connut toute la nature du complot ourdi à Londres, et bientôt après on sut les intrigues de Moreau, et la présence de Pichegru et de Georges à Paris.

1804. Conspiration de Georges, Pichegru et Moreau.

Moreau était le point d'attraction et de ralliement qui avait attiré la nuée de conspirateurs qui vint de Londres fondre sur Paris. Moreau ne cessa de leur dire, à leur arrivée, qu'il n'avait personne, pas même son aide-de-camp ; mais que s'ils tuaient le premier Consul, il aurait tout le monde. Moreau fut arrêté sans difficulté. Pichegru, que la police cherchait en vain, fut victime de la plus infâme trahison ; il fut vendu par son ami intime pour 300,000 fr., et livré pendant qu'il dormait. Georges ne fut pris

qu'après s'être défendu comme un lion. Moreau arrêté, le premier Consul lui fit dire qu'il lui suffisait d'avouer qu'il avait vu Pichegru, pour que toute procédure à son égard fût finie. Moreau répondit d'une manière fort hautaine. Lorsqu'il apprit l'arrestation de Pichegru, et qu'il vit la tournure sérieuse que l'affaire prenait, il écrivit au premier Consul une lettre très-soumise ; mais il n'était plus temps.

Catastrophe du duc d'Enghien.

A cette époque le duc d'Enghien, jeune prince plein de valeur, séjournait à quatre lieues des frontières de France. . . . . .

. . . .

Le duc d'Enghien devait se rendre secrètement à Paris. Le duc de Berry de son côté devait débarquer sur une certaine côte de la Picardie, pour profiter d'une insurrection préparée. . . . .

. . . .

On croyait à Paris que Dumouriez se trouvait avec le duc d'Enghien à Ettenheim. Le premier Consul donna l'ordre au ministre de la guerre Berthier, de diriger sur Strasbourg le général Ordener, pour se porter aussitôt sur Ettenheim, avec trois cents hommes de cavalerie et un détachement de

gendarmerie, cerner la ville, et d'enlever de suite le duc d'Enghien, Dumouriez, un colonel anglais, et tout autre individu qui serait à leur suite. D'un autre côté le général Caulincourt devait se rendre, le même jour, à Offembourg, avec deux cents cavaliers, pour y arrêter la baronne de Reich, et autres agens du gouvernement anglais. L'expédition eut lieu telle qu'elle avait été prescrite. Le duc d'Enghien, le général marquis de Thumery (qu'on croyait être Dumouriez), le colonel de Grunstein, un lieutenant, deux abbés et quelques autres personnes attachées au jeune duc furent arrêtés par le chef d'escadron de gendarmerie, Charlot : le prince fut conduit à Vincennes, où la commission militaire spéciale formée dans la première division militaire, en vertu d'un arrêté du Gouvernement, le condamna à mort, à l'unanimité, comme coupable : 1° d'avoir porté les armes contre la république française ; 2° d'avoir offert ses services au gouvernement anglais, ennemi du peuple français ; 3° d'avoir reçu et accrédité près de lui des agens dudit gouvernement anglais, de leur avoir procuré les moyens de pratiquer des intelligences

en France, et d'avoir conspiré avec eux contre la sûreté intérieure et extérieure de l'Etat; 4° de s'être mis à la tête d'un rassemblement d'émigrés français et autres, soldés par l'Angleterre, formé sur les frontières de la France, dans le pays de Fribourg et de Bade; 5° d'avoir pratiqué des intelligences dans la place de Strasbourg, tendantes à faire soulever les départemens circonvoisins, pour y opérer une diversion favorable à l'Angleterre; 6° d'être l'un des fauteurs et complices de la conspiration tramée par les Anglais contre les jours du premier Consul, et devant, en cas de succès de cette conspiration, entrer en France.

Le prince se conduisit avec beaucoup d'intrépidité et la plus mâle dignité devant le conseil de guerre; il ne nia rien. Il fut fusillé le lendemain matin, et non à la lueur des flambeaux.

On pourra peut-être reprocher au premier Consul d'avoir été sévère, mais on ne saurait l'accuser d'aucune violation de justice; toutes les formes avaient été régulièrement et strictement observées.

On aurait eu mauvaise grâce à se rejeter sur le droit des gens, quand on le violait si

manifestement soi-même. La violation du territoire de Bade, sur laquelle on s'est tant récrié, demeure étrangère au fond de la question. L'inviolabilité du territoire n'a pas été imaginée dans l'intérêt des coupables; mais seulement dans celui de l'indépendance des peuples : c'était donc au souverain de Bade seul à se plaindre, il ne le fit pas. Les véritables auteurs, les seuls vrais et grands responsables de cette sanglante catastrophe, étaient, au-dehors, précisément les auteurs, les fauteurs, les excitateurs des assassinats tramés contre le premier Consul. Ils y ont fait tremper le malheureux prince, et l'ont laissé dormir imprudemment sur le bord du précipice, à deux pas de la frontière, quand on allait frapper un si grand coup au nom et dans les intérêts de sa famille.

Toutefois, cette catastrophe pouvait être attribuée au-dedans à un excès de zèle autour du premier Consul, ou à des vues privées, ou enfin, à des intrigues mystérieuses. Napoléon avait été poussé inopinément; on avait, pour ainsi dire, surpris ses idées; on avait précipité ses mesures, enchaîné ses résultats. Lorsqu'on lui proposa de faire

arrêter le duc d'Enghien, tout avait été prévu d'avance ; les pièces se trouvèrent toutes prêtes, il n'y eut qu'à signer, et le sort du prince se trouva décidé. Assurément, si le premier Consul eût été instruit à temps de certaines particularités concernant les opinions et le naturel du duc d'Enghien, si, surtout, il avait vu la lettre que ce prince lui écrivit de Strasbourg et que le ministre des affaires étrangères T........, ne lui remit, Dieu sait par quels motifs, que lorsque le duc n'était plus, bien certainement le premier Consul eût pardonné : Napoléon a plus d'une fois témoigné des regrets à ce sujet ; mais il ajoutait que si c'était à refaire, il le ferait encore ! Tel était l'homme, la trempe de son ame, le tour de son caractère.

Condamnation de Moreau et Georges.

Pendant que le premier Consul faisait un exemple si effrayant, les tribunaux étaient saisis de l'affaire de Moreau, de Pichegru, de Georges, etc. Pichegru, se voyant dans une situation désespérée, son ame forte ne put envisager l'infamie du supplice ; il désespéra de la clémence du premier Consul, ou la dédaigna, et il se donna la mort. On a voulu accréditer le bruit que ce général avait été étranglé par les ordres du premier

Consul ; mais que pouvait gagner Napoléon en ordonnant ce crime? Un homme de son caractère n'agit pas sans de grands motifs. Pichegru était convaincu de sept années de félonie et de conspiration, aucun tribunal au monde n'eût osé l'absoudre. Georges fut condamné et exécuté. La dénégation absolue recommandée par l'avocat à Moreau, sauva ce général : interpelé si les conférences, les entrevues qu'on lui reprochait étaient vraies, il répondit *non*. Mais le vainqueur d'Hoenlinden n'était pas habitué au mensonge ; une rougeur soudaine parcourut tous les traits de sa figure ; aucun des spectateurs ne fut dupe. Toutefois, Moreau ne fut condamné qu'à deux ans de détention, peine qui fut commuée en deux années d'exil. La plupart des complices furent condamnés à mort ; le premier Consul fit grâce aux Polignac, à M. de Rivière, et à plusieurs autres moins connus.

8 mai. Napoléon empereur des Français.

Délivré de tous ses ennemis, le premier Consul se prépara aux grands changemens qu'il allait opérer dans le gouvernement de la France ; déjà, en réduisant à cinquante le nombre des membres du tribunat, il préludait à la suppression de ce corps. Cette sup-

pression fut plus tard un grand sujet de déclamations et de reproches; Napoléon regardait le tribunat comme absolument inutile, coûtant près d'un demi-million : il le supprima. Il savait bien qu'on crierait à la violation de la loi, mais il était fort, il avait la confiance entière du peuple, il se considérait comme réformateur.

Bientôt une nouvelle question fut adressée aux Français : Napoléon Bonaparte sera-t-il empereur des Français ? Le 18 mai 1804, cette question fut résolue affirmativement, et une quatrième dynastie monta sur le trône de France.

FIN DE LA PREMIÈRE PARTIE.



HISTOIRE

DE

NAPOLÉON BONAPARTE.

DEUXIÈME PARTIE.

L'EMPEREUR NAPOLÉON.

CHAPITRE PREMIER.

Organisation impériale. — Sacre. — Armemens maritimes.

Lorsque Napoléon Bonaparte commença sa carrière politique, le trône était écroulé; le vertueux Louis XVI avait péri; les factions déchiraient la France. Il parvint au consulat en détrônant l'anarchie. Son élévation au trône est unique dans l'histoire, elle ne peut aucunement être comparée avec

1804. 2 août. Napoléon arrive au trône.

celle d'aucun fondateur de dynastie, ou de ceux qui sont parvenus au trône à la faveur des troubles civils. Pour régner, David fit périr la maison de Saül, son bienfaiteur; César alluma la guerre civile, et détruisit le gouvernement de sa patrie; Hugues-Capet combattit son souverain, et le fit mourir dans une tour; Cromwell fit périr son maître sur l'échafaud; et les princes de la maison régnante d'Angleterre ont, deux fois, couvert les échafauds de victimes.

Napoléon arrivait au trône par des voies directes, vierge de tous crimes ordinaires aux chefs de dynasties, et sans avoir jamais commis une action que la morale pût désavouer. Des mains accoutumées à gagner des batailles avec l'épée ne se sont jamais souillées par le crime, même sous le vain prétexte de l'utilité publique: maxime affreuse qui, de tout temps, fut celle des gouvernemens faibles, et que désavouent la religion, l'honneur et la civilisation européenne. Il n'a point usurpé de couronne, il l'a relevée dans le ruisseau; le peuple l'a placée sur sa tête: il s'est assis sur un trône vide. En relevant ce trône, Napoléon a remis la France dans la société de l'Europe;

terminé les discordes, ressuscité le caractère français : il a purgé la France de tous les maux de sa crise funeste, et lui a conservé tous les biens.

Napoléon fit de son organisation impériale, le gouvernement le plus compact, de la circulation la plus rapide et des efforts les plus nerveux, qui eût jamais existé. Il ne fallait rien moins que tout cela pour pouvoir triompher des immenses difficultés dont il était entouré, et produire toutes les merveilles qu'on a vu s'accomplir. L'organisation des préfectures, leur action, les résultats étaient admirables et prodigieux. La même impulsion se trouvait donnée au même instant à plus de quarante millions d'hommes; et, à l'aide de ces centres d'activité locale, le mouvement était aussi rapide à toutes les extrémités qu'au cœur même. Les étrangers qui visitaient la France, et qui savaient voir et juger, en étaient émerveillés. Et c'est à cette uniformité d'action sur un aussi grand terrain, qu'ils attribuaient surtout ces prodigieux efforts, ces immenses résultats qu'ils avouaient n'avoir pas pu comprendre jusques là.

Organisation impériale.

Les préfets, avec toute l'autorité et les

ressources locales dont ils se trouvaient investis, étaient eux-mêmes *des empereurs au petit pied;* et comme ils n'avaient de force que par l'impulsion première, dont ils n'étaient que les organes; que toute leur influence ne dérivait que de leur emploi du moment ; qu'ils n'en avaient point de personnelle, et qu'ils ne tenaient nullement au sol qu'ils régissaient, ils avaient tous les avantages des anciens grands agens absolus, sans aucun de leurs inconvéniens. Il avait bien fallu leur créer toute cette puissance : l'Empereur se trouvait dictateur, il fallait que tous les filamens issus de lui, se trouvassent en harmonie avec la cause première, sous peine de manquer ce résultat. Si la liberté sembla souffrir quelque atteinte, si l'autorité sembla parfois dépasser les bornes, les circonstances le rendaient nécessaire.

Création de la noblesse impériale.

Pour que tout fût en harmonie avec l'organisation impériale et la nouvelle dignité du chef de l'Etat, l'Empereur créa une noblesse. Ce fut une de ses plus grandes idées, des plus complètes, des plus heureuses ; mais elle a été bien peu comprise. La noblesse de l'empire était celle du peuple ,

ɔque Napoléon avait pris indifférem-
ıt le fils d'un fermier ou d'un artisan ,
ır en faire un duc ou un maréchal, selon
talens qu'il avait cru reconnaître en lui.
créant sa noblesse , l'Empereur avait
ır but trois objets de la première impor-
ce , et tous les trois auraient été atteints;
oir : réconcilier la France avec l'Europe ,
ablir l'harmonie en semblant adopter ses
eurs; réconcilier par la même voie, amal-
ner entièrement la France nouvelle avec
France ancienne; enfin , faire disparaî-
tout-à-fait la noblesse féodale , la seule
ensante, la seule oppressive, la seule con-
nature. Par sa création l'Empereur ve-
t à bout de substituer des choses positi-
s et méritoires , à des préjugés antiques
détestés. Ses titres nationaux rétablis-
ent précisément cette égalité que la no-
esse féodale avait proscrite. Tous les gen-
s de mérite y parvenaient : aux parche-
ins on substituait les belles actions , et
x intérêts privés, les intérêts de la patrie.
n'était plus dans une obscurité imagi-
ire qu'on eût été placer son orgueil ; mais
en dans les premières pages de notre his-
ire. Enfin, l'Empereur faisait disparaître

ressources locales dont ils se trouvaient
vestis, étaient eux-mêmes *des empereurs*
petit pied; et comme ils n'avaient de fo
que par l'impulsion première, dont ils n
taient que les organes; que toute leur
fluence ne dérivait que de leur emploi
moment; qu'ils n'en avaient point de p
sonnelle, et qu'ils ne tenaient nullement
sol qu'ils régissaient, ils avaient tous
avantages des anciens grands agens absol
sans aucun de leurs inconvéniens. Il av
bien fallu leur créer toute cette puissan
l'Empereur se trouvait dictateur, il fall
que tous les filamens issus de lui, se tro
vassent en harmonie avec la cause premiè
sous peine de manquer ce résultat. Si la
berté sembla souffrir quelque atteinte,
l'autorité sembla parfois dépasser les bo
nes, les circonstances le rendaient néc
saire.

Création de la noblesse impériale.

Pour que tout fût en harmonie avec l'
ganisation impériale et la nouvelle dign
du chef de l'Etat, l'Empereur créa une n
blesse. Ce fut une de ses plus grandes idé
des plus complètes, des plus heureus
mais elle a été bien peu comprise. La n
blesse de l'empire était celle du peup

puisque Napoléon avait pris indifféremment le fils d'un fermier ou d'un artisan, pour en faire un duc ou un maréchal, selon les talens qu'il avait cru reconnaître en lui. En créant sa noblesse, l'Empereur avait pour but trois objets de la première importance, et tous les trois auraient été atteints; savoir : réconcilier la France avec l'Europe, rétablir l'harmonie en semblant adopter ses mœurs; réconcilier par la même voie, amalgamer entièrement la France nouvelle avec la France ancienne; enfin, faire disparaître tout-à-fait la noblesse féodale, la seule offensante, la seule oppressive, la seule contre nature. Par sa création l'Empereur venait à bout de substituer des choses positives et méritoires, à des préjugés antiques et détestés. Ses titres nationaux rétablissaient précisément cette égalité que la noblesse féodale avait proscrite. Tous les genres de mérite y parvenaient : aux parchemins on substituait les belles actions, et aux intérêts privés, les intérêts de la patrie. Ce n'était plus dans une obscurité imaginaire qu'on eût été placer son orgueil; mais bien dans les premières pages de notre histoire. Enfin, l'Empereur faisait disparaître

la prétention choquante du sang : idée absurde, en ce qu'il n'existe qu'une seule espèce d'hommes.

Par suite de cette création, Joséphine devint impératrice des Français ; tous les frères de l'Empereur furent de droit princes français ; le second consul de la république, Cambacérès, passa à la dignité d'archi-chancelier de l'empire, et le troisième consul, Lebrun, à celle d'archi-trésorier. Le titre de *maréchal de l'empire*, fut conféré aux généraux les plus distingués.

2 décembre. Sacre de Napoléon.

Afin de donner un caractère plus auguste à sa nouvelle dignité et à ses institutions, l'Empereur se fit couronner et sacrer, le 2 décembre 1804. Le pape Pie VII, avec lequel le premier Consul avait établi le concordat de 1801, vint de Rome à Paris pour cette grande cérémonie. Le pontife fit, dans cette circonstance, de grandes concessions à l'Empereur, et entre autres celle de ne pas lui poser la couronne.

1805. Projet d'invasion de l'Angleterre.

Toutefois, les fêtes du couronnement et du sacre, ne firent pas perdre de vue à l'Empereur son invasion en Angleterre. Il quitta bientôt Paris avec l'impératrice pour se rendre au camp de Boulogne.

L'idée d'une descente en Angleterre avait d'abord été regardée comme chimérique, et les Anglais avaient commencé par s'en moquer. Pourtant, rien n'était plus réel et mieux combiné que cette expédition : Napoléon en avait lui-même tracé le plan.

Projet et plan d'une descente en Angleterre.

Cent soixante mille hommes de bonnes troupes étaient destinés à s'emparer de Londres. A cet effet, l'Empereur les avait réunis au camp de Boulogne, où on les exerçait journellement à s'embarquer sur la flottille au premier signal. Cette innombrable flottille n'était que le moyen de débarquer ces cent soixante mille hommes en peu d'heures, en s'emparant de tous les basfonds; mais si on voulait que ces bâtimens légers pussent aborder sur les côtes d'Angleterre, il fallait que les forces navales de la France devinssent maîtresses de la Manche pendant quelques jours. Pour arriver à ce grand but, Napoléon avait prescrit à l'amiral Villeneuve, commandant l'escadre de Toulon, forte de quatorze vaisseaux de ligne, de se rendre au Ferrol, où il devait être renforcé par cinq autres vaisseaux français, et par neuf vaisseaux espagnols. L'amiral Villeneuve devait encore rallier cinq

vaisseaux et trois frégates dans la rade de l'île d'Aix, et un vaisseau dans celle de l'Orient, qui tous étaient prêts à appareiller. La rade de Brest contenait une escadre de vingt-un bons vaisseaux, sous les ordres de Gantheaume; elle était mouillée en avant du goulet, et prête à sortir dès qu'elle aurait aperçu l'escadre réunie de Villeneuve.

Pour réunir ainsi toutes ces escadres, et en former une de soixante à soixante-dix vaisseaux avec laquelle on serait entré dans la Manche, il fallait d'abord tromper toutes les croisières anglaises, et les obliger par de faux mouvemens, à se porter aux Antilles, et même aux Grandes-Indes. Villeneuve sortit de Toulon avec onze vaisseaux; mais il ne put rallier des escadres de Carthagène et de Cadix, que six vaisseaux espagnols et un vaisseau français. Il prit aussitôt la route de la Martinique, où il fut rejoint par quatre vaisseaux sortis de l'île d'Aix. Nelson, chargé du blocus de la rade de Toulon, se persuada que l'escadre française de la Méditerranée était destinée pour l'Egypte; il fut la chercher dans les mers de la Syrie et de l'Egypte, et s'opiniâ-

tra à rester dans ces parages : ce ne fut qu'à la fin d'avril qu'il se rendit à Gibraltar. Il fit route alors pour la Barbade, où il arriva le 4 juin avec dix vaisseaux très-fatigués. D'un autre côté, l'amiral anglais Cochrane, avait quitté les côtes de l'ouest pour courir sur l'escadre de Missiessy, sortie de Rochefort le 6 janvier. Cochrane arriva aux Antilles, après avoir parcouru les côtes du Portugal : il se réunit, en juin, à Nelson avec trois vaisseaux seulement. Les ports du Ferrol et de Rochefort furent successivement débloqués; mais des stations anglaises rejoignirent l'escadre devant Brest, qui devint dès lors très-supérieure à l'escadre de Gantheaume, laquelle ne put plus sortir sans le secours de Villeneuve.

Jusqu'à ce moment le projet de la descente en Angleterre avait été secondé par la fortune : seulement on avait à se plaindre de Villeneuve, qui avait gâté ou affaibli le plan de Napoléon, en exécutant mal les instructions qu'il avait reçues. Cet amiral revint dans les mers d'Europe, et eut avec l'amiral Calder, les 22 et 23 juillet, à cinquante lieues du cap Finistère, une action navale, qu'il aurait pu éviter, et dans la-

quelle il ne profita pas de ses avantages. Il en fut blâmé par Napoléon, qui ordonna, qu'à Brest, Gantheaume prendrait le commandement. Villeneuve entra à la Corogne et ensuite au Ferrol, avec trente-quatre vaisseaux, ne donna point d'ordre à l'escadre de Vigo; et au lieu de se rendre à Brest, ainsi que le portaient les derniers ordres, il alla se faire bloquer à Cadix. Napoléon ordonna au ministre de la marine de lui faire un rapport sur la conduite de Villeneuve, et de le faire passer à un conseil d'enquête. L'amiral Rosily fut nommé pour lui succéder.

1805. 21 octobre. Bataille de Trafalgar.

Il fallait une victoire à l'amiral Villeneuve; il alla livrer la désastreuse bataille de Trafalgar! Ainsi, toute la sagesse des dispositions de Napoléon pour faire concourir les escadres françaises du haut-bord à la descente en Angleterre de l'armée des côtes de Boulogne, fut inutile. Si Villeneuve, au lieu d'entrer au Ferrol, se fût contenté de rallier l'escadre espagnole, et eût fait voile sur Brest pour s'y réunir avec l'amiral Gantheaume, l'armée française débarquait : c'en était fait de l'Angleterre. Les Anglais avaient été dupes de la construction des

prames et des bateaux canonniers; ils avaient cru que Napoléon se proposait de passer de vive force par la seule force militaire de la flottille : l'idée de son véritable projet ne leur est point venue ; mais, lorsque le mouvement des escadres françaises ayant manqué, ils se sont aperçus du danger qu'ils avaient couru, l'effroi a été dans les conseils de Londres, et tous les gens sensés ont avoué que jamais l'Angleterre n'avait été si près de sa perte.

Si le débarquement avait pu s'effectuer, il entrait dans le plan de Napoléon de débarquer le plus près possible de Chatam, afin de pouvoir arriver à Londres quatre à cinq jours après son débarquement. Maître de cette capitale, il aurait déclaré qu'il venait pour délivrer la nation anglaise du joug de l'olygarchie qui pesait sur le peuple ; il aurait aboli la noblesse et la chambre des pairs, et conservé la chambre des communes, après lui avoir fait subir une grande réforme ; en un mot, il eût donné au gouvernement de l'Angleterre une forme populaire, ce qui eût produit une espèce de révolution, et donné de nombreux partisans aux Français. Mais Napoléon était loin de

vouloir détruire l'Angleterre : il ne lui demandait que le terme d'une usurpation intolérable, la jouissance des droits imprescriptibles et sacrés, l'affranchissement, la liberté des mers, l'indépendance, l'honneur des pavillons. Il parlait au nom de tous et pour tous, et l'eût obtenu de gré ou de force : il avait pour lui la puissance, le bon droit, le vœu des nations.

Nouvelle coalition contre la France.

Pendant que la France faisait sortir ses escadres pour réaliser le projet de débarquement, le ministre Pitt travaillait à détourner l'orage : il réveilla le génie des coalitions. Bientôt la Russie signa le *traité de concert*. D'un autre côté l'archiduc Charles quittait la direction des affaires de l'Autriche, et cette puissance s'engageait formellement à entrer dans la nouvelle ligue contre la France. Les conventions et plans de coopération et de mouvemens militaires étaient arrêtés. Le ministère anglais sacrifiait, en 1805, la malheureuse Autriche, uniquement pour échapper à l'invasion dont il était menacé. Il n'y a point au monde de ministère plus machiavélique que celui d'Angleterre. Napoléon ajourna dès lors le projet d'une descente en Angleterre, et le camp de Boulogne fut levé.

Pendant que ces grands événemens avaient lieu sur terre et sur mer, un autre non moins important attendait l'Empereur des Français dans la capitale de la république cisalpine, devenue royaume d'Italie. La nation italienne avait émis le vœu pour que la couronne de fer fût placée sur la tête du vainqueur d'Arcole et de Marengo, et la consulte nationale vint lui porter ce vœu à Paris. Napoléon et l'impératrice Joséphine se rendirent à Milan, où la plus imposante cérémonie les attendait. Le 26 mai 1805 le couronnement eut lieu. A Milan, comme à Paris, Napoléon plaça lui-même la couronne sur sa tête : *Dieu me la donne*, dit-il en la prenant sur l'autel, *gare à qui la touche!* Le 8 juin, le prince Eugène, fils adoptif de Napoléon, fut proclamé vice-roi d'Italie, et l'Empereur des Français retourna à son armée pour aller commencer la mémorable campagne d'Austerlitz.

26 mai. Napoléon roi d'Italie.

••••••••••

CHAPITRE II.

Campagne d'Austerlitz.

Plan de la coalition.

La nouvelle coalition contre la France était formee de l'Angleterre, de la Russie, de la Suède et de l'Autriche.

L'Angleterre devait attaquer les côtes de France; la Suède aurait débarqué des troupes pour affranchir la Hollande, et reprendre le Hanôvre; la Russie promettait cent quatre-vingt mille hommes en Allemagne pour combattre Napoléon, et l'Autriche devait avoir quatre-vingt mille hommes sur l'Inn, et cent mille hommes sur l'Adige. La Prusse devait garder une neutralité armée, garantie par cent cinquante mille hommes prêts à entrer en ligne; mais, dès le commencement des hostilités, pendant que l'armée française marchait d'Ulm sur Vienne, le roi de Prusse avait adhéré à la coalition par le fameux traité de Postdam,

où il avait juré haine à la France sur le tombeau du grand Frédéric : ainsi la Prusse n'attendait que le moment favorable pour se déclarer.

L'armée française était encore au camp de Boulogne, que déjà les troupes autrichiennes avaient envahi les États de l'électeur de Bavière, allié de la France. Aussitôt, le camp est levé; cette armée reçoit de Napoléon le nom de *Grande-Armée*, et les aigles françaises se montrent, pour la première fois, sur les bords du Rhin. En peu de jours cent quatre-vingt mille Français entrent en Allemagne, ayant à leur tête leur Empereur. D'un autre côté, Masséna, avec quatre-vingt mille hommes, doit combattre l'archiduc Charles. Envahissement de la Bavière.

Le général Mack, commandant l'armée autrichienne d'Allemagne, croyait encore Napoléon dans les dunes, lorsqu'il apprit son arrivée sur le Danube. Le 8 octobre 1805, les hostilités commencent par le combat de Wertingen, où Lannes, Murat et Oudinot détruisent une division autrichienne. Le lendemain, Ney attaqua, à Guntzbourg, l'archiduc Ferdinand, et le mit en fuite. Soult entra le même jour à 8 octobre. Commencement des hostilités.

Augsbourg, et Bernadotte délivra Munich le 12. Ainsi, en quatre jours, la Grande-Armée avait reconquis la Bavière, et rejeté les Autrichiens au-delà du Danube.

20 octobre. Capitulation d'Ulm.

Deux jours après, Ney forçait le pont d'Elchingen, que défendaient quinze mille autrichiens, et passait le fleuve. Le général Mack, forcé de se jeter dans la place d'Ulm, capitula le 20; trente mille hommes et leur vieux général furent faits prisonniers de guerre. Déjà, les divers corps de la Grande-Armée avaient pris plus de vingt mille hommes de l'armée de Mack. Le prince Ferdinand, ramenant à peine la moitié de l'armée autrichienne, opérait la plus prompte retraite. Atteint dans sa marche par la cavalerie de Murat, ce jeune Prince perdit encore à Nuremberg dix-huit mille hommes, plusieurs généraux, cinquante canons et quinze cents caissons. Enfin, le 11 novembre, Mortier rencontra l'arrière-garde russe, forte de vingt-cinq mille hommes, avec laquelle il soutint avantageusement le combat pendant plusieurs heures, n'ayant avec lui que cinq mille Français. Le surlendemain, les habitans de Vienne, que l'empereur d'Autriche avait abandonnés, ou-

13 novembre. Entrée des Français à Vienne.

vrirent les portes de cette capitale à l'empereur des Français.

Cependant, l'Autriche avait porté ailleurs son champ de bataille; ses forces dispersées se rassemblaient dans la Bohême. Des troupes de l'armée du prince Charles avaient été rappelées en toute hâte, et ce Prince se trouvait réduit à se tenir sur la défensive; Masséna saisit cette occasion pour se porter en avant. L'armée française d'Italie passa successivement l'Adige, la Piave, le Tagliamento, et acheva de mettre en déroute les troupes autrichiennes à Castel-Franco. Augerau obtenait en même temps des succès dans la forêt Noire, et restait maître de tout le Voralberg. Par la plus glorieuse et la plus savante combinaison, les deux armées françaises d'Allemagne et d'Italie, firent leur jonction à Klagenfurth, le 29 novembre.

Mais pendant ce temps, une seconde armée russe avait rejoint celle du général Kutusow, ce qui rendait la position de l'armée française d'autant plus critique, que la Prusse était au moment de lever le masque, et d'agir de concert avec la Russie et l'Autriche. Déjà, le comte de Haugwitz, premier ministre du roi de Prusse, était

arrivé à Brün ; il allait sans doute signifier la déclaration de guerre de la Prusse ; mais les avant-postes russes et français étaient aux mains ; Napoléon dit alors au ministre de Prusse : « C'est une bataille qui s'annonce, je les battrai : ne me dites rien aujourd'hui, je ne veux rien savoir ; allez attendre à Vienne l'issue de l'affaire. » Haugwitz, qui n'était pas novice, ne se le fit pas dire deux fois.

2 décembre. Bataille d'Austerlitz.

Les alliés présentaient en ligne cent mille combattans ; Napoléon n'en avait que soixante-dix mille ; mais il reconnut d'un coup-d'œil la faute qu'ils avaient faite de concentrer leurs forces sur le village d'Austerlitz pour tourner la droite des Français, et s'écria en inspiré : « Avant demain au soir cette armée est à moi. »

Le 2 décembre, au lever d'un beau soleil, l'ennemi attaqua. Kutusow, voulant isoler les deux aîles de l'armée française de son centre, dirige une forte colonne contre les corps de Lannes et de Murat : elle est anéantie. Soult, à la droite, renverse tout ce qui lui est opposé. Pratzen, Telnitz et Sokolnitz sont enlevés par les Français, qui culbutent six mille hommes dans l'étang

de Sokolnitz. Les Russes veulent effectuer leur retraite sur les lacs glacés d'Augezd et de Monitz, deux fortes colonnes précipitent leurs pas sur ces lacs ; la glace se brise, et vingt mille hommes, cinquante pièces de canon et un immense matériel sont engloutis........ L'humanité frémit au souvenir d'un tel désastre. La garde impériale russe voulut donner contre le centre français commandé par Bernadotte, elle fut enfoncée et mise en déroute, sans qu'il fût nécessaire de faire agir la réserve française.

L'ennemi opéra sa retraite dans un épouvantable désordre, et les débris des armées autrichienne et russe ne purent se rallier qu'à Hadiegitz, à la faveur de la nuit.

La bataille d'Austerlitz, à laquelle assistèrent les trois empereurs, coûta aux alliés soixante-dix mille hommes, dont quarante mille noyés ou tués, et trente mille prisonniers. Cent cinquante pièces de canon, quarante-cinq drapeaux, les étendards de la garde impériale russe, et une grande quantité de bagages, parmi lesquels se trouvaient rangés en file les sacs des soldats russes, restèrent au pouvoir des Français. Quinze officiers-généraux russes ou autri-

chiens avaient été pris ou tués. A Austerlitz, les Russes se montrèrent des troupes excellentes, qu'on n'a jamais retrouvées depuis : l'armée russe d'Austerlitz n'aurait pas perdu la bataille de la Moscowa.

Aussitôt après la bataille, les divers corps de l'armée française manœuvrèrent de manière à cerner les débris des Russes et des Autrichiens, et y parvinrent complètement : les deux empereurs auraient pu être faits prisonniers ; mais celui d'Autriche vint lui-même demander la paix à Napoléon dans son bivouac ; et l'empereur Alexandre, cerné à Hœlich, lui fit demander une trève, qui lui fut généreusement accordée : il s'engagea à évacuer la Hongrie par la route d'étape, indiquée par l'armistice ; il partit lui-même dans la nuit suivante.

Deux jours après, le ministre de Prusse Haugwitz, vint féliciter Napoléon sur le gain de la bataille, et protester de l'amitié de la Prusse. « Voilà, dit Napoléon en riant, un compliment dont la fortune a changé l'adresse. » Quoiqu'on ne pût douter de la duplicité de la Prusse, un nouveau traité entre cette puissance et l'empire français fut signé à Vienne, le 5 décembre.

Par ce traité, la Prusse cédait le pays d'Auspach, Bareuth, Clèves et le grand duché de Berg, que Napoléon donna en apanage à son beau-frère Murat. En indemnité, ce royaume reçut l'électorat de Hanôvre.

La paix de Presbourg entre l'empire français et l'Autriche, fut signée le 26 du même mois. L'Autriche y reconnaissait Napoléon pour roi d'Italie; et lui cédait les États de Venise, la Dalmatie et l'Albanie. La principauté d'Augsbourg, le Tyrol, la Souabe autrichienne furent partagées entre l'électeur de Bavière, les ducs de Wittemberg et de Bade. Pour récompenser la fidélité de ces princes, Napoléon créa rois les deux premiers. En même temps, un décret dévoila ses desseins sur Naples, et apprenait à l'Europe qu'il en destinait la couronne à Joseph, frère de Napoléon. Enfin, le prince Eugène reçut la main de la fille du nouveau roi de Bavière; l'Empereur le déclara vice-roi d'Italie, et son successeur au trône, s'il mourait sans postérité.

26 décembre. Paix de Presbourg.

Erection des royaumes de Bavière et de Wittemberg.

La campagne d'Austerlitz n'avait duré que six mois, mais ses résultats furent immenses. Elle détruisit l'empire germanique, pour y substituer cette réunion de petits

souverains qui, sous le nom de *Confédération du Rhin*, était destinée à étendre la frontière armée de la France jusqu'aux bords de l'Elbe.

Après avoir ainsi puni l'Autriche, et humilié les Russes, Napoléon revint à Paris, et la Grande-Armée repassa le Danube et l'Inn.



CHAPITRE III.

Mort de Pitt. — Fox. — Projets sur l'Italie. — Napoléon au Conseil-d'État. — Reprise des hostilités.

Napoléon venait d'arriver à Paris, et la mort du célèbre Pitt faisait concevoir des espérances pour la paix maritime. Fox succédait au fils de lord Chatam. Mort de Pitt.

Pitt avait été le maître de toute la politique européenne; il a tenu dans ses mains le sort moral des peuples; il en a mal usé. Il a incendié l'univers, et s'inscrira dans l'Histoire à la manière d'Erostrate, parmi des flammes, des regrets et des larmes! ... D'abord, les premières étincelles de la révolution française, puis toutes les résistances au vœu national, enfin, toutes les crises horribles qui en furent la conséquence sont son ouvrage. Cette conflagration universelle de vingt-cinq ans, ces

nombreuses coalitions qui l'ont entretenue, le bouleversement, la dévastation de toute l'Europe, les flots de sang des peuples, la dette effroyable de l'Angleterre, qui a payé toutes ces choses, le systême pestilentiel des emprunts sous lesquels les peuples demeurent courbés, le malaise universel après la paix, tout cela est de sa façon. La postérité le reconnaîtra : elle le signalera comme un vrai fléau : cet homme, tant vanté de son temps, ne sera plus un jour que le génie du mal. Mais ce qu'on reprochera le plus vivement à Pitt, ce sera la hideuse école qu'il a laissée après lui, le machiavélisme insolent de cette école, son immoralité profonde, son froid égoïsme, son mépris pour les hommes ou la justice des choses : chez Pitt, le génie desséchait le cœur. Pitt a été et demeure l'homme de l'aristocratie européenne, parce qu'il y avait en lui Sylla : c'est son systême qui a ménagé l'asservissement de la cause populaire et le triomphe des patriciens.

Fox. Fox était sincère ; il avait de la droiture, et voyait juste. Chez lui, le cœur échauffait le génie. Ce n'est pas chez les anciens qu'il faut lui chercher un modèle, c'est à lui

d'en servir ; et son école, tôt ou tard, doit régir le monde.

Napoléon, qui estimait beaucoup le caractère de Fox, entama aussitôt des négociations avec ce nouveau ministre. La paix se serait effectuée si Fox eût vécu. Il mourut au bout de quelques mois. L'instant de la mort de cet homme célèbre fut une des fatalités de la carrière de Napoléon ; s'il eût continué de vivre, les affaires eussent pris une autre tournure ; la cause des peuples l'eût emporté ; Napoléon et Fox eussent fixé un nouvel ordre de choses en Europe. Mais à peine Fox eut fermé les yeux, qu'une autre politique dirigea le cabinet de Londres : il ne pensa plus qu'à organiser de nouvelles coalitions continentales contre la France.

Projets sur l'Italie.

Napoléon venait de faire l'ouverture du Corps-Législatif, et avait fait entendre ces paroles remarquables : « La maison de Naples a perdu sa couronne *sans retour ;* la « presqu'île de l'Italie tout entière fait partie « du grand empire. » Mais, quoiqu'il eût pris lui-même la couronne de fer, et qu'il eût donné celle de Naples à son frère Joseph, Napoléon regardait toutes les organisations de l'Italie comme provisoires : il voulait

faire de cette grande péninsule une seule puissance, et c'est en conséquence de ce projet qu'il se réserva pour lui-même la couronne de fer, afin de tenir dans ses mains la direction des différens peuples d'Italie. Il préféra réunir à l'empire, Rome, Gênes, la Toscane et le Piémont, plutôt que de les joindre au royaume d'Italie, parce que les peuples le préféraient, et aussi parce que l'impulsion impériale y serait plus forte; que c'était un moyen d'appeler en France un grand nombre d'habitans de ces contrées, et d'y envoyer en échange un même nombre de Français: que c'était appeler les conscrits, les matelots de ces provinces dans les cadres des régimens français ou des équipages de Toulon. Pour Naples seulement, il fallut suivre une marche différente, et donner au provisoire qu'on y avait établi une apparence de définitif. Ferdinand était en Sicile, et l'escadre anglaise sur les côtes de Naples; mais au moment de la proclamation de toute l'Italie en un seul royaume, les Italiens de Sicile, de Sardaigne, de Naples, de Venise, de Gênes, du Piémont, de la Toscane, de Milan, se fussent avec enthousiasme serrés autour du

trône de l'antique et noble Italie. Rome serait sortie de ses décombres, et fût devenue la capitale de ce beau royaume. Napoléon comptait réaliser ce grand projet à la naissance d'un second fils. Il n'avait pas disposé du grand duché de Berg, afin d'y replacer Joachim quand il quitterait Naples.

Napoléon au Conseil-d'État.

Napoléon ne resta que peu de mois en France après l'ouverture du Corps-Législatif : il les employa à ordonner de grands travaux, et à présider le Conseil-d'État.

Dans ce Conseil, généralement composé de gens instruits, bons travailleurs et de bonne réputation, se préparaient les lois que l'Empereur présentait au Corps-Législatif, ce qui le rendait tout-à-fait un des élémens de la puissance législative ; là se rédigeaient les décrets de l'Empereur, ses réglemens d'administration publique ; là s'examinaient, se discutaient, se corrigeaient les projets de ses ministres, les plaintes contre les ministres, les appels même de l'Empereur à l'Empereur mieux informé. Il recevait l'appel, et prononçait en dernier ressort sur tous les jugemens administratifs, et accidentellement, sur

tous les tribunaux, même sur la Cour de cassation. Ainsi, le Conseil-d'État, constamment présidé par l'Empereur, et souvent en opposition avec les ministres, se trouvait donc naturellement le refuge des intérêts et des personnes lésés par quelque autorité que ce fût. Quiconque y a assisté, sait avec quelle chaleur la cause des citoyens s'y trouvait défendue. Une commission de ce Conseil recevait toutes les pétitions de l'empire, et mettait sous les yeux du Souverain celles qui méritaient son attention. La discussion était des plus libres au Conseil-d'État, et la présence de l'Empereur, au lieu de la gêner, ne faisait que lui donner un nouveau développement.

Les lois, préparées dans le Conseil-d'État, étaient présentées, par des commissaires tirés de son sein, à une commission du Corps-Législatif chargé de les recevoir; ils les discutaient ensemble à l'amiable, ce qui les faisait souvent rapporter sans bruit au Conseil-d'État, pour y être modifiées. Quand les deux commissions ne pouvaient s'entendre, elles allaient tenir des conférences régulières sous la présidence de l'archichancelier ou de l'archi-trésorier, de sorte

que lorsque ces lois arrivaient au Corps-Législatif, elles avaient déjà l'assentiment des deux partis opposés. S'il existait quelque différence, elle était discutée contradictoirement par les deux commissions, en présence de la totalité du Corps-Législatif, faisant les fonctions de jury. Lorsque ce corps se trouvait suffisamment éclairé, chaque membre prononçait au scrutin secret, ayant ainsi la faculté d'admettre en toute liberté son opinion. Aucun mode assurément ne pouvaient être plus convenable contre l'effervescence nationale et la jeunesse de la France, en matière de liberté politique.

Napoléon aimait beaucoup à discuter au Conseil-d'État, et l'on était souvent frappé de ses idées lumineuses. Étant Consul, il avait présidé presque toutes les séances de la confection du Code civil. Tronchet était l'ame du Conseil, Napoléon, le démonstrateur. Les improvisations du premier Consul, sur la plupart des articles du Code civil, démontrent une grande justesse d'observation, la profondeur de ses vues, et surtout la libéralité de ses sentimens. En dépit des diverses oppositions, c'est à lui

que l'on doit l'article : *Tout individu né en France est Français.* Ce fut encore lui qui opina pour la conservation du droit de Français aux enfans nés de Français établis en pays étranger. Lors de la discussion sur le divorce, le premier Consul fut pour ce principe, et combattit certaines restrictions. Les premiers légistes du Conseil-d'État étaient pour que la mort civile entraînât la dissolution du contrat civil du mariage. La discussion fut très-vive : le premier Consul s'y opposa avec sa logique ordinaire.

Université impériale.

Au retour d'Austerlitz, l'Empereur s'était beaucoup occupé d'objets purement administratifs ; c'est alors qu'il fit promulguer l'ensemble du *Code de procédure civile*, et qu'il fonda l'*Université impériale*. Plus tard, Napoléon s'est plaint souvent de la mauvaise organisation, du mauvais esprit qui semblait présider à cette institution importante : il assurait qu'on gâtait toutes ses idées, qu'on n'exécutait jamais bien ses intentions. Fontanes se courba devant l'orage, et n'en continua pas moins son train accoutumé. Au retour de Napoléon de l'île d'Elbe, on l'a assuré que ce grand-maître de l'Université s'était vanté auprès du Gouverne-

ment qui succédait, d'avoir gêné, dénaturé autant qu'il avait été en son pouvoir, l'impulsion que Napoléon avait prétendu imprimer aux générations qui s'élèvent.

En même temps que l'Empereur s'occupait sans relâche de l'administration, il ne perdait pas de vue les manœuvres de l'Angleterre, ni les préparatifs de la Prusse.

Cette puissance pouvait, en vertu de la convention de Vienne, du 15 décembre 1805, s'emparer du Hanôvre; mais la convention n'obtint à Berlin qu'une ratification conditionnelle : la ratification définitive donna lieu à des discussions qui se prolongèrent une partie de 1806. Cependant, la Prusse occupa enfin le Hanôvre, et tout paraissait arrangé lorsqu'elle déclara la guerre. Elle n'y fut pas provoquée par la France, elle fut entraînée par l'effervescence des passions de la jeunesse de Berlin, et trompée par une dépêche du marquis de Lucchesini, son ministre à Paris, qui assurait que le traité signé alors à Paris par le comte Oubril, faisait contracter à la France et à la Russie des engagemens contraires aux intérêts de la Prusse. Dans le premier moment d'effroi, la Prusse courut aux armes;

mais le cabinet de Berlin ne tarda pas à être parfaitement rassuré du côté de l'empereur de Russie, qui désavoua son plénipotentiaire le comte Oubril, et ne ratifia pas le traité de Paris, lequel d'ailleurs ne faisait aucune mention de la Prusse. Après s'être préparé à lutter contre la France et la Russie, le roi ne trouvant plus avoir à combattre que la France, et étant au contraire assuré du secours de la Russie, ne douta pas de la victoire.

••••••••••••••••

CHAPITRE IV.

Campagne de Prusse. — Système continental.

Déja les armées prussiennes, portées au grand complet de guerre, s'étaient ébranlées de toutes parts; elles avaient dépassé leurs frontières; la Saxe était envahie, et le sage prince qui la gouvernait avait été forcé d'agir contre sa volonté, contre l'intérêt de ses peuples. Les armées prussiennes étaient arrivées devant les cantonnemens des troupes françaises. Des provocations de toute espèce, et même des voies de fait, avaient signalé l'esprit de haine qui animait les ennemis, et la modération des soldats français, qui, tranquilles à l'aspect de tous ces mouvemens, étonnés seulement de ne recevoir aucun ordre, se reposaient dans la double confiance que donne le courage et le bon droit. Napoléon, dont la pré-

sence était devenue nécessaire à la Grande-Armée, part de Paris, passe le Rhin, et va repousser la force par la force. Des marches combinées et rapides ont porté en un clin-d'œil les divers corps aux lieux qui leur sont indiqués; tous les camps sont formés, et les soldats d'Austerlitz vont marcher contre les armées prussiennes.

1806. 8 octobre. Ouverture de la campagne de Prusse.

Le combat de Schleitz et celui de Saafeld, où le prince Louis de Prusse fut tué, ouvrent la campagne; les Prussiens sont battus et poursuivis partout où les Français les rencontrent. Les événemens se succèdent avec rapidité; en moins de quatre jours, l'armée prussienne est prise en flagrant délit, ses magasins sont enlevés: elle est tournée. C'est en vain qu'elle voudrait se diriger sur Magdebourg, les Français ont gagné trois marches sur elle. Ils bordent la Saale, ayant le dos à l'Elbe, et marchent sur l'armée prussienne, qui, de son côté, a le dos sur le Rhin; position bizarre, d'où vont naître des événemens d'une grande importance. L'armée prussienne, tournée, employa plusieurs jours à rappeler tous ses détachemens, et le 13 octobre, elle se présenta en bataille entre

Capeldorf et Aurestaëdt, forte de près de cent cinquante mille hommes.

L'empereur Napoléon arriva le même jour à Jéna, et, sur un petit plateau qu'occupait l'avant-garde française, il aperçut les dispositions de l'ennemi, qui paraissait manœuvrer pour attaquer le lendemain, et forcer les divers débouchés de la Saale.

Le maréchal Davoust reçut aussitôt l'ordre de déboucher par Naumbourg, pour défendre les défilés de Koësen, si l'ennemi voulait marcher sur Naumbourg, ou pour se rendre à Alpoda, pour le prendre à dos s'il rentrait dans la position où il était. Le corps du maréchal Bernadotte fut destiné à déboucher de Dornebourg pour tomber sur les derrières de l'ennemi. La grosse cavalerie, qui n'avait pas encore rejoint l'armée, ne pouvait arriver qu'à midi : la cavalerie de la garde était encore à trente-six heures de distance ; mais il est des momens à la guerre où aucune considération ne doit balancer l'avantage de prévenir l'ennemi, et de l'attaquer le premier. L'Empereur fit ranger sur le plateau de Jéna, que l'ennemi paraissait avoir négligé, tout le corps du maréchal Lannes. Le maréchal Lefebvre fit

ranger au sommet la garde impériale en bataillon carré. Napoléon bivouaqua au milieu de ses braves. Les corps de Ney et de Soult passèrent la nuit en marche.

14 octobre. Bataille de Jéna.

A la pointe du jour, toute l'armée prit les armes. Un brouillard épais obscurcissait le jour. L'armée ennemie paraissait ne vouloir attaquer que lorsque le brouillard serait dissipé. Un corps de cinquante mille hommes de la gauche se porta pour couvrir les défilés de Naumbourg, et s'emparer des débouchés de Koësen; mais il avait été déjà prévenu par le maréchal Davoust. Les deux autres corps prussiens, formant une force de quatre-vingt mille hommes se portèrent en avant de l'armée française, qui débouchait du plateau de Jéna. Le brouillard couvrit les deux armées pendant deux heures; mais enfin il fut dissipé par un beau soleil d'automne. Les deux armées s'aperçurent à petite portée de canon.

Le maréchal Lannes marcha en échelons pour soutenir le village de Hollstedt, où plusieurs bataillons français se trouvaient engagés. Soult attaqua un bois sur la droite. L'ennemi ayant fait un mouvement de sa droite sur la gauche des Français, Auge-

reau fut chargé de le repousser. En moins d'une heure, l'action devint générale : trois cent mille hommes avec sept à huit cents pièces de canon semaient partout la mort, et offraient un de ces spectacles rares dans l'histoire. De part et d'autre, on manœuvra constamment comme à une parade. Soult, ayant enlevé le bois qu'il avait attaqué, fit un mouvement en avant. Dans cet instant, on prévint l'Empereur que la division de cavalerie française de réserve commençait à se placer, et que deux nouvelles divisions du corps de Ney arrivaient aussi en arrière du champ de bataille. On fit alors avancer toutes les troupes qui étaient en réserve sur la première ligne, et qui, se trouvant ainsi appuyées, culbutèrent l'ennemi en un clin-d'œil et le mirent en pleine retraite. Il la fit en ordre pendant la première heure ; mais elle devint un affreux désordre du moment que les divisions de dragons et de cuirassiers, ayant Murat en tête, purent prendre part à l'affaire. En vain, l'infanterie prussienne se forma en bataillons carrés ; cinq de ces bataillons furent enfoncés : rien ne put soutenir le le choc des Français : artillerie, cavalerie,

infanterie, tout fut culbuté et pris. La cavalerie française arriva à Weimar en même temps que les Prussiens, qui furent ainsi poursuivis pendant six lieues.

14 octobre. Combat d'Aurestaëdt.

Sur la droite, le corps du maréchal Davoust faisait des prodiges à Aurestaëdt. Non-seulement il contînt, mais il mena battant pendant plus de trois lieues, le gros des troupes ennemies qui devaient déboucher du côté de Koësen. Davoust s'est immortalisé à Aurestaëdt, où il a déployé une bravoure distinguée, et la fermeté de caractère, première qualité de l'homme de guerre.

La journée de Jéna coûta au roi de Prusse vingt mille hommes tués ou blessés, trente mille prisonniers, quarante-cinq drapeaux, trois cents pièces de canon, et des magasins immenses de subsistances. Mais elle fut encore plus funeste à la Prusse par ses résultats. Par cette bataille, l'armée prussienne perdit toute retraite et toute sa ligne d'opérations : sa gauche, poursuivie par Davoust, se jetait sur Weimar, tandis que sa droite et son centre se retiraient de Weimar sur Naumbourg. La confusion devint bientôt extrême. Le roi fuyait à travers les champs à la tête de son régiment

de cavalerie. Les autres corps prussiens, poursuivis l'épée dans les reins, cherchaient leur salut dans la fuite, errant sans direction, ou se jetant dans les places fortes, qui capitulaient aussitôt. C'est en vain que le roi de Prusse fit solliciter un armistice : Napoléon ne voulut pas qu'un seul homme de l'armée prusienne de Jéna, repassât l'Oder.

Résultats de la bataille de Jéna.

En effet, deux jours après la bataille, Soult écrasa à Greussen le vieux maréchal Kalkreuth, et le poursuivit jusqu'à Magdebourg. Le même jour Erfurth se rendit au grand duc de Berg, Murat ; quatorze mille hommes enfermés dans cette place furent faits prisonniers : on y prit aussi un parc de cent vingt pièces approvisionnées. Leipsick, Halberot, Brandebourg, Spandau, Postdam, furent occupés, et Napoléon fit son entrée à Berlin, le 27 octobre, à la tête de sa garde.

Le lendemain, Murat et le général Belliard firent déposer les armes à seize mille hommes, l'élite de la garde royale de Prusse, commandée par le prince de Hoenlohe, qu'ils avaient cernée à Preutzen. Le 29, cinq mille Prussiens se rendirent au général Milhau, Stettin capitula le même jour avec le

général Lasalle, qui y fit encore cinq mille prisonniers. Le général Becker prit quatre mille hommes à Andlaw. Custrin se rendit au maréchal Davoust, le 1er novembre. Murat, Soult et Bernadotte atteignirent, enfin, à Lubeck le fuyard Blucher; le combat dura deux jours, au bout desquels tout ce qui s'était échappé d'Aurestaëdt mit bas les armes; Blucher, le duc de Brunswick-Oëls, dix généraux, cinq cents officiers, quinze mille hommes d'infanterie, cinq mille de cavalerie, et soixante drapeaux restèrent au pouvoir des vainqueurs. Enfin, Ney fit capituler Magdebourg, où se trouvaient dix-huit mille hommes, vingt généraux, six à sept cents pièces de canon, et d'immenses magasins.

Combat de Lubeck.

Prise de Magdebourg.

Après la prise de Magdebourg et le combat de Lubeck, la campagne contre la Prusse se trouva entièrement finie. En un mois, cette puissance avait perdu cent quarante-cinq mille hommes; tous les drapeaux et étendards, tous les canons, tous les bagages, tous les généraux avaient été pris. Il ne restait au roi de Prusse que douze à quinze mille hommes d'infanterie, enfermés dans quelques places. Le roi et la

reine s'étaient sauvés à Kœnigsberg, avec quelques officiers et deux à trois mille hommes. La belle reine de Prusse, un des premiers provocateurs à la guerre, et que l'on avait vue à la tête de son régiment parcourir les rues de Berlin pour exhalter la jeunesse de cette ville, déplorait amèrement alors cette guerre fatale : « La mémoire du grand Frédéric nous a perdus, disait-elle, nous nous sommes crus pareils à lui, et nous ne le sommes pas ! »

Pendant que les divers corps français donnaient, pour ainsi dire, la chasse aux débris épars de l'armée prusienne, Napoléon envoyait à l'hôtel des Invalides de Paris, l'épée du grand Frédéric, son cordon de l'Aigle-Noire, sa ceinture de général, et les drapeaux que portait sa garde dans la fameuse guerre de sept ans.

Trait de magnanimité.

Ce fut lors de l'entrée de Napoléon à Berlin qu'eut lieu ce trait de magnanimité digne de passer à la postérité. Le prince d'Hatzfeld, chargé du gouvernement civil de Berlin, instruisait le roi de Prusse des mouvemens de l'armée française; des lettres de ce prince avaient été interceptées aux avant-postes. Les lois étaient positives, le

prince de Hatzfeld devait être fusillé. Sa femme, fille du ministre Schulembourg, courut se jeter aux pieds de Napoléon; elle croyait son mari arrêté à cause de la haine que son père avait vouée à la France; l'Empereur la dissuada bientôt. La princesse attribua alors à ses ennemis ce qu'elle appelait une calomnie. « Vous connaissez l'écriture de votre mari, dit l Empereur; je vous fais juge. » Il fit apporter la lettre interceptée, et la lui remit. La princesse, grosse de plus de huit mois, s'évanouissait à chaque mot qui lui découvrait jusqu'à quel point son mari était compromis. L'Empereur fut touché de sa douleur, de sa confusion, des angoisses qui la déchiraient. « Eh bien! lui dit-il, vous tenez cette lettre, jetez-la au feu: cette pièce anéantie, je ne pourrai plus faire condamner votre mari. » Madame d'Hatzfeld ne se le fit pas dire deux fois. Immédiatement après, le prince de Neufchatel reçut ordre de lui rendre son mari. La commission était déjà réunie: trois heures plus tard il était fusillé.

21 novembre. Système continental.

C'est encore à Berlin, le 21 novembre 1806, que fut rendu le fameux décret établissant le *Système continental*. Ce décret

déclarait les îles Britanniques en état de blocus, et appliquait la saisie à toute marchandise, à tout Anglais trouvés sur le territoire de la France, sur celui des pays qu'elle a conquis, et de ceux qui sont sous la domination de ses alliés. Napoléon n'avait pas assez de marine, il ne pouvait lutter avec l'Angleterre pour l'obliger à faire la paix : il n'y avait que le système continental qui pût réussir. Le décret du 21 novembre ne prescrivait point de lois à l'Europe ; il traçait seulement la marche à suivre pour arriver au même but ; les traités auraient fait le reste. Le droit de blocus, que s'était arrogé l'Angleterre, nuisait autant au commerce des nations européennes, qu'il nuisait au commerce de l'empire français, et à la dignité de sa puissance. Le maintien, l'observance ou l'adoption du décret de Berlin, était donc plus dans les intérêts de l'Europe que dans les intérêts privés de la France. En rendant ce décret, Napoléon savait qu'il frappait juste, et que l'Angleterre devait succomber, si le système continental était bien observé ; mais le ministère anglais sentit le coup qu'on portait aux ma-

nufactures et au commerce de la Grande-Bretagne, et il n'épargna ni les démarches, ni l'or, pour paralyser les effets du systême continental.



CHAPITRE V.

Campagne de Pologne. — Paix de Tilsitt.

CEPENDANT, les Russes, qui n'avaient pu penser que la Prusse serait conquise en six semaines, arrivaient au secours des Prussiens, après leurs désastres. Ils envahirent la Pologne prussienne dans le mois de novembre, et le général Benigsen entra dans Varsovie.

1806. Arrivée des Russes dans la Pologne prussienne.

Napoléon, jugeant qu'une nouvelle campagne était inévitable, quitta Berlin, le 25 novembre, et porta le quartier-général de la Grande-Armée à Posen, où les divers corps se réunissaient. Murat, Davoust, Lannes et Augereau chassèrent les Russes de Varsovie : après un léger engagement, Benigsen s'était empressé d'évacuer la ville en apprenant que l'armée française venait à lui, et voulait tenter une affaire.

Entrée des Français à Varsovie.

L'entrée des Français dans cette grande ville fut un triomphe. L'amour de la patrie était non-seulement conservé en entier dans le cœur de toutes les classes, mais il s'était retrempé par le malheur. La première passion du peuple polonais, son premier désir, était de redevenir nation. Les plus riches sortaient de leurs châteaux pour venir demander à grands cris le rétablissement de la nation, et offrir leurs enfans, leur fortune, leur influence : déjà ils avaient partout repris leur ancien costume, leurs anciennes habitudes.

Le trône de Pologne se rétablira-t-il, et cette grande nation reprendra-t-elle son existence et son indépendance ? Du fond du tombeau renaîtra-t-elle à la vie ? Dieu seul, qui tient dans ses mains les combinaisons de tous les événemens, est l'arbitre de ce grand problème politique.......

Paix avec la Saxe et le duc de Saxe-Weimar.

Pendant que les corps d'armée français passaient successivement la Vistule, et que l'on mettait Varsovie dans un formidable état de défense, Napoléon signait à Posen la paix avec le vénérable électeur de Saxe, qu'il créait Roi, et avec le duc de Saxe-Weimar : tous les princes de Saxe étaient

admis dans la Confédération du Rhin, et la Grande-Armée se recrutait des contingens de troupes de tous ces princes : des renforts arrivaient aussi de France; tout faisait espérer une heureuse issue de la campagne.

Elle s'ouvrit par divers combats sur le Bug où les Français eurent constamment l'avantage. Bientôt l'armée passa l'Urna et la Sonna, et culbuta partout les Russes. Dès le 25 décembre, toutes les colonnes russes étaient coupées, errant à l'aventure, dans un désordre difficile à imaginer. Le général russe avait fait la faute de cantonner son armée, ayant sur ses flancs l'armée française. Si la saison eût été belle l'armée russe n'aurait pu se retirer, et aurait été perdue sans bataille; mais dans une saison où il fait nuit à quatre heures, l'ennemi qu'on poursuit a des chances pour se sauver, surtout dans un pays difficile, et coupé de bois.

Ouverture de la campagne contre les Russes.

L'année 1806 se termina par les combats de Pultusk et de Golymin. A Pultusk, les Russes avaient formé un camp où se trouvaient toutes les troupes sous les ordres du général Benigsen. Il fut attaqué, le 26 dé-

Combats de Pultusk et de Golymin.

cembre, par le maréchal Lannes, ayant la division Suchet en première ligne, la division Gazan, en deuxième, et la division Gudin, sur sa gauche : le combat fut vif, mais il ne fut pas un instant douteux. L'ennemi, culbuté, dut battre en retraite pour gagner Ostrolenka. Le cinquième corps d'armée montra au combat de Pultusk ce que peuvent des braves, et l'immense supériorité de l'infanterie française sur celle des autres nations. Les généraux Vedel, Claparède, Treillard et Broussard furent blessés dans cette glorieuse affaire : le maréchal Lannes fut touché d'une balle.

Tandis que le général Benigsen était battu à Pultusk, les corps russes commandés par Buxhowden étaient également engagés à Golymin, dans leur camp. Les maréchaux Davoust et Augereau l'attaquèrent avec impétuosité ; le feu devint des plus vifs ; le combat continua jusqu'à onze heures du soir ; les Russes firent alors leur retraite en désordre sur Ostrolenka, laissant leur artillerie, leurs bagages et leurs sacs.

Les destins de l'armée de Benigsen et de celle de Buxhowden, devaient se terminer en-deça de la petite rivière d'Orcye ; mais

tous les mouvemens des corps français furent contrariés par l'effet du dégel, au point que l'artillerie mit deux jours pour faire trois lieues. Toutefois, les Russes avaient déjà perdu dans ces divers combats vingt-cinq à trente mille hommes, cent pièces de canon, et beaucoup de bagages.

Quelques jours après, l'armée russe quitta Ostrolenka, et tout le territoire de la Pologne prussienne se trouva évacué. L'armée française fut mise en quartiers d'hiver.

A cette époque, la Perse et la Porte-Ottomane venaient de déclarer la guerre à la Russie, ce qui produisit une grande diversion favorable à la France.

1807. Mouvement offensif des Russes.

Cependant, le corps du général Essen, accouru du fond de la Moldavie, où il était d'abord destiné à servir contre les Turcs, et plusieurs régimens qui étaient en Russie, mis en marche depuis quelque temps des extrémités de ce vaste empire, avaient rejoint les corps d'armée, qui se mirent alors en marche pour porter le théâtre de la guerre sur le bas de la Vistule. Napoléon donna ordre à ses généraux de battre en retraite, et de favoriser les opérations offensives des

Russes, en les attirant sur le bas de la Vistule. Il ordonna en même temps la levée des quartiers d'hiver. L'Empereur partit de Varsovie, et arriva le 31 janvier à Villenberg.

Le 1er février, l'armée française se mit en marche, et rencontra à Passenheim l'avant-garde russe, qui prenait l'offensive, et se dirigeait déjà sur Villenberg. Murat la fit charger par plusieurs colonnes de cavalerie, et la repoussa. Deux jours après, l'armée russe, qui avait rétrogradé en toute hâte, se voyant tournée par son flanc gauche, et jetée sur cette Vistule qu'elle s'était tant vantée de vouloir passer, parut rangée en bataille, ce qui donna lieu au combat de Bergfried, où les Russes furent mis en déroute. Leur armée se mit en retraite dans la nuit, et fut poursuivie pendant quatre jours par les divers corps français. Plusieurs combats eurent encore lieu jusqu'à Preussich-Eylau, qui fut enlevé de vive force par les troupes françaises, dans la soirée du 7 février.

1807. 8 février. Bataille d'Eylau.

Le lendemain, eut lieu la sanglante bataille d'Eylau. A la pointe du jour, les Russes commencèrent l'attaque par une vive canonnade sur la ville dEylau. Napoléon se porta à

la position de l'église, que les Russes avaient tant défendue la veille. Il fit avancer le corps du maréchal Augereau et canonner le monticule par quarante pièces d'artillerie de sa garde. Une épouvantable canonnade s'engagea de part et d'autre. L'armée russe, rangée en colonnes, était à demi-portée de canon: tout coup portait. Impatientée de tant souffrir, elle voulut déborder la gauche des Français. Au même moment les tirailleurs du maréchal Davoust se firent entendre sur les derrières de l'armée russe. Augereau déboucha en même temps sur le centre, et le général St.-Hilaire, sur la droite. L'un et l'autre devaient manœuvrer pour se réunir à Davoust; mais à peine eurent-ils débouché, qu'une neige épaisse, et telle qu'on ne distinguait pas à deux pas, couvrit les deux armées. Dans cette obscurité, le point de direction fut perdu, et les colonnes, s'appuyant trop à gauche, flottèrent incertaines. Le temps s'étant éclairci au bout d'une demi-heure, Murat, à la tête de la cavalerie, tourna la division St.-Hilaire, et tomba sur l'armée ennemie : manœuvre audacieuse s'il en fut jamais, et qui était devenue nécessaire dans les circonstances où se trou-

vaient les colonnes françaises. Cette charge inouie, qui avait culbuté plus de vingt mille hommes d'infanterie, et les avait obligés à abandonner leurs pièces, aurait décidé sur-le-champ la journée, sans le bois et quelques difficultés de terrain. La victoire, long-temps incertaine, fut enfin décidée lorsque le maréchal Davoust déboucha sur le plateau, et déborda les Russes, qui, après avoir fait de vains efforts pour le reprendre, battirent en retraite. Trois cents bouches à feu avaient vomi la mort de part et d'autre pendant douze heures. Si la bataille d'Eylau fut sanglante pour les Français, elle le fut bien plus pour les Russes : ils y firent pourtant des prodiges de valeur. La perte du côté des Français fut de douze à treize mille hommes hors de combat ; celle des Russes pouvait être évaluée à plus de vingt mille. Seize pièces de canon sont restées sur le champ de bataille.

Le lendemain, l'armée russe fut poursuivie jusqu'à la rivière de Frischling : elle se retira au-delà de la Prégel.

Ainsi, l'expédition offensive des Russes, qui avait pour but de se porter sur Thorn, en débordant la gauche de la Grande-Armée,

lui avait été funeste. Douze à quinze mille prisonniers, vingt mille hommes hors de combat, dix-huit drapeaux, cinquante-cinq pièces de canon, furent les trophées trop chèrement payés sans doute par le sang de tant de braves. Les Russes battus et rejetés à cent lieues de la Vistule, l'armée française reprit ses cantonnemens, et rentra dans ses quartiers d'hiver

1807. Mai. Siége et prise de Dantzick.

La bataille d'Eylau, ayant fait échouer tous les projets que les Russes avaient formés contre la Basse-Vistule, mit les Français à mesure d'investir Dantzick, et de commencer le siége de cette place. Le maréchal Lefèvre fut chargé de cette opération importante, et eut la gloire de faire capituler la garnison, le 26 mai. La prise de Dantzick fut un grand événement. Pendant la durée de ce siége l'armée française resta dans ses cantonnemens, et n'eut à soutenir que quelques combats d'avant-postes; excepté toutefois l'affaire qui eut lieu sous les murs de Dantzick, lorsque les alliés voulurent ravitailler cette place par mer.

Cependant, l'empereur Alexandre était arrivé à son armée avec sa garde et d'autres renforts. On savait qu'il tenait souvent des

conseils de guerre avec le roi de Prusse, le grand duc Constantin et les principaux généraux. De son côté, la Grande-Armée avait aussi reçu des renforts des dépôts : tout annonçait une nouvelle campagne sanglante.

1807. Juin. Mouvement offensif des Russes.

En effet, dès le 5 juin, l'armée russe se mit en mouvement; ses divisions de droite attaquèrent le pont de Spandau; mais ce fut vainement qu'elles retournèrent sept fois à la charge contre les retranchemens, elles furent repoussées avec une perte de douze cents hommes. Au même moment, deux divisions russes du centre attaquèrent la tête du pont de Lomitten; elles furent également repoussées pendant tout le jour, et perdirent onze cents hommes. Enfin, le général en chef russe, avec la garde impériale et trois divisions, attaqua, le même jour et au même instant, les positions du maréchal Ney, qui dut se retirer sur Ackendorf, suivant les ordres de l'Empereur.

Le lendemain, les Russes attaquèrent encore le 6e corps; mais les manœuvres du maréchal Ney et son intrépidité, déjouèrent les projets des Russes : ils furent culbutés, eurent deux mille hommes tués et trois mille blessés.

Napoléon arriva le 8 au camp de Ney : le 9, il se porta sur Guttstadt, avec les corps de Ney, Davoust et Lannes, avec sa garde et la cavalerie de réserve. Le 10, la Grande-Armée se dirigea sur Heilsberg, enlevant partout les camps russes : elle atteignit l'arrière-garde russe en avant d'Heilsberg, et la culbuta. Toute l'armée russe se trouvait alors à Heilsberg : elle fit de nombreux efforts pour se maintenir dans ses positions ; mais, à la nuit, une division française la déborda, et l'obligea à se retirer. L'empereur Napoléon passa la journée du 11 sur le champ de bataille. Le 12, tous les corps de la Grande-Armée s'ébranlèrent, et prirent différentes directions. Le 13, un régiment de hussards entra à Friedland, mais il en fut chassé.

Enfin, le 14, les Russes débouchèrent sur le pont de Friedland. A trois heures du matin, des coups de canon se firent entendre. « C'est un jour de bonheur, dit l'Empereur : c'est l'anniversaire de Marengo ! » Croyant qu'ils n'avaient devant eux qu'une quinzaine de mille hommes, les Russes continuèrent leur mouvement pour filer sur Kœnigsberg ; mais, à cinq heures du soir,

14 juin. Bataille de Friedland.

les différens corps d'armée étaient à leur place. Les Russes déployèrent alors toutes leurs forces, la gauche appuyée à la ville de Friedland, et leur droite se prolongeant à une lieue et demie. Napoléon, après avoir reconnu les positions, décida sur-le-champ d'enlever la ville de Friedland, en faisant brusquement un changement de front. Il fit commencer l'attaque par l'extrémité de sa droite. A cinq heures et demie, le maréchal Ney commença le mouvement. Au même moment, la division Marchand s'avança vers les Russes l'arme au bras. Dès l'instant où le général Benigsen s'aperçut que Ney avait quitté le bois, il le fit déborder par des régimens de cavalerie et une nuée de cosaques; les dragons de Latour-Maubourg partirent au galop et repoussèrent cette charge. Une batterie de trente canons fut alors placée au centre, et fit éprouver une perte horrible à l'armée russe. Les démonstrations que fit ensuite le général Benigsen pour opérer une diversion furent inutiles. Plusieurs colonnes d'infanterie russe, qui attaquèrent la droite du maréchal Ney, furent chargées à la bayonnette et, précipitées dans l'Alle, où plusieurs milliers de sol-

dats trouvèrent la mort. La garde impériale russe, embusquée au ravin qui entoure Fridland, déboucha avec intrépidité, et fit une charge sur la gauche de Ney, qui fut un moment ébranlée ; mais la division Dupont marcha sur la garde impériale, la cubulta, et en fit un horrible carnage. L'effort que venaient de faire les Russes sur la droite ayant échoué, ils voulurent en essayer un autre sur le centre. C'était Lannes qui le commandait ; ils furent reçus comme on devait l'attendre des braves sous ses ordres. Les charges de l'infanterie et de la cavalerie russes ne purent pas retarder la marche des colonnes françaises ; tous les efforts de la bravoure des Russes furent inutiles : ils ne purent rien entamer et trouvèrent la mort sous les bayonnettes françaises. Le maréchal Mortier, qui, pendant toute la journée, avait maintenu la gauche avec le plus grand sang-froid, marcha alors en avant, et culbuta tout ce qui lui était opposé ; la victoire ne fut pas un instant indécise. Le champ de bataille fut un des plus horribles à voir : les Russes y laissèrent quinze à dix-huit mille hommes, tandis qu'il n'y avait que quatre à cinq mille Fran-

çais. Cent vingt pièces de canon, vingt mille prisonniers, un grand nombre de drapeaux restèrent au pouvoir des Français.

Les restes de l'armée vaincue coururent se mettre à couvert en passant la Prégel, et en détruisant tous les ponts. Kœnigsberg fut abandonné après que Murat eut pris en flanc l'armée prussienne du général Lestocq. L'empereur de Russie et le roi de Prusse se trouvaient depuis quelques jours à Tilsitt.

Armistice, et entrevue des deux empereurs.

Les généraux russes, Bagration et Benigsen, demandèrent alors un armistice, qui fut conclu le 22 juin.

Le 25, eut lieu la première entrevue entre les deux Empereurs. Un large radeau, sur lequel on avait élevé un pavillon, fut placé au milieu du Niémen pour cette entrevue. Napoléon, Murat, Berthier, Bessières, Duroc et Caulincourt s'embarquèrent d'un côté, en même temps qu'Alexandre, le grand duc Constantin, Benigsen, Ouvaroff, Labanoff et le comte Liéven s'embarquaient de l'autre. Les deux bateaux arrivèrent en même temps; les deux Empereurs s'embrassèrent, et entrèrent

dans le pavillon, où ils eurent une conférence de deux heures. Le lendemain, eut lieu une seconde entrevue, à laquelle le roi de Prusse assista.

Dès cet instant, on s'occupa, au milieu des fêtes et des manœuvres militaires, de la conclusion de la paix, qui fut signée le 8 juillet, et ratifiée le lendemain. La paix de Tilsitt fut glorieuse pour la France : il devenait probable que le blocus continental ne serait pas un vain mot.

8 juillet. Paix de Tilsitt.

A Tilsitt, les deux empereurs de France et de Russie se donnèrent des marques sincères d'estime et d'affection : on pouvait espérer que la paix de l'Europe ne serait pas troublée de long-temps ; mais ces heureux présages ne tardèrent pas à être détruits.

CHAPITRE V.

Retour de Napoléon à Paris. — Sa Cour. — Sa moralité. — Son administration.

Cour de Napoléon.

Napoléon arriva à Paris pendant que les Français étaient encore ivres de joie et d'enthousiasme. Il salua la France du nom de *Grande nation,* et reçut le titre de *Grand*, qui lui fut décerné par tous les corps de l'Etat.

La victoire semblait prendre le soin elle-même d'affermir le nouvel ordre des choses: Napoléon s'était entouré de tous les partis et les avait réunis ; son grand principe avait été d'ensevelir entièrement le passé : jamais on ne l'avait vu revenir sur aucune opinion, ni proscrire aucun acte. Il s'était environné de votans : il en avait aux ministères, au Conseil-d'Etat, partout. D'un autre côté, la circonstance de son mariage avec madame de Beauharnais l'avait mis en point

de contact avec tout un parti qui lui était nécessaire pour concourir à son système de fusion, un des principes les plus grands de son administration, et qui la caractérise spécialement : sans sa femme, il n'aurait jamais pu avoir avec ce parti aucun rapport naturel.

Par ces moyens, Napoléon était parvenu à créer la cour la plus brillante du monde, qu'il mit d'accord avec la dignité du trône et les mœurs nouvelles de la France. Il voulait faire servir cette création à l'amélioration des manières des grands, et à l'industrie du peuple. On étalait à cette nouvelle cour une grandeur, une magnificence extraordinaires. Napoléon seul conserva toujours une extrême simplicité, qui servait même à le faire reconnaître. Ce luxe, ce faste, qu'il encourageait autour de lui, étaient dans ses combinaisons et non dans ses goûts ; il les faisait servir à exciter à payer les manufactures et l'industrie nationales.

Au retour de Tilsitt, la cour des Tuileries devint encore plus brillante : une foule de princes allemands vinrent envahir le palais ; ils en remplissaient les salons, modestement confondus avec les généraux et

les préfets de l'empire. Quelques-uns de ces princes briguaient la faveur de devenir aides-de-camp de Napoléon : d'autres, croyant qu'il était prêt à renouveler dans sa personne l'étiquette et les formes du Saint-Empire Romain, demandaient à être, l'un le grand échanson, l'autre le grand pannetier, etc. En un mot, Napoléon se trouva alors entouré de rois qui s'empressaient de lui être agréables en tout.

Moralite de Napoléon.

Toutefois, il exigeait des mœurs ; il regardait l'immoralité comme la disposition la plus funeste qui puisse se trouver dans un souverain, en ce qu'il la met aussitôt à la mode, qu'on s'en fait honneur pour lui plaire, qu'elle fortifie tous les vices, entame toutes les vertus, infecte toute la société à l'égal de la peste : il la regardait comme le fléau d'une nation ; tandis que la morale publique lui paraissait, au contraire, le complément de toutes les lois, formant à elle seule tout un Code. La révolution, en dépit de toutes ses horreurs, n'en avait pas moins été la vraie cause de la régénération des mœurs de la France ; et de l'administration de Napoléon datait l'ère mémorable du retour à la morale.

Nul doute que les catastrophes qui ont suivi feront tout rebrousser; car au milieu de tant de vicissitudes et de désordres, le moyen qu'on résiste aux tentations de tout genre, à l'appât de l'intrigue, à la cupidité, aux suggestions de la vénalité! Toutefois, on pourra arrêter, comprimer le mouvement ascendant d'amélioration, mais non le détruire; car la moralité publique est du domaine spécial de la raison et des lumières: elle est leur résultat naturel, et l'on ne saurait plus faire rétrograder la raison et les lumières. Pour reproduire les scandales et les turpitudes des temps passés, la consécration des doubles adultères, le libertinage de la régence, les débauches du règne qui l'a suivie, il faudrait reproduire aussi toutes les circonstances d'alors, ce qui est impossible : il faudrait ramener l'oisiveté absolue de la première classe, qui ne pouvait avoir d'autre occupation que les rapports licencieux des sexes; il faudrait détruire dans la classe moyenne ce ferment industriel qui agite aujourd'hui toutes les imaginations, agrandit toutes les idées, élève toutes les ames; il faudrait, enfin, replonger les dernières classes dans cet avi-

lissement et cette dégradation qui les réduisaient à n'être que de véritables bêtes de somme ; or, tout cela est désormais impossible : les mœurs publiques sont en hausse, et l'on peut prédire qu'elles s'amélioreront graduellement sur tout le globe.

Administration de Napoléon.

L'administration fut encore un des objets sur lesquels Napoléon portait toute son attention. Il était venu à bout d'en créer une pure et énergique, dont il possédait lui-même les détails. Il jouissait d'une réputation singulière parmi tous les bureaucrates et les faiseurs de chiffres ; cette réputation avait commencé sous le consulat : vérifiant un jour la balance d'une année, il releva une erreur de deux millions au désavantage de la République. M. Dufresne, alors chef de la Trésorerie, parfaitement honnête homme du reste, n'en voulait d'abord rien croire, pourtant c'était une affaire de chiffres, il fallut bien en convenir. On fut plusieurs mois à la Trésorerie avant de pouvoir découvrir cette erreur ; elle se trouva enfin dans un compte du fournisseur Séguin, qui en convînt aussitôt sur la présentation des pièces, et restitua, en disant qu'il s'était trompé.

Plus tard, l'Empereur visitant la solde de la garnison de Paris, marqua un article de soixante et quelques mille francs, affectés à un détachement qu'il assura n'avoir jamais été dans la capitale. Le ministre nota cet objet comme par complaisance, intérieurement convaincu que l'Empereur se trompait : c'était pourtant vrai, et la somme dut être rétablie.

La *spécialité* était un point important, un des ressorts les plus heureux de l'administration de Napoléon.

Système des emprunts.

On a dit, dans le temps, qu'il ne faisait point d'emprunts faute de crédit, parce qu'il n'eût point trouvé de prêteurs : c'était faux. Ce serait bien peu connaître les hommes et l'agiotage, que d'imaginer qu'en présentant des chances et l'appât du jeu, Napoléon n'eût pas trouvé à remplir ses emprunts : seulement, le système des emprunts, qu'il regardait comme très-dangereux, n'entrait pas dans ses vues ; il avait même cherché à consacrer ses principes, à cet égard, comme base fondamentale, en fixant, par une loi spéciale, le montant de la dette publique à ce que l'on avait généralement pensé devoir être utile à la pros-

périté générale, à 80,000,000 de rente pour la France dans sa plus grande étendue, et après la réunion de la Hollande, qui, elle seule, l'avait accrue de 20,000,000. Cette somme était raisonnable et utile; tout autre plus forte fût devenue nuisible. Et qu'est-il arrivé de ce système? Quelles ressources Napoléon n'a-t-il pas laissées! La France, après tant de gigantesques efforts, après de si terribles désastres est encore demeurée la nation la plus prospère: ses finances sont les premières de l'Europe (1). Napoléon était si loin de vouloir manger l'avenir, qu'il avait la résolution de laisser un Trésor: déjà même il en avait eu un dans lequel il puisait pour prêter à des maisons de banque, à des familles embarrassées, à des personnes placées près de lui.

Caisses d'amortissement et d'activité

Non-seulement Napoléon eût maintenu avec soin la caisse d'amortissement, mais il comptait encore avoir, avec le temps, des caisses d'activité, dont les sommes croissantes eussent été consacrées aux travaux et améliorations: il y aurait eu la caisse d'ac-

(1) Il est presque inutile de faire observer que Napoléon parlait ainsi au commencement de 1816.

tivité de l'Empire, pour les travaux généraux ; la caisse d'activité des départemens, pour les travaux locaux ; la caisse d'activité des communes, pour les travaux communaux.

Le cadastre, tel que Napoléon l'avait arrêté, pouvait être considéré à lui seul comme la véritable constitution de l'Empire ; c'est-à-dire, la véritable garantie des propriétés, et la sûre indépendance de chacun ; car, une fois le cadastre établi, et la législature ayant fixé l'impôt, chacun faisait aussitôt son propre compte, et n'avait plus à craindre l'arbitraire de l'autorité ou des répartiteurs. Cadastre.

Napoléon fut enlevé à ces travaux d'administration intérieure par la complication des événemens de la péninsule espagnole.

CHAPITRE VII.

Événemens de la péninsule espagnole.

VERS la fin de 1807, deux partis divisaient la cour et la famille régnante d'Espagne; l'un était celui du monarque, aveuglément gouverné par son favori, le prince de la Paix, lequel s'était fait véritable roi; l'autre était celui de l'héritier présomptif, conduit par son précepteur Escoïquiz, qui aspirait à gouverner. Ces deux partis recherchaient également l'appui de Napoléon, et lui faisaient beau jeu : nul doute qu'il ne fût déjà résolu d'en tirer tout l'avantage possible.

Le favori, pour se maintenir dans son poste, aussi bien que pour se mettre à l'abri de la vengeance du fils, la mort du père arrivant, offrait à Napoléon, au nom de Charles IV, de faire de concert la conquête

du Portugal, se réservant pour lui la souveraineté des Algarves, comme asile. D'un autre côté, le prince des Asturies écrivait, à l'insu de son père, à l'empereur des Français, pour lui demander une femme de sa main, et implorer sa protection.

Napoléon conclut un traité avec le père, et ne répondit pas au fils. Une armée française, sous les ordres de Junot, envahit le Portugal: Napoléon déclara que la maison de Bragance avait cessé de régner, et aussitôt le roi et toute sa famille s'embarquèrent pour le Brésil, laissant le royaume au pouvoir des Français; mais les Anglais ne tardèrent pas à débarquer une armée sur les bords du Tage; ils insurgèrent le Portugal contre les Français, et Junot fut obligé d'évacuer ce royaume.

Cependant de nouvelles troupes françaises étaient alors dans la Catalogne et la Navarre; elles s'avancèrent, et Murat, qui les commandait, occupa Madrid.

Ce fut alors que le prince des Asturies profita d'une émeute pour faire abdiquer son père, et régner à sa place. On a imputé à Napoléon d'avoir pris part à toutes ces intrigues de famille; mais il y était d'autant

plus étranger, que la dernière circonstance surtout dérangeait tous ses projets arrêtés avec le père, et par suite desquels ses troupes se trouvaient déjà au sein de l'Espagne. Les deux partis sentirent bien dès lors que l'Empereur pouvait et devait être leur arbitre. Le roi détrôné s'adressa à lui pour obtenir vengeance ; et le fils y eut recours pour être reconnu. Tout deux s'empressèrent d'aller plaider devant Napoléon, également poussés par leurs conseils respectifs, par ceux-là même qui les gouvernaient tout-à-fait, et qui ne voyaient plus d'autres moyens pour assurer leur propre tête, que de se jeter dans ses bras.

Le prince de la Paix, ayant failli être massacré, persuada facilement le voyage de Bayonne à Charles IV et à la reine, qui s'étaient eux-mêmes vus en danger de périr.

De son côté, le précepteur Escoïquiz, le véritable auteur de tous les maux de l'Espagne, alarmé de voir Charles IV protester contre son abdication, ne voyant que l'échafaud, si son pupille ne triomphait pas, fut fort ardent à déterminer le jeune roi. Ainsi, loin d'employer, comme on l'a dit,

d'ignobles, de faibles détours pour attirer la famille d'Espagne à Bayonne, si Napoléon a péché, c'est, au contraire, par une audacieuse franchise, par un excès d'énergie : Bayonne ne fut pas un guet-à-pens, mais un immense coup d'État.

Lors des événemens de Madrid, le vieux roi, la reine étaient l'objet de la haine et du mépris des sujets : après l'abdication, le prince des Asturies devint aussitôt l'amour, l'espoir de la nation. Toutefois, cette nation était mûre pour de grands changemens, et les sollicitait avec force : Napoléon y était alors très-populaire. C'est dans cette situation des esprits que toute la famille royale se réunit à Bayonne. Lorque l'Empereur vit tous ces personnages, et qu'il jugea par lui-même de toute leur incapacité, il eut pitié du sort d'un grand peuple : il saisit l'occasion unique que lui présentait la fortune pour régénérer l'Espagne, l'enlever à l'Angleterre, en continuant, dans sa propre dynastie, le système de la famille de Louis XIV, et enchaîner l'Espagne aux destinées de la France.

Dans cette circonstance, la politique de Napoléon se trouva possédée bien au-delà

de ce qu'elle eût jamais osé prétendre : il en a été ainsi de plus d'un autre événement de sa vie, dont on a fait honneur à sa politique, et qui n'appartenaient qu'au hazard. A Bayonne, il avait le nœud gordien devant lui ; il le coupa. Il offrit à Charles IV et à la reine de lui céder la couronne d'Espagne, et de vivre paisiblement en France ; ils s'y prêtèrent presque volontiers, tant ils étaient ulcérés contre leur fils, et tant eux et leur favori ne recherchaient désormais autre chose que le repos et la sûreté. Le prince des Asturies ne résista pas extraordinairement ; mais il ne fut employé contre lui, ni la violence, ni les menaces. Le vieux roi se retira à Marseille, et Ferdinand alla habiter Valençay.

Napoléon avait dédaigné les voies tortueuses et communes, parce qu'il se trouvait puissant ; il osa frapper de trop haut : il voulut agir comme la Providence, qui remédie aux maux des mortels par des moyens à son gré, parfois violens, et sans s'importer d'aucun jugement.

Toutefois, il *embarqua* fort mal toute cette affaire ; l'immoralité dut se montrer par trop patente, l'injustice par trop cyni-

que, et le tout demeure fort vilain puisqu'il a succombé ; car l'attentat ne se présente plus que dans sa hideuse nudité, privé de tout le grandiose et des nombreux bienfaits qui remplissaient son intention : la postérité l'eût pourtant préconisé si Napoléon eût réussi, à cause de ses grands et heureux résultats !......

Cette malheureuse guerre d'Espagne a perdu Napoléon ; elle a divisé ses forces, multiplié ses efforts, attaqué sa moralité ; elle fut une véritable plaie, la cause première des malheurs de la France. Après les conférences d'Erfurth entre Napoléon et Alexandre, l'Angleterre devait être contrainte à faire la paix, par la force des armes ou par celle de la raison : elle se trouvait perdue, déconsidérée sur le continent ; son affaire de Copenhague avait révolté tous les esprits, et la France brillait alors de tous les avantages contraires, quand cette désastreuse affaire d'Espagne est venue tourner subitement l'opinion contre Napoléon, et réhabiliter l'Angleterre. Elle a pu dès lors continuer la guerre ; les débouchés de l'Amérique-Méridionale lui ont été ouverts; elle s'est fait une armée dans la péninsule,

et de là, elle est devenue l'agent victorieux, le nœud redoutable de toutes les intrigues qui ont pu se former sur le continent : c'est ce qui a perdu Napoléon.

Et que l'on ne croie pas qu'il n'ait pas prévu, dès le commencement de cette malheureuse affaire, tous les obstacles, toutes les difficultés qu'il éprouverait. La lettre suivante, qu'il écrivit au grand duc de Berg, le 29 mars 1808, fait voir la rapidité, le coup d'œil d'aigle avec lequel Napoléon jugeait immédiatement les hommes et des choses ; elle prouve aussi combien l'exécution des subalternes, détruisait ou gâtait, la plupart du temps, les plus belles, les plus hautes combinaisons. Cette lettre fut une prophétie. La voici :

29 mars 1808.

« M. le grand duc de Berg, je crains que « vous ne me trompiez sur la situation de « l'Espagne, et que vous ne vous trompiez « vous-même. L'affaire du 20 mars a sin- « gulièrement compliqué les événemens : « je reste dans une grande perplexité.

« Ne croyez pas que vous attaquiez une « nation désarmée, et que vous n'ayez que

« des troupes à montrer pour soumettre l'Es-
« pagne. La révolution du 20 mars prouve
« qu'il y a de l'énergie chez les Espagnols.
« Vous avez à faire à un peuple neuf : il a
« tout le courage, et il aura tout l'enthou-
« siasme que l'on rencontre chez des hom-
« mes que n'ont point usés les passions po-
« litiques.

« L'aristocratie et le clergé sont les maî-
« tres de l'Espagne. S'ils craignent pour
« leurs priviléges et pour leur existence,
« ils feront contre nous des levées en masse
« *qui pourront éterniser la guerre.* J'ai des
« partisans ; si je me présente en conqué-
« rant, je n'en aurai plus.

« Le prince de la Paix est détesté, parce
« qu'on l'accuse d'avoir livré l'Espagne à
« la France : voilà le grief qui a servi à
« l'usurpation de Ferdinand ; le parti po-
« pulaire est le plus faible.

« Le prince des Asturies n'a aucune des
« qualités qui sont nécessaires au chef d'une
« nation ; cela n'empêchera pas que, pour
« nous l'opposer, on n'en fasse un héros.
« Je ne veux pas que l'on use de violence
« envers les personnages de cette famille :
« il n'est jamais utile de se rendre odieux,

« et d'enflammer les haines. L'Espagne a
« plus de cent mille hommes sous les ar-
« mes, c'est plus qu'il n'en faut pour sou-
« tenir avec avantage une guerre intérieure :
« divisés sur plusieurs points, ils peuvent
« servir de soulèvement total à la mo-
« narchie entière.

« Je vous présente l'ensemble des obsta-
« cles qui sont inévitables, il en est d'autres
« que vous sentirez : l'Angleterre ne lais-
« sera pas échapper cette occasion de mul-
« tiplier nos embarras ; elle expédie jour-
« nellement des avisos aux forces qu'elles
« tient sur les côtes du Portugal, et dans la
« Méditerranée : elle fait des enrôlemens
« de Siciliens et de Portugais.

« La famille royale n'ayant point quitté
« l'Espagne pour aller s'établir aux Indes,
« il n'y a qu'une révolution qui puisse
« changer l'état de ce pays : c'est peut-être
« celui de l'Europe qui y est le moins pré-
« paré. Les gens qui voient les vices mon-
« strueux de ce gouvernement, et l'anar-
« chie qui a pris la place de l'autorité lé-
« gale, font le plus petit nombre ; le plus
« grand nombre profite de ces vices et de
« cette anarchie.

« Dans l'intérêt de mon Empire, je puis « faire beaucoup de bien à l'Espagne. Quels « sont les meilleurs moyens à prendre ?

« Irais-je à Madrid ? exercerais-je l'acte « d'un grand protectorat, en prononçant « entre le père et le fils ? Il me semble dif- « ficile de faire régner Charles IV : son « gouvernement et son favori sont telle- « ment dépopularisés, qu'ils ne se soutien- « draient pas trois mois.

« Ferdinand est l'ennemi de la France, « c'est pour cela qu'on l'a fait roi. Le placer « sur le trône sera servir les factions qui, « depuis vingt-cinq ans, veulent l'anéan- « tissement de la France. Une alliance de « famille serait un faible lien : la reine Éli- « sabeth et d'autres princesses françaises « ont péri misérablement lorsqu'on a pu « les immoler impunément à d'atroces ven- « geances. Je pense qu'il ne faut rien pré- « cipiter, qu'il convient de prendre conseil « des événemens qui vont suivre....... Il « faudra fortifier les corps d'armée qui se « tiendront sur les frontières du Portugal, « et attendre.......

« Je n'approuve pas le parti qu'a pris « V. A. I. de s'emparer aussi précipitam-

« ment de Madrid. Il fallait tenir l'armée « à dix lieues de la capitale. Vous n'aviez « pas l'assurance que le peuple et la magis- « trature allaient reconnaître Ferdinand « sans contestation. Le prince de la Paix « doit avoir dans les emplois publics des « partisans ; il y a, d'ailleurs, un attache- « ment d'habitude au vieux roi, qui pou- « vait produire des résultats. Votre entrée « à Madrid, en inquiétant les Espagnols, « a puissamment servi Ferdinand. J'ai « donné ordre à Savary d'aller auprès du « vieux roi voir ce qui s'y passe : il se « concertera avec V. A. I. J'aviserai ulté- « rieurement au parti qui sera à prendre ; « en attendant, voici ce que je juge conve- « nable de vous prescrire :

« Vous ne m'engagerez à une entrevue, « *en Espagne,* avec Ferdinand, que si vous « jugez la situation des choses telle, que je « doive le reconnaître comme roi d'Es- « pagne. Vous userez de bons procédés en- « vers le roi, la reine et le prince Godoy. « Vous exigerez pour eux, et vous leur ren- « drez les mêmes honneurs qu'autrefois. « Vous ferez en sorte que les Espagnols ne « puissent pas soupçonner le parti que je

« prendrai : cela ne vous sera pas difficile,
« *je n'en sais rien moi-même.*

« Vous ferez entendre à la noblesse et au « clergé que, si la France doit intervenir « dans les affaires d'Espagne, leurs privi- « léges et leur immunités seront respectés. « Vous leur direz que l'Empereur désire le « perfectionnement des institutions poli- « tiques de l'Espagne, pour la mettre en « rapport avec l'état de la civilisation de « l'Europe, pour la soustraire au régime « des favoris..... Vous direz aux magistrats « et aux bourgeois des villes, aux gens « éclairés, que l'Espagne a besoin de re- « créer la machine de son gouvernement, « et qu'il lui faut des lois qui garantissent « les citoyens de l'arbitraire et des usurpa- « tions de la féodalité, des institutions qui « raniment l'industrie, l'agriculture et les « arts. Vous leur peindrez l'état de tran- « quillité et d'aisance dont jouit la France, « malgré les guerres où elle s'est toujours « engagée; la splendeur de la religion, qui « doit son établissement au concordat que « j'ai signé avec le pape. Vous leur démon- « trerez les avantages qu'ils peuvent tirer « d'une régénération politique : l'ordre et

« la paix dans l'intérieur, la considération
« et la puissance à l'extérieur : tel doit être
« l'esprit de vos discours et de vos écrits.
« Ne brusquez aucune démarche ; je puis
« attendre à Bayonne, je puis passer les
« Pyrénées, et, me fortifiant vers le Por-
« tugal, aller conduire la guerre de ce
« côté.

« Je songerai à vos intérêts particuliers ;
« n'y songez pas vous-même..... Le Por-
« tugal restera à ma disposition..... Qu'au-
« cun projet personnel ne vous occupe, et
« ne dirige votre conduite, cela me nui-
« rait et vous nuirait encore plus qu'à
« moi.

« Vous allez trop vite dans vos instruc-
« tions du 14 ; la marche que vous pres-
« crivez au général Dupont est trop ra-
« pide, à cause de l'événement du 19 mars.
« Il y a des changemens à faire ; vous don-
« nerez de nouvelles dispositions, vous re-
« cevrez des instructions de mon ministre
« des affaires étrangères.

« J'ordonne que la discipline soit main-
« tenue de la manière la plus sévère : point
« de grâce pour les plus petites fautes. L'on
« aura pour l'habitant les plus grands

« égards ; l'on respectera principalement « les églises et les couvens.

« L'armée évitera toute rencontre, soit « avec des corps de l'armée espagnole, « soit avec des détachemens : il ne faut « pas que, d'aucun côté, il soit brûlé une « amorce.

« Laissez *Solano* dépasser Badajos, faites-« le observer; donnez vous-même l'indica-« tion des marches de mon armée, pour la « tenir toujours à une distance de plusieurs « lieues des corps espagnols : *si la guerre* « *s'allumait, tout serait perdu.*

« C'est à la politique et aux négociations « qu'il appartient de décider des destinées « de l'Espagne. Je vous recommande d'é-« viter des explications avec Solano, comme « avec les autres généraux et les gouver-« neurs espagnols.

« Vous m'enverrez deux estafettes par « jour ; en cas d'événemens majeurs, vous « m'expédierez des officiers d'ordonnance ; « vous me renverrez sur-le-champ le cham-« bellan de T....., qui vous porte cette dé-« pêche, vous lui remettrez un rapport dé-« taillé. Sur ce, etc. »

NAPOLÉON.

Tout ce que Napoléon avait prévu au commencement de 1808 arriva : la guerre s'alluma dans toute l'Espagne ; et, bientôt, la honteuse capitulation du général Dupont, à Baylen, compliqua terriblement les affaires de cette péninsule : cette capitulation fut pour la France *les fourches Caudines.*

A son retour de l'entrevue d'Erfurth, l'Empereur dut entrer lui-même en Espagne à la tête d'une partie de ses vieux soldats. La prise de Burgos signala son arrivée ; bientôt après, il défit les généraux Palafox et Cantanos à Tudella, et les lanciers de sa garde enlevèrent les positions de Somma-Sierra. Napoléon fit son entrée à Madrid, le 4 décembre, après avoir solennellement aboli l'inquisition.

En même temps, ses généraux remportaient des victoires à Espinosa et dans la Catalogne. Le général anglais Moore voulut s'avancer sur Valladolid, mais il en fut bientôt chassé, et se réfugia à la Corogne, où le maréchal Soult l'attaqua. Les Anglais perdirent dans cette retraite leur général, dix mille hommes et dix mille chevaux, et furent obligés de se rembarquer.

Presque toute l'Espagne obéit alors au roi Joseph Napoléon, frère de l'Empereur, mais ce ne fut que momentanément. Napoléon, obligé de retourner à Paris pour surveiller l'Autriche, mécontente, laissa l'Espagne dans des mains inhabiles. Dès lors, chaque province devint de nouveau le théâtre d'une guerre sanglante, où luttèrent en vain, pendant quatre ans encore, la bravoure des Français et la sagesse des généraux.

Quand les circonstances devinrent difficiles pour les Français en Espagne, Napoléon proposa plus d'une fois à Ferdinand d'aller régner sur son peuple, et que le sort des armes en déciderait dans une guerre franche. Ferdinand, qui semble avoir été bien conseillé, répondit alors que, des troubles politiques agitant son pays, il ne manquerait pas de compliquer les affaires, et pourrait en devenir la victime. « Je reste en France, disait-il à Napoléon, mais si vous voulez me donner une femme, et m'accorder la protection et l'appui de vos armes, je pars, et je vous serai un allié fidèle. »

Plus tard, lors des nouveaux désastres

de 1813, Napoléon se rendit à cette proposition, et le mariage de Ferdinand fut arrêté avec la fille aînée de Joseph; mais alors les circonstances n'étaient plus les mêmes, et Ferdinand demanda d'ajourner le mariage. « Vous ne pouvez plus m'accorder l'appui de vos armes, dit-il à l'Empereur, je ne dois point me donner en ma femme un titre d'exclusion aux yeux de mes peuples. » Il partit avec des intentions de bonne foi : nul doute que, si les affaires de 1814 eussent tourné différemment, il n'eût accompli son mariage avec la fille de Joseph.

Quoi qu'il en soit aujourd'hui, les Espagnols pleureront long-temps la constitution de Bayonne ; si elle eût triomphé, ils n'auraient plus de juridiction ecclésiastique en matière séculière, plus de banalités, plus de barrières intérieures. Leurs domaines nationaux ne resteraient point incultes et sans utilité pour l'État et la nation. Ils auraient un clergé séculier, une noblesse sans priviléges féodaux, ni exemption de contributions et de charges publiques ; ils seraient aujourd'hui un autre peuple.

CHAPITRE VIII.

Campagne de Wagram. — Paix de Vienne.

En voyant les embarras qui allaient assaillir Napoléon en Espagne, l'Autriche, déjà ulcérée par l'établissement de la confédération du Rhin, et piquée de ne pas avoir été appelée aux conférences d'Erfurth, se prépara silencieusement à une rupture avec la France. Toutes ses forces furent réunies, sous prétexte d'une guerre avec les Turcs, et lorsque Napoléon voulut faire expliquer le cabinet de Vienne, cinq cent cinquante mille Autrichiens, y compris la Landwehr, étaient déjà sous les armes. L'empereur François fit alors une proclamation à son peuple, et l'archiduc Charles en fit une à son armée.

1808 et 1809. Armemens de l'Autriche.

Le 9 avril 1809, l'armée autrichienne avait passé l'Inn, et envahi la Bavière pour la se-

1809. 9 avril. Envahissement de la Bavière

conde fois. L'Autriche se trouvait prête avant la France, et l'était sur tous les points.

L'activité de Napoléon sembla plus grande encore dans cette circonstance. Son armée arriva, à marches forcées, sur la rive droite du Rhin : elle était beaucoup moins nombreuse que celle du prince Charles, mais c'étaient les soldats d'Austerlitz, de Jéna, de Friedland.

19 avril. Commencement des hostilités.

Le 17 avril, le quartier-général des Français était à Donawert. Le 19, la campagne s'ouvrit par le combat de Tann, où le maréchal Davoust et les généraux Gudin et Morand, enlevèrent toutes les positions d'un ennemi bien plus fort en nombre, lui tuèrent beaucoup de monde, et lui firent douze à quinze cents prisonniers.

20 avril. Combat d'Abensberg.

Le lendemain, l'Empereur résolut de battre et de détruire le corps de l'archiduc Louis, et celui du général Hiller, forts ensemble de soixante mille hommes. En conséquence, il donna ordre au maréchal Davoust de tenir en respect trois corps autrichiens, pendant que, avec les divisions Morand, Gudin, les Bavarois et les Wurtembergeois, il attaquerait de front l'armée

de l'archiduc Louis, et qu'il ferait couper les communications de l'ennemi par Masséna, en le faisant passer sur les derrières des Autrichiens. L'ennemi, déconcerté par ces dispositions, ne combattit qu'une heure, et se retira aussitôt, laissant huit drapeaux, douze canons, et dix-huit cents prisonniers au pouvoir des Français.

Le combat d'Abensberg ayant découvert le flanc de l'armée autrichienne, dès la pointe du jour, l'Empereur marcha sur Landshut. Les Autrichiens, d'abord culbutés dans la plaine, le furent ensuite sur le pont. Il abandonnèrent la ville, trente pièces de canon, neuf mille prisonniers, six cents caissons de parc attelés, trois mille voitures et trois équipages de pont. 21 avril. Combat de Landshut.

Le 22 au matin, l'Empereur se mit en marche vers Landshut avec les deux divisions du maréchal Lannes, le corps de Masséna, la cavalerie de Nansouty et Saint-Sulpice, et la division Wurtembergeoise; à deux heures après midi, il arriva devant Eckmühl, où les quatre corps de l'armée autrichienne, formant cent dix mille hommes, étaient en position, sous le commandement de l'archiduc Charles. Lannes dé- 22 avril. Bataille d'Eckmühl.

borda l'ennemi par la gauche. Au premier signal, les maréchaux Davoust et Lefèbvre, et la division du général Montbrun, qui, jusqu'alors, avaient tenu en échec les corps de Rosemberg, de Hohenzollern et de Lichtenstein, débouchèrent. On vit alors un des plus beaux spectacles qu'ait offert la guerre : cent dix mille ennemis attaqués sur tous les points, tournés par leur gauche, et successivement dépostés de toutes leurs positions. Les Autrichiens furent bientôt en pleine déroute. Leur cavalerie, forte et nombreuse, se présenta pour protéger la retraite de l'infanterie ; mais elle fut abordée par les divisions Saint-Sulpice et Saint-Hilaire, qui la culbutèrent. La nuit commençait, et la cavalerie française continuait à marcher sur Ratisbonne ; mais l'obscurité l'obligea enfin à s'arrêter. Poussée l'épée dans les reins, l'armée autrichienne continua de défiler toute la nuit par morceaux, et dans la plus épouvantable déroute. Tous ses blessés, la plus grande partie de son artillerie, quinze drapeaux, vingt mille prisonniers, tombèrent au pouvoir des Français : la bataille d'Eckmühl décida de toute une guerre.

Le lendemain, l'Empereur s'avança sur Ratisbonne, que les Autrichiens eurent la barbarie de vouloir défendre. On ne tarda pas à apercevoir la cavalerie autrichienne, qui prétendait couvrir la ville. Chargés et mis en pièces, huit mille hommes de cette cavalerie repassèrent précipitamment le Danube. La ville fut attaquée et prise d'assaut : tout ce qui fit résistance fut passé au fil de l'épée. Le nombre de prisonniers s'éleva à huit mille. Les Autrichiens n'eurent pas le temps de couper le pont, et les Français passèrent pêle-mêle avec eux sur la rive gauche. La ville souffrit beaucoup : le feu y fut une partie de la nuit. C'est au combat de Ratisbonne que Napoléon fut blessé au talon droit d'une balle amortie : on le pensa presque malgré lui, et il remonta aussitôt à cheval.

23 avril. Prise de Ratisbonne.

Après la bataille d'Eckmühl et la prise de Ratisbonne, l'armée française marcha sur Vienne, et arriva, devant cette capitale, le 10 mai. L'archiduc Maximilien commandait la place, qui avait été mise en état de défense. Le général d'artillerie Lariboissière plaça trente obusiers en batterie derrière

11 mai. Entrée à Vienne.

une maison du faubourg, et mit le feu dans la ville, qui ouvrit ses portes.

Cependant l'archiduc Charles s'approchait par la rive gauche du Danube. Napoléon résolut de le prévenir et de passer ce grand fleuve; la position, sur la rive droite, n'étant bonne qu'autant que l'armée aurait une tête de pont sur la rive gauche, parce que sans cela l'ennemi restait maître de l'initiative de ses mouvemens. Cette considération était d'une telle importance que Napoléon se fût reployé sur l'Ens, s'il lui eût été impossible de s'établir sur la rive gauche. L'opération du passage était fort difficile; le Danube a cinq cents toises de large, quinze, vingt, trente pieds de profondeur, une grande rapidité. Passer une telle rivière près d'une armée, exigeait beaucoup d'art, d'autant plus qu'on ne pouvait pas s'éloigner, de peur que l'ennemi, qui avait deux équipages de pont, ne passât lui-même le Danube, et ne se portât sur Vienne.

Napoléon se porta à deux lieues au-dessous de Vienne, vis-à-vis de l'île de Lobau, qui a dix-huit toises d'étendue. Elle est séparée de la rive droite par le grand bras du

Danube, qui a cinq cents toises, et de la rive gauche par un petit bras de soixante toises. Il résolut de s'établir dans cette île. Une fois il se trouvait dans un camp retranché sur la rive gauche, il avait barre sur l'archiduc, et si ce prince se portait sur Krembs, ou tel autre point pour passer le Danube et couper sa ligne d'opérations, partant de l'île de Lobau, les Français tombaient sur ses derrières, et le prenaient en flagrant délit.

Le général Bertrand eut ordre de jeter un pont de bateaux et de pontons sur le Danube le 19 mai; une avant-garde y passa et s'empara de l'île. Le pont était terminé dès le matin du 20; l'armée française commença à passer; dans l'après-midi, le Danube grossit de trois pieds, les ancres des bateaux chassèrent, le pont fut rompu; mais en peu d'heures il fut raccommodé; l'armée continua à passer dans l'île. Vers les six heures, Napoléon fit jeter un pont dans un rentrant sur le petit bras; le général Lasalle s'avança avec trois mille chevaux sur Essling, battit la plaine dans tous les sens, et eut nouvelle d'une division de cavalerie autrichienne avec laquelle il escar-

19 mai. Passage du Danube.

moucha. Il s'établit la nuit entre Essling et Gros-Arpen. Napoléon bivouaqua sur la rive gauche, à la tête du petit pont. Le 21, à la pointe du jour, il se porta sur Essling; un bataillon fut posté dans une espèce de réduit crénelé au village d'Enzersdorf. Une partie des cuirassiers d'Espagne et de Nansouty passèrent; mais, à midi, le Danube grossit encore de quatre pieds; le grand pont fut emporté de nouveau; le reste de la cavalerie et les réserves du parc ne purent passer. Deux fois, pendant ce jour, le général Bertrand rétablit les ponts, et deux fois ils furent rompus. Au moment de l'évacuation de Vienne, les Autrichiens avaient incendié beaucoup de bateaux qui, soulevés par la crue du fleuve, allaient frapper contre les pontons. A quatre heures de l'après-midi, le général Lasalle fit prévenir l'Empereur que l'armée de l'archiduc était en marche. Le prince de Neufchâtel monta sur le clocher d'Essling, et fit le croquis des mouvemens de l'armée autrichienne. L'archiduc voulut attaquer par sa droite Gros-Arpen, par son centre, Essling, par sa gauche Enzersdorf, formant ainsi une demi-circonférence autour d'Essling. Napoléon donna

21 mai. Rupture des ponts. Premier combat d'Essling.

l'ordre de se reployer et de rentrer dans l'île de Lobau, en laissant dix mille hommes dans le bois en avant du petit pont; mais, dans ce moment, le général Bertrand fit dire que le Danube baissait; qu'il avait rétabli les ponts, et que les parcs passaient. Il était tard, Napoléon résolut de rester en position; car, si l'ennemi occupait le village d'Essling, il serait bien difficile de le reprendre, et cela coûterait bien du sang. A cinq heures, les tirailleurs s'engagèrent, la fusillade et la canonnade devinrent bientôt vives; les cuirassiers firent plusieurs belles et brillantes charges: l'ennemi fut repoussé dans toutes ses attaques sur Gros-Arpen et Essling, et vingt-cinq mille hommes, attaqués par cent mille, conservèrent réunis, pendant trois heures, leur champ de bataille. A la nuit, le placement des feux de bivouac des deux armées annonçait une journée définitive pour le lendemain.

L'armée française sur les deux rives était de vingt mille hommes supérieure à celle de l'archiduc. La victoire ne pouvait être douteuse; mais, à minuit, le Danube grossit d'une manière effroyable. Le passage sur le pont fut encore interrompu, il ne put 22 mai. Bataille d'Essling.

être rétabli qu'à la pointe du jour. La garde et le corps du duc de Reggio commencèrent alors leur passage; il s'opérait à pas accélérés. L'Empereur monta à cheval plein d'espoir: les destins de la maison d'Autriche allaient être fixés! Arrivé à Essling, il ordonna au maréchal Lannes de percer le centre de l'armée autrichienne, et à la jeune garde de déboucher d'Essling, pour se jeter au moment décisif sur le flanc gauche de l'ennemi, qui s'appuyait à Enzersdorf, petite ville sur la branche du Danube qui forme l'île de Lobau. Les Autrichiens sentirent l'importance de ne pas laisser percer leur ligne de bataille; mais elle était trop étendue, elle avait plus de trois lieues, tous leurs efforts furent vains. Déjà la jeune garde marchait sur le flanc de la gauche des ennemis, lorsqu'il fallut arrêter les troupes victorieuses; les ponts étaient de nouveau rompus, tous les bateaux étaient emportés par la force du courant à une et deux lieues: il n'était plus possible de les rétablir avant plusieurs jours. La moitié des cuirassiers, le corps du maréchal Davoust, toutes les réserves d'artillerie se trouvaient encore sur la rive droite. Ce

contre-temps était affreux ; mais le plan d'opération était si sage, si profondément calculé, que l'armée ne courait aucun danger, et elle pouvait toujours, au pis-aller, reprendre sa position dans l'île de Lobau, où elle eût été inattaquable ; jamais camp retranché ne fut plus fort : il était couvert par un fossé profond de soixante toises de large. Cette fâcheuse nouvelle arriva à sept heures du matin ; l'Empereur envoya l'ordre aux maréchaux Masséna et Lannes de s'arrêter, et de reprendre insensiblement leurs positions. Le premier appuya sa gauche au milieu du village de Gros-Arpen, ce village a plus d'une lieue de long ; le second entre Gros-Arpen et Essling, appuyant sa droite à ce village ; ce mouvement se fit comme au champ de Mars. L'ennemi désespéré, et en retraite, s'arrêta stupéfait, ne comprenant rien à ce mouvement rétrograde des Français ; mais bientôt il apprit que leurs ponts étaient emportés ; son centre reprit sa première position : il était alors dix heures du matin ; depuis cette heure jusqu'à quatre heures de l'après-midi, c'est-à-dire pendant six heures, cent mille Autrichiens et cinq cents pièces

de canon attaquèrent vainement et sans succès cinquante mille Français, n'ayant que cent pièces de canon en position, et obligés de ménager leur feu, parce qu'ils manquaient de munitions.

Le succès de la bataille était dans la possession du village d'Essling; l'archiduc fit tout ce qu'il fallait faire, il l'attaqua cinq fois avec des troupes fraîches, le prit deux fois, mais il en fut chassé cinq fois. Enfin, à trois heures de l'après-midi, l'Empereur ordonna au général Rapp et au courageux comte de Lobau, ses aides-de-camp, de se mettre à la tête de la jeune garde, de déboucher par trois colonnes, et de tomber au pas de charge sur les réserves de l'ennemi, qui se préparait à faire une sixième attaque. Elles furent mises en déroute, et la victoire fut décidée. L'archiduc n'avait plus de troupes fraîches, il prit position; le feu cessa à quatre heures précises, dans une saison où l'on peut se battre jusqu'à dix heures. Ainsi, pendant six heures de jour, les Français restèrent maîtres du champ de bataille.

La vieille garde, où était l'Empereur, se tint constamment en bataille à une portée

de fusil d'Essling, la droite au Danube, la gauche du côté de Gros-Arpen.

Le soir l'Empereur se porta dans l'île de Lobau, et alla visiter les points où étaient les ponts. Tout avait disparu, pas un bateau n'était en place : le Danube s'était élevé à vingt-huit pieds depuis trois jours. Il ordonna alors à l'armée de repasser le petit pont et de se camper dans l'île de Lobau, le mouvement commença à minuit; mais le corps de Masséna coucha sur le champ de bataille, et ne passa que le lendemain à sept heures du matin. Telle fut la sanglante bataille d'Essling, dans laquelle périrent deux héros, les meilleurs amis de Napoléon, Lannes et Saint-Hilaire : il en versa des larmes. Ceux-là n'eussent pas manqué de constance dans ses malheurs, ils n'eussent pas été infidèles à la gloire du peuple français.

Le général Bertrand fit, en vingt jours, établir trois ponts sur pilotis, ouvrage qui fut dix fois plus difficile, plus coûteux que celui de César sur le Rhin.

Pendant ce temps, le prince Eugène, vice-roi d'Italie, qui avait déjà battu l'archiduc Jean sur la Piave, gagna la bataille

de Raab, et fit sa jonction avec la Grande-Armée.

1809. 1er juillet. Reprise des hostilités.

Enfin, le 1er juillet, après quarante jours de repos et de nouveaux préparatifs, pendant lesquels les deux armées se renforcèrent considérablement, Napoléon résolut de réunir toutes ses forces dans l'île de Lobau, de déboucher sur l'armée autrichienne, et de lui livrer une bataille générale. Les généraux autrichiens avaient établi des ouvrages de campagne dont la droite était appuyée à Gros-Arpen, et la gauche à Enzersdorf; les villages d'Arpen, d'Essling et d'Enzersdorf, et les intervalles qui les séparaient, étaient couverts de redoutes palissadées, fraisées et armées de cent cinquante pièces de canon de position. On ne concevait pas comment il était possible qu'avec son expérience de la guerre, l'Empereur voulût attaquer des ouvrages si puissamment défendus, soutenus par une armée qu'on évaluait à deux cent mille hommes, appuyée par huit à neuf cents pièces de canon. Napoléon était tranquille; plusieurs petites îles, qui battaient Enzersdorf, avaient été armées de pièces de position, d'obus et de mortiers; ces armemens avaient

tous le même but, et devaient, en deux heures de temps, raser la petite ville d'Enzersdorf, en chasser l'ennemi, et détruire les ouvrages.

Le 4, à onze heures du soir, les batteries dirigées contre Enzersdorf reçurent l'ordre de commencer leur feu; les obus brûlèrent cette infortunée petite ville, et en moins d'une demi-heure, les batteries ennemies furent éteintes. A deux heures après minuit, l'armée avait quatre ponts; elle déboucha dans l'obscurité; un violent orage et une pluie qui tombait par torrens, rendirent cette nuit aussi affreuse qu'elle était propice à l'armée française, et qu'elle devait lui être glorieuse. 4 juillet. Passage du Danube.

Le 5, aux premiers rayons du soleil, tout le monde reconnut quel avait été le projet de Napoléon, qui se trouvait alors avec son armée en bataille sur l'extrémité de la gauche de l'ennemi, ayant tourné tous ses camps retranchés, ayant rendu tous ses ouvrages inutiles, et obligeant ainsi les Autrichiens à sortir de leurs positions et à venir lui livrer bataille dans le terrain qui lui convenait. Combat d'Enzersdorf.

A huit heures, Masséna fit marcher une

division sur Enzersdorf, qui n'éprouva pas une grande résistance, et fit prisonniers quatre bataillons autrichiens qui s'y trouvaient. Le général Oudinot enleva un château où s'étaient enfermés neuf cents hommes, qui capitulèrent.

Napoléon fit alors déployer toute l'armée dans l'immense plaine d'Enzersdorf. Depuis midi jusqu'à dix heures du soir, les Français manœuvrèrent dans cette plaine, en occupant tous les villages, et à mesure qu'ils arrivaient à la hauteur des camps retranchés des Autrichiens, ils les occupaient sans résistance : ainsi, un travail de quarante jours ne fut d'aucune utilité au prince Charles. Les Autrichiens furent partout menés battant et écrasés par la supériorité du feu des Français ; cet immense champ de bataille resta couvert des débris de l'ennemi, qui cessa le feu, et prit position : on devait s'attendre à voir le lendemain une grande bataille.

6 juillet. Bataille de Wagram.

L'Empereur passa toute la nuit à rassembler ses forces sur son centre, où il était de sa personne.

Le 6, à la pointe du jour, le maréchal Bernadotte occupa la gauche, ayant en se-

conde ligne Masséna ; le vice-roi le liait au centre, formé de sept à huit lignes. Le maréchal Davoust marcha de la droite pour arriver au centre. Son corps d'armée et celui du général autrichien Rosemberg se rencontrèrent aux premiers rayons du soleil et donnèrent le signal de la bataille ; en moins de trois quart-d'heure, le beau corps du maréchal Davoust avait eu raison du corps de Rosemberg, le culbuta et le rejeta au-delà de Neusiedel, après lui avoir fait beaucoup de mal. Pendant ce temps la canonnade s'engagea sur toute la ligne ; les Autrichiens se développèrent : toute leur gauche se garnissait d'artillerie. Napoléon ordonna à Masséna de faire une attaque sur le village qu'occupaient les Autrichiens. Il ordonna en même temps au maréchal Davoust de tourner la position de Neusiedel, et de pousser de là sur Wagram ; il fit aussi former en colonne le général Marmont et le général Macdonald pour enlever Wagram au moment où déboucherait le maréchal Davoust.

Sur ces entrefaites, l'ennemi attaqua avec fureur le village qu'avait enlevé Masséna, et déborda la droite des Français de trois

mille toises : ce fut une grande faute dont Napoléon s'empressa de profiter. Il fit marcher aussitôt le général Macdonald avec plusieurs divisions en colonnes, soutenues par la garde à cheval et par une batterie de cent bouches à feu, presque toutes de la garde : cette batterie arriva au trot à demi-portée de canon, et commença un feu qui éteignit celui des Autrichiens, et porta la mort dans leurs rangs. Le général Macdonald marcha alors au pas de charge. Dans un clin-d'œil, le centre des Autrichiens perdit une lieue de terrain : sa droite, épouvantée, sentit le danger de la position où elle s'était placée, et retrograda en grande hâte. Masséna l'attaqua alors en tête : en même temps la gauche du prince Charles était attaquée et débordée par le maréchal Davoust, qui marchait sur Wagram. Le général Oudinot se dirigea aussi sur Wagram pour aider l'attaque de Davoust : cette position importante fut enlevée.

Dès dix heures, les Autrichiens ne se battirent plus que pour leur retraite ; dès midi elle était prononcée, et se faisait en désordre ; et beaucoup avant la nuit cette armée était en pleine déroute, bien loin du champ de bataille.

La journée de Wagram, à jamais célèbre, fut décisive : dix drapeaux, quarante pièces de canon, vingt mille prisonniers et treize mille blessés restèrent au pouvoir des Français. Les Autrichiens, poursuivis l'épée dans les reins, perdirent encore beaucoup de monde les jours suivans. Enfin, le 11 juillet, l'empereur François envoya le prince de Lichtenstein au quartier-général pour implorer un armistice : il fut conclu dans la nuit, et signé le lendemain à Znaïm. Napoléon retourna à Schœnbrunn, où, quelques jours après, un fanatique faillit l'assassiner pendant qu'il passait une revue.

12 juillet. Armistice de Znaïm.

La paix fut enfin signée à Vienne le 14 octobre 1809. La France acquit l'Illyrie et l'Istrie, et imposa à l'Autriche de nouvelles concessions de territoire en faveur de ses alliés, et de l'Italie.

14 octobre. Paix de Vienne.

Toutefois, Napoléon fit une grande faute après Wagram, celle de ne pas abattre l'Autriche davantage : elle demeurait trop forte pour la sûreté de la France : c'est elle qui a perdu cet empire. Le lendemain de la bataille, Napoléon aurait dû faire connaître par une proclamation qu'il ne traiterait avec l'Autriche que sous la séparation préalable

Faute de Napoléon après Wagram.

des trois couronnes, d'Autriche, de Bohême et de Hongrie. Et, le croira-t-on ? un prince de la maison d'Autriche lui fit insinuer plusieurs fois de lui en faire passer une sur sa tête, ou même de le mettre sur le trône de sa maison, alléguant que ce ne serait qu'alors que cette puissance marcherait de bonne foi avec Napoléon : il offrait de lui donner des ôtages, et en outre toutes les garanties imaginables.

Napoléon s'était occupé de cette proposition ; il avait même balancé quelque temps avant son mariage ; mais depuis il se sentit incapable d'un pareil coup de politique : il avait des sentimens trop bourgeois sur l'article des alliances de famille : il croyait l'Autriche devenue la sienne ; il posa le pied sur un abîme recouvert de fleurs !

CHAPITRE IX.

Divorce de Napoléon. — Son Mariage avec Marie-Louise. — Portrait des deux Impépératrices,

Au milieu des fêtes que la France s'empressait de donner au vainqueur de Wagram, au milieu d'une cour de rois et de princes, une idée pénible occupait Napoléon : il avait résolu son divorce avec l'impératrice Joséphine. Ce divorce n'était pas, comme on l'a dit, une clause secrète du traité de Vienne, mais un sacrifice pénible que l'Empereur devait faire à la politique.

Déjà, long-temps avant la campagne que Napoléon venait de terminer, Fouché avait touché la corde fatale du divorce : il avait, sans mission, proposé à Joséphine de dissoudre son mariage pour le bien de la France. Cette démarche causa beaucoup de

chagrin à l'Impératrice; elle irrita l'Empereur, et s'il ne chassa pas Fouché, à la vive sollicitation de Joséphine, c'est qu'il avait déjà secrètement arrêté ce divorce en lui-même, et qu'il ne voulut pas, par ce châtiment, donner un contre-coup à l'opinion.

Joséphine avait donné le bonheur à son mari, et s'était constamment montrée son amie la plus tendre; professant à tout moment, et en toute occasion, la soumission, le dévouement, la complaisance la plus absolue. Aussi avaient-ils fait ensemble un ménage fort tendre et fort uni, n'ayant eu long-temps qu'une même chambre et qu'un même lit; circonstance très-morale, qui influe singulièrement sur un ménage, assure le crédit de la femme, la dépendance du mari, maintient l'intimité et les bonnes mœurs.

Toutefois, un fils de Joséphine eût été nécessaire à Napoléon et l'eût rendu heureux, non-seulement comme résultat politique, mais encore comme douceur domestique. Comme résultat politique, Napoléon serait encore sur le trône; car les Français se seraient attachés au fils, et le père n'au-

rait pas mis le pied sur l'abîme qui l'a perdu. Comme douceur domestique, ce gage eût mis fin à la jalousie de Joséphine, qui ne laissait plus de repos à l'Empereur; et cette jalousie se rattachait bien plus à la politique qu'au sentiment. Joséphine prévoyait l'avenir, elle s'effrayait de sa stérilité : elle sentait bien qu'un mariage n'est complet et réel qu'avec des enfans; or, elle s'était mariée ne pouvant plus en donner. A mesure que sa fortune s'élevait, ses inquiétudes s'accrurent; elle employa tous les secours de la médecine; elle feignit souvent d'en avoir obtenu du succès. Lorsqu'elle dut, enfin, renoncer à tout espoir, elle mit souvent son mari sur la voie d'une grande supercherie politique; elle finit même par oser la lui proposer ouvertement.

Mais lorsque Napoléon voulut le divorce, Joséphine obéit. Ce fut pour elle une peine mortelle, et pourtant elle se soumit, et de bonne foi, sans vouloir mettre à profit des tracasseries inutiles, qu'elle eût pu essayer de faire valoir. Elle se conduisit avec beaucoup de grace et d'adresse : elle désira que son fils, le prince Eugène, fût mis à la tête de cette affaire.

1810. 14 janvier. Divorce de Napoléon et de Joséphine.

Le divorce de Napoléon et de Joséphine est unique en son genre dans l'histoire. Il n'altéra en rien l'union des deux familles : ce fut un sacrifice pénible, également partagé par les époux, mais fait aux intérêts de la politique. Les deux époux déclarèrent, dans une assemblée de famille leur assentiment au divorce : cette cérémonie se fit dans les grands appartemens des Tuileries : les larmes coulaient aux yeux de tous les spectateurs. Le consentement constaté par l'archichancelier, la dissolution du mariage fut prononcée par le sénat. L'Impératrice quitta les Tuileries, et se rendit à Malmaison, où elle demeura constamment pendant l'espace de cinq ans.

Le mariage civil de Napoléon annulé par la décision du sénat, l'officialité de Paris fit les informations d'usage dans la religion catholique ; elle reconnut que le mariage religieux avait été célébré sans témoins, et en prononça la dissolution. La cour de Rome éleva alors la prétention d'en connaître ; mais le clergé de France déclara que cela était contraire aux priviléges de l'église gallicane ; qu'un souverain, aux yeux de Dieu, n'était qu'un homme, et devait être soumis

à la juridiction de sa paroisse et de son évêque.

Le divorce de Napoléon fit grand bruit. Son trône, le plus élevé de l'Europe, fut l'objet de l'ambition de toutes les maisons régnantes. La politique y appelait trois princesses : une de la maison de Russie, une de la maison d'Autriche, une de la maison de Saxe.

Des négociations furent entamées avec la Russie. Il en avait déjà été dit quelques mots par l'empereur Alexandre à Erfurt ; mais il s'éleva des difficultés : il y eut, à ce sujet, des dissentimens d'opinion dans la famille impériale ; toutefois, il paraît que l'empereur Alexandre n'hésitait pas : seulement on exigeait que la princesse qui deviendrait l'épouse de Napoléon, eût une chapelle russe dans l'intérieur du palais des Tuileries, avec ses popes, son clergé, et le libre exercice de sa religion.

D'un autre côté, une lettre du comte de Narbonne avait annoncé que quelques insinuations lui avaient été faites à Vienne, et qu'il avait pu en conclure qu'une alliance avec une archiduchesse pourrait entrer dans les vues de l'Autriche.

Un conseil privé extraordinaire fut convoqué, et la question du choix à faire y fut posée après la lecture des dépêches de Saint-Pétersbourg et de Vienne. Les opinions furent divisées entre une princesse saxonne, une princesse russe et une princesse autrichienne. Ce dernier avis fut celui de la majorité ; il fut déterminé par la haute considération du maintien de la paix générale : le mariage avec l'archiduchesse fut préféré.

Le prince Eugène fit la demande formelle au prince de Schwartzemberg, ambassadeur d'Autriche à Paris, et le ministre des affaires étrangères eut les pouvoirs de signer, avec cet ambassadeur, le contrat de mariage de Napoléon avec l'archiduchesse Marie-Louise, en prenant pour modèle celui de Louis XVI avec Marie-Antoinette. Ce contrat fut signé dans la soirée. Le prince Berthier partit aussitôt pour Vienne, afin de faire la demande dans les formes solennelles, et l'archiduc Charles épousa Marie-Louise, comme représentant de l'empereur des Français.

1er avril. Mariage de Napoléon avec Marie-Louise.

Napoléon alla recevoir l'archiduchesse à Compiègne. Le mariage civil fut célébré à Saint-Cloud, le mariage religieux dans le

grand salon du Musée à Paris : des fêtes splendides furent données à cette occasion. Le prince de Schwartzemberg en donna une au nom de son maître, durant laquelle le feu prit à la salle de bal construite dans le jardin : rien ne put arrêter les progrès de l'incendie : plusieurs personnes périrent. L'issue malheureuse de cette fête, dans une circonstance semblable, parut un présage sinistre. Napoléon n'était pas superstitieux, néanmoins, il eut lui-même un pénible pressentiment. En effet, c'est au changement de politique de l'Autriche qu'il faut attribuer ses malheurs et sa chute.

Napoléon avait été occupé dans sa vie de deux femmes très-différentes : Joséphine était l'art et les graces ; Marie-Louise, l'innocence et la simple nature ; et chacune d'elles avait bien son prix. Dans aucun moment de la vie, la première n'avait de position ou d'attitude qui ne fût agréable, séduisante ; il eût été impossible de lui surprendre ou d'en éprouver jamais aucun inconvénient ; tout ce que l'art peut imaginer en faveur des attraits était employé par elle, mais avec un tel mystère qu'on n'en apercevait jamais rien. L'autre, au con

Portrait des deux impératrices.

traire, ne soupçonnait même pas qu'il pût y avoir rien à gagner dans d'innocens artifices. L'une était toujours à côté de la vérité, son premier mouvement était la négative ; la seconde ignorait le mensonge, tout détour lui était étranger. La première ne demandait jamais rien à son mari, mais elle devait partout ; la seconde n'hésitait pas à demander quand elle n'avait plus, ce qui était fort rare, elle n'aurait pas cru devoir rien prendre sans payer aussitôt : du reste, toutes les deux étaient bonnes, douces, fort attachées à leur mari.

Aussitôt après son mariage avec Marie-Louise, Napoléon fit avec elle un voyage dans la Belgique, et sur les côtes septentrionales de l'empire. Partout l'Empereur et la jeune Impératrice furent accueillis avec enthousiasme ; les Français croyaient voir en Marie-Louise, un gage assuré de la paix continentale. Quant à l'Angleterre, la France lui faisait alors une guerre mortelle au moyen du système continental, auquel la Suède venait d'accéder.

CHAPITRE X.

Révolution de Suède ; élection du maréchal Bernadotte.

Deux grands événemens avaient eu lieu en Europe depuis la campagne de Wagram, sans qu'ils eussent été remarqués, tant les regards étaient fixés sur la France. Le premier fut la révolution de la Suède; le second, l'incorporation de Rome à l'empire français.

1809 6 juin. Gustave IV est déchu du trône.

Gustave IV s'était annoncé comme un héros, sa carrière avait été marquée de bonne heure par des traits fort remarquables ; encore enfant, on l'avait vu insulter Catherine par le refus de sa petite-fille, au moment où cette grande impératrice sur son trône, et au milieu de sa cour, n'attendait plus que lui pour la cérémonie du mariage. Plus tard, il n'avait pas moins insulté Alexandre, en refusant, après la catastrophe de Paul, l'entrée de ses États à un des

officiers du nouvel empereur. Il se déclara ensuite grand antagoniste de Napoléon, et l'on eût dit qu'il ne voulait rien moins que recommencer le grand Gustave-Adolphe.

Mais bientôt il ne fut plus que l'aveugle instrument des Anglais, auxquels il sacrifiait les revenus de sa couronne. Enfin, il acheva de se rendre odieux par un acte de violence qui lui fit tourner son épée contre des conseillers courageux et patriotes. On lui ôta cette épée, qui lui avait été donnée pour la patrie et non contre elle. Une conspiration peu commune l'arracha du trône et le déporta. L'unanimité contre lui prouve sans doute ses torts : toutefois est-il extraordinaire et sans exemple que dans cette crise il ne se soit pas tiré une seule épée pour sa défense.

1810. 21 aout. Election du maréchal Bernadotte.

Quelque temps après l'expulsion de Gustave, et la succession au trône étant vacante, les Suédois voulant être agréables à Napoléon, et s'assurer la protection de la France, lui demandèrent un roi. Il fut question un moment du prince Eugène ; mais il eût fallu qu'il changeât de religion, ce que l'Empereur trouvait au-dessous de sa dignité et de celle de tous les siens. Puis

il ne jugeait pas le résultat politique assez grand pour excuser un acte si contraire aux mœurs. Toutefois, Napoléon attacha trop de prix, peut-être, à voir un Français occuper le trône de Suède. Dans sa position, ce fut un sentiment puérile ; le véritable roi de sa politique, celui des vrais intérêts de la France, c'était le roi de Dannemarck.

Bernadotte fut élu, et il le dut à ce que sa femme était sœur de celle de Joseph, frère de Napoléon, régnant alors à Madrid. Voulant afficher une grande dépendance, il alla demander l'agrément de Napoléon, protestant, avec une inquiétude trop visible, qu'il n'accepterait qu'autant que cela lui serait agréable. Napoléon, monarque élu du peuple, avait à répondre qu'il ne savait pas s'opposer aux élections des autres peuples. C'est ce qu'il dit à Bernadotte, dont toute l'attitude trahissait l'anxiété, ajoutant qu'il n'avait qu'à profiter de la bienveillance dont il était l'objet ; que lui, Napoléon, ne voulait avoir été pour rien dans son élection, mais qu'elle avait son assentiment et ses vœux.

Regrets tardifs de Napoléon

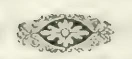
Néanmoins, Napoléon éprouva alors un arrière instinct qui lui rendait la chose dés-

agréable et pénible. En effet, Bernadotte a été le serpent nourri dans le sein de la France ; à peine il l'eut quittée, qu'il était déjà dans le système de ses ennemis, et qu'il fallut le surveiller et le craindre. Plus tard, il a été une des grandes causes actives des malheurs de la France : c'est lui qui a donné aux ennemis de Napoléon la clé de sa politique, la tactique de ses armées ; c'est lui qui leur a montré les chemins du sol sacré. Vainement dira-t-il pour excuse qu'en acceptant le trône de Suède il n'a dû être que Suédois : excuse banale, bonne tout au plus pour la multitude et le vulgaire des ambitieux. Pour prendre femme, on ne renonce point à sa mère, encore moins est-on tenu à lui percer le sein.

Si Bernadotte avait eu le jugement et l'ame à la hauteur de sa situation, s'il eût été bon Suédois, ainsi qu'il l'a prétendu, il pouvait rétablir le lustre de sa nouvelle patrie, reprendre la Finlande, être sur Pétersbourg avant que Napoléon eût atteint Moscou ; mais il a cédé à des ressentimens personnels, à de toute petites passions. La tête lui a tourné de se voir recherché, encensé par des légitimes. Dans son enivre-

ment, il sacrifia sa nouvelle patrie et l'ancienne, sa propre gloire, sa véritable puissance, la cause des peuples, le sort du monde : c'est une faute qu'il paiera chèrement.

On assure qu'il s'en est repenti plus tard, c'est-à-dire lorsqu'il n'était plus temps, et que le mal était accompli. Le fait est qu'en se retrouvant au milieu des Français, il a vu que l'opinion en faisait justice ; il s'est senti frappé de mort. Alors ses yeux se sont dessillés. On ne sait pas, dans son aveuglement, à quels rêves n'auront pas pu le porter sa présomption et sa vanité !...



CHAPITRE XI.

Querelles de Napoléon avec Pie VII. — Incorporation de Rome à l'Empire. — Enlèvement du Pape. — Projets de Napoléon sur les Papes.

Le second événement important de l'année 1810 fut la réunion de Rome et des Etats de l'Eglise à l'Empire français. Elle eut lieu en vertu du sénatus-consulte du 17 février 1810, qui fixa, en même temps, ce qui était relatif au temporel des Papes.

Origine et motifs de la querelle avec le Pape.

L'origine de la querelle qui dura si longtemps entre Napoléon et le Pape, datait de 1805. Lorsque Pie VII quitta la France, après le couronnement, il partit avec le secret dépit de n'avoir pas obtenu de Napoléon les récompenses qu'il croyait avoir méritées ; mais l'Empereur ne pouvait pas trafiquer des intérêts de l'Empire pour l'acquit de ses propres sentimens : et d'ailleurs sa fierté ne lui permettait pas de laisser croire qu'il avait acheté ses complaisances.

A peine le Pape eut-il mis le pied sur le sol italien, que les intrigans, les brouillons, les ennemis de la France, profitèrent de ses dispositions pour s'en saisir, et dès cet instant, tout fut hostile de sa part. Ce n'était plus le doux, le paisible *Chiaramonti*, cet évêque d'Imola, qui s'était montré de si bonne heure digne des lumières de son siècle; sa signature n'était plus apposée qu'à la suite d'actes tenant bien plus des Grégoire et des Boniface que de lui: Rome devint le foyer de tous les complots tramés contre la France. Napoléon essaya vainement de le ramener par la raison, il n'était plus possible d'arriver jusqu'à ses sentimens. Les torts devinrent si graves, les insultes si patentes que l'Empereur dut agir à son tour. Il se saisit donc de ses forteresses, s'empara de quelques provinces, et finit même par occuper Rome, tout en déclarant que le Pape demeurait sacré pour lui dans ses attributions spirituelles, ce qui était loin de le satisfaire, regardant toujours sa qualité de souverain de Rome comme confondue et inhérente avec son caractère spirituel.

La circonstance de la guerre dans la-

1809 Bulle d'excommunication.

quelle la France se trouvait engagée avec l'Autriche et l'Espagne parut favorable au Saint-Siége : il lança sa bulle d'excommunication dont on ne sut aucun mauvais gré au Pape, mais dont on fit tomber la responsabilité sur le cardinal Pacca, qui l'avait signée. L'intention de Napoléon était, si quelque individu eût été assassiné à Rome, par suite de cette bulle, de prendre ce ministre à partie; mais elle excita partout le plus profond mépris, ce qui fut un grand bonheur pour les cardinaux et les prélats de la Cour de Rome.

Enlèvement du Pape.

A cette époque, les troupes françaises dans les États romains étaient peu nombreuses, et la bataille d'Essling ayant jeté quelques doutes sur l'issue de la guerre, la population de Rome était agitée: le Saint-Père, renfermé au fond de son palais, avait fait élever des barricades autour; elles étaient gardées par quelques centaines d'hommes armés qui exerçaient la plus grande surveillance. Les troupes françaises qui occupaient les postes extérieurs se prirent de querelle avec celles du Pape; elles se crurent bravées: tout cela excitait leurs sarcasmes. La situation du Pape était dange-

reuse ; il était à craindre que d'un moment à l'autre, on en vînt aux mains : les balles ne respectent personne. Le général commandant à Rome fit les plus vives remontrances ; il ne put faire comprendre que le Pape seraitbe aucoup plus en sûreté, gardé par la sainteté de son caractère, et que d'opposer la force à la force pouvait avoir les effets les plus funestes. N'étant pas écouté, il prit alors conseil des circonstances : il adopta le parti de faire transférer le Pape à Florence : il le devait au Saint-Père, il le devait à la nation française, il le devait à l'Europe : qu'eût-elle dit si un sang si précieux eût été versé dans une rixe?

Un courrier de Rome instruisit l'Empereur à Schœnbrunn de l'enlèvement du Pape. Quoique mécontent de ce qui venait d'arriver, Napoléon ne pouvait pas désavouer son général à Rome ; sa conduite avait été obligée. Des estafettes furent aussitôt expédiées à Florence, à Turin, à Grenoble ; tous les cas avaient été prévus par Napoléon, qui voulait que l'on eût les plus grands égards pour Pie VII. Il était impossible de le renvoyer à Rome sans s'exposer à des événemens dont les résultats

pouvaient être encore plus fâcheux. On était à la veille de la bataille de Wagram, qui devait décider de la paix, et il aurait été temps alors de négocier avec le Saint-Siége, et de mettre un terme à ces fâcheuses affaires.

Intrigues de la Cour de Rome.

Le Pape fut envoyé à Savone, où il resta plusieurs mois, pendant lesquels on lui offrit de retourner à Rome, s'il consentait à ne point y troubler la tranquillité publique, à reconnaître le gouvernement établi, et à ne s'occuper que d'affaires spirituelles ;mais s'apercevant qu'on voulait le prendre par lassitude, et que le monde continuait à marcher sans lui, il adressa des brefs aux chapitres métropolitains de Florence et de Paris, pour troubler l'administration des diocèses, pendant les vacances des siéges, en même temps que le cardinal Piétro expédiait des vicaires apostoliques dans les diocèses vacans. Alors, pour la première fois, la discussion qui existait depuis cinq ans, cessa d'être temporelle et devint spirituelle : ce qui donna lieu plus tard à la première et à la seconde réunion des évêques au concile de Paris, et à la bulle de 1811.

Rien n'était décidé encore sur l'état temporel du pape ; et cette incertitude encourageait sa résistance. Napoléon se décida enfin à faire pour toujours la séparation de la puissance temporelle d'avec la puissance spirituelle, et à ne plus souffrir le pape pour souverain. Le sénatus-consulte du 7 février 1810, réunit les états de Rome à l'Empire, et fixa ce qui était relatif au temporel des papes.

7 février Réunion des États romains à l'Empire

A toutes les époques, les députations des évêques ont toujours eu l'instruction d'offrir au pape son retour à Rome, pourvu qu'il reconnût le gouvernement temporel qui y avait été établi, et s'occupât exclusivement des affaires spirituelles ; mais il s'y refusa constamment.

Amené dans le palais de Fontainebleau, pour mettre sa personne à l'abri d'une tentative qui devait avoir lieu par mer, il y occupa le logement qu'il avait habité précédemment, et ne cessa d'y être traité de la manière la plus grande. Sa cour était aussi bien qu'au Vatican. Napoléon ne le vit qu'en janvier 1813, en compagnie de l'Impératrice. Pendant les trois jours qu'ils passèrent dans ce palais, et qui furent employés

Arrivée du Pape à Fontainebleau.

Concordat de Fontainebleau.

à la négociation du concordat de Fontainebleau, tous les rapports furent dans une forme amicale et gracieuse. C'est par la seule force du raisonnement que Napoléon arracha à Pie VII ce fameux concordat. Il fut signé devant plusieurs cardinaux, un grand nombre d'évêques de France et d'Italie, et une partie de la cour impériale.

Ainsi Napoléon avait enfin obtenu la séparation tant désirable du spirituel d'avec le temporel, qui est si préjudiciable à S. S. et dont le mélange porte le trouble dans la société, au nom et par les mains mêmes de celui qui doit être le centre d'harmonie.

Projets de Napoléon sur les Papes.

Dès lors l'Empereur allait relever le pape au-delà de tout ce qu'il pouvait espérer, l'entourer de pompes et d'hommages; il l'eût amené à ne plus regretter son temporel, il en eût fait une idole : il serait demeuré près de Napoléon; Paris fût devenu la capitale du monde chrétien, et l'Empereur eût dirigé le monde religieux ainsi que le monde politique.

L'établissement de la Cour de Rome dans Paris, eût été fécond en grands résultats : cette influence sur l'Espagne, l'Italie, la confédération du Rhin, la Pologne,

aurait resserré les liens fédératifs du grand Empire, et celle que le chef de la chrétienté avait sur les fidèles d'Angleterre, d'Irlande, de Russie, de Prusse, d'Autriche, de Hongrie, de Bohême, fût devenue l'héritage de la France.

Napoléon aurait eu ses sessions religieuses comme ses sessions législatives; ses conciles eussent été la représentation de la chrétienté, les papes n'en eussent été que les présidens; l'Empereur eût ouvert et clos ces assemblées, approuvé et publié leurs décisions, comme l'avaient fait Constantin et Charlemagne; et si cette suprématie avait échappé aux empereurs c'est qu'ils firent la faute de laisser résider loin d'eux les chefs spirituels, qui ont profité de la faiblesse des princes ou de la crise des événemens, pour s'en affranchir et les soumettre à leur tour. Mais pour arriver à ce grand résultat, Napoléon avait dû employer beaucoup d'adresse, déguiser surtout sa véritable pensée, et donner tout-à-fait le change à l'opinion; il dut présenter à la pâture publique des petitesses vulgaires, afin de mieux dérober l'importance et la profondeur du but secret. Aussi,

était-ce avec une espèce de satisfaction qu'il se voyait accusé de barbarie envers le pape, de tyrannie en matière religieuse. Les étrangers surtout le servaient à son gré en remplissant leurs mauvais libelles de sa mesquine ambition, qui, selon eux, avait eu besoin de dévorer le misérable patrimoine de Saint-Pierre. Mais Napoléon savait bien, qu'au résultat, on lui reviendrait au-dedans, et qu'au-dehors on ne serait plus à temps d'y remédier. Que n'eût-on pas fait pour le prévenir, si on l'eût deviné à temps? car, quel eût été désormais son empire sur tous les pays catholiques et son influence sur ceux même qui ne le sont pas, à l'aide des membres de cette religion qui s'y trouvent répandus!

C'est un fait constant qui deviendra tous les jours démontré davantage, que Napoléon aimait sa religion, qu'il voulait la faire prospérer, l'honorer; mais en même temps s'en servir comme un moyen social pour réprimer l'anarchie, consolider sa domination en Europe, accroître la considération de la France et l'influence de Paris, objet de toutes ses pensées : c'est par suite de cette idée que Napoléon était sans cesse occupé

de l'amélioration et des embellissemens de Paris; ce n'était pas seulement par amour des arts, mais aussi pour complément de son système. Il fallait que Paris fût la ville unique, sans comparaison avec les autres capitales. Les chefs-d'œuvre des sciences et des arts, les musées, tout ce qui avait illustré les siècles passés s'y devaient trouver réunis; les églises, les palais, les théâtres devaient être au-dessus de tout ce qui existe. Napoléon regrettait de ne pouvoir y transporter l'église de St.-Pierre de Rome; il était choqué de la mesquinerie de Notre-Dame.

En 1813, sans les événemens de Russie, le pape eût été évêque de Rome et de Paris, et logé à l'Archevêché: le Sacré-Collége, la Datterie, la Pénitencerie, les Missions, les Archives l'eussent été autour de Notre-Dame et dans l'île Saint-Louis. Rome eût été transportée dans l'antique Lutèce. Les glaces du Nord et la défection des alliés de Napoléon ont détruit à jamais tous ses grands projets.

CHAPITRE XII.

Naissance du Roi de Rome. — Mésintelligence avec la Russie. — Espérances des Polonais.

1811. 20 mars Naissance du Roi de Rome.

L'ANNÉE 1811, qui devait être la dernière époque heureuse de la carrière de Napoléon, s'annonça en comblant tous ses vœux. Le 20 mars, Marie-Louise lui donna un fils. Dans cette circonstance, où les jours de l'impératrice coururent les plus grands dangers, Napoléon oublia qu'il était Empereur, et ne laissa voir que le meilleur, le plus tendre des époux. La vie de la mère et de l'enfant dépendaient d'une opération terrible: le chirurgien Dubois n'osa rien entreprendre sans avoir consulté l'Empereur: « Ne pensez qu'à la mère, lui dit « Napoléon, et traitez l'impératrice comme « une bourgeoise de la rue St.-Denis. » Il accourut lui-même près du lit de Marie-Louise, la soutint, l'encouragea pendant la

crise. Ce ne fut qu'au bout d'une demi-heure de travail que l'enfant vint au monde par le secours des fers ; mais on le crut mort : il ne donna pas le moindre signe de vie pendant sept minutes ; Napoléon était dans la plus cruelle anxiété. Enfin, l'enfant respira : l'Empereur se précipita aussitôt à la porte du salon, où tous les dignitaires se trouvaient réunis, et s'écria, en l'ouvrant : « *C'est un roi de Rome !* »

Le projet de Napoléon était, dès que la paix eût régné en Europe, de faire voyager son fils dans toute la France pour lui faire faire son apprentissage royal, et l'associer ensuite à l'Empire. Alors la *Dictature* de l'Empereur eût fini, et le règne constitutionnel de son fils eût commencé. Paris fût devenue la capitale du monde, et les Français l'envie des nations. Mais ces beaux projets ne furent qu'un rêve.

Depuis quelques temps il s'était élevé de la mésintelligence entre la France et la Russie : la France reprochait à la Russie la violation du système continental. La Russie exigeait une indemnité pour le duché d'Oldembourg, et élevait d'autres prétentions. Des rassemblemens russes s'appro- Mésintelligence avec la Russie.

chaient du duché de Varsovie, et une armée française se formait au nord de l'Allemagne. Cependant, on était encore loin d'être décidé à la guerre ; mais tout-à-coup une nouvelle armée russe se mit en marche vers Varsovie ; en même temps une note insolente était présentée à Paris, comme *ultimatum*, par l'ambassadeur de Russie, qui, au défaut de son acceptation, menaçait de quitter Paris sous huit jours.

Napoléon crut alors la guerre déclarée. Depuis long-temps il n'était plus accoutumé à un pareil ton ; il n'était pas dans l'habitude de se laisser prévenir : il pouvait marcher contre la Russie à la tête du reste de l'Europe : l'entreprise était populaire, la cause européenne ; c'était celle du bon sens et des vrais intérêts, celle du repos et de la sécurité de tous : c'était le dernier effort qui restait à faire à la France ; ses destinées, celles du nouveau système européen étaient au bout de la lutte. La Russie était la dernière ressource de l'Angleterre ; la paix du globe était en Russie, et le succès ne devait point être douteux. Ce succès aurait consacré une balance, des combinaisons nouvelles qui eussent fait disparaître les périls

des temps et les remplacer par un avenir tranquille. L'ambition n'entrait pour rien dans les vues de Napoléon : en relevant la Pologne , cette véritable clé de toute la voûte, il ne prétendait rien acquérir : il ne se réservait que la gloire du bien, les bénédictions de l'avenir.

1812. Entrevue de Dresde.

Napoléon partit de Paris le 9 mai, et arriva à Dresde le 26. L'empereur d'Autriche, le roi de Prusse et tous les souverains du Rhin à la Baltique s'étaient réunis dans cette capitale, où furent abjurées les conférences d'Erfurth. Cette entrevue fut l'époque de la plus haute puissance de Napoléon : il y parut le *roi des rois.* Le luxe et la magnificence de sa Cour lui donnaient l'air d'un roi d'Asie : à Dresde comme à Tilsitt, Napoléon gorgea de diamans tous ceux qui l'approchèrent.

L'Empereur quitta Dresde pour aller se mettre à la tête de la Grande-Armée : elle était forte de quatre cent mille hommes d'infanterie, de soixante-dix mille cavaliers et de plus de mille bouches à feu : dans ces masses effrayantes étaient compris pour un quart les divers contingens des souverains alliés de Napoléon.

Tentatives de Napoléon pour éviter la guerre.

Toutefois, arrivé à la frontière, Napoléon, auquel la Russie avait déclaré la guerre en retirant son ambassadeur, crut devoir envoyer le sien, M. de Lauriston, à l'empereur Alexandre à Wilna; il fut refusé.

Cependant, Alexandre et Napoléon étaient dans l'attitude de deux bravaches, qui, sans avoir envie de se battre, cherchaient à s'effrayer mutuellement. Napoléon se serait volontiers passé de faire cette guerre; il était entouré de circonstances inopportunes, et tout ce qu'il apprit depuis, lui donna l'assurance qu'Alexandre en avait encore bien moins envie. M. de Romanzof, qui avait conservé des relations à Paris, et qui, plus tard, au moment des échecs éprouvés par les Russes, fut fort maltraité par Alexandre, pour la résolution qu'il lui avait fait prendre, l'avait assuré que le moment était venu où Napoléon, embarrassé, ferait des sacrifices pour éviter la guerre; que l'occasion était favorable, qu'il fallait la saisir; qu'il ne s'agissait que de se montrer et de parler ferme; qu'on aurait les indemnités du duc d'Oldembourg; qu'on acquerrait Dantzick, et que la Russie se créerait une immense considération en Europe.

Telle était la clé du mouvement des troupes russes et de la note insolente du prince Kourakin, qui, sans doute, n'était pas dans le secret, et qui avait eu le tort, par son peu d'esprit, d'exécuter ses instructions trop à la lettre. La même présomption, le même systême amena encore le refus de recevoir M. de Lauriston à Wilna.

Commencement des hostilités.

A peine Napoléon eut-il ouvert la campagne, que le masque tomba; les vrais sentimens des Russes durent se montrer. Au bout de trois à quatre jours, frappé des premiers succès de l'armée française, Alexandre envoya dire à Napoléon que, s'il voulait évacuer le territoire envahi, et retourner au Niémen, il allait traiter. Mais Napoléon, à son tour, prit cette démarche pour une ruse. Il venait de prendre l'armée russe en flagrant délit, tout était culbuté et en désordre; il avait coupé Bagration, et pouvait espérer de le détruire; il crut donc qu'on ne voulait que gagner du temps, pour se rallier et se sauver. Nul doute que, s'il eût été convaincu de la bonne foi d'Alexandre, Napoléon n'eût accédé à sa demande. Il serait revenu au Niémen, et les Russes n'eussent pas passé la Dwina :

Wilna eût été neutralisé ; Napoléon et Alexandre s'y seraient rendus chacun avec un ou deux bataillons de leur garde, ils eussent traité en personne, et se seraient séparés bons amis.

Mais le destin régla autrement les choses. Napoléon entra à Wilna le 28 juin, enflé de ses premiers succès. Déjà il avait annoncé à son armée que la paix qu'il conclurait *porterait avec elle sa garantie et mettrait un terme à cette orgueilleuse influence que la Russie exerçait depuis cinquante ans sur les affaires de l'Europe.*

Projets de Napoléon sur la Pologne.

L'impulsion avait été donnée pour préparer les grands changemens que l'Empereur se proposait d'opérer en faveur de la nation polonaise. Une députation de la diète du grand duché de Varsovie se rendit près de Napoléon à Wilna, pour lui annoncer que la diète générale s'était constituée en confédération de la Pologne, et qu'elle avait déclaré le royaume de Pologne rétabli dans ses droits. « Dites, Sire, que le royaume de Pologne existe, s'écria le président de la députation, et ce décret sera pour le monde l'équivalent de la réalité. »

Napoléon répondit à cette députation par

ces phrases, qui décélaient l'embarras de sa position : « Dans ma situation, j'ai beau-
« coup d'intérêts à concilier, beaucoup de
« devoirs à remplir. Si j'avais régné pen-
« dant le premier, le second et le troisième
« partage de la Pologne, j'aurais armé mes
« peuples pour la défendre.... J'aime votre
« nation.... J'autorise les efforts que vous
« voulez faire. C'est entièrement dans l'una-
« nimité de sa population que vous pouvez
« trouver l'espoir du succès. Je dois ajou-
« ter que *j'ai garanti à l'empereur d'Au-*
« *triche l'intégrité de ses domaines.* »

Napoléon sentait que le rétablissement de la Pologne, par les armes de l'empire, était une entreprise hasardeuse, périlleuse même, dans laquelle la France devait lutter contre ses amis et contre ses ennemis. Il ne se dissimulait pas les difficultés qu'il aurait à éprouver en rétablissant ce royaume, puisque ce grand œuvre politique devait contrarier les intérêts apparens de ses alliés.

Ainsi, le mariage de Napoléon avec la fille de l'empereur François, fut encore la cause indirecte de l'indécision qu'il mit à réorganiser la nation polonaise. En agis-

sant autrement, Napoléon n'aurait probablement pas eu à gémir si amèrement sur les suites de la campagne qu'il venait d'entreprendre.



CHAPITRE XIII.

Campagne de Russie. — Incendie de Moscou.

1812 28 juin. Arrivée de Napoléon à Wilna.

Le premier soin de Napoléon, à son entrée à Wilna, fut d'établir un gouvernement provisoire pour la Lithuanie, et d'organiser les gardes nationales et la gendarmerie du pays.

En même temps, les corps de l'armée poursuivaient les Russes dans leur retraite, et entraient successivement, après quelques légers combats, dans les villes de Grodno, Minsk, Bialistock, Nowogrodeck, Slonim, Wileika. Dix jours après l'ouverture de la campagne, l'armée française arriva sur la Dwina : Smolensk fut en alarmes.

25, 26, 27 juillet. Combats d'Ostrowno.

Le 25 juillet, le général Nansouty, avec les divisions Bruyères et St.-Germain, rencontra l'ennemi à deux lieues en avant d'Ostrowno ; le combat s'engagea, diverses charges de cavalerie eurent lieu, et les Russes furent

culbutés. Les batteries qu'ils avaient dressées contre la cavalerie française furent enlevées ; l'infanterie, qui s'avança pour soutenir son artillerie, fut rompue et sabrée par la cavalerie légère française. Le lendemain, un combat opiniâtre d'avant-garde s'engagea à une lieue au-delà d'Ostrowno. Les Russes furent chassés de position en position, et les bois furent enlevés à la bayonnette.

Le 27, à la pointe du jour, le vice-roi fit déboucher ses colonnes. Au soleil levant, on aperçut l'arrière-garde russe, forte de dix mille hommes de cavalerie échelonnée dans la plaine. La division Delzons fila sur la droite. Le roi de Naples dirigea l'attaque du bois et des batteries russes. En moins d'une heure, toutes les positions furent enlevées, et cette arrière-garde repoussée au-delà d'une petite rivière qui se jette dans la Dwina. Les Russes prirent position sur les bords de cette rivière à une lieue de Vitepsk. Ils montraient dans la plaine quinze mille hommes de cavalerie, et soixante mille hommes d'infanterie. L'Empereur espérait une bataille pour le lendemain, il passa le reste du jour à reconnaître le ter-

rain, et à faire ses dispositions; mais, à la pointe du jour, les Russes avaient battu en retraite dans toutes les directions, se rendant sur Smolensk. Le 28, l'armée française entra à Witepsk.

Pendant que Napoléon marchait sur cette ville, le maréchal Davoust était attaqué à Mohilow. Bagration passa la Bérézina; trois mille Cosaques assaillirent un régiment de chasseurs : la générale battit, on en vint aux mains. Depuis huit heures du matin jusqu'à cinq heures du soir, le feu fut engagé sur la lisière du bois, et au pont que les Russes voulaient forcer. A cinq heures, le maréchal Davoust se mit à la tête de trois bataillons d'élite, culbuta les Russes, leur enleva leurs positions, et les poursuivit pendant une lieue. Bagration passa le Borysthène pour se retirer sur Smolensk, laissant trois mille hommes tués ou blessés sur le champ de bataille, et onze cents prisonniers.

Combat de Mohilow.

Le 1er août, l'armée russe, qui jusque là avait battu en retraite, s'arrêta, repassa la Drissa, et se rangea en bataille devant le deuxième corps de la Grande-Armée. Le maréchal Oudinot laissa passer la rivière à

2 août. Combat de la Drissa.

environ quinze mille Russes, et lorsqu'il les vit engagés, il démasqua une batterie de quarante pièces de canon, qui tirèrent pendant une demi-heure à portée de mitraille. En même temps, les divisions Legrand et Verdier marchèrent au pas de charge, et jetèrent ces quinze mille Russes dans la rivière. Trois mille prisonniers, quatorze canons restèrent au pouvoir des Français; les Russes perdirent en outre quatre mille hommes tués ou noyés.

Les combats d'Ostrowno, de Mohilow et de la Drissa dans d'autres guerres auraient pu s'appeler des batailles; mais, dans cette campagne, ils ne furent que les préludes des batailles de Smolensk et de la Moscowa.

Le même jour où le maréchal Oudinot était victorieux sur la Drissa, un autre corps français entrait à Dunabourg, que les Russes avaient évacué, après avoir travaillé cinq mois à fortifier la ville et les environs.

La chaleur était alors excessive en Russie, la Grande-Armée s'arrêta quelques jours pour se reposer et se rafraîchir. Bientôt elle se remit en marche pour Smolensk.

Le 16 août, Napoléon fit couronner les hauteurs de cette ville. Smolensk présentait aux regards une enceinte de hautes murailles, mêlées de tours, dont plusieurs étaient armées de canons de gros calibre. Dès le 12, l'armée russe était partie de Smolensk, marchant lentement dans différentes directions; mais le roi de Naples et le maréchal Ney ayant passé le Borysthène, vis-à-vis Komino, les corps russes se trouvèrent tournés, et revinrent, en grande hâte, sur leurs pas pour défendre Smolensk. Cette ville fut occupée par trente mille hommes; le reste de l'armée russe prit de belles positions sur la rive droite du Borysthène. Le 17, Napoléon fit attaquer les faubourgs de Smolensk, en même temps qu'une batterie de soixante pièces de canon tirait à mitraille sur la partie de l'armée russe placée sur la rive droite. Ces masses furent bientôt obligées de quitter leurs positions. Deux heures après, le faubourg de gauche et celui de droite furent enlevés par les divisions Morand et Gudin. Des batteries furent aussitôt placées pour battre en brêche. Les Russes renforcèrent les corps qui étaient dans la ville, et le combat dura

Bataille et prise de Smolensk.

presque toute la nuit : la ville fut mise en feu ; elle offrait un spectacle pareil à celui d'une éruption du Vésuve. A deux heures du matin, les grenadiers montèrent à l'assaut, mais ils ne trouvèrent plus de résistance. La place venait d'être évacuée. Les Français y trouvèrent deux cents pièces de canon et mortiers de gros calibre.

La bataille de Smolensk, dans laquelle cent mille hommes ont été engagés de part et d'autre, coûta aux Russes treize à quatorze mille hommes dont deux mille prisonniers. La Grande-Armée y perdit cinq mille hommes tués ou blessés.

19 août. Combat de Valontina.

Le 19 août, un pont ayant été achevé à la pointe du jour, le maréchal Ney déboucha sur la rive droite du Borysthène, et suivit l'ennemi. A une lieue de la ville il rencontra le dernier échelon de l'arrière-garde, fort de cinq à six mille hommes ; il le fit attaquer à la bayonnette, et lui fit trois à quatre mille prisonniers. Le second échelon était placé sur les hauteurs de Valontina et présentait une masse de quinze mille hommes ; la fusillade s'engagea. En même temps le maréchal Junot, qui avait passé le Borysthène à deux lieues sur la

droite de Smolensk, déboucha sur les derrières des Russes, de manière à couper la route de Moscou à toute l'arrière-garde; aussitôt les autres échelons qui étaient près de l'arrière-garde, revinrent sur leurs pas pour la soutenir. Alors s'engagea le combat de Valontina, l'un des plus beaux faits d'armes de toute la campagne. La position, long-temps disputée par les Russes, fut enfin enlevée par la division Gudin, et l'ennemi fit sa retraite précipitamment, laissant huit mille deux cents hommes sur le champ de bataille et mille prisonniers. L'armée française eut, dans cette journée, trois mille deux cents hommes hors de combat. L'intrépide général Gudin mourut sur le champ de bataille.

Napoléon continua sa marche sur Moscou; le 30 août, le quartier-général arriva à Viazma; le 2 septembre, à Ghjat, et le 5, on se trouva en présence des Russes, qui étaient en position, la droite du côté de Moscowa, et la gauche sur les hauteurs de la rive gauche de la Kologha.

En avant de leur gauche, les Russes avaient commencé à fortifier un beau mamelon où ils avaient placé neuf à dix mille

4 septembre. Bataille de la Moscowa.

hommes. Napoléon résolut de ne pas différer d'enlever cette position; il donna ses ordres au roi de Naples et au prince Poniatowski A quatre heures l'attaque commença; en une heure de temps la redoute fut prise avec ses canons, et le corps russe chassé de ses positions, et mis en déroute, après avoir laissé trois mille hommes sur le champ de bataille. La journée du lendemain se passa à se reconnaître. La gauche de l'armée russe était fort affaiblie par la perte de la position de la veille; néanmoins, elle était appuyée à un grand bois, et soutenue par une redoute de vingt-cinq pièces de canon. Deux autres mamelons couronnés de redoutes, à cent pas l'une de l'autre, protégeaient sa ligne jusqu'à un grand village, démoli pour couvrir le plateau d'artillerie et d'infanterie. Sa droite passait derrière la Kologa, en arrière du village de Borodino, et était appuyée à deux beaux mamelons couronnés de redoutes et de batteries. Il était facile d'obliger les Russes à évacuer leurs belles positions; mais Napoléon ne les jugea pas tellement fortes qu'il fallût éluder et renvoyer le combat. On évaluait les forces de l'armée

russe à cent vingt ou cent trente mille hommes; celles des Français étaient égales, mais leur supériorité n'était pas douteuse.

Le 7 septembre, le soleil se leva sans nuages: « C'est le soleil d'Austerlitz », dit Napoléon; et aussitôt il adressa à l'armée un ordre du jour, qui fut accueilli par des acclamations réitérées.

Le prince Poniatowski, qui formait la droite, se mit en mouvement pour tourner la forêt sur laquelle les Russes appuyaient leur gauche. Le maréchal Davoust marcha le long de la forêt. Deux batteries de soixante pièces de canon chacune, battant la position des Russes, avaient été construites pendant la nuit. A six heures, la batterie de droite, armée avec l'artillerie de réserve de la garde, commença le feu. Bientôt la mousqueterie s'engagea. Le vice-roi, formant la gauche, prit le village de Borodino. A sept heures, le maréchal Ney se mit en mouvement sous la protection de soixante pièces de canon, et se porta contre le centre. En ce moment, mille pièces de canon vomirent la mort de part et d'autre. A huit heures, les positions des Russes furent enlevées, leurs redoutes prises, et

l'artillerie française couronna les mamelons. Tout alors devint à l'avantage des Français; les Russes virent la bataille perdue qu'ils ne la croyaient que commencée. Partie de leur artillerie était prise, et le reste évacué sur les lignes de derrière. Dans cette extrémité, l'armée russe prit le parti de rétablir le combat, et d'attaquer, avec toutes ses masses, ces mêmes positions qu'elle n'avait pu garder. Trois cents pièces de canon françaises, placées sur ces hauteurs, foudroyèrent ces masses, et les soldats russes allaient mourir au pied de ces parapets, qu'ils avaient élevés les jours précédens avec tant de soin.

Napoléon ordonna alors une charge de front, la droite en avant, et ce mouvement le rendit maître des trois quarts du champ de bataille. Il restait aux Russes leurs redoutes de droite: le général Morand les enleva, mais il ne put s'y maintenir. Les Russes, encouragés par ce succès, firent avancer leurs dernières réserves, dont la garde impériale faisait partie: ils attaquèrent le centre des Français, sur lequel avait pivoté la droite; on craignit un moment qu'ils n'enlevassent le village brûlé. La

division Friand s'y porta aussitôt avec quatre-vingts pièces de canon, qui arrêtèrent d'abord, et écrasèrent ensuite les colonnes russes, qui, pendant deux heures, se tinrent serrées sous la mitraille, n'osant pas avancer, ne voulant pas reculer. Le roi de Naples décida leur incertitude par une charge de cavalerie, qui pénétra par les brèches faites dans les masses. Le général Caulaincourt chargea aussi, entra dans la redoute de gauche par les gorges, et tourna contre les Russes les canons qui étaient dans la redoute; il mourut frappé d'un boulet. Dès ce moment la bataille fut gagnée: la canonnade continua encore; mais les Russes ne se battaient plus que pour leur salut. La garde impériale française n'avait pas eu besoin de donner.

La bataille de la Moscowa coûta aux Russes quarante à cinquante mille tués, blessés ou prisonniers, et aux Français dix à douze mille hommes. Si les Russes, forcés dans leurs positions, n'eussent pas voulu les reprendre, leurs pertes auraient alors été moindres de celles de l'armée française, mais ils firent détruire leur armée en la tenant plusieurs heures en masses sous les

batteries qu'ils voulaient reprendre. Le roi de Naples et le maréchal Ney ont eu la plus grande part à la victoire de la Moscowa.

14 septembre. Entrée de Napoléon à Moscou.

Depuis cette bataille, l'armée française ne cessa de poursuivre celle des Russes sur les trois routes de Mojaïsk, Kalouga et Svenigorod. Le 11, Napoléon avait son quartier-général à Mojaïsk, et, le 14, l'armée française entra dans Moscou.

La marche de Smolensk à Moscou était fondée sur la pensée que les Russes, pour sauver cette capitale, livreraient une bataille; qu'ils seraient battus; que Moscou serait pris; qu'Alexandre, pour sauver cette ville ou pour la délivrer, ferait la paix; et que, s'il ne la faisait pas, on trouverait dans le matériel immense de Moscou, dans les quarante mille bourgeois affranchis, fils d'affranchis ou négocians, et fort riches, qui l'habitaient, de quoi former un noyau national pour soulever tous les esclaves de la Russie, et porter un coup funeste à cet empire. L'idée d'incendier une ville de trois cent mille ames, presque aussi étendue que Paris, n'était pas considérée comme une chose possible. En effet, il était plus

raisonnable de faire la paix, que de se porter à une telle barbarie. L'armée française entra dans la ville ; pendant quarante-huit heures, elle fut maîtresse de toutes ses richesses. Les ressources qu'elle y trouva étaient immenses : les habitans étaient restés, les cinq cents palais de la noblesse étaient meublés, les officiers et les domestiques des maisons étaient à la porte. Les diamans, les toilettes des dames, rien n'avait été évacué ; la plus grande partie des riches propriétaires, en quittant la ville, avaient laissé des billets de recommandation pour le général qui occuperait leur maison, et la déclaration qu'aussitôt que le premier moment de trouble serait passé, ils rentreraient chez eux.

Incendie de Moscou.

Ce fut alors que huit à neuf cents personnes, préposées de la police, chargées de la garde de la ville et des pompes, profitèrent d'un vent violent qui s'éleva, et mirent à la fois le feu à tous les quartiers. Une bonne partie de la ville construite en bois, renfermait une grande quantité de magasins d'eau-de-vie, d'huile et autres matières combustibles : toutes les pompes ayant été enlevées, l'armée française lutta

quelques jours inutilement contre le feu ; tout fut brûlé. Jamais, en dépit de la poésie, toutes les fictions de l'incendie de Troie n'égalèrent la réalité de celui de Moscou : c'était littéralement un océan de feu. Les habitans, qui étaient restés dans la ville, se sauvèrent dans les bois ou dans les maisons de campagne ; il ne resta que la dernière canaille pour se livrer au pillage. Cette grande et superbe cité devint un cloaque, un séjour de désolation et de crime. Si Moscou n'eût pas été livré aux flammes, Napoléon aurait donné le spectacle singulier d'une armée hivernant paisiblement au milieu d'une nation ennemie qui la presse de toutes parts. C'eût été le vaisseau pris par les glaces. On aurait été en France plusieurs mois sans recevoir de ses nouvelles, mais on serait demeuré tranquilles et sages ; Cambacérès, comme de coutume, eût mené les affaires au nom de l'Empereur, et tout aurait marché comme s'il eût été présent. L'hiver en Russie eût pesé sur tout le monde ; l'engourdissement eût été général. Le printemps fût revenu aussi pour tout le monde ; chacun se fût réveillé à la fois, et l'on

sait que les Français ne sont jamais les derniers.

Après l'incendie, on pouvait prendre le parti de marcher sur Pétersbourg ; la cour le craignait, et avait fait évacuer sur Londres ses archives, ses trésors les plus précieux ; elle avait appelé de la Polodie l'armée de l'amiral Tchitchagow pour couvrir cette capitale. Considérant qu'il y avait aussi loin de Moscou à Saint-Pétersbourg, que de Smolensk à Saint-Pétersbourg, Napoléon préféra aller passer l'hiver à Smolensk, sur les confins de la Lithuanie, sauf, au printemps, à marcher sur Pétersbourg. Si, au lieu d'être en novembre, on eût été au mois d'août, l'armée française eût marché sur Pétersbourg ; elle ne se retira pas sur Smolensk parce qu'elle était battue, mais bien pour hiverner en Pologne.

* * *

CHAPITRE XIV.

Retraite de Moscou. — Conspiration de Mallet.

Lorsque l'armée française passa le Niémen, elle était forte de quatre cent mille hommes. Deux cent quarante mille restèrent en réserve entre ce fleuve et le Borysthène; cent soixante mille passèrent Smolensk, et marchèrent contre Moscou. Sur ces cent soixante mille hommes, quarante mille restèrent échelonnés entre Smolensk et Mojaïsk. La retraite était donc toute naturelle sur la Pologne.

15 octobre. Evacuation de Moscou.

Dès le 15 octobre, les malades et les blessés, qui étaient dans les hôpitaux de Moscou, furent évacués sur Mojaïsk et Smolensk. Les caissons d'artillerie, les munitions prises, et une grande quantité de choses curieuses et de trophées furent aussi mis en route. L'armée reçut l'ordre de faire

du biscuit pour vingt jours, et de se tenir prête à marcher; effectivement, Napoléon quitta Moscou le 19. Le temps était très-beau; mais la troupe, et particulièrement la cavalerie, avait besoin d'entrer en quartier d'hiver.

Le 23, le maréchal Macdonald, formant l'arrière-garde, fit sauter le Kremlin, et se mit en marche pour Vereja. On avait proposé à Napoléon de faire brûler ce qui restait de la ville, et d'étendre cette mesure aux deux milles villages ou maisons de campagne des environs de Moscou; mais il s'y refusa pour ne point aggraver les malheurs de cette population. Le même jour, on apprit que l'armée russe avait quitté son camp retranché, et qu'elle se portait sur la petite ville de Malo-Jaroslavetz. On jugea nécessaire de marcher sur la ville, et d'en chasser les Russes. Le vice-roi reçut ordre de s'y porter. Le 24, à la pointe du jour, le combat s'engagea. L'armée russe parut tout entière, et prit position sur les derrières de la ville. Les divisions Delzons, Broussier et Pino, et la garde italienne furent successivement engagées. Les Russes, de leur côté, engagèrent vainement les deux tiers

25 octobre. Combat de Malo-Jaroslavetz.

de leur armée pour soutenir la position: la ville fut enlevée, ainsi que les hauteurs. La retraite de l'armée russe fut si précipitée qu'elle se trouva obligée de jeter vingt pièces de canon dans la rivière. Ce combat fit le plus grand honneur au vice-roi, au quatrième corps, et surtout aux troupes italiennes.

Vers le soir, le corps du maréchal Davoust déboucha, et toute l'armée se trouva en bataille le 25, sur la position que les Russes occupaient la veille. Napoléon se porta à Malo-Jaroslavetz, reconnut la position de l'armée russe, et ordonna l'attaque pour le lendemain. Mais la nuit elle battit en retraite. Le maréchal Ney la poursuivit pendant six lieues; alors l'Empereur la laissa se retirer, et ordonna le mouvement sur Vereja, où le quartier-général arriva le 27. Le maréchal Davoust entra à Barowsk, et le maréchal Ney à Mojaïsk. Le temps était encore très-beau.

9 novembre. Arrivée à Smolensk.

Le 1er novembre, l'armée française arriva à Viazma, et le 9 le quartier-général était à Smolensk. Le temps avait été très-beau jusqu'au 6, mais le 7 l'hiver commença, la terre se couvrit de neige, les

chemins devinrent très-glissans et très-difficiles pour les chevaux de trait ; de ce moment, chaque nuit l'armée française perdait plusieurs centaines de chevaux qui mouraient au bivouac.

Cependant, l'armée russe de Volhynie était opposée à la droite des Français ; il fallut quitter la ligne d'opérations de Minsk, et prendre pour pivot les lignes de Varsovie. Napoléon présuma alors ce que feraient les Russes, et, malgré l'extrême rigueur de la saison, il sentit que le nouvel état des choses exigeait que l'on se mît en route, afin d'arriver à Minsk ou, du moins, sur la Bérésina, avant les Russes. Napoléon quitta Smolensk le 13 novembre. Le froid, qui avait commencé le 7, s'accrut subitement, et du 14 au 15 et au 16, le thermomètre marqua 16 et 18 degrés au-dessous de glace. Les chemins furent couverts de verglas, les chevaux de cavalerie, d'artillerie, du train, périssaient toutes les nuits, non plus par centaines, mais par milliers : plus de trente mille chevaux périrent en peu de jours. La cavalerie se trouva toute à pied, l'artillerie et les transports restèrent sans attelage ; il fallut abandonner et dé-

13 novembre.
Retraite de Smolensk.
Grands froids.

truire une grande partie de l'artillerie, et des munitions de guerre et de bouche.

Cette armée, si belle le 6, était bien différente dès le 14; presque sans cavalerie, sans artillerie, sans transports; néanmoins, il fallait marcher pour ne pas être contraints à une bataille; il fallait occuper un certain espace, pour ne pas être tournés, et cela sans cavalerie qui éclairât et liât les colonnes. Cette difficulté, jointe à un froid excessif, rendit la position de l'armée française extrêmement fâcheuse. Les hommes que la nature n'avait pas trempés assez fortement, furent démoralisés, et ne rêvèrent que malheurs.

Les Russes, qui voyaient sur les chemins les traces de cette affreuse calamité, cherchèrent à en profiter. Ils enveloppaient toutes les colonnes françaises par des nuées de Cosaques, qui enlevaient les trains et les voitures qui s'écartaient; mais ils eurent à se repentir de toutes les tentatives sérieuses qu'ils voulurent entreprendre; ils furent culbutés par le vice-roi, au-devant duquel ils avaient voulu se placer.

Le maréchal Ney, qui, avec trois mille hommes, faisait l'arrière-garde, fut cerné,

après avoir fait sauter les remparts de Smolensk, et se trouva dans une position critique. Il s'en tira avec cette intrépidité qui le distinguait. Il passa le Borysthène dans la nuit, et déjoua tous les calculs des Russes. Le 19 novembre, l'armée française passa le Borysthène à Orza, et l'armée russe, fatiguée, ayant perdu beaucoup de monde, cessa là ses tentatives.

Cependant, l'armée russe de Volhynie s'était portée dès le 16 sur Minsk et marchait sur Borisow. Le général Dombrowski défendit d'abord la tête du pont, mais, le 23, il fut forcé, et obligé d'évacuer cette position. Les Russes passèrent alors la Bérésina, marchant sur Robr. Le deuxième corps français, commandé par le maréchal Oudinot, reçut l'ordre de se porter sur Borisow, pour assurer à l'armée le passage de la Bérésina. Il rencontra les Russes, les battit, leur prit six pièces de canon, deux mille hommes, cinq cents voitures, et les rejeta sur la rive droite de la Bérésina ; ils ne trouvèrent leur salut qu'en brûlant le pont, qui avait plus de trois cents toises.

Néanmoins, les Russes occupaient tous les passages de la Bérésina; ils avaient

placé leurs quatre divisions dans différens débouchés par où ils présumaient que l'armée française voudrait passer.

26, 27, 28 nov. Passage de la Bérésina.

Le 26, à la pointe du jour, Napoléon, après avoir trompé l'ennemi par divers mouvemens faits la veille, se porta sur le village de Studzianca, et fit aussitôt, malgré une division russe, et en sa présence, jeter deux ponts sur la rivière. Le maréchal Oudinot passa, attaqua la division russe, et la mena battant pendant deux heures: elle se retira sur la tête du pont de Borisow. Pendant les journées des 26 et 27 novembre, l'armée française passa la Bérésina. Le maréchal Victor formait l'arrière-garde, pour contenir l'armée russe de la Dwina, qui le suivait. Il arriva le 27, à midi, au pont de Studzianca; mais une brigade de la division Partouneaux, qui formait l'arrière-garde de ce corps, et qui était chargée de brûler les ponts, s'égara pendant la nuit, tomba au milieu des feux des Russes, et fut prise en entier. Cette cruelle méprise fit perdre à l'armée française deux mille hommes d'infanterie, trois cents chevaux et trois pièces d'artillerie. Toute l'armée avait passé le 28 au matin; le maréchal

Victor garda la tête du pont sur la rive gauche.

Borisow, ayant été évacué, les armées russes de la Dwina et de Volhynie communiquèrent, et concertèrent une attaque. En effet, le duc de Reggio fut attaqué le 28, sur la rive droite, en même temps que le duc de Bellune l'était sur la rive gauche. L'armée française prit les armes. Le maréchal Ney se porta à la suite du duc de Reggio, et le maréchal Mortier le suivit. Le combat devint vif; les Russes voulurent déborder la droite des Français, mais ils furent contenus par la division de cuirassiers du général Doumère, qui était restée sur la Dwina; en même temps, la légion de la Vistule s'engagea dans les bois pour percer le centre des Russes, qui furent culbutés et mis en déroute. Les cuirassiers enfoncèrent six carrés d'infanterie. Dans le combat de la Bérésina, l'armée russe de Volhynie souffrit beaucoup: les Français lui prirent six à sept mille hommes, six pièces de canon et deux drapeaux.

28 novembre. Combat de la Bérésina.

Le lendemain 29, l'armée française resta sur le champ de bataille : elle avait à choisir entre les deux routes de Minsk et de Wilna;

Napoléon se décida pour cette dernière. Le quartier-général arriva le 3 décembre à Molodetchno, où l'armée reçut ses premiers convois de Wilna.

Dans tous ces mouvemens, Napoléon marcha constamment au milieu de sa garde, toujours prête à se porter partout où les circonstances l'auraient exigé; mais sa simple présence suffisait, elle n'a jamais été dans le cas de s'engager.

La cavalerie était tellement démontée, que l'on dut réunir les officiers auxquels il restait un cheval, pour en former quatre compagnies de cent cinquante hommes chacune. Les généraux y faisaient les fonctions de capitaines, et les colonels celles de sous-officiers. Cet escadron sacré, commandé par le général Grouchy, sous les ordres du roi de Naples, ne perdait pas de vue l'Empereur dans tous ses mouvemens.

Dans cette déplorable marche de Moscou à la Bérésina, tous les attelages des convois, et la majorité des chevaux de l'artillerie et de la cavalerie périrent; tous les services furent complètement désorganisés. Ce ne fut plus une armée: il devint impossible de

prendre position avant Wilna. Les corps du prince de Schwartzemberg, et du général Régnier, qui étaient sur la Vistule, au lieu d'appuyer sur Minsk, comme ils le devaient, se retirèrent sur Varsovie, abandonnant ainsi l'armée. S'ils se fussent portés sur Minsk, ils y eussent été joints par la division Dombrowski, qui seule ne put défendre Borisow, ce qui permit à l'amiral Tchitchagow de l'occuper. Le projet de l'amiral n'était pas de prendre possession de la Bérésina, mais de se porter sur la Dwina pour couvrir Saint-Pétersbourg. C'est par cette circonstance fortuite que le duc de Reggio le rencontra, le battit et le rejeta sur la rive droite de la Bérésina. Il fut battu de nouveau après le passage de cette rivière.

Si les grands froids n'avaient pas commencé quinze jours plus tôt qu'à l'ordinaire, l'armée française fût revenue sans perte à Wilna, où elle n'aurait eu rien à redouter des armées russes, battues partout, et qui avaient le plus grand besoin de repos. Napoléon savait bien qu'il ferait froid en décembre et janvier; mais il avait lieu de croire, par le relevé de la température des

vingt années précédentes, que le thermomètre ne descendrait pas au-dessous de six degrès de glace pendant novembre. Il n'a manqué à l'armée que trois jours pour achever sa retraite sur Smolensk en bon ordre; mais dans ces trois jours, elle perdit trente mille chevaux; le froid prématuré opéra également sur les deux armées. Par l'événement, on peut reprocher à Napoléon d'être resté quatre jours de trop à Moscou; mais il y fut déterminé par des raisons politiques: il croyait, d'ailleurs, avoir le temps de retourner en Pologne, les automnes étant très-prolongés dans le Nord.

Napoléon quitte son armée.

A deux journées de Wilna, l'armée française n'avait plus de dangers à courir: Napoléon jugea que l'urgence des circonstances exigeait sa présence à Paris; là seulement il pouvait en imposer à la Prusse et à l'Autriche: s'il tardait à s'y rendre, le passage pouvait, peut-être, lui être fermé. Il laissa l'armée au roi de Naples et au prince de Neufchâtel. La garde était alors entière, et l'armée comptait plus de quatre-vingt mille combattans, non compris le corps du maréchal Macdonald, qui était sur la Dwina. L'armée russe était réduite à cin-

quante mille hommes en tout. Les farines, les biscuits, les vins, les viandes, les légumes secs, les fourrages étaient en abondance à Wilna; des magasins considérables d'effets d'habillement et de munitions y avaient également été formés. Si Napoléon fût resté à l'armée ou qu'il en eût laissé le commandement au prince Eugène, elle n'aurait jamais dépassé Wilna: un corps de réserve était à Varsovie, un autre à Kœnisberg; mais on s'en laissa imposer par quelques Cosaques, on évacua en désordre Wilna dans la nuit: c'est de cette époque que datent les grandes pertes de cette campagne, et c'était un des malheurs des circonstances que cette obligation où se trouvait Napoléon dans les grandes crises, d'être à la fois à l'armée et à Paris. Rien n'était et ne pouvait être moins prévu par lui que la conduite insensée que l'on tint à Wilna.

Le jour même où l'arrière-garde française quittait Moscou, après avoir fait sauter le Kremlin, eut lieu à Paris la fameuse échaufourée du général Mallet. Cette extravagance ne fut, au fond, qu'une véritable mystification: c'était un prisonnier d'Etat, 1812. Conspiration de Mallet.

homme obscur, qui s'échappe pour emprisonner, à son tour, le préfet, le ministre de la police, ces gardiens des cachots, ces flaireurs de conspirations, lesquels se laissent moutonnément garotter. Ce fut un préfet de Paris, le répondant né de son département, très-dévoué d'ailleurs, mais qui se prête, sans la moindre opposition, aux arrangemens de réunion d'un nouveau gouvernement qui n'existe pas. Ce furent des ministres, nommés par des conspirateurs, occupés de bonne foi à ordonner leur costume, et faisant leur tournée de visite quand ceux qui les avaient nommés étaient déjà rentrés dans les cachots. Ce fut enfin toute une capitale, apprenant, à son réveil, l'espèce de débauche politique de la nuit, sans en avoir éprouvé le moindre inconvénient. Une telle extravagance ne pouvait avoir absolument aucun résultat. La chose eût-elle en tout réussi, elle serait tombée d'elle-même quelques heures après, et les conspirateurs victorieux n'eussent eu d'autre embarras que de trouver à se cacher au sein du succès.

Toutefois, la nouvelle de cette conspiration parvenue à Napoléon dans la fatale re-

traite de Smolensk, contribua à la détermination qu'il prit de retourner le plus promptement à Paris.



CHAPITRE XV.

Retour de Napoléon à Paris. — Campagne de Saxe.

1812. 19 décembre. Retour de Napoléon à Paris.

Parti le 5 décembre de Smorgony, Napoléon voyageant *incognito* dans un seul traîneau, avec et sous le nom du duc de Vicence, passa par Varsovie, où il s'arrêta quelques heures, arriva le 14 à Dresde, y vit le roi de Saxe, repartit immédiatement, quitta son traîneau à Erfurth, et entra aux Tuileries le 19 à minuit. C'était le lendemain de la publication du déplorable 29e bulletin.

Pendant les trois mois que Napoléon resta à Paris, son infatigable activité sembla s'être rajeunie, et toute la France se ressentit de sa présence : elle devint une place d'armes. Les malheurs de Moscou avaient éveillé la nation sur le danger qu'elle courait, Napoléon seul pouvait la sauver :

elle seconda ses vues, et l'Empereur fut satisfait de l'élan de la France.

Le roi de Naples quitte l'armée.

Les débris de l'armée de Russie s'étaient enfin arrêtés et réunis sur l'Elbe, appuyés par un grand nombre de places fortes; le roi de Naples, dont la conduite, depuis le départ de Napoléon de Smorgony, fut celle d'un chef faible et sans caractère, avait quitté lui-même son commandement pour se rendre dans ses Etats, et l'illustre prince Eugène, ayant plus l'habitude d'une grande administration, avait déjà réparé une partie des malheurs de la retraite, lorsque Napoléon, après avoir institué Marie-Louise régente de l'Empire, reparut à la tête des renforts qu'il avait tirés de la France et des Etats des princes restés ses alliés.

Forces de l'armée française.

L'armée de Napoléon, dans cette campagne, était composée de deux cent cinquante mille hommes, dont cinquante mille étaient Saxons, Westphaliens, Bavarois, Wurtembergeois, Badois, Hessois ou troupes du duché de Berg, fort mal disposés et qui firent beaucoup plus de mal que de bien. Les autres deux cent mille hommes étaient de jeunes troupes, surtout de cavalerie, hormis la garde, les Polonais,

deux ou trois régimens de cavalerie légère, et quatre ou cinq de grosse cavalerie. Les Français avaient un pont sur l'Elbe à Dresde, un à Meissen, un à Torgau, un à Wittemberg, un à Magdebourg, un à Hambourg.

Idées de Napoléon sur la crise.

Napoléon était loin de s'abuser sur la crise qui menaçait la France ; il voyait fort bien toute l'immensité du péril dont il se trouvait entouré quand il ouvrit la campagne. Dès son retour de Moscou, il avait reconnu le danger, et s'était appliqué à le conjurer. Il fut dès lors décidé aux plus grands sacrifices ; mais le moment de les proclamer lui semblait délicat, et c'est surtout ce dernier point qui l'occupait. Si sa puissance matérielle était grande, sa puissance d'opinion l'était bien davantage encore ; elle allait jusqu'à la magie : il s'agissait de ne pas la perdre ; une parole prononcée mal-à-propos, pouvait détruire à jamais tout le prestige. Une grande circonspection, une confiance extrême dans ses forces lui étaient donc commandées. Il fallait qu'il vît venir.

Sa grande faute, son erreur fondamentale, a été de croire toujours à ses adversaires au-

tant de jugement et de connaissance de leurs vrais intérêts qu'à lui-même. Il soupçonnait bien l'Autriche dès le principe de chercher à profiter du mauvais pas où il se trouvait pour lui arracher de grands avantages, et il y était au fond tout-à-fait décidé; mais il ne pouvait se persuader qu'il y eût assez d'aveuglement dans le monarque, assez de trahison dans ses meneurs, pour vouloir abattre tout-à-fait l'empereur des Français, et livrer par là leur propre pays à la merci de la toute-puissance, non contrôlée désormais, de la Russie. Napoléon faisait le même raisonnement à l'égard de la confédération du Rhin, qui pouvait bien avoir à se plaindre de lui peut-être, mais qui devait cependant redouter bien davantage encore de retomber sous la sujétion de l'Autriche et de la Prusse. La Prusse elle-même, dans la pensée de Napoléon, ne se trouvait pas en dehors de ces raisonnemens; elle ne pouvait, selon lui, vouloir détruire tout-à-fait un contrepoids nécessaire à son indépendance, à son existence même. Ainsi, Napoléon admettait bien de la haine dans ses ennemis, de l'humeur, de la malveillance peut-être chez ses alliés; mais il ne pouvait

supposer ni aux uns ni aux autres le désir de le détruire tout-à-fait, tant il se sentait nécessaire à tous.

Telle fut l'idée dominante de Napoléon dans cette grande circonstance; elle est la clé constante de sa conduite jusqu'au dernier moment, à celui même de sa chûte Il ne faut pas la perdre de vue; elle explique bien des choses, peut-être tout; son attitude hostile, ses paroles fières, ses refus de conclure, sa détermination de combattre, etc. S'il avait des succès, il aurait fait alors des sacrifices avec honneur, la paix avec gloire, et les prestiges de sa supériorité demeuraient intacts. S'il éprouvait, au contraire, de trop grands revers, il était toujours à temps d'effectuer ses sacrifices; et l'intérêt vital de l'Autriche, celui des vrais Allemands, étaient là pour le soutenir de leurs armes, ou de leur diplomatie, tant il les supposait imbus, ainsi qu'il l'était lui-même, de la nécessité de son existence politique pour la structure, le repos, la sûreté de l'Europe.

Ce dont il pouvait douter fut ce qui lui réussit, la victoire lui demeura fidèle; mais ce qui lui semblait infaillible fut précisé-

ment ce qui lui manqua ; ses alliés naturels le trahirent et le précipitèrent.

Le 2 mai, Napoléon ouvrit la campagne de Saxe par la victoire de Lutzen, victoire surprenante et d'un honneur immortel : une armée toute nouvelle et sans cavalerie marche aux vieilles bandes russes et prussiennes ; le chef, et la valeureuse jeunesse qu'il commande suppléent à tout. On n'avait point de cavalerie, mais les masses d'infanterie s'avancent en carrés flanqués d'une immense artillerie, et représentent autant de forteresses mouvantes. Quatre-vingt-un mille fantassins français, et quatre mille cavaliers seulement, battent cent sept mille Russes ou Prussiens, dont plus de vingt mille de cavalerie. Alexandre et le roi de Prusse y étaient en personne, et leurs gardes célèbres n'ont pu tenir contre les jeunes conscrits français. La bataille de Lutzen coûta aux alliés dix-huit à vingt mille hommes ; mais la perte des Français fut de douze mille, et le manque de cavalerie priva Napoléon des fruits habituels de ses victoires : Toutefois, le résultat moral fut immense : les soldats français reprirent le sentiment de leur supériorité, et la puissance d'opi-

1813.
2 Mai.
Bataille de Lutzen.

nion revint toute à Napoléon. Les alliés se retirèrent sans oser risquer une nouvelle bataille.

Mort du maréchal Bessières.

La victoire de Lutzen fut pour Napoléon un jour de deuil; il y perdit le brave et loyal Bessières, duc d'Istrie, qui lui était sincèrement dévoué. Le digne roi de Saxe lui a fait élever un monument au lieu même où il fut frappé, non loin du tombeau de Gustave-Adolphe.

12 mai. Entrée à Dresde.

Dix jours après la bataille de Lutzen, Napoléon ramena en triomphe dans sa capitale ce même roi de Saxe, que le sentiment de ses vrais intérêts et sa fidélité, en avaient fait sortir à l'approche des alliés, dont il avait constamment refusé toutes les propositions.

Départ du prince Eugène.

C'est à Dresde que le prince Eugène, dont la conduite et la bravoure avaient toujours été dignes des plus grands éloges, quitta Napoléon pour se rendre à Milan, où sa présence était nécessaire pour seconder les vues de l'Empereur. Ce fut à Dresde que ce digne fils de Joséphine reçut les derniers adieux de son père adoptif, auquel il s'était montré constamment si dévoué. La fidélité du prince Eugène ne se démentit

point lorsque le malheur vint accabler Napoléon.

Après la bataille de Lutzen, l'empereur Alexandre et le roi de Prusse résolurent de faire prendre à leur armée la position de Bautzen et de Hochkirch, déjà célèbre dans l'histoire de la guerre de sept ans, et d'y réunir tous les renforts qu'ils attendaient de la Vistule et d'autres points en arrière; d'ajouter à cette position tout ce que l'art pourrait fournir de moyens, et là, courir les chances d'une nouvelle bataille, dont toutes les probabilités leur paraissaient être en leur faveur. De ce moment, les corps de l'armée française furent dirigés sur Bautzen: Napoléon partit de Dresde le 18 mai, et arriva devant les alliés le lendemain.

Les journées des 20 et 21 mai ajoutèrent de nouveaux trophées à celle du 2. Les alliés furent vaincus de nouveau à Wurtchen et à Bautzen. Ils avaient pourtant choisi le terrain; les belles campagnes de Frédéric l'avaient rendu classique; ils s'y étaient retranchés, et se croyaient inexpugnables; mais tout céda aux dispositions de Napoléon, qui, en commençant le com-

20 et 21 mai. Batailles de Wurtchen et de Bautzen.

bat, se déclara sûr de la victoire. Dans ces deux journées les alliés perdirent encore dix-huit à vingt mille hommes ; ils ne tinrent plus, et se retirèrent en désordre. L'armée française les poursuivit à travers la Lusace et la Silésie. Déjà l'un des corps français était aux portes de Berlin, et le quartier-général de Napoléon à Breslau : Hambourg avait été repris. Les armées russes et prussiennes, découragées, n'avaient plus d'autre parti que de repasser la Vistule, quand l'Autriche, intervenant dans les affaires, conseilla à la France de signer une suspension d'armes.

Armistice et congrés de Prague.

Napoléon retourna à Dresde; l'empereur d'Autriche quitta Vienne, et se rendit en Bohême; celui de Russie et le roi de Prusse s'établirent à Schweidnitz. Les pourparlers commencèrent, le prince de Metternich proposa le congrès de Prague ; il fut accepté. Ce n'était qu'un simulacre ; la cour de Vienne avait déjà pris des engagemens avec la Russie et la Prusse ; elle allait se déclarer au mois de mai, quand les succès inattendus de l'armée française l'obligèrent à marcher avec plus de prudence. Quelques efforts qu'elle eût faits, son ar-

mée était encore peu nombreuse, mal organisée, et peu en état d'entrer en campagne. Le prince de Metternich demanda les provinces Illiriennes, et une frontière sur le royaume d'Italie; le grand-duché de Varsovie, la rénonciation de Napoléon au protectorat de la confédération du Rhin, à la médiation de la confédération suisse, et à la possession de la 32e division militaire et des départemens de la Hollande. Ces conditions excessives étaient évidemment mises en avant, dans l'opinion qu'elles seraient rejetées. Cependant le duc de Vicence se rendit à Prague, et les négociations commencèrent. Tous les moyens employés pour amener les puissances à se désister de quelque partie de leurs prétentions avaient procuré quelques modifications insignifiantes. Napoléon se décida à des concessions importantes, et fit porter ses offres à l'empereur d'Autriche par le comte de Bubna, qui résidait à Dresde; mais lorsque le comte de Bubna arriva à Prague le terme fixé pour la durée de l'armistice était expiré depuis quelques heures. Sur ce motif, l'Autriche déclara son adhésion à la coalition, et la guerre recommença.

Défection de l'Autriche.

Reprise des hostilités.

On se présenta de nouveau sur le champ de bataille, les Francais avec trois cent mille hommes, dont quarante mille de cavalerie, occupant le cœur de la Saxe sur la rive droite de l'Elbe; et les alliés avec cinq cent mille hommes, dont cent mille de cavalerie, menaçant par les trois directions de Berlin, de la Silésie, et de la Bohême, sur Dresde. Napoléon ne fut point affecté de cette prodigieuse différence numérique; il combina tout, et prit hardiment l'offensive. Il dirigea une de ses masses sur Berlin contre Bernadotte, qui commandait une armée de Prussiens et de Suédois; une autre masse marcha sur la Silésie contre Blucher, qui avait sous ses ordres une réunion de Prussiens et de Russes; une troisième resta stationnaire à Dresde, comme clé de position, pour observer la grande armée autrichienne et russe en Bohême; et une quatrième masse fut placée en forme de réserve à Zittau.

27 août. Bataille de Dresde.

Déjà Napoléon, lancé contre Blucher, le menait battant devant lui, quand il fut rappelé soudainement pour la défense de Dresde, où soixante-cinq mille Français se trouvaient aux prises avec cent quatre-vingt

mille alliés. Napoléon arriva avec la rapidité de l'éclair, emmenant avec lui trente-cinq mille hommes de renfort. Les alliés attaquèrent Dresde le 26 août, et furent repoussés. Le lendemain, ils l'attaquèrent de nouveau avec toutes leurs masses : la bataille ne fut pas douteuse un seul instant ; les Autrichiens et les Russes furent écrasés, abîmés, et perdirent plus de quarante mille hommes. Toute cette formidable armée fut un instant menacée d'une destruction totale. L'empereur Alexandre, qui avait assisté à cette bataille, fut témoin du désastre de ses armées.

Mort du général Moreau.

Ce fut à la bataille de Dresde qu'un des premiers boulets tirés par la garde impériale française emporta les deux jambes du fameux général Moreau, au moment où il venait de quitter l'empereur de Russie. Moreau fut aussitôt transporté en Bohême, où il mourut le 2 septembre, après avoir horriblement souffert pendant sept jours. La mort de ce général français sous les drapeaux russes a été et demeure la désolation, le supplice de ses plus vrais amis, de ses plus zélés partisans.

Elle était donc enfin arrivée, cette chance

heureuse tant attendue par Napoléon, qui devait rétablir ses affaires, procurer la paix, et sauver la France ! En effet, dès le lendemain même, l'Autriche lui expédiait un agent porteur de paroles amicales. Mais, à dater de cet instant, et par un enchaînement de fatalités sans exemple, Napoléon ne compta plus que des désastres : partout où il ne se trouvait pas, les Français étaient écrasés. L'armée de Silésie éprouva une perte de vingt-cinq mille hommes contre Blucher ; celle qui marchait sur Berlin fut battue par le prince royal de Suède, Bernadotte ; et, enfin, presque tout le corps de Vandamme qui, après la victoire de Dresde, avait été envoyé en Bohême sur les derrières des Autrichiens et des Russes, pour achever leur destruction, abandonné à lui-même et à la témérité de son chef, succomba sous le refoulement de l'armée alliée précipitant sa fuite. Ce fatal désastre et le salut des Autrichiens fut amené par une indisposition subite de Napoléon, que l'on crut un moment empoisonné, et qui dut se faire ramener à Dresde, après s'être mis en route pour opérer en Bohême.

Désastres de Berlin et de Bohême.

De tels échecs, répétés coup sur coup,

détruisirent le prestige. Le moral des Français fut attaqué, celui des alliés se rehaussa ; la valeur numérique reprit ses droits, et tout marcha vers une catastrophe. Napoléon, au désespoir, fit de vains efforts ; il courait vers chaque point menacé, et se trouvait aussitôt rappelé ailleurs. Partout où il se montrait, les alliés reculaient devant lui ; mais ils avançaient avec succès dès qu'ils ne l'avaient plus en face.

Traité avec le Danemarck.

Toutefois, le Danemarck venait de conclure à Dresde avec la France un traité d'alliance offensive et défensive ; et son contingent alla augmenter l'armée du maréchal Davoust. L'armée française s'appuyait encore aux forteresses de Torgau, Wittemberg, et Magdebourg ; Napoléon quitta Dresde pour se porter sur Magdebourg, par la rive gauche de l'Elbe, afin de tromper l'ennemi. Son projet était de repasser l'Elbe à Wittemberg, et de marcher sur Berlin. Plusieurs corps étaient déjà arrivés à Wittemberg, et les ponts des alliés à Dessau, avaient été détruits, lorsqu'une lettre du roi de Wurtemberg, justifiant les inquiétudes déjà conçues sur la fidélité de la cour de Munich, annonça que le roi de

Défection des Bavarois et des Wurtembergeois.

Bavière avait subitement changé de parti, et que, sans déclaration de guerre ou avertissement préalable, et en conséquence du traité de Reid, les deux armées autrichienne et bavaroise, cantonnées sur les bords de l'Inn, s'étaient réunies en un seul camp, que ces quatre-vingt mille hommes, sous les ordres du général de Wrède, marchaient sur le Rhin; que le Wurtemberg, contraint par la force de cette armée, était obligé d'y joindre son contingent, et qu'il fallait s'attendre que bientôt cent mille hommes cerneraient Mayence.

Napoléon est forcé de changer son plan de campagne.

A cette nouvelle inattendue, Napoléon crut devoir changer le plan de campagne qu'il avait médité depuis deux mois, pour lequel on avait disposé les forteresses et les magasins: ce plan était de jeter les alliés entre l'Elbe et la Saale, et manœuvrant sous la protection des places et des magasins de Torgau, Wittemberg, Magdebourg, et Hambourg, d'établir la guerre entre l'Elbe et l'Oder (l'armée française possédait sur l'Oder, Glogau, Custrin, Stettin), et, selon les circonstances, de débloquer les places de la Vistule, Dantzick, Thorn, et Modlin. Il y avait à espérer un tel succès

de ce vaste plan, que la coalition en eût éte désorganisée, et tous les princes de l'Allemagne confirmés dans leur fidélité, et dans l'alliance de la France. Si, comme on avait dû le penser, la Bavière eût tardé quinze jours à changer de parti, on était assuré qu'elle n'en eût pas changé.

Les armées se rencontrèrent sur le champ de bataille de Leipsick ; les Français étaient au nombre de cent cinquante-sept mille combattans, et avaient six cents pièces d'artillerie; mais les alliés présentaient trois cent cinquante mille baïonnettes, et mille pièces de canon. Le 16 octobre, on se battit avec fureur, et, malgré la différence du nombre, l'armée française fut victorieuse : la bataille eût été décisive, si l'un des corps français laissés à Dresde fût venu prendre part à l'affaire, ainsi que Napoléon l'espérait. 16 et 18 octobre. Batailles de Leipsick.

L'armée française était restée maîtresse du champ de bataille ; mais les alliés, ayant reçu un immense renfort, vinrent l'attaquer de nouveau le 18. Les Français, quoique accablés par le nombre toujours renouvelé de leurs ennemis, et malgré l'échec éprouvé par le maréchal Marmont, auraient encore été vainqueurs dans cette sanglante

journée, sans la défection de l'armée saxonne, qui, occupant une des positions les plus importantes de la ligne, passa à l'ennemi avec une batterie de soixante bouches à feu, qu'elle tourna contre l'armée française. Une trahison aussi inouïe devait entraîner la ruine des Français, et donner aux alliés les honneurs de la journée. Napoléon accourut en toute hâte avec la moitié de sa garde, repoussa, chassa de leurs positions les Saxons et les Suédois. Les alliés firent un mouvement rétrograde sur toute la ligne, et prirent leurs bivouacs en arrière du champ de bataille, qui resta encore aux Français.

Ces deux terribles journées, que l'histoire appellera des journées de géans, avaient coûté aux alliés cent cinquante mille hommes de ses meilleures troupes, dont cinquante mille tués sur le champ de bataille. Il n'y avait nulle parité avec la perte des Français, qui ne s'élevait pas à cinquante mille hommes. L'immense différence des forces avait donc considérablement décru, et une troisième bataille se présentait avec des chances beaucoup plus favorables ; mais l'armée française se trouvait à bout de ses

munitions, ses parcs n'offraient plus que seize mille coups; on en avait tiré deux cent vingt mille dans les deux batailles. Il fallut de nécessité ordonner la retraite.

Elle commença dans la nuit sur Leipsick: l'armée devait aller se placer derrière l'Elster, afin de se trouver en communication directe avec Erfurth, d'où elle attendait les convois de munition dont elle avait besoin; mais, au jour, les alliés assaillirent les Français, et pénétrèrent avec eux dans la ville; on se battit dans les rues: l'arrière-garde se défendait vaillamment et sans grandes pertes, quand, par une fatalité désespérante, un sergent fit sauter, avant d'en avoir reçu l'ordre de son chef, le seul pont de l'Elster sur lequel s'effectuait la retraite. Ce funeste événement fut cause que l'armée française, après avoir été victorieuse, éprouva les pertes résultant ordinairement des journées les plus désastreuses. C'est dans l'Elster que périt l'illustre prince Poniatowski, créé maréchal de France peu avant cette catastrophe. Poniatowski était un homme rempli d'honneur et de bravoure; c'était le vrai roi de Pologne, il en réunissait tous les titres, et il en avait

19 octobre. Retraite de Leipsick.

Mort de Poniatowski.

tous les talens, et s'il n'a pas régné sur son pays, c'est parce que Napoléon a échoué en Russie.

Après les malheurs du pont de Leipsick, l'armée française repassa la Saale à Weissenfeld ; elle devait s'y rallier, y attendre et recevoir des munitions d'Erfurth, lorsque Napoléon reçut des nouvelles précises de l'armée austro-bavaroise : elle avait fait des marches forcées, elle était arrivée sur le Mein ; il fallait donc aller à elle.

Bataille de Hanau.

Le 30 octobre, l'armée française la rencontra rangée en bataille en avant de Hanau, interceptant le chemin de Francfort. Quoique forte et occupant de belles positions, elle fut culbutée, mise en déroute complète, chassée de Hanau. L'armée française continua son mouvement de retraite derrière le Rhin, qu'elle repassa le 2 novembre.

Réflexions de Napoléon.

Cette mémorable campagne sera le triomphe du courage inné dans la jeunesse française ; celui de l'intrigue et de l'astuce dans la diplomatie anglaise ; celui de l'esprit chez les Russes ; celui de l'impudeur dans le cabinet autrichien. Elle marquera l'époque de la désorganisation des sociétés politiques, celle de la grande séparation des peu-

ples avec leurs souverains ; enfin, la flétrissure des premières vertus militaires, la fidélité, la loyauté, l'honneur. On aura beau écrire, commenter, mentir, supposer, il faudra toujours en arriver à ce hideux et triste résultat : et le temps en déroulera la vérité et les conséquences.

Toutefois, au milieu de tant d'infamies, jamais ne se trouvèrent plus de vertus. Napoléon n'eut pas un instant à se plaindre de la personne individuelle des princes ses alliés. Le bon roi de Saxe lui demeura fidèle jusqu'à extinction ; le roi de Bavière le fit loyalement prévenir qu'il n'était plus le maître ; la générosité du roi de Wurtemberg se fit particulièrement remarquer ; le prince de Bade ne céda qu'à la force, et au dernier instant. Tous, on doit leur rendre cette justice, avertirent Napoléon, afin qu'il pût se garantir de l'orage. Au fond, les infamies demeurent étrangères aux rois, aux soldats et aux peuples ; elles furent l'ouvrage de quelques *intrigans à épée*, de quelques casse-cou politiques, qui, sous le spécieux prétexte de secouer le joug de l'étranger, et de reprendre l'indépendance nationale, n'ont, au fait, que vendu et

livré sciemment leurs maîtres particuliers à des cabinets rivaux et convoiteurs. Les vrais résultats ne se sont pas fait longtemps attendre : le roi de Saxe, le plus honnête homme qui ait jamais tenu un sceptre, a été dépouillé de la moitié de ses provinces ; le roi de Dannemarck, si fidèle à tous ses engagemens, a été privé d'une de ses couronnes, et le roi de Bavière s'est vu forcé à des restitutions bien précieuses. Qu'importait aux traîtres? Ils tenaient leurs récompenses : les cœurs les plus droits, les ames les plus innocentes reçurent les châtimens. Pour comble de douleur, c'est un Français, un homme à qui le sang français a procuré une couronne, un nourrisson de la France, qui a porté le coup de grâce à sa patrie !

CHAPITRE XVI.

Situation de Napoléon. — Dissolution du Corps-Législatif. — Pressentimens et départ de Napoléon.

Napoléon ne se dissimulait plus l'imminence du danger, il voyait clairement arriver l'heure décisive, son étoile pâlissait, il sentait les rènes s'échapper de ses mains, et il n'y pouvait rien. Il se trouvait placé entre les coalisés, qui menaçaient l'existence de l'Empire, et l'esprit de l'intérieur, qui, dans son aveuglement, semblait faire cause commune avec eux ; entre ses ennemis, qui s'apprêtaient à l'étouffer, et les harassemens de tous les siens, de ses ministres même, qui lui créaient des difficultés, et entretenaient la mauvaise pente de l'opinion, au lieu de l'éclairer ; les trahisons commençaient à se glisser dans les rangs des Français ; la fatigue, le découra-

1813. Décembre. Situation de Napoléon.

gement gagnaient le grand nombre : ses lieutenans devenaient mous, gauches, maladroits, et conséquemment malheureux. Ce n'était plus là les hommes du début de la révolution, ni des beaux momens de l'Empire ; en général, les hauts généraux n'en voulaient plus : c'est que l'Empereur les avait gorgés de trop de considération, de trop d'honneur et de trop de richesses. Ils avaient bu à la coupe des jouissances, ils ne demandaient plus que du repos, et l'eussent acheté à tout prix. Le feu sacré s'éteignait : ils eussent voulu être des maréchaux de Louis XV. Par compensation, cette foule de jeunes et braves soldats, tous les officiers intermédiaires ne s'étaient jamais mieux battus. Ceux-là ne voyaient autre chose devant eux que l'ennemi ; en arrière que l'honneur, la gloire et le triomphe de la France.

Ce qu'il y avait de pire dans la situation de Napoléon, c'est qu'il voyait que la patrie, ses destinées, ses doctrines, son avenir, tenaient à sa seule personne. En effet, à compter du jour où, adoptant l'unité, la concentration du pouvoir, qui seule pouvait sauver la France, à compter de l'instant

où, coordonnant les doctrines, les ressources, les forces qui créèrent une nation immense, les destinées de la France ont reposé uniquement sur le caractère, les mesures et la conscience de celui qu'elle avait revêtu de cette *dictature* accidentelle; à compter de ce jour, la chose publique, *l'État fut Napoléon.* Ce mot, qu'il avait prononcé pour ceux qui ne pouvaient le comprendre, et que les esprits bornés et les gens de mauvaise foi avaient tant censuré, fut bien senti par les ennemis de la France; aussi s'étudièrent-ils tout d'abord à n'abattre que Napoléon, bien persuadés que, la première pierre de l'édifice déplacée, elle entraînerait l'écroulement de tout le reste.

Cependant, après la bataille de Hanau et le passage du Rhin, des pourparlers eurent lieu entre le baron de Saint-Aignan, le prince de Metternich, le comte de Nesselrode, et lord Aberdeen. Les alliés posaient comme bases préliminaires de la paix que Napoléon renoncerait au protectorat de la confédération du Rhin, à la Pologne, et aux départemens de l'Elbe; que la France resterait entière dans ses limites naturelles des

1814. Conférences de Francfort.

Alpes et du Rhin, et qu'on discuterait une frontière en Italie, qui séparât la France des États de la maison d'Autriche.

Napoléon adhéra à ces bases: le duc de Vicence partit pour Francfort; mais le congrès de Francfort était une ruse mise en avant comme le congrès de Prague. On voulait avoir un nouveau texte de manifeste pour travailler l'esprit public; car, au moment même où ces propositions conciliatrices étaient faites, les alliés violaient la neutralité des cantons, entraient en Suisse, refusaient de recevoir à Francfort le plénipotentiaire français, publiaient leur insidieuse proclamation datée de cette ville, et indiquaient Châtillon-sur-Seine pour le lieu de la réunion d'un nouveau congrès.

Représentations du Corps-Législatif.

Napoléon avait fait mettre sous les yeux du Sénat et du Corps-Législatif, les pièces relatives aux négociations, déclarant qu'il ferait sans regret les sacrifices que comportaient les bases préliminaires proposées par les alliés. Le Corps-Législatif nomma une commission de cinq membres pour examiner ces actes, et en faire un rapport. Ce rapport, qui irrita beaucoup Napoléon, lui

fut présenté par une députation, à laquelle il répondit à peu près dans ces termes :

Réponse de Napoléon.

« J'ai supprimé l'impression de votre « adresse ; elle était incendiaire. Les onze « douzièmes du Corps-Législatif sont com- « posés de bons citoyens, je les reconnais, « et je saurai avoir des égards pour eux ; « mais un autre douzième renferme des « factieux, et votre commission est de ce « nombre. (Cette commission était compo- « sée de MM. Lainé, Raynouard, Gallois, « Maine-de-Biran, et Flaugergues.) Le « nommé Lainé est un traître qui corres- « pond avec le prince-régent par l'inter- « médiaire de De Sèze; je le sais, j'en ai « la preuve : les quatre autres sont des fac- « tieux.... Ce n'est pas dans le moment où « l'on doit chasser l'ennemi de nos fron- « tières que l'on doit exiger de moi un « changement dans la constitution ; il faut « suivre l'exemple de l'Alsace, de la « Franche-Comté, et des Vosges. Les ha- « bitans s'adressent à moi pour avoir des « armes..... Je vous ai rassemblés pour avoir « des consolations ; ce n'est pas que je « manque de courage, mais j'espérais que « le Corps-Législatif m'en donnerait : au

« lieu de cela, il m'a trompé : au lieu du
« bien que j'attendais, il a fait du mal.....
« Vous cherchez dans votre adresse à sé-
« parer le souverain de la nation. Moi seul
« je suis ici le représentant du peuple... Si
« je voulais vous croire, je céderais à l'en-
« nemi plus qu'il ne me demande. Vous
« aurez la paix dans trois mois, ou je pé-
« rirai ; c'est ici qu'il faut montrer de l'é-
« nergie : j'irai chercher les ennemis, et
« nous les renverrons. Ce n'est pas au mo-
« ment ou Huningue est bombardé, Béfort
« attaqué, qu'il faut se plaindre de la con-
« stitution de l'État, et de l'abus de pou-
« voir.....

« C'est contre moi que les ennemis s'a-
« charnent plus encore que contre les
« Français : mais, pour cela seul, faut-il
« qu'il me soit permis de démembrer l'É-
« tat ?

« L'adresse était indigne de moi et du
« Corps-Législatif : un jour, je la ferai im-
« primer, mais ce sera pour faire honte au
« Corps-Législatif et à la nation.

« En supposant même que j'eusse des
« torts, vous ne deviez pas me faire des
« reproches en public : c'est en famille

« qu'il faut laver son linge sale. Au reste,
« la France a plus besoin de moi que je
« n'ai besoin de la France. »

Après avoir exprimé son mécontentement au Corps-Législatif, Napoléon se rendit au Conseil-d'État : « Vous connaissez,
« lui dit-il, la situation des choses et les
« dangers de la patrie. J'ai cru, sans y être
« obligé, devoir en donner une communication intime aux députés du Corps-Législatif. J'ai voulu les associer à leurs
« intérêts les plus chers ; mais ils ont fait
« de cet acte de ma confiance une arme
« contre moi ; c'est-à-dire contre la patrie.
« Au lieu de me seconder de leurs efforts,
« ils gênent les miens. Notre attitude seule
« pouvait arrêter l'ennemi ; leur conduite
« l'appelle ; au lieu de lui montrer un front
« d'airain, ils lui découvrent nos blessures.
« Ils me demandent la paix à grands cris,
« lorsque le seul moyen pour l'obtenir était
« de me recommander la guerre : ils se
« plaignent de moi, ils parlent de leurs
« griefs ; mais quel temps, quel lieu prennent-ils? N'était-ce pas en famille, et non
« en présence de l'ennemi, qu'ils devaient
« traiter de pareils objets? Étais-je donc

« inabordable pour eux? Me suis-je jamais « montré incapable de discuter la raison? « Toutefois, il faut prendre un parti : le « Corps-Législatif, au lieu de m'aider à « sauver la France, concourt à précipiter « sa ruine, il trahit ses devoirs; je remplis « les miens, je le dissous!....

« Tel est le décret que je rends ; et si l'on « m'assurait qu'il doit, dans la journée, « porter le peuple de Paris à venir en masse « me massacrer aux Tuileries, je le ren- « drais encore; car tel est mon devoir. « Quand le peuple français me confia ses « destinées, je considérai les lois qu'il me « donnait pour le régir ; si je les eusse « crues insuffisantes, je n'aurais pas ac- « cepté. Qu'on ne pense pas que je suis un « Louis XVI. Qu'on n'attende pas de moi « des oscillations journalières. Pour avoir « été empereur, je n'ai pas cessé d'être ci- « toyen. Si l'anarchie devait être consacrée « de nouveau, j'abdiquerais pour aller, « dans la foule, jouir de ma part de la sou- « veraineté, plutôt que de rester à la tête « d'un ordre de choses où je ne pourrais « que compromettre chacun, sans pouvoir « protéger personne. Du reste, ma déter-

« mination est conforme à la loi, et si tous « aujourd'hui veulent faire leur devoir, je « dois être invincible derrière elle, comme « devant l'ennemi. »

Seconde régence de Marie-Louise.

Après avoir fait tous les efforts que l'on devait attendre de l'activité de Napoléon, dans la crise où il se trouvait, tant pour réorganiser et renforcer les armées françaises que pour donner l'élan aux populations; après avoir envoyé des commissaires extraordinaires dans toutes les divisions militaires, pour activer la levée et l'organisation des bataillons de la garde nationale. Napoléon conféra, pour la seconde fois, la régence à l'impératrice Marie-Louise, et se disposa à quitter Paris. Il réunit alors les officiers de la garde nationale parisienne, auxquels il adressa cette allocution qui fit une si vive impression sur tous ceux qui étaient présens : « Je pars, leur dit-il, en « leur présentant l'impératrice et le roi de « Rome, je vais combattre nos ennemis; « je laisse à votre garde ce que j'ai de plus « cher.... Vous m'avez élu, je suis votre ou- « vrage, c'est à vous de me défendre. »

Pressentimens de Napoléon

Mais Napoléon était loin d'avoir, en cette occasion, autant de confiance intérieure

qu'en annonçaient ses actes et ses paroles : il partait l'ame contristée par les plus sinistres pressentimens....

Au moment de quitter les Tuileries, prévoyant déjà, dans cet intant décisif, des perfidies funestes, des trahisons, Napoléon résolut de s'assurer de la personne de celui-là même qui s'est trouvé, en effet, l'ame du complot qui l'a renversé. Il n'en fut empêché que par les représentations, et l'on pourrait même dire l'offre de garantie personnelle de quelques ministres, qui lui démontrèrent que le personnage suspecté était précisément celui qui devait le plus redouter les Bourbons. Napoléon leur céda, et partit en exprimant fortement qu'il était bien à craindre qu'eux et lui n'eussent à s'en repentir!.........

CHAPITRE XVII.

Campagne de France. — Congrès de Châtillon. — Entrée des alliés à Paris. — Première abdication de Napoléon.

1er janvier. Entrée des alliés en France.

NAPOLÉON partit de Paris le 25 janvier pour aller se mettre à la tête de ses armées: déjà, le 1er du même mois, l'armée russe et prussienne de Silésie avait passé le Rhin sur plusieurs points: elle se composait de quatre divisions, formant ensemble un total de soixante-dix mille hommes. Le duc de Raguse avait dû se retirer devant cette armée, mais sans éprouver aucune perte. D'un autre côté, une armée sous les ordres du prince Schwartzemberg, composée d'Autrichiens, de Russes, de Bavarois, de Wurtembergeois et de Badois, et forte de cent vingt mille hommes, était entrée en France par la Suisse; l'avant-garde s'était avancée sur Lyon. Le maréchal Augereau rallia alors

en Dauphiné toutes les troupes sous ses ordres pour protéger Lyon. Quelques villes n'ayant pour garnison qu'un poignée de soldats et la garde nationale, s'étaient bien défendues, d'autres avaient ouvert leurs portes sans coup férir. Le moment était venu où, de tous les points du vaste empire français, ceux qui voulaient promptement délivrer le territoire de la patrie et conserver l'honneur national, devaient prendre les armes, et marcher vers les camps, rendez-vous des braves et des vrais Français. Napoléon arriva le 27 devant Saint-Dizier, que les alliés occupaient depuis deux jours: ils en furent chassés, ainsi que de la ville de Bar, où l'Empereur entra aux acclamations de toute la population.

29 janvier. Combats de Brienne.

Le 29, l'armée de Blucher, forte de quarante mille hommes, fut rencontrée entre Mézières et Brienne par le 5e corps de cavalerie, sous les ordres du général Milhaud. La ville de Brienne fut attaquée par cette cavalerie; en même temps, le maréchal Ney l'attaqua à la tête de six bataillons: Napoléon dirigea aussi une colonne sur la route de Bar-sur-Aube, qui paraissait être la retraite de l'ennemi. L'attaque fut vive et la

résistance opiniâtre ; la nuit ne mit pas fin au combat. Vers les huit heures, les alliés, voyant qu'ils ne pouvaient plus se maintenir dans la ville, y mirent le feu, et, après une tentative infructueuse contre le château, dont les Français s'étaient emparés, ils se retirèrent à la faveur de l'incendie.

Le 1er février, Blucher, renforcé, déboucha sur la Rothière et Dienville, que l'arrière-garde française défendit toute la journée, malgré l'énorme disproportion des forces engagées de part et d'autres ; mais dans la nuit une batterie d'artillerie de la garde, tomba dans une embuscade, et fut prise par les alliés. Les combats de Brienne coûtèrent plus de trois mille hommes à l'armée française, et furent sans aucun résultat avantageux : toutefois, le 3 février, Napoléon entra à Troyes.

A cette époque, le comte de Stadion, le comte Razumowski, lord Castelreagh, et le baron de Humboldt arrivèrent à Châtillon-sur-Seine, où se trouvait déjà le duc de Vicence.

4 février. Ouverture du congrès de Châtillon.

Napoléon voulait la paix, puisque immédiatement après la bataille de Brienne, au moment même où les conférences allaient

s'ouvrir, il écrivit de Troyes à son plénipotentiaire à Châtillon, qu'il lui donnait tous les pouvoirs, toute l'autorité nécessaire, carte blanche enfin, pour conclure, afin d'arrêter les progrès des alliés, si funestes aux provinces, de sauver la capitale, et d'éviter une grande bataille dont la perte aurait ruiné toutes les espérances de la nation. Ces pleins pouvoirs absolus, ce blanc-seing, Napoléon les donna le 4 ou le 5 février, et ne les a révoqués qu'après ses victoires. Ainsi pendant plus de quinze jours, si les alliés l'eussent voulu, la paix aurait été conclue et signée à Châtillon, sans que le plénipotentiaire français eût été dans le cas de prendre de nouveau les ordres de l'Empereur, qui n'aurait pas été alors assez fort contre la situation des choses et contre l'opinion pour refuser de ratifier un traité signé. Mais le but des alliés n'était pas la paix : ils voulaient se venger des triomphes de la France ; ils se rappelaient ces jours de deuil pour eux, où l'aigle française planait sur leurs capitales. Les propositions de Châtillon, comme celles de Dresde, comme celles de Francfort n'étaient qu'un leurre qu'ils mettaient en avant pour tromper

leurs peuples, et semer la division en France.

Le plénipotentiaire français désira des instructions précises sur les sacrifices qu'il pouvait consentir. Napoléon alors avait été forcé de se retirer sur la Seine: il était à Nogent, où se trouvaient le grand maréchal Bertrand et le duc de Bassano, qui le pressèrent d'accéder à la demande du duc de Vicence, en le laissant toutefois libre de s'écarter de ces instructions, et d'user de la carte blanche qui lui avait été donnée. Il fut décidé qu'on ne devait pas hésiter à abandonner la Belgique, et même la rive gauche du Rhin, si l'on ne pouvait avoir la paix qu'à ce prix. Les instructions du plénipotentiaire furent rédigées dans ce sens: l'Italie, le Piémont, Gênes, l'état de possession à établir en Allemagne, même les Colonies étaient des sacrifices faits d'avance. Napoléon devait signer cette dépêche à sept heures du matin : il reçut à cinq heures un rapport sur les mouvemens de l'armée russe et prussienne, qui lui fit juger que des événemens glorieux allaient changer la face des choses : il ajourna sa réponse au duc de Vicence, et partit pour Champ-Aubert. La

marche de flanc de l'armée de Blucher, que Napoléon épiait en secret, avait enfin lieu; le moment était devenu favorable pour l'attaquer.

10 février. Bataille de Champ-Aubert.

Le 10 février, à la pointe du jour, Napoléon se porta sur les hauteurs de Saint-Prix, pour couper en deux l'armée alliée. Le duc de Reggio passa les étangs de Saint-Gond, et attaqua le village de Baye. Deux divisions françaises tournèrent les positions des alliés, qui furent chassés de Baye. La garde impériale se déploya alors dans les plaines de Champ-Aubert : le maréchal Marmont fit enlever Champ-Aubert. Au même instant les cuirassiers chargèrent à droite, et acculèrent les Russes à un bois et à un lac : les alliés se voyant sans retraite, leurs masses se mêlèrent ; artillerie, infanterie, cavalerie, tout s'enfuit pêle-mêle dans les bois. Deux mille hommes se noyèrent dans le lac : trente pièces de canon, deux cents voitures, des généraux, des colonels et beaucoup de prisonniers restèrent au pouvoir des Français.

11 février. Bataille de Montmirail.

Le 11, Napoléon arriva en avant de Montmirail. Le général Nansouty était en position avec la cavalerie de la garde, et conte-

de dragons de la garde, s'élança sur leurs flancs. Toute cette arrière-garde fut enveloppée; on en fit un horrible carnage: deux mille hommes furent faits prisonniers. En ce moment, le prince Guillaume de Prusse, qui était resté à Château-Thierry avec deux mille hommes, s'avança à la tête des faubourgs pour protéger les fuyards. Deux bataillons de la garde impériale arrivèrent au pas de course, et les faubourgs furent nettoyés. Alors, la réserve des alliés brûla ses ponts, et s'établit sur la rive droite de la Marne, où elle démasqua une batterie. Les alliés, ne pouvant se retirer ni sur la route d'Épernay, ni sur celle de Soissons, qui leur étaient coupées, furent obligés de prendre la traverse dans la direction de Reims.

Pendant ces trois journées, le général Blucher était constamment resté aux Vertus, sans pouvoir secourir son armée. Le 13 février, il fut rejoint par le corps prussien du général Kleist: il réunit alors les débris des autres corps, et marcha avec vingt mille hommes contre le duc de Raguse, qui occupait Étoles. Ce maréchal, n'étant pas en forces suffisantes, se retira sur Montmirail. Napoléon partit le même jour

13 février. Bataille de Vauchamp.

de Château-Thierry, et arriva à huit heures du matin à Montmirail. Il fit sur-le-champ attaquer les troupes de Blucher, qui venaient de prendre position à Vauchamp. Le maréchal Marmont attaqua ce village; la cavalerie du général Grouchy tourna la droite des alliés, et se porta à une lieue audelà de leur position, et pendant que Vauchamp était attaqué vigoureusement et défendu de même, ce général arriva avec sa cavalerie sur les derrières de Blucher. Toute celle de la garde arriva aussi au grand trot: plusieurs carrés de Prussiens furent enfoncés, sabrés ou pris. A deux heures les Français étaient au village de Fromentières, et avaient fait six mille prisonniers. Blucher, en déroute, arriva à la nuit à Champ-Aubert; mais le général Grouchy y était avant lui. Toute l'armée de Blucher aurait été prise si le mauvais état des chemins n'eût pas retardé la marche de l'artillerie. Toutefois, malgré l'obscurité de la nuit, la cavalerie française enfonça et sabra trois carrés de troupes russes, et poursuivit les autres jusqu'à Étoles. Dans la journée de Vauchamp, les alliés firent de grandes pertes : dix mille prisonniers, dix

nait l'armée du général Sacken, qui était accouru, pendant la nuit, en apprenant l'échec de Champ-Aubert. Le général Yorck avait également quitté Château-Thierry. A onze heures, les alliés se formèrent en bataille : les divisions françaises arrivaient successivement. Napoléon aurait voulu les attendre toutes, mais à trois heures, la nuit approchant, il fit déboucher le duc de Trévise sur Montmirail. Le général Friant, avec quatre bataillons de la vieille garde, reçut ordre d'attaquer la ferme de l'Épine-aux-Bois, position d'où dépendait le succès de la journée, et que les alliés défendaient avec quarante pièces de canon. Pour rendre cette attaque plus facile, Napoléon ordonna au général Nansouty de s'étendre sur la droite, afin d'obliger les alliés à dégarnir leur centre. Au même instant, et dans le même but, Napoléon ordonna de céder une partie du village de Marchais. Alors les troupes russes et prussiennes du centre furent abordées au pas de course par la vieille garde, ayant le maréchal Ney à sa tête. Les tirailleurs se retirèrent épouvantés sur les masses ; l'artillerie ne put plus jouer, mais la fusillade devint effroyable : le succès était

encore balancé lorsque les lanciers, les vieux dragons, les vieux grenadiers de la garde arrivèrent au grand trot sur les derrières des masses d'infanterie, les rompirent, les mirent en désordre, et tuèrent tout ce qui ne fut pas fait prisonnier. Le duc de Trévise s'empara du village de Fontenelle ; celui de Marchais fut mis entre deux feux : tout ce qui s'y trouvait fut pris ou tué. En moins d'un quart-d'heure, le plus profond silence succéda à la fusillade. Les alliés ne cherchèrent plus leur salut que dans la fuite. Cette journée leur coûta encore huit mille hommes tués ou prisonniers : les Français n'éprouvèrent qu'une perte bien légère comparativement.

12 février. Combat de Château-Thierry.

Le lendemain matin, Napoléon fit poursuivre les alliés sur la route de Château-Thierry : ils soutenaient leur retraite avec huit bataillons qui n'avaient pas donné la veille, étant arrivés trop tard : ces bataillons étaient appuyés par quelques escadrons et par trois pièces d'artillerie. Le général Nansouty, avec deux divisions de cavalerie, se porta, par un mouvement à droite, entre Château-Thierry et l'arrière-garde des alliés. Le général Letort, avec une division

L'armée du prince de Schwartzemberg se trouva aussi entamée par la défaite du corps du général Kleist, et par celle des généraux Wittgenstien et Bianchi, qui en faisaient partie.

Suite des négociations de Châtillon

Cette série de triomphes inattendus releva les espérances de Napoléon : au lieu de la grande bataille qu'il avait voulu éviter, il venait de remporter cinq victoires mémorables; l'armée des alliés avait perdu plus de quatre-vingt-dix mille hommes en dix jours. Au lieu d'avoir à sauver la capitale par la paix, il croyait l'avoir sauvée par les armes. L'état des affaires avait changé; il changea de résolution. Il écrivit de Nangis à son plénipotentiaire pour lui retirer ses pouvoirs absolus, et lui ordonner de prendre désormais ses ordres sur tous les points de la négociation : elle se suivit dès lors dans les formes ordinaires. Il ne s'agissait plus pour Napoléon d'aller au-devant des concessions qu'on pouvait exiger de lui, mais de savoir, au moyen des négociations qui se suivaient à Châtillon, quelles étaient les véritables intentions des alliés, et les sacrifices que, à la faveur des événemens qui venaient de se passer, on pouvait éviter.

Propositions révoltantes des alliés.

A la fin de février, Napoléon reçut le projet du traité préliminaire remis par les alliés à Châtillon. On ne pouvait reconnaître un ultimatum dans un assemblage de propositions révoltantes. Abandonner tout ce que Napoléon avait conquis, il avait le droit d'en faire le sacrifice ; abandonner ce que la France républicaine avait conquis, il ne se croyait pas le droit de le faire : il l'aurait fait cependant, car le salut de la patrie impose des devoirs qui passent avant tout, si un traité de paix définitif eût été le résultat immédiat de tant et de si douloureux sacrifices ; mais ce n'était pas un traité définitif qu'on lui proposait, c'étaient des préliminaires de paix, c'était un armistice les armes à la main ; ou plutôt c'était un armistice par lequel la France aurait mis bas les armes, tandis que ses ennemis auraient occupé les parties de son territoire qu'ils avaient envahies, et les forteresses d'Huningue, Béfort et Besançon, dont ils exigeaient la remise, quoiqu'elles fussent situées dans les pays qu'ils n'occupaient pas. Un tel traité n'était aux yeux de Napoléon qu'une capitulation déshonorante.

Des instructions furent expédiées au duc

pièces de canon et dix drapeaux restèrent au pouvoir des vainqueurs. Ainsi, l'armée de Silésie, forte de quatre-vingt mille hommes, fut, en quatre jours, battue, dispersée, anéantie.

Lorsque Napoléon partit de Nogent, le 9 février, pour manœuvrer sur l'armée de Silésie, il avait laissé les corps du maréchal Victor et du général Gérard en avant de Nogent, et celui du maréchal Oudinot à Provins, chargé de la défense des ponts de Bray et de Montereau. Le maréchal Victor, ayant appris que plusieurs divisions de l'armée autrichienne s'avançaient sur Nogent, fit repasser la Seine à son corps d'armée, il ne laissa que douze cents hommes dans Nogent, qui s'y défendirent pendant deux jours entiers. Les divisions autrichiennes ayant passé à Bray, le maréchal Oudinot se retira sur la rivière d'Yères, et le maréchal Victor se porta à Nangis.

Napoléon arriva le 16 février sur l'Yères, et s'arrêta à Guignes. Le lendemain, à la pointe du jour, il marcha sur Nangis. Les alliés furent attaqués aussitôt. Le général Gérard déboucha sur le village de Mormant; les dragons du général Treilhard, arrivant

17 février. Bataille de Nangis.

d'Espagne, le tournèrent par sa gauche; le général Milhaud le tourna par sa droite; le comte Drouot, s'avança avec de nombreuses batteries : dans un instant, tout fut décidé; les carrés formés par les divisions russes furent enfoncés; tout fut pris, généraux, officiers : six mille prisonniers, dix mille fusils, seize pièces de canon et quarante caissons restèrent au pouvoir des Français.

18 février. Combat de Montereau.

Le 18, le général Bianchi avait pris position avec deux divisions autrichiennes, et deux divisions wurtembergeoises, sur les hauteurs en avant de Montereau, couvrant les ponts de la ville. Le général Chateau l'attaqua vainement, il dut se retirer : les troupes du général Gérard soutinrent le combat toute la matinée. Napoléon arriva au galop sur le champ de bataille, et fit aussitôt attaquer le plateau. Le général Pajol arriva, chargea les alliés, et les jeta dans la Seine et dans l'Yonne. Les ponts furent passés au pas de charge. Le général Bianchi fut poussé dans toutes les directions, et perdit neuf mille hommes, dont quatre mille prisonniers, quatre drapeaux, et six canons. L'armée française défila sur les ponts que les alliés n'avaient pu faire sauter.

même instant, le maréchal Ney passa le ravin de gauche, et déboucha sur la droite des alliés. Pendant une heure la canonnade fut très-forte. Le général Grouchy déboucha alors avec sa cavalerie, et le général Nansouty passa le ravin de droite. Une fois le défilé franchi, et les alliés forcés dans leur position, ils furent poursuivis pendant quatre lieues, et canonnés par quatre-vingts pièces de canon à mitraille, ce qui leur causa une très-grande perte ; mais les ravins dont ils étaient entourés pendant leur retraite, furent cause que la cavalerie française ne put les déborder, ni les entamer.

Le lendemain de la bataille de Craonne, le maréchal Ney poursuivit les alliés jusqu'au village d'Etouvelle. Le 9, les Russes s'étant réunis aux Prussiens, prirent position sur les hauteurs de Laon ; Napoléon jugea qu'ils y étaient inexpugnables, et ne crut pas devoir les attaquer. Ses intentions étaient de manœuvrer sur l'Aisne.

Le 13 il arriva sur les hauteurs du Moulin-à-vent, à une lieue de Reims, que le corps russe du général Saint-Priest venait d'occuper. Ce corps couronnait les hauteurs en avant de Reims. Le maréchal Marmont, 13 mars Combat de Reims.

formant l'avant-garde française, l'attaqua, et la division du général Merlin cerna et prit plusieurs bataillons de Landwehr prussienne. Le général Sébastiani attaqua la ville : les gardes d'honneur chargèrent entre la ville et les Russes, qu'elles jetèrent dans le faubourg. Le général Krasinski, ayant coupé la route de Reims à Bery-aubac, les alliés abandonnèrent la ville, et se retirèrent en désordre partie sur Châlons, partie sur Réthel, et sur Laon. Les Français firent à cette bataille, cinq mille prisonniers, et prirent en outre vingt-deux pièces de canon et cent voitures.

19 mars. Fin du congrès de Châtillon.

Napoléon, qui n'avait pu encore parvenir à connaître le véritable ultimatum des alliés, envoya de Reims, quelques jours après la bataille de Craonne, de nouveaux pouvoirs à son plénipotentiaire pour terminer, avec cette seule restriction, qu'il ne signerait aucun traité dont l'évacuation du territoire et le renvoi des prisonniers faits de part et d'autre ne seraient pas le résultat immédiat. Son courrier rencontra le duc de Vicence à quelques lieues de Châtillon. Les alliés, avaient fixé, comme à Prague, un terme fatal pour la durée des négociations : elles étaient rompues.

de Vicence pour la rédaction d'un contre-projet. Le projet des alliés fut envoyé à l'impératrice avec ordre de le soumettre à un conseil extraordinaire convoqué à cet effet, et composé principalement des hommes qui avaient exercé de l'influence aux différentes époques de la révolution, et qui avaient été élevés aux grandes fonctions de l'Empire. Un seul repoussa le projet avec indignation, comme la proposition la plus déshonorante dont l'histoire de France eût jamais fait mention, et comme une loi honteuse à laquelle l'honneur même ne permettrait pas aux Français de rester soumis ; les autres furent d'avis d'obéir à la nécessité.

Cependant, les hostilités continuaient toujours, et ce fut vainement que des commissaires nommés par toutes les parties belligérantes furent réunis à Lusigny pour traiter des conditions d'une suspension d'armes : ils ne purent s'accorder sur la ligne de démarcation. Il fallut se battre tous les jours.

Les débris de l'armée de Blucher s'étaient réunis à Châlons-sur-Marne, où les cadres furent reformés au moyen des réserves et des recrues arrivées de Mayence ; ces

nouvelles troupes avaient passé l'Aube à Arcis, et l'armée alliée dite du nord, composée de quatre divisions russes et d'une division prussienne, était venue remplacer à Reims et à Châlons, l'armée de Silésie.

8 mars. Bataille de Craonne.

Napoléon était rentré à Troyes; mais il dut bientôt se porter d'un autre côté, où l'armée alliée du nord faisait des progrès. Les alliés s'étaient divisés en deux corps d'armée; les huit divisions russes de Sacken et Witzingerode avaient pris position sur les hauteurs de Craonne, et les corps prussiens sur les hauteurs de Laon. Napoléon arriva le 6 mars devant les Russes: les hauteurs de Craonne furent attaquées et enlevées. Les Russes se retirèrent, et prirent position, le 7, sur une autre hauteur, ayant leur droite et leur gauche appuyée à des ravins, et un troisième ravin devant eux. Un seul passage d'une centaine de toises joignait cette position au plateau de Craonne, mais il était défendu par soixante pièces de canon. Le maréchal Victor avec deux divisions de la jeune garde chassa les Russes de l'abbaye de Vaucler, à laquelle ils avaient mis le feu, et passa le défilé. Le général Drouot le franchit aussitôt avec plusieurs batteries. Au

tionale, et cette jeunesse si brillante des écoles, se couvrirent de gloire; les alliés eurent plus de douze mille hommes hors de combat; mais ils étaient trop nombreux pour qu'on pût espérer de les contenir avec les faibles ressources réunies pour couvrir Paris. A 5 heures du soir, le maréchal Marmont demanda un armistice pour traiter de l'évacuation de la capitale, et les troupes alliées y entrèrent le lendemain matin.

Résolutions de Napoléon.

Napoléon n'était plus, de sa personne, qu'à quelques lieues de Paris, lorsqu'il apprit cet événement. Ilvoulut marcher en avant, mais il en fut empêché par le maréchal Berthier, le duc de Vicence et le général Belliard.

Dans cette extrémité, Napoléon médita long-temps sur ce qu'il devait faire. Il lui restait de quarante à cinquante mille soldats, les meilleurs, les plus dévoués de l'univers; il pouvait à son gré maîtriser les généraux infidèles, ou les expulser sans inconvénient. Trois partis se présentaient à son esprit: le premier était de rentrer à Paris; car il ne pensait pas qu'il existât un général assez hardi sur la terre pour oser le combattre avec cette immense capitale

sur ses derrières. Il ne doutait pas que toute la population ne s'insurgeât à sa voix ; il espérait se recruter de cent ou deux cents mille hommes ; mais les alliés, en se retirant, eussent pu brûler Paris, et ce désastre eût été considéré comme son ouvrage. Ce n'est pas que l'incendie de Paris n'eût pu devenir au fond le salut de la France, comme l'incendie de Moscou avait été celui de la Russie ; mais Napoléon pensait qu'il est de tels sacrifices qu'il n'appartient qu'aux intéressés seuls de les exécuter.

Le second parti était de gagner l'Italie, en ralliant les vingt-cinq mille hommes de l'armée de Lyon, les dix-huit mille que le général Grenier ramenait de ce royaume, les quinze mille du maréchal Suchet, et les quarante mille du maréchal Soult ; mais ce parti était celui du désespoir, sans un résultat analogue. Ce théâtre était si éloigné que les esprits eussent eu le temps de se refroidir ; et puis ce n'était plus la France, or, ce sol sacré pouvait seul porter les Français aux prodiges devenus indispensables.

Aucun de ces deux premiers partis ne

Napoléon marcha alors sur Plancy, par Epernay et la Fère-Champenoise; le 19, il passa l'Aube à Plancy, la Seine à un gué, et fit tourner Mery, qui était occupé par les alliés. Dès ce jour, cette partie de l'armée alliée fut en pleine retraite. Napoléon arriva le 20 à Arcis-sur-Aube; les souverains alliés évacuèrent Troyes, et se retirèrent à Bar.

25 mars. Dernières tentatives de paix.

Le duc de Vicence écrivit alors au prince de Metternich, pour lui annoncer que Napoléon venait de le metlre à même de renouer les négociations de la manière la plus franche et la plus positive, et réclama les facilités nécessaires pour arriver jusqu'auprès de ce ministre. Le duc de Vicence se flattait que la paix pourrait être conclue dans moins de quatre jours. Il se rendit aux avant-postes; mais ce fut inutilement qu'il y attendit le laissez-passer qu'il avait demandé. Il ne restait donc plus aucun espoir de négociation.

26 mars. Combat de Saint-Dizier.

Le 26 mars Napoléon attaqua à Saint-Dizier le corps de cavalerie du général russe Witzingerode, qui y avait été laissé, afin de maintenir la ligne d'opérations des alliés, et de faciliter l'arrivée de l'artillerie et des munitions. Les dragons du général Milhaud,

et la cavalerie de la garde, commandée par le général Sébastiani, attaquèrent le corps russe, et, après plusieurs belles charges, le mirent en déroute, et lui prirent dix-huit pièces de canon et deux mille chevaux.

Marche des alliés sur Paris.

Napoléon, continuant de poursuivre les alliés, arriva à Troyes le 29 mars; mais le même jour il apprit que les Russes et les Prussiens accouraient, à marches forcées, sur Paris, et qu'il n'y avait pas un instant à perdre pour sauver la capitale. L'Empereur et son armée quittèrent Troyes à l'instant même, et se dirigèrent, avec toute la rapidité possible, au secours de Paris.

30 mars. Combat de Paris.

Mais déjà, le même jour, les alliés étaient arrivés devant Paris, après avoir acculé sous les murs de cette capitale les corps des maréchaux Mortier et Marmont. Le 30, les troupes composant ces deux corps, quelques milliers de soldats des dépôts réunis par le général Belliard, huit à dix mille hommes de la garde nationale de Paris sous les ordres du maréchal Moncey, et les compagnies d'artilleries formées spontanément par les élèves de l'école polytechnique, furent attaqués par les masses des armées alliées. Les troupes de ligne, la garde na-

parut praticable : restait le troisième, qui consistait à disputer le terrain pied à pied. Il était maître de toutes les places fortes de France et d'Italie ; il aurait long-temps encore entretenu la guerre, et bien des chances de succès s'offraient aux calculs ; mais ses ennemis déclaraient à l'Europe qu'il était le seul obstacle à la paix, il n'hésita pas sur le sacrifice qui semblait lui être demandé dans l'intérêt de la France. Après avoir tout fait pendant vingt ans pour le bonheur et la gloire du peuple français, il se décida à remettre à la nation la couronne qu'il avait reçue d'elle.

Toutefois, il dépêcha, à l'empereur Alexandre, le duc de Vicence et une députation de maréchaux dans laquelle il comprit le maréchal Marmont, un de ceux qu'il chérissait davantage. Ils étaient chargés d'offrir l'abdication de l'Empereur en faveur de son fils. Napoléon espérait par là faire encore quelque chose pour la France ; ménager son indépendance, et assurer la durée de ses institutions actuelles. Alexandre, qui déjà depuis plusieurs jours avait donné une déclaration publique par laquelle il annonçait ne vouloir plus traiter avec Na- 4 avril. Abdication de Napoléon.

poléon ni aucun des membres de sa famille, fit néanmoins débattre la chose contradictoirement avec le parti du Sénat, qui avait prononcé la déchéance. Les maréchaux parlaient vivement et au nom de toute l'armée. Alexandre en était ébranlé, et le parti de la régence semblait devoir l'emporter, quand arriva la nouvelle de la défection du duc de Raguse, qui raffermit aussitôt Alexandre dans sa détermination antérieure. Cette circonstance nouvelle devint un trait de lumière à ses yeux, il crut y trouver la preuve que la volonté de l'armée n'était pas unanime, et, dès lors, écartant tout ménagement, il se prononça inflexible. Ainsi, les malheurs de cette époque sont dus aux défections des chefs du sixième corps et de l'armée de Lyon, et aux intrigues qui se tramaient dans le Sénat.

N'ayant pu rien obtenir de l'empereur Alexandre, on revint alors auprès de Napoléon, on l'entoura, on le pressa, on le harassa pour son abdication pure et simple. Il céda, non sans de grands combats intérieurs, et la dicta en ces termes :

« Les puissances alliées ayant proclamé

« que l'empereur Napoléon était le seul « obstacle au rétablissement de la paix en « Europe, l'empereur Napoléon, fidèle à « son serment, déclare qu'il renonce, pour « lui et ses héritiers, aux trônes de France « et d'Italie, parce qu'il n'est aucun sacri- « fice personnel, même celui de la vie, « qu'il ne soit prêt à faire à l'intérêt de la « France. »

NAPOLÉON.



CHAPITRE XVIII.

Traité de Fontainebleau. — Départ de Napoléon pour l'île d'Elbe.

Idées de Napoléon sur le dehors de la France.

A l'époque douloureuse de la campagne de France, Napoléon se trouvait avoir plus de troupes au-dehors qu'au-dedans : Dresde comptait une véritable armée ; une seconde était dans Hambourg ; une troisième à Dantzick : de nombreuses garnisons intermédiaires en eussent composé une quatrième, tant elles renfermaient des soldats français. Tous les efforts des alliés ne tendaient qu'à séparer ces braves de la France, et à y prévenir leur retour. On pouvait espérer qu'il viendrait à la pensée de quelque chef du dehors de mettre à profit ces forces et la circonstance de l'entrée en France des alliés, pour attaquer audacieusement leur propre territoire, les forcer à rétrograder, et dégager le sol sacré. La réunion en masse de ces

corps n'était pas impossible. L'agglomération des troupes de Dresde, Torgan, Magdebourg, Hambourg, eût produit une armée formidable sur les derrières des alliés, capable de les enfoncer et de les compromettre. Elle eût pu aussi enlever Berlin, dégager les garnisons de l'Oder, secourir Dantzick, et insurger la Pologne, si bien disposée, ou toute autre entreprise audacieuse, brillante, inattendue, digne des Français.

Avant l'entrée des alliés en France, la moindre des choses eût pu faire changer les destinées de Napoléon, par la conclusion de la paix aux conférences de Francfort. Plus tard, lors des héroïques journées de Champ-Aubert, de Montmirail, de Vauchamp, de Montereau, de Craonne, la plus légère inquiétude sur les derrières aurait décidé la retraite des alliés, leur destruction peut-être, et le triomphe de la France; Napoléon avait donné des ordres dans ce sens, mais ils ne parvinrent point aux chefs. Ainsi, près de cent mille hommes furent perdus pour la France, en accomplissant *routinement* leurs destinées. Le foyer de ces hautes conceptions ne résidait qu'en Napoléon; et là, où il n'était pas, les choses re-

devenaient abandonnées à leur marche ordinaire.

Regrets de Napoléon.

Napoléon regrettait fort aussi, d'avoir cédé, lors de sa position à Saint-Dizier et à Doulevant, aux diverses considérations dont il se trouvait entouré, aux nombreuses suggestions dont il se vit assailli, et qui le ramenèrent, contre son gré, à Paris. Il manqua de caractère : il devait poursuivre imperturbablement toute sa pensée, continuer vers le Rhin, se renforçant de toutes les garnisons, s'entourant de toutes les populations insurgées, il eût eu en peu de jours une armée immense. Murat lui serait aussitôt revenu ; et lui et le vice-roi eussent été lui donner Vienne, si les alliés eussent osé lui prendre Paris. Mais les souverains alliés eussent frémi du péril où ils se trouvaient engagés; ils auraient reçu comme une grâce la retraite qu'on leur aurait accordée. Là se fût éteint le volcan des étrangers contre la France : on eût conclu la paix, et on l'eût observée sincèrement : chacun demeurait si fatigué! on avait tant de blessures à soigner! on ne se serait pas au-dehors occupé d'autre chose. Quant au-dedans, un tel dénoûement détruisait à jamais toutes les illusions, toutes les

malveillances, et fusait pour toujours toutes les opinions, tous les intérêts. Napoléon se rasseyait triomphant, entouré de ses invincibles bandes. Les populations héroïques et fidèles eussent servi de diapason à celles qui avaient chancelé; ceux qui avaient tant montré le besoin du repos, en eussent été prendre; une génération nouvelle de chefs eût retrempé l'existence de l'Empire; on ne se serait plus occupé que du bonheur intérieur, et la France aurait encore eu d'heureux jours.......

L'époque de Fontainebleau accumula sur Napoléon, et presque en un instant, toutes les peines morales dont il est possible d'être affligé. Vaincu par la défection, non par les armes, il eut à éprouver tout ce qui peut indigner une grande ame, ou briser son cœur. Ses compagnons l'abandonnèrent, ses serviteurs le trahirent; l'un livra son armée, l'autre son trésor; ceux qu'il avait élevés, comblés, furent ceux qui l'abattirent. Peines morales de Napoléon

Ce Sénat qui l'avait tant loué, ce Sénat qui, la veille encore, lui fournissait à profusion des hommes pour combattre les ennemis, n'hésita pas le lendemain à se faire le vil instrument de ces mêmes ennemis;

et, sous l'impulsion de leurs baïonnettes, il reprocha, il imputa à crime ce qui fut son propre ouvrage; il brisa lâchement l'idole que lui-même avait créée, et qu'il avait si servilement et si bassement encensée. Enfin, et ce dernier coup fut le plus sensible pour Napoléon, sa femme, son fils lui furent enlevés; en dépit des traités et des lois, en opposition à la morale, on s'en empara, et il ne doit plus les revoir!

Traité de Fontainebleau.

C'est au milieu de tant de maux, qu'on présenta à Napoléon le traité de Fontainebleau du 11 avril, qui venait d'être rédigé à Paris par les ministres des puissances alliées. Ce traité avait été discuté sans lui, et contre son gré. Il lui paraissait humiliant et inutile. Survivant à tant de grandeurs, il suffisait à Napoléon de vivre désormais en simple particulier: il avait honte qu'un si grand sacrifice offert à la paix du monde, se trouvât mêlé à des arrangemens pécuniaires. A quoi bon un traité, puisqu'on ne voulait pas régler avec lui ce qui concernait les intérêts de la France? Du moment qu'il ne s'agissait plus que de sa personne, il n'y avait plus de traité à faire. Napoléon était vaincu, il cédait au sort des armes: seule-

ment il demandait à n'être pas prisonnier de guerre, et pour cela un simple cartel suffisait.

Vainement chercha-t-on à le ramener sur sa situation personnelle, son existence, ses besoins à venir. « Et que m'importe, ré-« pondit-il toujours, un petit écu par jour « et un cheval, voilà tout ce qui m'est né-« cessaire. » On eut toutes les peines du monde à lui faire ratifier ce traité, et on ne l'obtint qu'en alléguant de grandes vues politiques.

En effet, si Napoléon avait voulu traiter sensément, il eût obtenu le royaume d'Italie, la Toscane ou la Corse, tout ce qu'il aurait voulu; sa décision fut une faute de son caractère, une boutade de sa part, un véritable excès de tempérament. Il avait pris du dégoût et du mépris pour tout ce qui l'entourait; il en prit pour la fortune, qu'il se plut à braver. Il jeta les yeux sur un coin de terre où il pût être mal, et profiter des fautes que l'on ferait: il se décida pour l'île d'Elbe.

Dans l'excès de son mépris des hommes et des choses, Napoléon écrivit à l'impératrice que l'on devait s'attendre à

tout, que tout était possible, *même sa mort* (1).

Le départ de Napoléon pour l'île d'Elbe fut retardé par le parti, qui craignait de le voir aussi près de la France. Toutes les difficultés furent enfin levées par le zèle infatigable du duc de Vicence.

10 avril. Dernière allocution de Napoléon à sa garde.

Dans la matinée du 20 avril, Napoléon se montra à sa garde, qui n'avait pas cessé de l'entourer dans les jours de malheur.

« Généraux, officiers, sous-officiers et « soldats de ma vieille garde, leur dit Na- « poléon d'une voix attendrie, je vous fais « mes adieux : depuis vingt ans je suis « content de vous ; je vous ai toujours « trouvés sur le chemin de la gloire.

« Les puissances alliées ont armé toute « l'Europe contre moi ; une partie de l'ar- « mée a trahi ses devoirs, et la France elle- « même a voulu d'autres destinées.

(1) Les Mémoires venus de Sainte-Hélène ne donnent aucun détail sur le mystérieux événement de la nuit du 12 au 13 avril : il paraît que Napoléon a voulu garder le silence sur son suicide (Voyez le *Manuscrit de* 1814, par M. le baron Fain, et l'article Napoléon, par M. de Norvins, dans la *Biographie des Contemporains*).

« Avec vous et les braves qui me sont « restés fidèles, j'aurais pu entretenir la « guerre civile pendant trois ans; mais la « France eût été malheureuse, ce qui était « contraire au but que je me suis pro- « posé.

« Soyez fidèles au nouveau roi que la « France s'est choisi; n'abandonnez pas « notre chère patrie, trop long-temps mal- « heureuse. Aimez-la toujours, aimez-la « bien, cette chère patrie!

« Ne plaignez pas mon sort; je serai « toujours heureux lorsque je saurai que « vous l'êtes.

« J'aurais pu mourir; rien ne m'eût été « plus facile; mais je suivrai sans cesse le « chemin de l'honneur. J'ai encore à écrire « ce que nous avons fait.

« Je ne puis vous embrasser tous; mais « j'embrasserai votre général..... Venez gé- « néral..... (il serra le général Petit dans « ses bras) qu'on m'apporte l'aigle.... (il « la baisa). Chère aigle! que ces baisers « retentissent dans le cœur de tous les « braves!..... Adieu, mes enfans!..... mes « vœux vous accompagneront toujours; « conservez mon souvenir. »

Cette allocution de Napoléon fit répandre des larmes non-seulement à tous ses vieux soldats, mais encore aux commissaires anglais et prussien qui étaient présens à ce spectacle sublime et déchirant : elle causa sur tous une impression ineffaçable.

Voyage de Napoléon.

Napoléon, descendu du premier trône de l'Europe, devint aussitôt l'objet du respect de ceux qui restèrent près de lui, et de la vénération universelle. Il reçut des preuves du plus vif et du plus tendre intérêt jusqu'aux confins du Dauphiné. Ce fut un peu au-delà de Lyon que se présenta sur la route le général en chef de l'armée de l'est. Napoléon descendit alors de voiture, et marcha long-temps avec lui. En y remontant, un des généraux, commissaire des alliés, osa se permettre de témoigner à Napoléon son étonnement de l'intimité qu'il venait de montrer à ce chef: « Votre Majesté ignore donc sa conduite? — Quelle est-elle? — Sire, depuis plusieurs semaines il était d'accord avec nous. » — En effet, celui-là même auquel, sur ce point, Napoléon avait confié la France, l'avait sacrifiée, perdue.....

Napoléon fut bien moins traité à mesure

qu'il approcha de la Provence ; les machinations avaient eu le temps de le devancer. Il avait échappé au guet-à-pens de Maubreuil, il faillit succomber à celui d'Orgon.

A son arrivé à Fréjus, le 27 avril, il y avait en rade deux bâtimens pour le transporter, l'un français, l'autre anglais : il préféra la frégate anglaise, ne voulant pas qu'il fût dit qu'il avait été déporté sous le pavillon français.

Le lendemain, Napoléon quitta la France sous le même pavillon qui devait plus tard le déporter à Sainte-Hélène.

CHAPITRE XIX.

Séjour de Napoléon à l'île d'Elbe. — Son retour à Paris.

Prise de possession.

Le 5 mai, à six heures du soir, Napoléon débarqua à Porto-Ferrajo, où il fut reçu par le général Dalesme, commandant français. « Général, lui dit l'Empereur, j'ai sacrifié mes droits aux intérêts de ma patrie, et je me suis réservé la propriété et la souveraineté de l'île d'Elbe; faites connaître aux habitans le choix que j'ai fait de leur île pour mon séjour, dites-leur qu'ils seront toujours pour moi l'objet de mon intérêt le plus vif. » Le maire présenta les clés de la ville à Napoléon, qui choisit la mairie pour son palais. Le grand-maréchal du palais, comte Bertrand, le lieutenant-général d'artillerie, comte Drouot; le général Cambronne, et quelques autres braves fidèles, formèrent d'abord la cour du nouveau sou-

verain. Bientôt sa mère et sa sœur, la princesse Borghèse, vinrent partager et adoucir son exil.

Napoléon ordonna et fit exécuter de grands travaux dans l'île; des routes furent percées dans tous les sens; des quais, des magasins furent construits sur les ports; plusieurs belles maisons s'élevèrent au milieu et dans les environs de Porto-Ferrajo; les meilleurs peintres de l'Italie se disputaient l'honneur d'y travailler, et sollicitaient comme une faveur de pouvoir les embellir.

Travaux exécutés à l'île d'Elbe.

De nouvelles couleurs, un nouveau pavillon, furent adoptés pour l'île d'Elbe; ce pavillon était blanc et amarante, parsemé d'abeilles. Il devint le premier de la Méditerranée, et le plus respecté. Il était sacré même pour les Barbaresques, qui faisaient souvent des présens aux capitaines elbois, en leur disant qu'ils acquittaient la dette de Moscou.

Pavillon de l'île d Elbe.

Napoléon paraissait résigné et tranquille sur son rocher; mais ses yeux, ses pensées étaient toujours tournés vers la France. L'idée qu'il pût un jour débarquer sur les côtes de France, pour faire la guerre au

roi, n'était pas admise; elle n'avait été prévue par aucune puissance, grâce aux libellistes. Il y avait bien une corvette anglaise qui croisait entre Gênes, Livourne, Civitta-Vecchia et l'île d'Elbe; mais elle n'avait aucune mission relative à Napoléon que celle de se comporter convenablement, et de rendre aux Français de l'île d'Elbe tous les petits services en son pouvoir: ce bâtiment servait au colonel Campbell, commissaire désigné par Castelreagh, tant pour ses commissions, que pour la traversée des voyageurs anglais qui, de Livourne ou de Gênes, voulaient se rendre à l'île d'Elbe.

Détails sur l'île d'Elbe.

Cette île, située à deux lieues des côtes de Piombino, a sept ports ou anses de débarquement, où il arrive et d'où il part tous les jours un grand nombre de bâtimens français, italiens, etc. Plus de quatre cents, depuis sept jusqu'à cinquante tonneaux, appartiennent aux insulaires, et sont employés pour le transport des vins ou du minerai, pour le service des salines et de la madrague, ou pour l'approvisionnement de l'île. En outre de cela, des centaines de felouques, de pinques napolitaines, génoises, etc.

stationnent dans ces parages pour pêcher ; et, enfin, il n'est pas de mois, il n'est pas de semaine où il ne mouille à Porto-Ferrajo, ou à Porto-Longone, un grand nombre de bâtimens barbaresques, espagnols, portugais, français, génois, toscans ou napolitains, qui vont s'y refugier contre la tempête. Les communications étaient donc faciles, et elles ont toujours été fréquentes et libres entre tous les ports de la Méditerranée et l'île d'Elbe. Dans l'espace de neuf mois plus de cent officiers français ou italiens étaient arrivés successivement à Porto-Ferrajo, avec leur uniforme et leur épée, ayant des passeports en règle, et venant en droite ligne de France, de Corse, de Gênes, de Livourne, de Piombino, de Civitta-Vecchia ou de Naples ; tous avaient causé plus ou moins long-temps avec Napoléon ; tous avaient tâché de s'en faire reconnaître en lui parlant des traits de bravoure qui les avaient fait distinguer, et lui avaient donné des nouvelles de ce qui se passait en France et en Italie.

Dès Fontainebleau, Napoléon avait prévu la possibilité de son retour en France ; il pensait déja que, si les Bourbons s'obsti- Idée du retour en France.

naient à vouloir continuer une troisième dynastie, il n'aurait pas tardé à reparaître. En effet, leur entourage, de fausses démarches, réhabilitèrent sa popularité, et le firent désirer. Les papiers publics, que Napoléon lisait avec avidité, l'instruisirent de la disposition des esprits en France : ils lui apprirent que les factions s'agitaient, que les partis se formaient, que la guerre civile devenait imminente, et que toutes ses horreurs allaient éclater de nouveau sur la patrie. Une conspiration existait, mais son retour n'en était pas l'objet.

D'un autre côté, le congrès de Vienne avait décidé de le transporter à Sainte-Hélène, et de violer toutes les stipulations du traité de Fontainebleau. Napoléon, qui n'ignorait pas cette décision, résolut de rentrer en France ; son parti fut pris, mais il en garda le secret jusqu'au dernier moment.

1815.
26 février.
Départ de l'ile d'Elbe.

Le 26 février, le bataillon de la garde, les autres soldats, et les officiers de la maison de Napoléon, reçurent ordre de s'embarquer ; tous pensaient qu'ils allaient débarquer à Naples ou sur quelque autre point de l'Italie. A huit heures du soir, Napoléon

mit le pied sur le brick l'*Inconstant*, et s'écria comme César : *Le sort en est jeté !* Les officiers, les soldats de la flotille interrogeaient silencieusement Napoléon, tout le monde brûlait d'apprendre où l'on allait. Au bout d'une heure de marche, il rompit le silence : « *Grenadiers*, dit-il, *nous allons en France, nous allons à Paris.* » A ces mots, la joie cessa d'être inquiète, tous les visages s'épanouirent, et les cris de vive la France! vive Napoléon! retentirent sur les sept bâtimens composant la flottille.

Au moment du départ de l'île d'Elbe, la corvette anglaise était à Livourne ; on n'avait donc rien à craindre d'elle ; mais, le lendemain, on aperçut un brick de guerre français qui venait vent arrière sur l'*Inconstant*. C'était le *Zéphyre*, commandé par le capitaine Andrieux. Le capitaine de l'*Inconstant* proposa d'aborder ce brick, et de l'enlever ; mais Napoléon repoussa cette idée comme absurde, excepté dans le cas où l'on serait forcé d'en venir aux extrémités. Il ordonna à ses grenadiers de se cacher dans l'entrepont. Les deux bricks furent bientôt à portée de la voix, et se firent les saluts d'usage sur mer. Le com-

mandant du *Zéphire* ayant reconnu le brick de l'île d'Elbe, demanda des nouvelles de l'Empereur, et l'Empereur lui répondit lui-même, avec un porte-voix, qu'il se portait fort bien. Le capitaine Andrieux ne se douta nullement de la proie qu'il laissait échapper.

Avant de quitter l'île d'Elbe, Napoléon avait rédigé deux proclamations, mais lorsqu'il voulut les faire mettre au net, personne ne put les déchiffrer. Il les jeta dans la mer et en dicta deux autres, l'une, adressée à l'armée, l'autre au peuple francais. Tous ceux qui savaient écrire furent engagés à en faire des copies : les tambours, les bancs, les bonnets servirent de pupîtres, et chacun se mit gaîment à l'ouvrage.

Les généraux, les officiers firent aussi une adresse à l'armée. Elle était à peine achevée que l'on aperçut au loin les côtes d'Antibes. Le sol sacré de la France fut salué avec enthousiasme.

1er mars. Arrivée au golfe Juan.

Le 1er mars, à trois heures, la flottille mouilla au golfe Juan, et à cinq heures Napoléon mit pied à terre, non sans éprouver la plus vive émotion. Le bivouac fut établi dans un champ d'oliviers. Vingt-cinq gre-

nadiers et un officier de la garde furent aussitôt envoyés à Antibes pour sonder les dispositions de la garnison, et la débaucher si ces dispositions paraissaient favorables; mais, entraînés par leur ardeur. les grenadiers entrèrent dans la place aux cris de *vive l'Empereur!* Le commandant fit lever le pont-levis, et les retint prisonniers. En apprenant cet échec, quelques officiers émirent l'opinion de marcher sur Antibes, et de l'enlever de vive force, afin de prévenir le mauvais effet que pouvait produire la résistance de cette place. Napoléon leur fit observer que la prise d'Antibes ne faisait rien à la conquête de la France, que les momens étaient précieux, qu'il fallait voler, et remédier à l'événement d'Antibes, en marchant plus vite que la nouvelle. Dans la soirée, on amena au bivouac un postillon de belle livrée, appartenant au prince de Monaco: ce postillon arrivait de Paris avec le prince. Napoléon le questionna, et reçut de cet homme du peuple l'assurance que son nom était dans toutes les bouches, et qu'on le regrettait hautement partout: ce témoignage fit plaisir à Napoléon.

Il se plut aussi à interroger quelques

paysans qui s'étaient approchés du bivouac; l'un d'eux, ancien militaire, voulut absolument suivre Napoléon, qui dit en riant au comte Bertrand : « Voilà déjà un renfort. »

Marche sur Grenoble.

Le bivouac fut rompu au lever de la lune, et Napoléon se mit en marche pour Paris, à la tête de cinq cents hommes de sa garde, de deux cents chasseurs corses, et de cent lanciers polonais. Ceux-ci n'ayant pu embarquer leurs chevaux, en avaient emporté l'équipement, et marchaient gaîment courbés sous ce poids. Napoléon ne s'arrêta pas à Cannes; il traversa la ville de Grasse le matin, et fit faire halte sur une hauteur un peu au-delà. Il y fut bientôt entouré de la population de cette ville, et il parcourut cette multitude comme il l'eût fait à un cercle des Tuileries : ce furent la même attitude, les mêmes demandes que s'il n'eût jamais quitté la France : l'un se plaignait à l'Empereur de n'avoir pas encore reçu sa pension; l'autre priait qu'on voulut bien augmenter la sienne; la croix de celui-ci avait été retenue dans les bureaux, celui-là demandait de l'avancement, et, il lui fallut recevoir une foule de pétitions qu'on venait

d'écrire à la hâte, et qu'on lui remettait comme s'il arrivait de Paris, faisant une tournée départementale. Napoléon croyait trouver à Grasse une route qu'il avait ordonnée ; elle n'avait pas été exécutée ; il fallut se résoudre à laisser dans cette ville sa voiture et les quatre pièces d'artillerie qu'il avait débarquées, et passer par des défilés difficiles et pleins de neige. Néanmoins, il marchait comme l'éclair : le succès devait être dans sa célérité. Le soir, il coucha au village de Cerenon, après avoir fait vingt lieues. Le 3 mars, il arriva à Barême ; le 4, à Digne, et le 5, à Gap. Ce fut dans cette ville qu'il fit imprimer, pour la première fois, ses proclamations : elles se répandirent avec la rapidité de la pensée : le 6, Napoléon quitta Gap à midi, et alla à Gorp. A mesure qu'il avançait, toutes les populations se prononçaient avec ardeur. Toutefois, l'Empereur n'était pas sans de vives inquiétudes : les habitans, il est vrai, accouraient en foule sur sa route ; mais il n'avait encore vu aucun soldat. Ce ne fut qu'entre la Mure et Vizille, que le général Cambronne, marchant à l'avant-garde avec quarante grenadiers, rencontra un ba-

Napoléon rencontre les premières troupes.

taillon envoyé de Grenoble pour fermer le passage. Le chef de ce bataillon refusa de parlementer. Napoléon n'hésita pas ; il s'avança seul : cent de ses grenadiers le suivaient à quelque distance, les armes renversées. La vue de l'Empereur, son chapeau, sa petite redingotte grise firent un effet magique sur les soldats, qui demeurèrent immobiles : arrivé à quelques pas d'eux, il s'arrêta, effaça sa poitrine, et s'écria : « S'il « est parmi vous un soldat qui veuille tuer « son général, son Empereur, il le peut : « me voilà. » Le cri unanime de *vive l'Empereur !* fut leur réponse. Napoléon alla droit alors à un vétéran dont le bras était chargé de chevrons, et, le prenant rudement par la moustache, il lui demanda s'il aurait eu le cœur de tuer son Empereur. Le soldat, les yeux mouillés de larmes, mit la baguette dans son fusil pour montrer qu'il n'était pas chargé. « Tiens, regarde si j'aurais pu te « faire beaucoup de mal : tous les autres « sont de même. » Napoléon commanda au bataillon un demi tour à droite, et tout marcha sur Grenoble,

Enthousiasme des populations.

Tous les paysans du Dauphiné bordaient les routes, ils étaient ivres et furieux de

joie. Quand le premier bataillon hésitait encore, il s'en trouvait des milliers sur les derrières qui cherchaient à le décider par leurs cris de *vive l'Empereur!* tandis qu'une foule d'autres étaient sur les derrières de Napoléon, excitant la petite troupe à s'avancer, l'assurant qu'il ne lui serait fait aucun mal. Une vallée surtout offrit le spectacle le plus touchant qu'on puisse imaginer : c'était la réunion d'un grand nombre de communes, ayant avec elles leurs maires et leurs curés. Du milieu de cette foule sort un des plus beaux grenadiers de la garde, qui manquait depuis le débarquement, et sur lequel on avait formé des doutes; ses yeux étaient remplis de grosses larmes de joie : il tenait dans ses bras un vieillard de quatre-vingt-dix ans. C'était son père qu'il était allé chercher, et qu'il avait conduit au milieu de cette multitude, pour lui procurer le plaisir de voir l'Empereur avant de mourir.

Bientôt après, on entendit au loin de nombreuses acclamations : c'était le 7e de ligne, commandé par Labédoyère, qui venait se joindre à Napoléon. Les deux troupes, impatientes de se réunir, rompirent leurs rangs, et coururent s'embrasser, aux cris de

Arrivée de Labédoyère.

vive Napoléon! vive la garde! vive le septième! alors, l'impulsion fut prononcée, et la question à peu près décidée.

En continuant sa marche sur Grenoble, Napoléon fut arrêté par un jeune négociant, officier de la garde nationale : « Sire, lui « dit-il, je viens offrir à V. M. cent mille « francs et mon épée. — J'accepte l'un et « l'autre, lui répondit Napoléon ; restez « avec nous. »

Un peu plus loin, il fut rejoint par un détachement d'officiers.

Cependant, le général Marchand commandant à Grenoble, et le préfet s'étaient déclarés contre Napoléon. Les remparts étaient couverts par le troisième régiment du génie, composé de deux mille vieux soldats ; par le 4e régiment d'artillerie de ligne, dans lequel Napoléon avait servi ; des deux autres bataillons du 5e de ligne, et des hussards du quatrième.

Entree à Grenoble.

Napoléon arriva sous les murs de Grenoble à huit heures du soir ; la célérité de sa marche avait déjoué toutes les mesures ; on n'avait pas eu le temps de couper les ponts ; mais les portes de la ville étaient fermées, et le commandant de la place refusa de les

ouvrir. Une circonstance qui doit caractériser spécialement cette époque sans pareille, c'est que les soldats ne manquèrent pas jusqu'à un certain point, ni de discipline, ni d'obéissance envers leurs chefs ; seulement, ils employèrent, pour leur compte, la force d'inertie, comme un droit qu'ils auraient cru leur appartenir. C'est ainsi qu'on vit le premier bataillon exécuter toutes les manœuvres commandées, ne vouloir pas communiquer ; mais il ne chargea point ses armes : il n'aurait pas tiré. Devant Grenoble, toute la garnison sur les remparts criait vive l'Empereur ; on se donnait les mains par les guichets ; mais on n'ouvrait pas, parce que les supérieurs l'avaient défendu. Il fallut que Napoléon fît enfoncer les portes, ce qui s'exécuta sous la bouche de dix pièces d'artillerie des remparts chargées à mitraille.

Du reste il n'est point de bataille où Napoléon ait couru plus de dangers qu'en entrant à Grenoble. Les soldats, les habitans se jetèrent sur lui avec toutes les apparences de la rage ; on frémit un instant, on eût pu croire qu'il allait être mis en pièces ; il fut enlevé lui et son cheval ; mais ce n'était que

le délire de la joie. A peine commençait-il à respirer dans l'auberge où il avait été déposé, qu'un redoublement de tumulte se fit entendre : c'étaient les portes de la ville que les habitans venaient lui offrir, au défaut des clés qu'on n'avait pu lui présenter.

Une fois dans Grenoble, Napoléon, devenu une véritable puissance, eût pu nourrir la guerre, s'il fût venu nécessaire de la faire : il jugea que tout était décidé, et se crut assuré d'aller à Paris.

Le lendemain de son entrée à Grenoble, le clergé, l'état-major, la cour impériale, les tribunaux et toutes les autorités civiles et militaires, allèrent reconnaître Napoléon, et lui offrirent leurs félicitations. L'audience finie, il passa la revue de la garnison, forte de cinq à six mille hommes, qu'il fit partir immédiatement pour Lyon.

Le 9 mars, après avoir rendu trois décrets qui signalèrent le rétablissement du pouvoir impérial, Napoléon se mit en route pour Lyon, et alla coucher à Bourgoing : la foule et l'enthousiasme allaient en augmentant.

10 mars
Entrée à Lyon.

On approchait de Lyon. Napoléon s'était fait devancer par des émissaires qui le firent prévenir que le comte d'Artois, le duc

d'Orléans et le maréchal Macdonald, voulaient défendre la ville, et qu'on allait couper le pont Morand et le pont de la Guillottière. Il rit de ces préparatifs, parce qu'il n'avait aucun doute sur les dispositions des Lyonnais, encore moins sur celles des soldats. En effet, une reconnaissance du 4e de hussards étant arrivée à la Guillottière, elle y fut accueillie par l'immense population de ce faubourg si patriote, aux cris de *vive l'Empereur!* Napoléon mit à profit ce premier mouvement d'enthousiasme, en se portant au galop au faubourg de la Guillottière.

Le maréchal Macdonald était parvenu à faire barricader le pont de la Guillottière, et y conduisait en personne deux bataillons d'infanterie, lorsque les hussards débouchèrent de la Guillottière, et se présentèrent devant le pont, précédés, entourés et suivis de toute la jeunesse du faubourg; le maréchal contint les soldats pendant quelques momens; mais, émus, séduits, entraînés par les provocations du peuple et des hussards, ils se jetèrent sur les barricades, les brisèrent, et furent bientôt dans les bras et dans les rangs des soldats de Napoléon. A cinq heures du soir la garnison tout en-

tière s'élança au-devant de l'Empereur. Une heure après, l'armée impériale prit possession de la ville. Napoléon y fit son entrée à sept heures, seul, en avant de ses troupes, mais précédé et suivi d'une foule immense, qui faisait retentir l'air de ses acclamations.

Durant les quatre jours que Napoléon demeura à Lyon, il y eut constamment plus de vingt mille ames sous ses fenêtres : les cris ne discontinuèrent pas. C'était comme un souverain qui n'aurait jamais quitté ses sujets : il signait des décrets, expédiait des ordres, passait des revues, recevait toutes les administrations ; toutes les classes de citoyens s'empressaient de faire preuve de dévouement. Il n'y eut pas jusqu'à la garde nationale à cheval, composée de ce qu'il y avait de plus ardent dans le parti opposé, qui ne sollicitât l'honneur de garder sa personne : ils furent les seuls maltraités. « Je vous re-
« mercie de vos services, leur dit Napoléon ;
« nos institutions ne reconnaissent point
« de gardes nationales à cheval, et d'ail-
« leurs votre conduite envers M. le comte
« d'Artois m'apprend ce que vous feriez si
« la fortune venait à m'abandonner ; je ne
« vous soumettrai pas à cette nouvelle

« épreuve. » En effet en quittant Lyon, M. le comte d'Artois n'avait trouvé qu'un seul de ces gardes nationaux qui se dévouât à le suivre. Napoléon apprit la fidélité de ce volontaire, et le décora de l'étoile de la légion, en disant qu'il n'avait jamais laissé une belle action sans récompense.

Napoléon, dans Lyon, administrait déjà par des actes publics, avec cette précision, cette fermeté cette confiance compagne d'une stabiliténon interrompue : rien en lui ne laissait apercevoir la trace des grands revers qui avaient précédé, ou deschances immenses qui pouvaient suivre.

A peine sorti de Lyon, Napoléon fit écrire au maréchal Ney, alors à Lons-le-Saunier avec son armée, qu'il eût à mettre ses troupes en marche, et à venir le joindre. Le maréchal Ney était parti de Paris tout au roi : mais, au milieu de l'entraînement général, abandonné par ses soldats, frappé des proclamations de Napoléon, des adresses du Dauphiné, de la défection des troupes de Lyon, de l'élan des provinces voisines et des populations environnantes, Ney, l'enfant de la révolution, se livra au torrent, et publia son fameux ordre du jour. Il est de

fait que Ney, au lieu de commander à ses troupes, fut commandé par elles, et qu'il ne se décida à abandonner le parti du roi pour se tourner du parti de Napoléon, que parce que déjà la plus grande partie de ses régimens l'avaient abandonné, et que le reste allait se déclarer. Dès ce moment, il correspondit avec le grand-maréchal, faisant fonctions de major-général; on savait où étaient ses troupes, et quel jour elles arriveraient à Auxerre. Toutefois, Ney, se rappelant sa conduite à Fontainebleau, écrivit à Napoléon que tout ce qu'il venait de faire était principalement en vue de la patrie, et que, sentant qu'il avait dû perdre sa confiance, il allait se retirer chez lui; mais Napoléon lui fit répondre de venir le joindre, qu'il le recevrait comme le lendemain de la bataille de la Moscowa.

Marche de Lyon à Paris.

Napoléon coucha à Macon le 13, et le lendemain à Châlons. Il n'avait plus besoin, comme à Grenoble et à Lyon, d'attendre aux portes des villes; le peuple et les magistrats accouraient à sa rencontre, et se disputaient l'honneur d'être les premiers à lui offrir leurs hommages.

A Châlons, Napoléon fut fort étonné de

voir des caissons et de l'artillerie ; on lui apprit alors que ces canons étaient destinés à agir contre lui, mais qu'on les avait arrêtés au passage pour les lui présenter.

Napoléon marchait presque en poste ; nulle part il n'y avait ni combat, ni lutte, ni opposition ; ce n'était à son aspect qu'un changement de décorations théâtrales. Il entra le 17 à Auxerre, où, pour la première fois, il fut reçu par un préfet. Le maréchal Ney arriva à huit heures du soir ; il se montra embarrassé, et ne demanda à Napoléon qu'une place parmi ses grenadiers. Effectivement, il s'était assez mal conduit envers l'Empereur ; mais le moyen d'oublier un si beau courage et tant de belles actions ! Napoléon lui sauta au cou, en l'appelant le *brave des braves*, et dès lors tout fut comme jadis.

Napoléon apprit en route que des Vendéens étaient partis de Paris déguisés en femmes et en soldats pour l'assassiner ; les officiers de sa maison redoublèrent de surveillance ; mais il semblait avoir pris à tâche de défier les coups de ses ennemis ; il était sans cesse dans la foule, confondu avec le peuple et les soldats.

En avant de Fossard, on aperçut, rangés en bataille, les dragons du régiment du Roi, qui avaient abandonné leurs officiers pour venir joindre Napoléon : il mit pied à terre, et alla au-devant de ce régiment, qui le salua par les plus vives acclamations. Aucun corps ne pouvait résister en voyant l'Empereur.

Quoique Napoléon eût appris que l'on avait fait de grands préparatifs pour lui disputer l'approche de la capitale, il n'en continua pas moins sa marche rapide. S'il l'eût voulu, ou qu'il ne s'y fût pas opposé, il aurait pu arriver à Paris avec deux millions de paysans ; mais il se borna à s'entourer des troupes qu'il rencontrait sur son passage. Les généraux Girard et Cambronne marchaient en avant avec quelques centaines de braves ; cette avant-garde avait des cartouches ; l'armée de Napoléon traînait à sa suite une soixantaine de pièces de canon, afin de surmonter toute résistance qui lui serait opposée. Napoléon n'a pas dit au général Cambronne : « Vous ne brûlerez pas une amorce, » puisque cela ne dépendait pas de lui ; mais il lui a dit comme prédiction : « J'espère que vous ne tirerez pas un seul

coup de fusil, » et cette prédiction s'accomplit.

Le 20 mars, à neuf heures du soir, Napoléon arriva à Paris comme à Grenoble, comme à Lyon, à la fin d'une longue journée de marche, et à la tête des troupes mêmes qui avaient été réunies pour s'opposer à son entrée. Il ne voulut pas donner le temps de faire des préparatifs pour entrer avec plus de pompe. Arrivé dans la cour des Tuileries, on se précipita sur lui, mille bras l'enlevèrent et l'emportèrent en triomphe dans le palais. Les appartemens offraient en ce moment la réunion confuse d'une foule immense de généraux, d'officiers, de fonctionnaires qui couraient dans tous les sens, s'embrassaient et épanchaient, sans contrainte, leur joie et leur ravissement : les salles semblaient métamorphosées en un champ de bataille, où des frères, des amis échappés inopinément à la mort, se retrouvent après la victoire. L'heure avancée put seule mettre fin à ces scènes attendrissantes. Durant le reste de la soirée, Napoléon s'entretint longuement avec le duc d'Otrante et les autres ministres et dignitaires de l'Etat : tous montraient un merveilleux

1815.
20 mars.
Entrée de Napoléon à Paris.

étonnement de son arrivée à Paris. Napoléon leur répétait sans cesse : « Ce sont les gens désintéressés qui m'ont ramené dans ma capitale ; ce sont les sous-lieutenans et les soldats qui ont tout fait : c'est au peuple, c'est à l'armée que je dois tout. »

En effet, l'Empereur, qui avait eu l'instinct de l'incertitude et de la mauvaise grace que mettraient les maréchaux et les généraux à se ranger de son côté, avait été, dans cette grande circonstance, fidèle à son principe de n'agir que sur les masses. Aucune conspiration ne fut ourdie pour son retour en France. Après son débarquement, on le sollicita souvent d'essayer de traiter avec quelques-uns des chefs, il répondit constamment : « Si je suis demeuré dans le cœur de la masse, je dois m'importer peu des chefs ; et, si je n'avais qu'eux, à quoi me serviraient-ils contre le torrent de la masse ? » Ce torrent seul le porta à Paris.

CHAPITRE XX.

Les Cent jours. — Batailles de Ligny et de Waterloo.

La nuit même de son arrivée à Paris, Napoléon délibéra si, avec les trente-cinq à trente-six mille hommes, les seules troupes qu'il pût réunir dans le nord, il commencerait les hostilités le 1er avril, en marchant sur Bruxelles, et ralliant l'armée belge sous ses drapeaux. Les armées anglaise et prussienne, cantonnées sur les bords du Rhin, étaient faibles et disséminées, sans chefs et sans places. Le duc de Wellington était à Vienne, Blucher était à Berlin. On pouvait espérer que l'armée française serait à Bruxelles dans les premiers jours d'avril; mais on nourrissait des espérances de paix: la France la voulait. Elle aurait blâmé hautement un mouvement offensif prématuré. D'ailleurs, pour réunir ces trente-cinq à

Première idée de Napoléon.

trente six mille hommes, il eût fallu livrer à elles-mêmes les vingt-trois places fortes depuis Calais jusqu'à Philippeville, formant la triple ligne du Nord. Si l'esprit public de cette frontière eût été aussi bon que sur celles de l'Alsace, des Vosges, des Ardennes ou des Alpes, cela eût été sans inconvénient ; mais les esprits étaient divisés en Flandre, il était impossible d'abandonner les places fortes aux gardes nationales locales, il fallait un mois pour lever et y faire arriver des départemens voisins des bataillons d'élite de garde nationale, pour remplacer les troupes de ligne ; enfin, le duc d'Angoulême marchait sur Lyon, les Marseillais sur Grenoble. La première nouvelle du commencement des hostilités leur eût donné des chances de succès ; il était essentiel avant tout, que le pavillon tricolore flottât sur tous les points de la France. Ainsi, cette première idée offrait de grands inconvéniens : elle fut abandonnée.

Réorganisation du gouvernement impérial.

Dès le lendemain matin Napoléon s'occupa de réorganiser le gouvernement impérial. Il choisit d'abord ses ministres ; Cambacérès, après quelques difficultés, accepta celui de la justice; le duc de Vicence,

aurait voulu servir activement dans l'armée, mais Napoléon le replaça aux affaires étrangères ; le maréchal Davoust fut nommé ministre de la guerre ; le duc de Gaëte, et le comte Mollien, reprirent les portefeuilles des finances et du Trésor ; Maret, duc de Bassano, fut replacé au ministère de la secrétairerie d'État ; de Crès fut rappelé à la marine ; Fouché fut chargé de la police, parce que Cambacérès, Maret, Lavallette, Savary même, Réal, toutes les personnes en qui Napoléon pouvait avoir le plus de confiance, se réunirent pour témoigner de sa conduite en 1814, ce qui fit surmonter à l'Empereur sa répugnance pour mettre en place un homme qu'il connaissait d'une immoralité profonde : ce choix déplut aux Français ; mais il fut compensé par le bon effet que produisit la nomination de Carnot au ministère de l'intérieur. Le duc de Rovigo fut nommé commandant général de la gendarmerie ; M. de Montalivet, ancien ministre de l'intérieur, devint intendant de la liste civile. Le Conseil-d'État fut réorganisé sur l'ancien pied, et composé à peu près des mêmes membres. Napoléon rappela auprès de lui tous ses anciens aides-de-camp.

à l'exception du général Lauriston, et leur nombre fut augmenté des généraux Letort et Labédoyère. Les généraux Bertrand et Drouot furent maintenus dans leurs places de grand maréchal du palais, et de major général de la garde. Napoléon replaça près de sa personne la plupart des chambellans, des écuyers et des maîtres de cérémonies qui l'entouraient en 1814. Enfin, il réorganisa la maison de l'Impératrice.

Par ses décrets de Lyon, Napoléon avait renversé la chambre des pairs, et celle des députés ; appelé les électeurs au *champ de Mai;* aboli la noblesse féodale, et déclaré que *le Trône est fait pour la Nation, et non point la Nation pour le Trône,* il avait chassé les émigrés non rayés ; expulsé de l'armée les étrangers et les émigrés ; rendu à la légion-d'honneur ses dotations et ses prérogatives ; et rétabli sur leurs siéges les magistrats qui en avaient été éloignés. Par un nouveau décret de Paris, il rendit la presse libre, et cette concession fut la plus grande qu'il pût faire à l'opinion. Le 26 mars, tous les grands corps de l'Empire furent admis à exprimer les vœux de la France : Napoléon répondit aux ministres que sa

devise était *tout à la Nation et tout pour la France.* Il dit au Conseil-d'État, qu'il avait renoncé aux grandes idées, et que désormais le bonheur et la consolidation de l'Empire français seraient l'objet de toutes ses pensées.

Napoléon ne perdit pas de vue la classe ouvrière, qui l'avait surnommé le *grand Entrepreneur ;* les travaux commencés avant 1814 furent repris avec activité, et la capitale redevint un vaste atelier.

Eloignement des Bourbons.

Le 27 mars, Napoléon annonça aux troupes, en les passant en revue, que le Roi, le comte d'Artois, le duc de Berry et le duc d'Orléans avaient passé la frontière du nord, et étaient allés chercher un asyle chez l'étranger. De toute la famille des Bourbons, le duc et la duchesse d'Angoulême persistaient seuls à lutter contre leur mauvaise fortune.

Capitulation du duc d'Angoulême

Tandis que la duchesse se conduisait à Bordeaux en héroïne, le duc, à la tête des volontaires du Languedoc, de ceux de la Provence, et de quatre régimens, composant en tout une armée de dix à douze mille hommes, s'était avancé vers Lyon : déjà il était entré à Valence lorsque la défection

d'une partie des troupes de ligne, le mit tout-à-coup dans la nécessité de faire sa retraite : pressé bientôt par les colonnes du général Grouchy arrivées de Lyon, et par celles du général Gilly venant de Nîmes, le duc d'Angoulême, n'ayant plus l'espoir d'être secouru par les troupes du roi de Sardaigne, consentit à se rendre. Il fut convenu entre le général Gilly et le baron de Damas que l'armée du prince serait licenciée, et que le prince s'embarquerait à Cette; mais le général Grouchy ne crut pas devoir autoriser l'exécution de la convention, sans avoir pris les ordres de Napoléon. La nouvelle de cet événement fut transmise à Paris par le télégraphe. L'Empereur décida que la capitulation serait exécutée, malgré les opposans, qui l'engageaient à ne pas se dessaisir d'un ôtage aussi précieux que l'était le duc d'Angoulême. Napoléon confirma sa décision dans une lettre qu'il écrivit au général Grouchy, et lui enjoignit de veiller à la sûreté du prince.

La capitulation du duc d'Angoulême mit fin à la guerre civile, et le drapeau tricolore flotta aussitôt dans toute la France. Napoléon porta alors toute son activité vers le re-

crutement de l'armée, l'approvisionnement et l'armement des places fortes, la fabrication des armes, les levées de chevaux, et vers tout ce qui pouvait assurer la défense du territoire, la déclaration du congrès de Vienne ne laissant plus aucun espoir de paix.

Situation militaire de la France au 20 mars.

Dans les six derniers mois de 1814, l'armée française avait reçu une nouvelle organisation. En mars 1815, elle ne comptait guère plus de quatre-vingt mille hommes, force à peine suffisante pour garder les places fortes et les principaux établissemens maritimes. Toutes les flottes étaient désarmées et les équipages congédiés, les seules troupes qu'eût la marine étaient huit bataillons de canonniers. Le matériel de l'artillerie pouvait fournir aux besoins des plus grandes armées, et réparer les pertes qu'elles pourraient faire dans plusieurs campagnes. Mais les arsenaux ne contenaient que cent mille fusils neufs, et trois cent mille à réparer; cela était très-insuffisant. Toutes les places fortes étaient désarmées; les palissades et les approvisionnemens de siége avaient été vendus.

Ressources créées par Napoléon

Huit cent mille hommes étaient jugés nécessaires pour combattre l'Europe. Na-

poléon créa les cadres des 3e 4e et 5e bataillons des régimens d'infanterie, des 4e et 5e escadrons de cavalerie; ceux de trente bataillons d'artillerie, de vingt régimens de jeune garde, de dix bataillons d'équipages militaires, et de vingt régimens de marine. Il requit deux cents bataillons de garde nationale d'élite, forts chacun de cinq cent soixante hommes. Il rappela sous les drapeaux tous les anciens militaires : tous quittèrent leurs occupations pour endosser leur vieil uniforme. Cet appel devait produire deux cent mille hommes. La conscription de 1815 fut rappelée: elle devait donner cent quarante mille hommes. Un appel de deux cent cinquante mille hommes, devait être proposé aux chambres dans le courant de juillet: la levée eût été terminée en septembre. Le nombre des officiers, sous-officiers et soldats en réforme ou en retraite, s'élevait à plus de cent mille; trente mille étaient en état de servir; on les rappela sous les drapeaux.

Mais l'objet le plus important était les armes à feu: l'artillerie prit les mesures nécessaires; elle parvint à fabriquer en un mois ce qu'en un temps ordinaire elle n'eût

pu faire confectionner en six mois. Il y eut dans la capitale plus d'activité qu'en 1793, mais avec cette différence que tout était alors gaspillage, anarchie et désordre, et qu'en 1815 tout fut conduit avec la plus grande économie, par les principes d'une bonne administration.

Les manufactures de draps propres à l'habillement des troupes étaient nombreuses en 1812 et 1813; elles pouvaient fournir à tous les besoins de l'armée; mais en 1815, elles n'existaient plus. Dès le mois d'avril, le Trésor avança plusieurs millions aux fabriques de draps pour les relever.

Des marchés furent passés pour un grand nombre de chevaux de cavalerie et d'artillerie, et l'on démonta dix mille gendarmes, ce qui donna un pareil nombre de chevaux dressés, qui furent payés comptant, et remplacés peu de temps après par les gendarmes eux-mêmes.

Tous les services ne pouvaient se faire qu'argent comptant; la plupart des fournisseurs et entrepreneurs voulaient même des avances; cependant, la dette publique et les pensions étaient servies avec la plus grande exactitude: toutes les dépenses de

l'intérieur, loin d'être diminuées, étaient augmentées; le grand système des travaux publics avait repris dans toute la France. Le Trésor négocia quatre millions de rentes de la Caisse d'amortissement à cinquante pour cent, qu'il remplaça en crédit de bois nationaux: cela lui produisit, net de tous escomptes, quarante millions argent comptant qui rentrèrent avec une incroyable rapidité.

Au premier octobre, la France aurait eu un état militaire de huit à neuf cent mille hommes, complètement armés, organisés, et habillés. Le problême de son indépendance consistait à pouvoir éloigner les hostilités jusqu'à cette époque. Les mois de juin, juillet, août, et septembre, étaient nécessaires, mais ils suffisaient. Au 1er octobre, les frontières de l'Empire eussent été des frontières d'airain, qu'aucune puissance humaine n'eût pu franchir impunément.

Plans de campagne de Napoléon.

Dans le courant de mai, lorsque la France fut ralliée, mais qu'il n'était plus possible de conserver l'espoir de la paix, Napoléon médita sur le plan de campagne qu'il avait à suivre. Il s'en présentait plusieurs: le premier, de rester sur la défensive, laissant

les alliés prendre sur eux tout l'odieux de l'agression, et s'engager dans les places fortes, pénétrer sous Paris et Lyon, et là, commencer, sur ces deux bases, une guerre vive et décisive. Les alliés ne pouvant être prêts à entrer en campagne que le 15 juillet, ils n'auraient pu arriver sous Paris et Lyon que vers le 15 août, époque à laquelle l'armée française sous Paris aurait eu deux cent mille combattans, celle sous Lyon, soixante mille, et les fortifications de ces deux villes auraient été terminées. Au 15 août, le camp retranché de Paris aurait compté encore cent mille défenseurs, indépendamment de l'armée, dont quarante mille hommes des dépôts, six mille canonniers de la ligne, et vingt-cinq mille tirailleurs. Le camp retranché sous Lyon eût encore offert vingt-cinq mille combattans. En évaluant à six cent mille hommes la force des armées ennemies qui auraient pénétré sur Paris par le nord et par l'est, comme ils auraient été obligés de laisser cent cinquante mille hommes devant les quarante-deux places fortes de ces deux frontières, leur force se serait réduite à quatre cent cinquante mille combattans, à leur arrivée devant Paris.

De même, en admettant à cent cinquante mille hommes la force des alliés qui pénétreraient sur Lyon, comme ils seraient aussi obligés de laisser cinquante mille hommes pour observer les dix places fortes du Jura et des Alpes, ils n'auraient pu arriver devant Lyon qu'au nombre de cent mille hommes. Tandis que les forces ennemies auraient diminué, tout serait allé en augmentant du côté de la France. Deux cent quarante mille hommes entre les mains de Napoléon, manœuvrant sur les deux rives de la Seine et de la Marne, sous la protection du vaste camp retranché de Paris, gardé par plus de cent mille hommes de troupes non mobiles, seraient sortis vainqueurs de quatre cent cinquante mille ennemis. Soixante mille hommes, commandés par le maréchal Suchet, manœuvrant sur les deux rives du Rhône et de la Saône, sous la protection de Lyon, gardé par vingt-cinq mille hommes non-mobiles, seraient venus à bout de l'armée ennemie. La cause sainte de la patrie aurait triomphé!

Le second plan était de prévenir les alliés, et de commencer les hostilités avant qu'ils pussent être prêts. Or, les alliés ne pou-

vaient commencer la guerre que le 15 juillet : il fallait donc entrer en campagne le 15 juin, battre l'armée anglo-hollandaise et l'armée prusso-saxonne, qui étaient en Belgique, avant que les armées russe, autrichienne, bavaroise, wurtemburgeoise, etc., fussent arrivées sur le Rhin. Si l'on battait l'armée anglaise et prussienne, la Belgique se fût soulevée, et ses soldats eussent recruté l'armée française. La défaite de l'armée anglaise eût entraîné la chûte du ministère anglais, qui aurait été remplacé par l'opposition, protectrice de la liberté et de l'indépendance des nations. Cette seule circonstance eût terminé la guerre. S'il en eût été autrement, l'armée victorieuse en Belgique serait allé rallier le cinquième corps resté en Alsace, et ces forces réunies se seraient portées sur les Vosges contre l'armée russe et autrichienne. Les avantages de ce projet étaient nombreux, il était conforme au génie de la nation, à l'esprit et au principe de cette guerre; il remédiait au terrible inconvénient attaché au premier projet, d'abandonner la Flandre, la Picardie, l'Artois l'Alsace, la Lorraine, la Champagne, la Bourgogne, la Franche-Comté, le Dau-

phiné, sans tirer un coup de fusil. Mais pouvait-on, avec une armée de cent quarante mille hommes, battre les deux armées qui couvraient la Belgique, c'est-à-dire deux cent vingt mille hommes? L'armée française était toute composée de bonnes troupes; les armées alliées l'étaient de troupes plus ou moins bonnes, cantonnées sous le commandement de deux généraux en chef, et formées de nations divisées d'intérêts et de sentimens.

Insurrection de la Vendée

Le mois de mai se passa dans ces méditations. L'insurrection de la Vendée vint affaiblir de vingt mille hommes l'armée de Flandre, et la réduisit à cent vingt mille combattans: ce fut un événement bien funeste, et qui diminua les chances de succès: mais la guerre de la Vendée pouvait s'étendre, il fallait l'étouffer à sa naissance.

Fortifications de Paris et de Lyon

Pendant que le général Lamarque et le général Travaux réprimaient l'insurrection vendéenne, Napoléon fit fortifier Paris et Lyon: le général Haxo fut chargé des ouvrages destinés à couvrir Paris: ceux de la rive droite de la Seine étaient terminés et armés de sept cents pièces de canon au 1er juin: il fallait encore quinze jours pour

achever ceux de la rive gauche. Les travaux de la défense de Lyon, confiés au général Léry, étaient élevés et armés le 25 juin. Des magasins considérables d'approvisionnemens avaient été formés dans cette grande ville, dont le patriotisme et le courage si connus assuraient la défense.

Au 1[er] juin, l'effectif des troupes françaises sous les armes était de cinq cent cinquante-neuf mille hommes; ainsi, en deux mois, le ministère de la guerre avait levé quatre cent quatorze mille hommes, près de sept mille par jour. Ni Carthage, indignée d'avoir été trompée par Scipion; ni Rome, voulant conjurer le danger de Cannes; ni la législature soulevée par le manifeste du duc de Brunswick; ni la Montagne en 1793, n'ont montré plus d'énergie et d'activité que Napoléon dans ce court espace de temps. Il est impossible de citer trois mois de l'histoire ancienne ou moderne mieux employés. L'ordre et l'économie, unis à la plus grande activité, distinguèrent l'administration de cette époque. Mais le temps était un élément nécessaire, et le temps manqua à Napoléon.

Situation militaire au 1[er] juin.

Après avoir présidé à la grande assemblée

Juin.
Champ de mai.
Ouverture des Chambres.

du *champ de Mai*, qui eut lieu le 1er juin, Napoléon fit l'ouverture des chambres. Déjà quelques séances préparatoires avaient eu lieu, et il avait pu s'apercevoir que les députés, quoique tous déclarés en faveur de la révolution du 20 mars, n'étaient pas tous disposés à ne faire qu'un avec lui. Toutefois la cérémonie de l'ouverture eut lieu le 7 juin, et le discours de Napoléon fut accueilli par le cri unanime de *vive l'Empereur!* mais l'adresse de la chambre, en réponse à ce discours, indiquait que les députés ne regardaient pas la constitution de l'Empire et l'acte additionnel donné par l'Empereur, comme offrant assez de garanties à la liberté et à l'égalité du peuple français.

« La constitution est notre point de ral-
« liment, répondit Napoléon aux députés ;
« elle doit être notre étoile polaire dans les
« momens d'orage. Toute discussion pu-
« blique qui tendrait à diminuer directe-
« ment ou indirectement la confiance
« qu'on doit avoir dans ses dispositions,
« serait un malheur pour l'État ; nous nous
« trouverions au milieu des écueils, sans
« boussole et sans direction. La crise où

« nous sommes engagés est forte. N'imi-
« tons pas l'exemple du Bas-Empire, qui,
« pressé de tous côtés par les Barbares, se
« rendit la risée de la postérité, en s'occu-
« pant de discussions abstraites, au mo-
« ment où le bélier brisait les portes de la
« ville. »

Napoléon partit de Paris le 12 juin, avec le sentiment des difficultés que les Chambres allaient créer à la dictature dont il aurait besoin dans ce moment de crise. Le 13, il était arrivé à Avesnes, après avoir visité les fortifications de Soissons et de Laon. 1815. 12 juin. Départ de Paris.

Au 14 juin, sur l'effectif des troupes françaises l'armée de ligne comptait trois cent soixante-trois mille hommes, dont deux cent dix-sept mille étaient présens sous les armes, habillés, armés, instruits, disponibles pour entrer en campagne. Ils furent divisés en sept corps d'armée, quatre corps de réserve de cavalerie, quatre corps d'observation, et l'armée de la Vendée, répartis le long des frontières, les couvrant toutes. Situation de l'armée.

Cinq corps de troupes formant ensemble environ cent mille hommes, dont seize mille de cavalerie, composaient l'armée commandée par Napoléon, qui avait en ou-

tre avec lui la garde impériale, forte de quatorze mille fantassins et de quatre mille cinq cents cavaliers.

Le général Rapp, commandait le 5[e] corps, sous le nom *d'armée du Rhin :* il était chargé de protéger les frontières de l'Alsace.

L'armée des Alpes, formée du 7[e] corps, était sous les ordres du maréchal Suchet : il devait défendre les débouchés des Alpes et la lisière du pays de Gex.

L'armée de la Vendée avait été confiée au général Lamarque. Il avait ordre d'aller joindre la Grande-Armée, après la pacification de la Vendée.

Le général Lecourbe, commandait le 1[er] corps d'observation placé à Béfort. Le maréchal Brune avait sous ses ordres le 2[e] corps, réuni sur le Var. Le général Clausel commandait le 3[e] à Bordeaux, et le général Decaen le 4[e], des Pyrénées-Orientales.

Ces trois armées et ces quatre corps d'observation devaient être renforcés par les troupes de ligne des dépôts, et par les bataillons de grenadiers et chasseurs de la garde nationale mobilisée.

14 juin. Ouverture de la campagne. L'armée commandée par Napoléon était superbe et pleine d'ardeur : elle marcha

toute la journée du 14 juin, et le soir le quartier-général s'arrêta à Beaumont.

Les armées alliées restaient dans une grande sécurité en leurs cantonnemens. L'armée prussienne, commandée par le maréchal Blucher, était forte de cent vingt mille hommes : elle avait trois cents bouches à feu ; le quartier-général était à Namur. L'armée anglo-hollandaise était de plus de cent mille hommes, et avait deux cent cinquante huit bouches à feu; le duc de Wellington, qui la commandait, avait son quartier général à Bruxelles.

Dans la nuit du 14 au 15 juin, des espions, de retour au quartier-général de Napoléon, annoncèrent que tout était tranquille à Namur, à Bruxelles, et même à Charleroi ; ce qui fit concevoir l'espoir de séparer les deux armées ennemies, et de les combattre l'une après l'autre. C'était déjà un succès obtenu que les mouvemens de l'armée francaise, depuis deux jours, eussent été dérobés à l'ennemi. Cependant dans la journée du 14, le général B....., chef d'état-major du 4e corps, était passé aux ennemis, avec le colonel C....., et un officier d'état major ; mais comme ils venaient de Metz, ils ignoraient

les mouvemens des Français. Napoléon avait calculé que l'armée prussienne serait la première réunie ; il concevait même l'espérance de l'attaquer avant que tous ses corps se fussent joints.

Le 15, au point du jour, les trois colonnes françaises se mirent en marche ; les avant-gardes prussiennes furent culbutées. Napoléon entra à Charleroi à onze heures ; cette ville venait d'être évacuée à la hâte par le corps prussien du général Ziéthen, qui fut également chassé de Gilly. Napoléon ordonna alors au maréchal Ney de se rendre à Gosselies, d'y prendre le commandement de toute la gauche de l'armée, de donner tête baissée sur tout ce qu'il rencontrerait sur la route de Bruxelles, et de prendre position avec les quarante mille hommes sous ses ordres, au-delà des Quatre-Bras. Les Prussiens s'étaient retirés sur Fleurus.

Après avoir entamé le corps de Ziéthen, Napoléon revint à Charleroi pour y recevoir tous les rapports. Dans la nuit du 15 au 16, la gauche de l'armée française, alors sous les ordres du maréchal Ney, avait son quartier-général à Gosselies. Le centre bordait le bois vis-à-vis de Fleurus ; la droite était

en avant du Châtelet ; la garde impériale était échelonnée entre Fleurus et Charleroi.

L'armée prussienne avait son premier corps rallié à Fleurus ; les trois autres corps en mouvement pour se réunir à leurs points de concentration, afin de se porter ensuite sur Sombref et Ligny. L'armée anglaise venait seulement de recevoir l'ordre de se rallier.

Le 16 au matin, Napoléon donna ordre au général Kellermann de se porter, avec son corps de cuirassiers, aux Quatre-Bras, pour y renforcer la gauche. Il fit dire en même temps au maréchal Ney de marcher en avant avec toutes ses troupes, et de prendre une bonne position au-delà de celle des Quatre-Bras, puisqu'il ne l'avait pas prise la veille ; et dans le cas où l'armée prussienne recevrait la bataille près de Fleurus ou de Gembloux, de faire un détachement sur le flanc droit des Prussiens. Napoléon marcha sur Fleurus avec tout le centre. La droite, sous les ordres du général Gérard, joignit le centre à une heure après midi.

16 juin. Bataille de Ligny.

Napoléon ne tarda pas à reconnaître l'armée prussienne, dont la gauche était à Som-

bref, le centre à Ligny, la droite à Saint-Amand. Cette position de bataille était très-forte par elle-même; mais elle parut extraordinaire, car les Quatre-Bras se trouvaient sur les derrières des Prussiens, dont la droite était ainsi tout-à-fait dans l'air. L'armée prussienne paraissait forte de quatre vingt-dix mille hommes, et semblait attendre l'arrivée du corps de Bulow, d'une part; et de l'autre l'arrière-garde de l'armée anglo-hollandaise aux Quatre-Bras. Napoléon résolut d'attaquer à l'instant. Toute l'armée fit un changement de frcnt, l'aile droite en avant, en pivotant sur l'extrémité de la gauche. De nouveaux ordres furent envoyés au maréchal Ney; il lui était prescrit d'attaquer avec la plus grande vigueur, et de tomber sur les derrières de l'ennemi, aussitôt qu'il aurait pris position en avant des Quatre-Bras. Ce mouvement devait causer la ruine totale de l'armée prussienne. Napoléon en était si persuadé qu'il fit dire à ce maréchal que le sort de la France était entre ses mains.

A trois heures tous les préparatifs étant terminés, Vendamme aborda la droite de l'ennemi à Saint-Amand, que la division

Gérard devait tourner. Quelques instans après, Gérard attaqua le centre à Ligny, en même temps que Grouchy rejetait au-delà du ruisseau de Ligny toute la cavalerie ennemie, et forçait la gauche des Prussiens à rentrer dans sa position de Sombref. La canonnade et la fusillade engagées sur toute la ligne, le feu devint très-vif. Le village de Ligny fut pris et repris plusieurs fois : à cinq heures et demie, le général Gérard n'en était pas encore entièrement maître. Napoléon allait faire une attaque décisive sur ce point important, avec sa garde et toute la cavalerie, lorsque le général Vendamme l'envoya prévenir qu'à une lieue sur sa gauche, une colonne ennemie d'une vingtaine de mille hommes, débouchait des bois et tournait les Français, en ayant l'air de se porter sur Fleurus. Ce mouvement paraissait inexplicable : il fallait que ce corps ennemi eût pénétré entre le corps du maréchal Ney et la gauche de l'armée : Napoléon fit faire halte à sa garde, et ordonna diverses dispositions pour recevoir cette colonne. A six heures et demie, l'aide-de-camp, envoyé par Napoléon pour reconnaître les mouvemens de cette colonne,

vint annoncer que c'était le premier corps d'armée commandé par le général d'Erlon. L'erreur une fois reconnue, il fallut une demi-heure pour rappeler les réserves, et ce ne fut qu'à sept heures que Napoléon put marcher sur Ligny. L'attaque eut lieu comme elle avait été projetée; mais cette malheureuse erreur l'avait retardée de deux heures. Ligny fut emporté; les Prussiens battus partout, ayant leur centre enfoncé, leur droite tournée au-delà de Saint-Amand par la division Gérard, abandonnèrent précipitamment le champ de bataille, et se mirent en retraite dans plusieurs directions. Quarante pièces de canon, six drapeaux et un grand nombre de prisonniers tombèrent au pouvoir des Français. L'obscurité de la nuit ne permit pas d'obtenir tous les résultats qu'on devait espérer de cette victoire. Dans cette journée, l'armée prussienne, forte de quatre vingt-dix mille hommes (le corps de Bulow, arrivant de Liége, ne la rejoignit que dans la nuit), fut battue par soixante mille Français. Les Prussiens perdirent vingt-cinq mille hommes, le maréchal Blucher, renversé de son cheval, fut quelques instans au pouvoir des cuirassiers

français. La perte de l'armée française ne fut que de sept à huit mille hommes ; mais la France perdit à Ligny le brave général Girard.

Combat des Quatre-Bras

Pendant que le centre et la droite de l'armée française obtenaient ces succès, de grandes fautes se commettaient à la gauche : déjà, le 15, Ney s'était arrêté trop long-temps à Marchiennes, et n'avait pas pris position en avant des Quatre-Bras, ainsi que Napoléon le lui avait prescrit. Il s'excusa en disant qu'ayant eu avis que toute l'armée prussienne était à Fleurus, il craignait de se trouver débordé par sa droite, en se portant aux Quatre-Bras. Par la même raison, le lendemain 16, il n'exécuta pas l'ordre de se diriger à la pointe du jour sur les Quatre-Bras, position qui n'était alors occupée que par des troupes légères, qui ensuite le fut par une division hollandaise depuis midi jusqu'à l'arrivée des divisions anglaises, à quatre heures : de sorte que l'occupation de cette position si importante, qui n'offrait aucun obstacle depuis le jour jusqu'à midi, qui était facile de midi à quatre heures, devint impossible de quatre heures à la nuit. Ce ne fut qu'après avoir entendu la

canonnade du côté de Ligny, que le maréchal Ney se décida à attaquer la position des Quatre-Bras; mais par une autre fatalité inexplicable, il ne s'y porta qu'avec vingt-deux mille hommes, laissant en arrière la cavalerie légère de la garde, et le corps entier du général d'Erlon. Les Anglais avaient alors trente mille hommes aux Quatre-Bras. Il est impossible de se battre avec plus de courage et d'ardeur que le maréchal Ney et ses troupes n'en montrèrent aux Quatre-Bras; et s'il eût employé la cavalerie de la garde et le corps d'Erlon, cette portion de l'armée anglaise aurait été détruite et rejetée au-delà de la Dyle. Mais à la nuit, deux nouvelles divisions anglaises vinrent rétablir les affaires des ennemis. Ce renfort porta leurs forces à cinquante mille hommes; dès lors, les troupes de Ney furent réduites à ne se battre que pour conserver leur position. Les mouvemens du corps d'Erlon, sous les ordres de Ney, sont difficiles à expliquer: il était resté à tort, la nuit du 15 au 16, échelonné entre Marchiennes et Julmet; il s'était ensuite dirigé sur Fleurus, par la route de Charleroi à Bruxelles, et par un autre faux mouvement, le 16 au soir,

lorsqu'il fut instruit que le village de Saint-Amand était enlevé, il fit une seconde marche de flanc pour retourner près du maréchal Ney, qu'il ne rejoignit qu'à neuf heures du soir. Ainsi, durant cette journée, qui pouvait être décisive, ce corps ne fut utile nulle part.

Dans ces combats, les soldats français se battaient avec la même bravoure et la même confiance en la victoire, qu'ils avaient montrées dans les plus belles journées; mais plusieurs généraux, le maréchal Ney, lui-même, n'étaient plus les mêmes hommes. Ils n'avaient plus cette énergie, cette brillante audace qu'ils avaient si souvent déployées autrefois, et qui avaient eu tant de part aux grands succès. Ils étaient devenus craintifs et circonspects dans toutes leurs opérations; leur bravoure personnelle seule leur était restée. C'était à qui se compromettrait le moins. Telle était la situation des esprits, que les soldats n'avaient réellement de confiance qu'en Napoléon: ils étaient disposés à se croire trahis à chaque instant.

Napoléon ne rentra à Fleurus, où était son quartier-général, qu'à onze heures du soir. Il reçut le rapport de ce qui s'était

passé aux Quatre-Bras, et expédia tout de suite l'ordre au maréchal Ney, d'avoir ses troupes prêtes à la pointe du jour, et de poursuivre vivement l'armée anglaise, aussitôt qu'elle commencerait sa retraite, que nécessitait la perte de la bataille de Ligny par les Prussiens.

Marche des Français sur Bruxelles.

Le lendemain matin, Napoléon mit sous les ordres du maréchal Grouchy, deux corps d'armée, et lui donna l'ordre de poursuivre vivement les Prussiens, de culbuter leur arrière-garde, et de les presser au point de ne pas les perdre de vue. Il lui prescrivit surtout de déborder l'aile droite des Prussiens, de manière à être toujours en communication avec le reste de l'armée. Napoléon, avec les autres corps, marcha aussitôt sur les Quatre-Bras, où il arriva avant le maréchal Ney. L'armée française se dirigeait ainsi sur Bruxelles en deux colonnes, l'une de gauche, commandée par Napoléon, et forte de soixante-six mille homme, et de deux cent cinquante bouches à feu y compris les corps du maréchal Ney, ayant devant elle toute l'armée anglo-hollandaise; l'autre, de droite, forte de trente-six mille hommes, et cent-dix bouches à feu, com-

mandés par le maréchal Grouchy, ayant devant elle toute l'armée prussienne en retraite. Le maréchal Grouchy devait passer la Dyle à Wavres.

Napoléon avait eu, le matin, le projet de coucher à Bruxelles ou dans la forêt de Joignes, et d'attaquer le même jour l'armée anglo-hollandaise, dans le cas où elle serait en position derrière la Dyle; mais l'inconcevable retard du maréchal Ney avait déjà fait perdre plusieurs heures; cependant Napoléon marcha avec la brigade d'avant-garde; l'arrière-garde anglaise fut mitraillée toute la journée, et poussée l'épée dans les reins. Arrivés à Planchenoit, les Français furent arrêtés par le feu de quinze à vingt canons. Le temps était pluvieux; on ne pouvait pas distinguer la ligne ennemie; mais elle ne tarda pas à se démasquer, et il ne resta plus de doute alors que toute l'armée anglaise ne fût là en position. Napoléon fit établir les bivouacs, et plaça son quartier-général à la Ferme du Caillou. Dans la nuit, des officiers furent expédiés au maréchal Grouchy pour lui annoncer que le lendemain il y aurait une grande bataille, et qu'il eût en conséquence à déborder la gauche

de l'armée anglaise, et venir se joindre avec la droite de l'armée française.

18 juin. Bataille de Waterloo.

Le 18 au matin, le temps était très-couvert, il avait plu toute la nuit, et il pleuvait encore au point du jour. Sur les huit heures le temps s'éclaircit. Napoléon reconnut toute la ligne anglaise; il jugea que l'on pourrait manœuvrer dans ces terres, et expédia aux divers commandans, ses ordres pour la bataille. Tout se mit en mouvement. Le projet de Napoléon était de percer le centre de l'armée anglaise, de le pousser sur la chaussée, et, arrivant sur le débouché de la forêt, de couper la retraite à la droite et à la gauche de la ligne. Le succès complet de cette attaque devait rendre toute retraite impossible, entraîner la destruction de l'armée anglaise, et, dans tous les cas, la séparer de l'armée prussienne.

Vers les onze heures, le général Reille commença la canonnade pour chasser les Anglais du bois de Hougoumont; l'engagement devint bientôt très-vif sur ce point. La division du prince Jérôme s'empara du bois, et en fut chassée; une nouvelle attaque l'en rendit maître; mais les Anglais s'étaient maintenus dans le château, qui

était au milieu. Napoléon ordonna qu'on mît le feu à ce château avec une batterie d'obusiers. Il voyait avec plaisir que les meilleures troupes anglaises étaient sur ce point. Dans ce moment, on aperçut fort loin sur la droite un corps de cinq à six mille hommes, et l'on apprit que c'était l'avant-garde des troupes de Bulow. Napoléon expédia aussitôt un officier au maréchal Grouchy, pour l'instruire de cet événement: il se promettait un grand succès de l'arrivée du maréchal Grouchy sur les derrières du corps de Bulow. Cependant, comme il pouvait tarder à arriver, le général Dumont fut envoyé avec trois mille chevaux, à la rencontre de l'avant-garde prussienne.

Toutes les précautions ayant été prises pour parer au corps de Bulow, Napoléon envoya l'ordre au maréchal Ney de commencer l'attaque projetée, en s'emparant de la Haie-Sainte, appui du centre des Anglais. Les troupes étaient pleines d'enthousiasme; les acclamations de joie étaient telles, qu'elles gênaient les manœuvres, et empêchaient les commandemens d'être entendus. Napoléon parcourut toute la ligne,

et alla se placer sur une éminence près de la ferme de Belle-Alliance : il avait sous sa main toutes les réserves.

Il était midi ; quatre-vingts pièces de canon commencèrent le feu. Au bout d'une demi-heure, les batteries opposées s'éloignèrent, les tirailleurs anglais évacuèrent le bas du rideau. Leurs masses furent placées en arrière des crêtes des hauteurs pour s'en abriter, et diminuer les pertes que lui causait l'artillerie française. Napoléon fit porter en avant son infanterie. On remarqua alors beaucoup de mouvement sur la route de Bruxelles ; toutes les voitures et bagages de la droite et de la gauche, éloignées de cette route, voyant le feu s'en approcher, s'y précipitèrent en tumulte. Cependant, la ligne ennemie resta dans son immobilité, et plusieurs charges de sa cavalerie furent faites avec succès contre le flanc gauche du premier corps français ; une quinzaine de pièces de canon, qui se portaient en avant, furent culbutées dans un chemin creux. Les cuirassiers de Milhaud s'avancèrent alors contre la cavalerie anglaise, et la sabrèrent. Napoléon voyant que l'ennemi ne faisait aucun grand mouvement

de sa droite, et qu'il y avait du désordre à celle des Français, s'y porta au galop avec la cavalerie de la garde. L'ordre fut bientôt rétabli ; la canonnade continua avec fureur, et une nouvelle attaque sur la Haie-Sainte rendit les Français maîtres de ce point important. Le feu le plus vif régnait aussi du côté d'Hougoumont ; les obusiers avaient mis le feu au château, les trois quarts des bois étaient au pouvoir des Français : ce champ de bataille était couvert des gardes anglaises.

A quatre heures, le général Dumont fit prévenir Napoléon que le corps de Bulow se mettait en mouvement ; que huit à dix mille Prussiens débouchaient des bois de Frischenois ; et qu'on n'avait aucune nouvelle du maréchal Grouchy. Le corps du comte de Lobau, et la division de jeune garde du général Duhesme furent envoyés pour contenir les Prussiens, et les abordèrent franchement. En même temps, une division du premier corps se porta vivement sur l'extrême gauche de la ligne anglo-hollandaise, s'empara du village de la Haie, et coupa ainsi toute communication entre les deux armées ennemies. Toutes ces

dispositions eurent le plus grand succès ; à six heures, le mouvement de Bulow cessa d'être offensif, et n'eut plus rien d'inquiétant ; mais Grouchy, dont l'arrivée aurait pu couper toute retraite aux Prussiens, ne paraissait pas, on n'en avait aucune nouvelle.

Le maréchal Ney, qui s'était établi dans la Haie-Sainte, et qui avait ordre de ne faire aucun mouvement jusqu'à l'issue de la manœuvre des Prussiens, y fut vivement attaqué par les Anglais, mais il les repoussa vigoureusement. Emporté par trop d'ardeur, le maréchal Ney oublia alors l'ordre qu'il avait reçu ; il déboucha sur le plateau, qui fut immédiatement couronné par les cuirassiers de Milhaud et par la cavalerie légère de la garde. Tous les officiers qui entouraient Napoléon, voyant ce mouvement, le succès des charges, la retraite de plusieurs carrés anglais, et la cessation du feu d'une partie des batteries anglaises, chantèrent victoire, et se livrèrent à la joie. Napoléon, qui ne jugeait pas ainsi, dit au maréchal Soult : « Voilà un mouvement prématuré, qui pourra avoir des résultats funestes. » Toutefois, comme on était dans

un de ces momens importans où le moindre incident peut causer de grands résultats, Napoléon ordonna aux cuirassiers de Kellerman de soutenir la cavalerie qui était sur le plateau. Le mouvement de toute cette cavalerie, qui se portait en avant au galop et aux cris de vive l'Empereur! en imposa à l'ennemi, et rassura la contenance des troupes françaises.

A six heures et demie, l'extrême gauche des Prussiens recula, et les troupes du comte de Lobau avancèrent. La cavalerie française se soutenait sur le plateau, malgré tout le feu auquel elle était exposée ; elle avait enfoncé plusieurs carrés, désorganisé un grand nombre de batteries, enlevé trois drapeaux. L'épouvante et la stupeur régnaient sur toute la ligne ennemie ; les fuyards gagnaient déjà Bruxelles ; toute retraite en ordre devenait impossible, et l'armée entière allait être perdue. Ainsi, soixante-six mille Français avaient battu cent quinze mille Anglais, Hollandais, Prussiens, etc.

A sept heures, on entendit enfin la canonnade du maréchal Grouchy : on la jugea à deux lieues sur la droite. Napoléon pensa

que le moment était venu de faire une attaque décisive, et de terminer la journée : il rappela, pour cet objet, tout ce qui avait été détaché vers Planchenoit. Mais, au même moment, l'armée ennemie fut informée de l'arrivée du maréchal Blucher, et du premier corps prussien. Ce n'était pas là le seul renfort : deux brigades anglaises venaient de rentrer en ligne. Ces nouvelles remontèrent le moral de l'armée anglo-hollandaise ; elle reprit courage et réassit sa position.

Dans ces circonstances critiques, trois bataillons de la droite française se mirent en retraite. La cavalerie du plateau, apercevant ce mouvement rétrograde, et, en même temps, le corps de Blucher, qui arrivait à la hauteur du village de la Haie, et les deux brigades fraîches, craignit d'être coupée : plusieurs régimens firent un mouvement rétrograde. Napoléon se porta alors avec quatre bataillons, sur la gauche de la Haie-Sainte, afin de calmer les imaginations ; arrivé à la Haie-Sainte, il y rencontra une partie des troupes de Ney, qui se retiraient. Il leur fit dire, pour relever le moral des soldats, que Grouchy arrivait. Ney

se porta sur le plateau avec les quatre bataillons de la garde. Cela produisit l'effet que Napoléon en attendait : tout s'arrêta et retourna à la position du plateau. De son côté, le général Reille réunit tout son corps vers Hougoumont, traversa le ravin, et aborda la position ennemie. Tout allait bien sur le plateau, on espérait qu'à l'arrivée de la vieille garde on aurait tout le champ de bataille.

Il était près de huit heures, lorsqu'un cri d'alarme se fit entendre à la droite. Blucher, avec le corps de Ziéthen aborda le village de la Haie, qui fut aussitôt enlevé. Par là, on se trouvait séparé du corps de Lobau ; les malveillans, les traîtres profitèrent de cette occasion pour augmenter le désordre, qui se propagea aussitôt sur toute la ligne. Rien n'était cependant désespéré : l'extrémité de la droite pouvait encore se rallier derrière la garde, lorsque les deux brigades de cavalerie anglaise, qui n'avaient pas encore donné, pénétrèrent entre la Haie-Sainte et le corps du général Reille. Ces trois mille chevaux frais empêchèrent tout ralliement. Napoléon ordonna aux quatre escadrons de service de les charger :

ces escadrons étaient trop peu nombreux ; il aurait fallu là toute la division de cavalerie de réserve de la garde, mais, par un malheur qui tenait à la fatalité de ce jour, cette division et deux mille grenadiers à cheval et dragons d'élite s'étaient engagés sur le plateau, sans l'ordre de Napoléon. Il n'y eut plus alors aucun moyen de rallier les troupes; les quatre escadrons culbutés, la confusion ne fit qu'augmenter. Tout ce qui était sur le plateau se mit précipitamment en retraite; la victoire s'échappa des mains des Français. Les huit bataillons de la garde qui étaient au centre, après avoir lutté long-temps contre toutes les attaques des ennemis, et n'avoir cédé le terrain que pied à pied, furent entièrement désorganisés par la masse des fuyards, et écrasés par le nombre des ennemis qui les entouraient. Ces braves grenadiers combattirent jusqu'à la fin, et vendirent chèrement leur vie. C'est alors que Cambronne, sommé de se rendre, fit cette réponse française: *La garde meurt et ne se rend pas !*

Napoléon se porta vers Planchenoit, sur une deuxième position, et fit de nouveaux efforts pour arrêter les fuyards : tout rallie-

ment devint impossible dans la nuit. Lorsqu'il ne resta plus d'espoir, Napoléon céda à la nécessité, et prit la route de Charleroi, après avoir expédié plusieurs officiers au maréchal Grouchy, pour lui annoncer la perte de la bataille.

Les pertes que les Français y firent furent très-grandes, dix-neuf mille hommes restèrent sur le champ de bataille, sept mille furent pris, avec la majeure partie du matériel; mais les alliés, malgré leur victoire, y perdirent encore plus de monde, et leurs propres rapports en font monter le nombre à trente-trois mille hommes hors de combat.

CHAPITRE XXI.

Retraite de Waterloo. — Situation et ressources de la France. — Conduite des Chambres. — Nouvelle abdication de Napoléon. — Capitulation de Paris.

Retraite de Waterloo.

INDÉPENDAMMENT du pont sur la Dyle, au village de Gennappe, il y en avait plusieurs autres dans les villages voisins; mais, au milieu de l'extrême confusion où était l'armée, tous les fuyards se dirigèrent sur Gennappe, qui, en un moment, en fut encombré. Tous les corps, toutes les armes étaient confondus: soldats d'infanterie, de cavalerie, d'artillerie, tous se pressaient, s'écartaient mutuellement. Beaucoup de chariots et de caissons étaient renversés, tant sur le pont que dans les rues: plusieurs étaient fixés entre eux, ce qui était un nouvel indice de la malveillance. Napoléon s'arrêta quelques instans pour essayer en-

core de rétablir un peu d'ordre; mais le tumulte, augmenté par l'obscurité de la nuit rendit de nouveau toutes ses tentatives inutiles. Il continua donc sa route, et arriva, à cinq heures du matin, à Charleroi. Il donna ordre aux équipages des ponts et à ceux des vivres, qui étaient restés en arrière de la ville, de partir sur le champ pour Philippeville et Avesne, et de là se rendre à Laon.

Napoléon, se rendit lui-même à Philippeville, d'où il expédia de nouveau des ordres au maréchal Grouchy pour faire sa retraite par Rhétel, sur Laon. Entre temps, les débris de l'armée repassaient la Sambre aux ponts de Marchiennes, de Charleroi, et du Châtelet, faisant ainsi la retraite sur plusieurs points, ce qui rendit le ralliement encore plus difficile.

Après avoir expédié tous les ordres que les circonstances rendaient nécessaires, Napoléon quitta Philippeville à deux heures après midi, y laissant le maréchal Soult pour rallier le grand quartier-général, et les corps qui se porteraient sur cette place. Il se mit en marche sur Laon, d'où il expédia plusieurs de ses aides-de-camp, il se

rendit ensuite en toute hâte à Paris, pour y passer quarante-huit heures, prévenir la commotion politique que la nouvelle du désastre pouvait occasioner, prendre les mesures les plus promptes pour hâter et terminer tous les préparatifs de défense de la capitale, préparer les esprits à la grande crise dans laquelle la France allait se trouver, faire diriger sur Laon toutes les troupes, tous les renforts que l'on pourrait tirer des dépôts et des places; en un mot, prendre toutes les mesures pour l'exécution du second plan d'opérations, auquel on se trouvait réduit. L'intention de Napoléon était de rejoindre, immédiatement après, son armée sous Laon.

Retraite du corps de Grouchy.

On avait eu des nouvelles du corps de Grouchy; ce maréchal n'avait reçu, le 18, l'ordre de marcher sur Saint-Lambert, qu'à sept heures du soir, il était alors fortement engagé. Maître d'une partie de Wavres, il n'avait pas encore pu en déboucher. Dans ces circonstances, le maréchal avait envoyé, sur Limale, le corps de cavalerie du général Pajol, et trois divisions d'infanterie, pour y passer la Dyle, et marcher contre Bulow. Ce mouvement avait

réussi, et les hauteurs opposées avaient été enlevées ; mais il était nuit, et la grande bataille était terminée. Le 19, à la pointe du jour, les Prussiens attaquèrent à leur tour, mais ils furent repoussés partout. Les hauteurs de Wavres furent emportées, et le maréchal Grouchy se disposait à marcher sur Bruxelles, lorsqu'il reçut la nouvelle de la perte de la bataille de Waterloo, et l'ordre de battre en retraite : ce que ce maréchal exécuta aussitôt en deux colonnes, l'une se dirigeant directement de Temploux à Namur, et l'autre par la grande route de Charleroi à Namur.

Les Prussiens voulurent attaquer les queues de ces colonnes, mais ils furent vigoureusement repoussés et perdirent quelques canons. Le maréchal arriva ainsi à Namur, d'où il prit la route de Dinant, laissant le corps du général Vandamme, tant pour détruire le pont de Namur (ce qu'on ne put exécuter), que pour faire l'arrière-garde, et contenir l'ennemi. Les Prussiens essayèrent de forcer le passage du pont ; mais, après avoir perdu beaucoup de monde, ils renoncèrent à cet espoir. Le corps de Vandamme se maintint dans la

ville jusqu'à huit heures du soir, qu'il dut l'abandonner pour continuer le mouvement de retraite. Le 24, tout le corps du maréchal Grouchy, arriva à Rhétel, et le 26 il se réunit à l'armée, sous Laon.

Ressources de la France.

La perte de la bataille de Waterloo mettait la France dans une position bien critique ; mais les mesures de prévoyance que Napoléon avait prises avant l'ouverture de la campagne, offraient encore des ressources en tous genres. Les débris de l'armée française, rassemblés sous Laon, se montaient, après l'arrivée du corps de Grouchy, au delà de soixante-cinq mille hommes. Sans doute que la perte des Français était considérable, mais leurs ennemis avaient encore plus perdu. Tous les dépôts des régimens étaient arrivés dans les environs de Paris, et ils avaient assez d'hommes pour remplacer les pertes. Les seuls dépôts de la garde en avaient six mille. On réunissait à La Fère les soldats du train, qui, presque tous, s'étaient sauvés avec leurs chevaux. Il y avait, dans cette place, et à Vincennes, cinq cents pièces de canon de campagne ; en outre, d'autres parcs considérables étaient sur la Loire. On pouvait facilement

organiser deux cents bouches à feu ; ce qui remettait le matériel de l'armée française dans le même état où il était avant le désastre. Napoléon calculait avec raison avoir, dans les premiers jours de juillet, une armée de cent trente mille hommes sur l'Aisne, entre Soissons et Laon. Blucher, Wellington ne pouvaient s'avancer qu'avec environ soixante mille hommes ; les Russes et les Autrichiens n'avaient pas encore passé le Rhin, le 24 juin. On aurait pu gagner un mois ; pendant ce temps, les fortifications de Paris, sur la rive gauche, eussent été terminées et armées : la garde nationale eût été augmentée ; on aurait pu y réunir celles de la Bretagne, de la Normandie, de la rive gauche de la Loire, et de tout l'Empire : et même faire venir les vingt régimens de marine qui avaient été organisés. Napoléon aurait pu manœuvrer avec cent cinquante mille hommes, autour d'un point d'appui comme Paris, bien fortifié, armé de cinq à six cents bouches à feu, et contenant plus de cent vingt mille hommes armés et organisés. Tels étaient encore les moyens militaires avec lesquels on pouvait espérer de lutter avec égalité de chances, lorsque

les événemens politiques, qu'on n'avait pu prévoir, paralysèrent tout.

21 juin. Retour de Napoléon. à Paris.

Peu après son arrivée au palais de l'Élysée, le 21 juin, Napoléon convoqua un conseil des ministres : on y discuta les mesures à prendre dans les circonstances où l'on se trouvait. On fut d'opinion de déclarer Paris en état de siége ; de convoquer les chambres à Tours, et de porter dans cette ville le centre du gouvernement ; de donner le commandement de Paris au maréchal Davoust, et le ministère de la guerre au général Clauzel. Tous ces différens actes se rédigeaient à la secrétairerie d'État, et déjà les ordres étaient expédiés pour doubler le nombre des tirailleurs de la garde nationale, et leur donner des armes dans la journée.

Conduite des Chambres.

On discutait s'il convenait que Napoléon portât lui-même, en habit de voyage, et sans appareils, les décisions aux Chambres, et l'on minutait même les discours, lorsqu'on fut instruit que la plus vive fermentation se manifestait dans la Chambre des Députés. Peu après midi, l'on reçut un message de cette Chambre, par lequel elle se déclarait en permanence, méconnaissait l'autorité de l'Empereur, et déclarait traître

à la patrie quiconque voudrait suspendre sa permanence. Quelques momens après, on apprit que la Chambre des Pairs venait de suivre l'exemple de celle des Députés, et se mettre en insurrection contre l'Empereur. Ces deux événemens suspendirent tout, on ne jugea plus qu'il fût convenable que l'Empereur se transportât au milieu des députés de la nation, puisqu'ils s'étaient déclarés en insurrection. Les ministres seulement s'y rendirent, et annoncèrent l'arrivée de l'Empereur à Paris, et l'état des affaires. Bientôt les nouvelles les plus désastreuses circulèrent partout. Les ennemis de Napoléon, les amis du roi, les partisans de l'étranger se remuaient de tous côtés, et tâchaient d'accroître dans la garde nationale le nombre de leurs prosélytes.

La nuit il y eut une conférence des ministres avec une commission de chacune des Chambres. L'esprit des Chambres se déploya tout entier, le danger de la patrie n'était pas seulement dans ses ennemis extérieurs : il consistait surtout dans les divisions de l'intérieur. Il ne restait plus à Napoléon que trois partis à prendre.

Le premier était de se rendre, le 22, au Partis

à prendre par Napoléon.

point du jour, au palais des Tuileries; d'y convoquer toutes les troupes de ligne qui se trouvaient dans la capitale, les six mille hommes de la garde impériale, les fédérés, la garde nationale, le Conseil-d'État, les ministres, et d'ajourner les Chambres.

Le deuxième parti était de caresser la faction qui menait les Chambres, de laisser celles-ci s'emparer de l'autorité, et négocier directement avec les puissances étrangères sans l'intervention de l'Empereur.

Le troisième parti qui restait à Napoléon, était d'abdiquer en faveur de son fils, de livrer aux Chambres toute l'autorité, et, par une abnégation complète de tous ses intérêts, leur ôter la pensée qu'il pût un jour ressaisir le sceptre qu'il aurait déposé, et employer contre elles son pouvoir. Les Chambres, rassurées sur ce point, pouvaient dès lors seconder de tous leurs efforts la réorganisation des forces nationales, enfin se dévouer en entier au salut de l'Empire.

Napoléon délibéra entre le premier et le troisième parti, et adopta ce dernier. Il n'offrait guère plus de probabilité pour la cause nationale: l'Empereur abdiquant,

l'armée, mécontente, perdrait tout son ressort, et le conservât-elle, elle serait trop peu secondée pour sortir d'une si terrible situation. Le maréchal Davoust, et les autres chefs, n'avaient pas assez d'habitude de la grande guerre, ni assez la confiance des soldats et du peuple, pour trouver des ressources proportionnées à de telles circonstances. Il était même probable que les armées anglo-hollandaise et prussienne marcheraient à tire d'aîle sur Paris, sans faire attention à l'armée française réunie à Laon, aussitôt qu'elles seraient assurées que Napoléon n'était plus à sa tête.

Si, par le parti que choisit Napoléon, il ne pouvait rien faire pour la patrie, il cessait du moins d'être un obstacle à sa délivrance. En proclamant ce que les Chambres paraissaient vouloir, il élevait un point de réunion ; il rendait aux représentans de la nation le libre exercice de toute leur énergie. Peut-être sortirait-il de leur sein quelques talens extraordinaires ; peut-être, comme dans les premiers temps de la révolution, verrait-on la France répondre à la voix du patriotisme, qui, du haut de la tribune, l'appelait aux armes.

Enfin, dût ce parti ne laisser pas plus d'espérance que les précédens, Napoléon devait à sa gloire, devait à la nation, qui deux fois lui avait confié ses destinées, de mettre dans tout son jour la pureté de ses intentions, et de constater aux yeux de la postérité que, si la France périssait, ce n'était pas au moins aux intérêts d'un seul homme qu'elle avait été sacrifiée. Il dicta donc au prince Lucien, son frère, la déclaration suivante, adressée au peuple français:

22 juin. Nouvelle abdication.

« En commençant la guerre, pour sou-
« tenir l'indépendance nationale, je comp-
« tais sur la réunion de tous les efforts, de
« toutes les volontés, et le concours de tou-
« tes les autorités nationales. J'étais fondé
« à en espérer le succès, et j'avais bravé
« toutes les déclamations des puissances
« contre moi.

« Les circonstances me paraissent chan-
« gées ; je m'offre en sacrifice à la haine des
« ennemis de la France. Puissent-ils être
« sincères dans leurs déclarations, et n'en
« avoir voulu réellement qu'à ma personne.
« Ma vie politique est terminée, et je pro-
« clame mon fils, sous le titre de *Napo-*
« *léon II,* empereur des Français.

« Les ministres actuels formeront pro-
« visoirement le conseil du Gouvernement.
« L'intérêt que je porte à mon fils, m'en-
« gage à inviter les Chambres à organiser
« sans délai la régence par une loi.
« Unissez-vous tous pour le salut public,
« et pour rester une nation indépendante.

NAPOLÉON.

« Au Palais de l'Élysée, ce 22 juin 1815. »

Aussitôt que la nouvelle de l'abdication de Napoléon fut répandue dans l'armée, elle y porta la consternation et le désespoir, et l'effet qu'elle produisit dans les armées ennemies fut encore plus funeste, par l'audace qu'elle donna à leurs chefs. Blucher et Wellington paraissaient, dans leurs premiers projets, être convenus de ne pas dépasser les frontières de la France avant l'arrivée des armées russes et autrichiennes; et, en attendant, de s'emparer d'Avesne, Maubeuge, et des autres places de cette frontière; de couvrir de leurs troupes légères tout le pays jusqu'à la Somme, et de le faire insurger. Ils préféraient ce plan, à marcher sur Paris avec une armée considérablement réduite, par le grand nombre de

troupes qu'il leur faudrait laisser en arrière pour masquer et contenir les garnisons ; marche qui, d'ailleurs, les aurait exposés à être pris en flanc et battus comme à Champ-Aubert, Montmirail, etc.

Marche des alliés sur Paris.

Mais dès que ces deux généraux apprirent que Napoléon avait abdiqué, et qu'il n'était plus à la tête des armées françaises, ils changèrent de résolution. Ne tenant donc aucun compte de l'armée française, déjà forte de soixante-quinze mille hommes, réunie entre Laon et Soissons, ils pénétrèrent par La Fère et Compiègne, et marchèrent en toute hâte sur Paris. L'armée française, entièrement découragée par les nouvelles de Paris, ne pensa plus qu'à se reployer en toute diligence sous les murs de la capitale ; on regarda même comme un succès obtenu que, le 28 juin, elle eût pu arriver à Saint-Denis avant les ennemis.

Cette armée rassemblée sous Paris, le maréchal Davoust se mit à sa tête ; mais il ne prit aucune résolution. Les alliés s'enhardirent au point de marcher par la vallée de Montmorency, et d'arriver à Saint-Germain et à Versailles, laissant, pendant tout ce mouvement, leur flanc gauche en-

tièrement à découvert, et exposé à l'armée française.

Napoléon qui, dès le 25 juin, s'était retiré à la Malmaison, y apprit le mouvement imprudent des ennemis : il envoya aussitôt le général Becker proposer au gouvernement provisoire de se mettre, comme général, à la tête de l'armée française ; de tomber avec toutes ses forces sur le flanc et les derrières de l'ennemi, d'en causer la ruine, et, sauvant pour le moment la capitale, d'obtenir le temps et les moyens de négocier avec plus d'avantage. Cet objet rempli, Napoléon aurait résigné son commandement.

Le gouvernement provisoire refusa cette offre. On ne sut pas profiter d'une aussi imprudente manœuvre ; et, au lieu d'écraser l'ennemi, en attaquant vigoureusement son flanc et ses derrières, le général français fit repasser la Seine à la plus grande partie de l'armée, et la rangea en bataille dans la plaine de Grenelle.

Bientôt les armées furent en présence, et le gouvernement provisoire signa une capitulation où rien ne fut stipulé, tant pour les droits de la nation que pour les intérêts

Capitulation de Paris.

de l'armée, elle dut évacuer Paris, et se retirer derrière la Loire, abandonnant ainsi, sans livrer bataille, la capitale à une armée égale en force. Ce fut sans doute une des plus honteuses transactions dont l'histoire fasse mention. Ce gouvernement et les Chambres continuèrent à être trahis par Fouché, et par le parti qui s'était entendu avec l'ennemi. Carnot agissait de bonne foi, mais il se laissa facilement tromper.

Les vertiges des Chambres étaient tels que, dans ces momens importans, elles s'amusaient à de vaines discussions de principes de constitution. La postérité ne croira pas qu'elles poussèrent l'aveuglement au point d'imaginer que des bataillons prussiens viendraient garantir et assurer l'exécution de leurs décrets. La garde nationale, ayant la même confiance, déclarait de son côté, qu'elle voulait conserver les couleurs nationales; et les alliés entraient dans Paris!

Toutes les illusions ne tardèrent pas à être détruites. Le roi ordonna, le lendemain de cette déclaration, la dissolution des deux Chambres, déjà cernées par les baïonnettes prussiennes; et, le 8 juillet, il fit son entrée à Paris. Les membres de la

Chambre des Députés, chassés du lieu de leur assemblée, se réunirent alors chez leur président Lanjuinais, et tout se termina par de vaines et impuissantes protestations.

Ici Napoléon s'est arrêté. Tout ce qu'il a écrit, dicté, rectifié, commenté, tout ce qui a été recueilli de sa bouche pour servir à son histoire, n'arrive que jusqu'à l'époque où il termina sa vie politique. A dater de ce jour, Napoléon n'est plus le narrateur des événemens dont il fut l'ame ; il a fini de raconter ce qu'il a fait de grand, de glorieux, et les revers sous lesquels il a succombé.

La tâche que je me suis imposée de coordonner l'histoire de cet homme extraordinaire, telle qu'il l'a dictée ou racontée lui-même, est donc terminée. C'est maintenant des généreux compagnons d'exil de Napo-

léon qu'il faut obtenir le complément authentique de l'histoire de l'illustre *patient* de Sainte-Hélène. Déjà, le comte de Las-Cases, les docteurs O'Méara et Antomarchi, ont fourni à la postérité des matériaux précieux pour cette dernière période ; mais il existe des lacunes que les fidèles généraux Bertrand, Montholon, Gourgaud, peuvent seuls remplir : c'est à ceux qui n'ont cessé de partager la longue et cruelle captivité de Napoléon, qu'il appartient de publier l'hospitalité du *Bellérophon,* la prévoyance des ministres du roi d'Angleterre, et la sollicitude constante du gouverneur Hudson Lowe. Les tribulations d'un grand homme, les insultes qu'il a pu recevoir, sont aussi du domaine de l'histoire, et l'histoire attend les six années de Sainte-Hélène.

Toutefois, j'ai cru devoir compléter l'HISTOIRE DE NAPOLÉON D'APRÈS LUI-MÊME, par un résumé succinct des principales circonstances de son départ de France, de sa déportation à Sainte-Hélène, de sa longue agonie sur ce rocher assassin, et de sa mort prématurée.

Voici comment Napoléon avait résumé lui-même sa vie politique :

« Après tout, disait-il à Sainte-Hélène, « en rejetant le livre d'un historien anglais, « ils auront beau retrancher, supprimer, « mutiler, il leur sera bien difficile de me « faire disparaître tout-à-fait. Un historien « français sera pourtant bien obligé d'abor- « der l'Empire, et, s'il a du cœur, il faudra « bien qu'il me restitue quelque chose, « qu'il me fasse ma part; et sa tâche sera « aisée, car les faits parlent, ils brillent « comme le soleil.

« J'ai refermé le gouffre anarchique, et « débrouillé le cahos; j'ai déssouillé la révo- « lution, ennobli les peuples, et raffermi « les rois. J'ai excité toutes les émulations, « récompensé tous les mérites, et reculé « les limites de la gloire. Tout cela est bien « quelque chose. Et puis, sur quoi pour- « rait-on m'attaquer, qu'un historien ne « puisse me défendre? Serait-ce sur mes « intentions? mais il est en fonds pour « m'absoudre. Mon despotisme? mais il « démontrera que la dictature était de toute « nécessité. Dira-t-on que j'ai gêné la liberté? « mais il prouvera que la licence, l'anar- « chie, les grands désordres, étaient encore « au seuil de la porte. M'accusera-t-on d'a-

« voir trop aimé la guerre? mais il mon-
« trera que j'ai toujours été attaqué. D'avoir
« voulu la monarchie universelle? mais il
« fera voir qu'elle ne fut que l'œuvre for-
« tuite des circonstances, que ce furent
« nos ennemis eux-mêmes qui m'y condui-
« sirent pas à pas. Enfin, sera-ce mon am-
« bition? ah! sans doute, il m'en trouvera,
« et beaucoup; mais de la plus grande et
« de la plus haute qui fût peut-être jamais:
« celle d'établir, de consacrer enfin l'em-
« pire de la raison, et le plein exercice,
« l'entière jouissance de toutes les facultés
« humaines! et ici l'historien peut-être se
« trouvera-t-il réduit à devoir regretter
« qu'une telle ambition n'ait pas été ac-
« complie, satisfaite!..... »

RÉSUMÉ COMPLÉMENTAIRE.

Dès l'abdication de Napoléon, le Gouvernement provisoire avait fait mettre deux frégates à sa disposition : elles l'attendaient dans la rade de Rochefort. Napoléon, pressé de partir par les intrigues de Fouché, se mit en route de la Malmaison le 29 juin : il arriva le 3 juillet à Rochefort. Beaucoup de propositions lui furent faites par des généraux : il persista à quitter la France.

Un lieutenant de vaisseau de la marine française, commandant un bâtiment de commerce danois, s'offrit généreusement pour le sauver ; mais, le 8 juillet, Napoléon gagna Fourras, et coucha à bord de la frégate *la Saal*. Le lendemain il débarqua à l'île d'Aix. La croisière anglaise était devant la rade : elle n'avait pas reçu le sauf-conduit pour laisser passer Napoléon. Toutes les passes étaient bloquées ; de jeunes aspirans s'offrirent pour conduire Napoléon aux États-Unis, sur des chasse-marées ; il refusa parce qu'on aurait été obligé de prendre des vivres sur les côtes de Portugal. Les frégates avaient refusé de sortir par la faiblesse de caractère du commandant.

Le 14, le capitaine Maitland, commandant le vaisseau anglais *le Bellérophon*, fit offrir à Napoléon de l'embarquer pour l'Angleterre : Napoléon accepta, ne pouvant soupçonner l'indigne traitement qu'on lui ménageait. Il écrivit aussitôt au prince régent :

« Altesse Royale, en butte aux factions qui divisent mon « pays, et à l'inimitié des plus grandes puissances de l'Eu- « rope, j'ai consommé ma carrière politique. Je viens, comme « Thémistocle, m'asseoir sur le foyer du peuple britannique ; « je me mets sous la protection de ses lois, que je réclame « de Votre Altesse Royale, comme celle du plus puissant, du « plus constant, du plus généreux de mes ennemis. »

NAPOLÉON.

Le général Gourgaud partit sur-le-champ, sur la corvette anglaise *le Slany*, pour aller porter cette lettre au prince régent.

Le 15 juillet, Napoléon se rendit à bord *du Bellérophon* ; en montant sur ce vaisseau, il dit au capitaine Maitland : « Je viens à votre bord me mettre sous la protection des lois de l'Angleterre. »

Le lendemain, on fit voile pour l'Angleterre, et le 24, *le Bellérophon* mouilla à Torbay. Napoléon y apprit que le général Gourgaud n'avait pu communiquer avec la terre, et qu'il avait été obligé de se dessaisir de la lettre de l'Empereur. La rade de Torbay se couvrit de bateaux remplis de curieux.

Le 26, *le Bellérophon* appareilla de nouveau pour se rendre à Plymouth, où il arriva le soir. Des

bruits commencèrent à circuler sur la déportation de Napoléon à Sainte-Hélène ; mais la magnanimité de Napoléon lui faisait repousser ces craintes. Pourtant les papiers publics ministériels de l'Angleterre se déchaînaient contre lui, et c'était le cri des ministres préparant un coup d'Etat. Toute l'Angleterre se portait à Plymouth : des milliers de bateaux étaient réunis autour du *Bellérophon*, la rade ressemblait à une vaste place publique, et lorsque Napoléon paraissait sur le pont, il était accueilli par des acclamations. Des femmes, des jeunes gens commençaient à se montrer parés d'œillets rouges. Toutes ces circonstances tournaient au détriment de Napoléon, aux yeux des ministres anglais.

Le 30 juillet, un commissaire ministériel notifia à Napoléon la résolution relative à sa déportation à Sainte-Hélène : les généraux Savary et Lallemand y étaient personnellement exclus de la suite de l'Empereur. Napoléon protesta contre cette décision dans les termes suivans :

« Je proteste solennellement ici, à la face du ciel et des hommes, contre la violence qui m'est faite ; contre la violation de mes droits les plus sacrés, en disposant, par la force, de ma personne et de ma liberté. Je suis venu librement à bord du *Bellérophon* ; je ne suis pas prisonnier, je suis l'hôte de l'Angleterre. J'y suis venu à l'instigation même du capitaine, qui a dit avoir des ordres du Gouvernement de me recevoir, et de me conduire en Angleterre avec ma suite, si cela m'était agréable. Je me suis présenté de bonne foi pour venir me mettre sous la protection des lois de l'Angleterre. Aussitôt assis

à bord du *Bellérophon*, je fus sur le foyer du peuple britannique. Si le Gouvernement, en donnant ordre au capitaine du *Bellérophon* de me recevoir, ainsi que ma suite, n'a voulu que tendre une embûche, il a forfait à l'honneur, et flétri son pavillon.

« Si cet acte se consommait, ce serait en vain que les Anglais voudraient désormais parler de leur loyauté, de leurs lois; la foi britannique se trouvera perdue dans l'hospitalité du *Bellérophon*.

« J'en appelle à l'Histoire. Elle dira qu'un ennemi qui fit long-temps la guerre au peuple anglais, vint librement, dans son infortune, chercher un asile sous ses lois. Quelle plus éclatante preuve pouvait-il lui donner de son estime et de sa confiance? Mais comment répondit-on, en Angleterre, à une telle magnanimité? On feignit de tendre une main hospitalière à cet ennemi, et, quand il se fut livré de bonne foi, on l'immola. »

NAPOLÉON.

« A bord du *Bellérophon*, à la mer. »

Le 4 août, *le Bellérophon* appareilla spontanément de Plymouth: on disait qu'un officier public était parti de Londres, avec un ordre d'*habeas corpus*, pour réclamer la personne de Napoléon, au nom des lois et d'un tribunal.

Le 7 août, Napoléon quitta *le Bellérophon*, pour passer à bord du *Northumberland*, commandé par l'amiral Cockburn. Ses effets furent visités, son argent séquestré : les personnes de sa suite furent désarmées : l'ordre ministériel portait aussi d'ôter l'épée à Napoléon, mais l'amiral Keith, ne voulut pas le faire exécuter.

Le lundi, 7 août 1815, le *Northumberland* ap-

pareilla de la baie de Start pour Sainte-Hélène : et le grand homme qui avait rempli le monde de son nom, pendant vingt ans, fut conduit sur ce rocher homicide, à deux mille lieues de l'Europe. Le ministère anglais avait réduit sa suite à quatre seules personnes : les généraux Bertrand, Montholon, Gourgaud, le comte de Las-Cases, et les domestiques. Tous ceux qui ne purent suivre Napoléon au lieu de son exil, furent ceux qui pleurèrent lors de son départ.

Le 16 octobre, soixante-dix jours après avoir quitté l'Angleterre, et cent dix jours après son départ de Paris, Napoléon posa le pied sur le rocher africain, qu'il ne devait plus quitter. Il fut d'abord logé dans la petite maison de *Briars*, appartenant à un négociant ; et deux mois après, il fut installé à *Longwood :* l'horreur et les misères qu'il trouva à Sainte-Hélène, l'indignèrent : il s'en plaignit au gouvernement anglais ; mais ce fut vainement. L'exercice, si nécessaire à la santé de Napoléon, devint une chose très-humiliante, par la surveillance dont il était l'objet dans toutes ses promenades ; il fut obligé d'y renoncer, sans toutefois être délivré de ses gardiens, qui poussèrent leur insolente audace jusqu'à vouloir forcer la porte de sa chambre. Napoléon ne vécut que de privations de toutes les sortes durant sa longue agonie à Sainte-Hélène : les provisions qu'on lui envoyait étaient souvent mauvaises, et toujours exiguës. Il fut obligé de

faire vendre sa vaisselle, et d'accepter quatre mille louis que M. de Las-Cases avait à Londres, pour ne pas manquer du nécessaire, lui et ses compagnons d'exil. Toute communication avec l'Europe lui avait été interdite par le ministère anglais ; le gouverneur de Sainte-Hélène, sieur Hudson-Lowe, semblait avoir pris à tâche de se rendre odieux par les vexations journalières qu'il faisait supporter à son illustre prisonnier.

Bientôt les souffrances physiques vinrent s'unir aux souffrances morales de Napoléon. Il fut attaqué de la maladie de foie, endémique et mortelle à Sainte-Hélène. Dès le mois d'août 1818, le général Gourgaud fut obligé d'écrire à la princesse Borghèse : « Napoléon se meurt dans les tourmens de la plus affreuse et la plus longue agonie. » Quelques mois après, le docteur O'Méara, épouvanté des progrès que faisait le mal chez son illustre malade, s'empressait d'annoncer au secrétaire de l'amirauté, « que la vie de Napoléon était en danger s'il « résidait plus long-temps dans un climat tel que « celui de Sainte-Hélène ; surtout, si les périls de « ce séjour étaient aggravés par la continuité de « ces contrariétés et de ces violations auxquelles il « avait été jusqu'alors assujéti. »

Quelques voix généreuses adressèrent les plus vives réclamations en faveur du *patient* de Sainte-Hélène, aux ministres réunis en congrès à Aix-la-Chapelle. D'autres osèrent interceder auprès des

empereurs de Russie et d'Autriche. Le congrès et les monarques restèrent sourds aux cris de l'humanité.

En juin 1821, le docteur O'Méara écrivit de nouveau à lord Bathurst, « que la crise qu'il avait prévue était arrivée, que la mort prématurée de Napoléon était certaine, si le même traitement était continué à son égard. »

Le 17 mars 1821, le comte Montholon, annonça à la princesse Borghèse que la maladie de Napoléon avait fait, depuis six mois, des progrès effrayans. Le comte Bertrand avait précédemment écrit à lord Liverpool, pour lui faire connaître la situation de Napoléon, et demander qu'il fût transporté dans un autre climat; mais le gouverneur Hudson-Lowe, s'était refusé à faire passer cette lettre à son gouvernement, *sous le vain prétexte que le titre d'Empereur était donné à Nopoléon.* Une politique barbare rendit insensibles et les souverains alliés et leurs ministres.

Dès le 7 mars, Napoléon s'était trouvé en danger imminent; ses forces l'avaient abandonné; il ne se levait plus qu'avec peine. A la fin d'avril, la maladie fit de nouveaux progrès. Le 1er mai, il s'était levé; mais une faiblesse l'obligea à se faire remettre au lit. Il avait fait placer devant son lit le buste de son fils, sur lequel il avait constamment les yeux fixés. Le 3, les symptômes devinrent plus alarmans. Le lendemain, on eut quelque espoir; il fallut y re-

noncer le 5. Jamais agonie ne fut plus calme; aucun signe de douleur ne se manifesta sur son visage, aucune plainte n'échappa de sa bouche : son regard était serein, son ame tranquille. Sa faible voix fit entendre souvent ces mots : *Nation française..... Rien à mon fils que mon nom !....... Mon fils !...... France !..... France !.....* A six heures du soir au moment où le soleil quittait l'horison, Napoléon croisa les bras avec effort, prononça les mots de *tête....... armée.......* jeta un dernier regard sur le buste de son fils, et expira!

Ses dernières volontés portent : *Je désire d'être enterré sur les bords de la Seine, au milieu des Français que j'ai tant aimés.* Mais le congrès d'Aix-la-Chapelle, avait décidé, par avance, que Napoléon serait enterré à Sainte-Hélène.

Ses dépouilles mortelles furent exposées pendant deux jours; il était revêtu de l'uniforme des chasseurs de sa garde, et couvert, en partie, par le manteau qu'il portait à Marengo. Les honneurs funèbres les plus pompeux lui furent rendus au moment de son inhumation. Napoléon, habillé comme il avait coutume de l'être pendant sa vie, repose au fond d'un site romantique, appelé *la Vallée du Géranium*, au-dessous de *Huts-Gate*. Son corps fut placé dans une caisse de fer blanc, garnie d'une espèce de matelas, d'un oreiller, et revêtus de satin blanc; il a l'épée au côté, et un crucifix sur la poitrine. Le chapeau, n'ayant pu être placé sur sa

tête, le fut à ses pieds; on y mit aussi des aigles, des pièces de toutes les monnaies frappées à son effigie, son couvert, son couteau, une assiette avec ses armes, etc. Le cœur, déposé dans un vase d'argent, et les intestins, placés dans un cylindre de même métal, furent mis au pied du cercueil. La caisse de fer blanc, fermée et soudée avec soin, fut placée dans une autre caisse en acajou, qu'on mit dans une troisième en plomb, laquelle fut elle-même déposée dans une quatrième d'acajou, qu'on scella et ferma avec des vis en fer.

La tombe de Napoléon est de forme quadrangulaire, plus large dans le haut que dans le bas; sa profondeur est d'environ douze pieds. Le cercueil est placé sur deux fortes pièces de bois et isolé dans tout son pourtour. Ses pieds sont vers l'orient et sa tête à l'occident......

Une garde d'officiers anglais veille sur le tombeau!......

FIN.

TABLE DES MATIÈRES.

PREMIÈRE PARTIE.

DEUXIÈME PARTIE.

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.